

# Sommaire

## BILAN PROVISOIRE DE L'ALTERMONDIALISME

- Altermondialisme... ou altercapitalisme ? Introduction 5  
Les précurseurs 10  
Quelques points de repère sur les origines du mouvement altermondialiste 16  
Le rôle d'ATTAC et du *Monde diplomatique* 18  
Les axes idéologiques d'ATTAC et du mouvement altermondialiste 22  
«Victoires» des altermondialistes ou changements des rapports de forces interétatiques ? 32  
Vers la notabilisation ou vers l'explosion ? 34  
Bibliographie 38

## ANNEXES

- L'expérience de *De Fabel van de illegal\** 40  
Charte de principes du Forum Social Mondial (extraits) 49  
Douze propositions pour un autre monde possible (extraits) 52  
**Nicolas Barto**: L'altermondialisme d'État\* 55  
**Nicolas (Cercle social)**: Paradis fiscaux, néo-réformisme et rôle de l'État dans le nouvel ordre mondial\*, 66  
**Nicolas (Cercle social)**: De la mondialisation du capitalisme à la mondialisation: une simple question de vocabulaire ? 73  
**Nicolas (Cercle social)**: Idéologie et fonctionnement d'ATTAC\*76  
**L'Oiseau-tempête**: Altermondialisme, la réforme des illusions\*, 87  
**XYZ**: ATTAC, AMD : pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places !\* 93

## AUTOUR DES INDIGNÉS

- Claude Guillon**: Indignés, ding, dong, 107  
**Temps critiques**: Les indignés : écart ou sur-place ? Désobéissance, Résistance et insubordination, 109  
**Lutte Ouvrière**: Espagne, le Mouvement du 15 Mai (Les Indignés) 129

## RÉSISTANCE AU TRAVAIL OBLIGATOIRE AUX PAYS-BAS

- Éric Krebbers (Doorbraak)**: La lutte contre le travail obligatoire à Leiden, 137

## ANTISÉMITISME, RACISME, HISTOIRE DE L'ANTISIONISME ET NÉGATIONNISME

- La tuerie de Toulouse à l'école Ozar Hatorah est un acte antisémite – n'ergotons pas ! 145  
L'extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ? 148

Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses, 160

Initiative communiste-ouvrière: À propos des tueries de Toulouse et Montauban 163

**Nicolas Dessaux** (ICO): «Musulman d'apparence»? 165

**Luftmenschen** : Aux sources de la conspiration 167

**Luftmenschen** : À propos des racines et des excroissances du négationnisme 178

À propos de *L'antisémitisme partout* d'Eric Hazan et Alain Badiou ou comment dissimuler les acquis d'un siècle de débats sur le sionisme 187

Petite bibliographie sur différents courants de l'antisionisme 199

EXTRÊME DROITE «GAULOISE»

ET EXTREME DROITE MUSULMANE

Pourquoi diable cette revue (re)publie-t-elle des textes du site néostalinien des Redskinheads ? 202

**Redskinheads**: Hassan Iquioussen et Alain Soral: quelle alliance entre le «communautarisme gaulois» et l'islam politique en France ? 205

---

\* Les articles suivis d'un astérisque, dans ce sommaire, ont déjà été publiés dans la revue quand elle était dupliquée.

---

## Présentation

L'altermondialisme commence à avoir une longue histoire et est présent dans de nombreux pays. Ce numéro tente de dresser un bilan provisoire, partiel et partial, en évoquant les lignes de force idéologiques qui font consensus au sein du «mouvement des mouvements», au-delà des divergences multiples, profondes ou superficielles. Nous republions plusieurs textes du groupe néerlandais De Fabel van de illegaal, du Cercle social et de L'Oiseau Tempête, qui, il y a dix ans, avaient fort bien perçu les limites et les faiblesses de l'altermondialisme. Leurs critiques n'ont, hélas, pas été démenties par les faits.

La revue présente ensuite trois points de vue différents sur le mouvement des Indignés, deux assez sévères et le dernier plus dans le questionnement. Nous ne prétendons pas, bien sûr, épuiser ici l'étude de ce récent produit dérivé de l'altermondialisme.

Les camarades néerlandais du groupe Doorbraak nous racontent leur première campagne contre le travail obligatoire aux Pays-Bas, ce laboratoire de toutes les politiques antisociales en Europe.

Nous abordons ensuite la façon dont les milieux d'extrême gauche ont réagi face à la tuerie de Toulouse, en niant sa dimension antisémite, comme à leur habitude, et en s'alignant sur la version des médias et du pouvoir selon laquelle Merah aurait été un «fou», un «sociopathe», un «psychopathe» et/ou un «loup solitaire». Ou bien en cherchant désespérément une explication dans une abracadabrante théorie du complot.

Nous publions deux textes des Luftmenschen, l'un sur la signification des attentats commis par le fasciste norvégien Anders Behring Breivik, l'autre sur les racines et les excroissances du négationnisme. Ces deux articles tentent d'expliquer ce qu'est le néofascisme aujourd'hui et quelles sont ses influences idéologiques.

Nous lançons quelques pistes sur la question de l'antisionisme en soulignant certains éléments peu connus, en tout cas peu discutés, de son histoire, qui à notre avis permettent de mieux saisir les limites de l'antisionisme de gauche actuel.

Enfin, nous publions un article sur les proximités idéologiques entre Alain Soral et Hassan Iquioussen, texte qui éclaire les convergences surprenantes entre les extrêmes droites «gauloise» et «musulmane» en France.

---



# Altermondialisme...

## ou

# altercapitalisme ?

---

### Introduction

Formuler une définition précise de l'altermondialisme est très difficile, vu la multiplicité des courants idéologiques que ce terme recouvre, la multiplicité des mouvements qui s'en réclament (de façon plus ou moins intéressée ou opportuniste<sup>1</sup>) et la multiplicité des formes d'action qui lui sont liées.

Ses partisans mettent en avant le fait qu'il s'agirait d'un «mouvement des mouvements», d'un Réseau des réseaux, horizontal, ultradémocratique, ouvert à toutes les sensibilités politiques et philosophiques, à condition qu'elles remettent en cause le «néolibéralisme», concept au contenu très ambigu sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ses détracteurs soulignent le fait que les sommets altermondialistes sont financés par des municipalités, des régions, des ministères ou des États. Ils soulignent que les cadres de ces mouvements travaillent pour des ONG, des associations humanitaires, des observatoires du développement, des *think tanks* (clubs de réflexion), des instituts de recherche, des cabinets de consultants (2,4 millions d'euros par contrat) ou des syndicats qui dépendent totalement des subventions gouvernementales ou privées<sup>2</sup>. Les

---

<sup>1</sup> L'hétérogénéité du mouvement permet à chaque composante de se dire «irresponsable» des positions des autres, et de mettre en avant des pratiques totalement différentes (ex. des VAAG, villages autogérés, etc. ; négation du rôle central d'ATTAC et des instances dirigeantes des FSM et des plus grosses ONG, etc.)

<sup>2</sup> On apprend ainsi, dans un article de Stéphane Jourdain et Emmanuelle Leneuf publié le 01/04/2002 dans *L'Expansion*, journal patronal, que la Fondation Copernic est une association loi 1901 financée, du moins en 2002, par une dizaine d'entreprises privées (les journalistes ne précisent pas lesquelles) ; que son président Gilles de Margerie était à l'époque... directeur général adjoint du Crédit agricole ; qu'elle a touché au moins une subvention publique en 2000 ; et qu'elle souhaitait développer des liens avec des organismes comme Policy Network, le think tank de Tony Blair, cet avocat et grand homme de gauche qui, depuis qu'il n'est plus Premier ministre, touche des fortunes pour ces conférences (120 000 euros à chaque fois), articles, mémoires (5,6 millions d'euros d'avance) ou activités de consulting (2,4 millions d'euros pour un seul contrat, et il en a signé

théoriciens de l'altermondialisme sont le plus souvent des universitaires qui vivent dans leurs tours d'ivoire académiques, relativement privilégiées, soutenus par des politiciens ou des militants chevronnés à la recherche d'une nouvelle virginité politique.

Ses partisans ripostent que le mouvement altermondialiste est tourné vers des revendications concrètes, minimales certes, mais réalistes, voire «utopiques-réalistes-et-citoyennes». Qu'il regroupe des syndicats, des associations, des bénévoles qui ne font pas d'«idéologie» mais n'hésitent pas à «mettre les mains dans le cambouis».

Ses détracteurs rétorquent que l'altermondialisme n'est qu'un concentré de vieilles idéologies ou de vieilles propositions politiques, datant pour la plupart du XIX<sup>e</sup> ou des débuts du XX<sup>e</sup> siècle : apologie des coopératives, des petites et moyennes entreprises, ou des petites et moyennes exploitations agricoles employant des salariés ; réforme du système bancaire ; réforme agraire (sans supprimer la propriété privée du sol) ; adoption de règles internationales garantissant la coexistence pacifique entre les États ; imposition de règles internationales garantissant un rééquilibrage économique durable et plus juste entre le Nord et le Sud ; ou tiers-mondisme, idéologie qui a servi, et sert encore, à justifier la domination de nouvelles bureaucraties, ou bourgeoisies bureaucratiques, sur les peuples du Sud. Il n'y aurait donc rien de nouveau sous le soleil altermondialiste.

Bref, lorsque l'on discute du sens et de l'intérêt de l'altermondialisme, assiste-t-on à un dialogue de sourds, finalement assez classique, entre «réformistes<sup>3</sup>» et «révolutionnaires»? Ou la discussion peut-elle s'avérer

---

plusieurs) ! Apparemment la Fondation Copernic vivrait désormais seulement de la vente de ses livres et des cotisations des adhérents et n'aurait plus recours aux capitalistes privés pour lutter contre le «néolibéralisme»... Une information à vérifier.

Autre exemple troublant : si l'on cherche à connaître l'identité des «partenaires» (donc des sources de financement) de l'AITEC, réseau de chercheurs qui rassemble le gratin de l'altermondialisme français, on trouve le Transnational Institute qui reçoit notamment des subventions des ministères des Affaires étrangères des Pays-Bas, du Danemark et de la Finlande, ainsi que de la Commission européenne. Ministères et Commission qui ne sont pas vraiment à la pointe du combat contre ce fameux «néolibéralisme»...

La question des financements d'un mouvement et des organisations qui le composent est cruciale pour juger de sa nature ; or, qu'il s'agisse des fondations Ford (jusqu'en 2004) ou Heinrich Böll, des mairies de Porto Alegre ou de Paris, de la Région du Rio Grande do Sul au Brésil ou de la Région toscane en Italie, des conseils généraux ou de l'Etat français, de l'Etat vénézuélien, etc., les experts de l'altermondialisme et les militants qui se réunissent dans les forums sociaux sont très loin d'être financièrement indépendants des centres du pouvoir capitaliste.

<sup>3</sup> La façon dont Gustave Massiah, au cours d'une interview dans *Libération*, explique la différence entre réformistes et réformateurs est plutôt comique : «Il ne

plus complexe ? Peut-on agir au sein des mouvements altermondialistes sans renier ses idéaux de révolution sociale, tout en défendant de façon efficace les intérêts des exploités ? La primauté accordée par les altermondialistes aux «droits humains» (droits dont jouissent, ou jouiraient, par conséquent toutes les classes sociales) est-elle riche de perspectives nouvelles ?

La pratique du consensus et de la non-violence qui caractérisent ces mouvements (dont les «Indignados» en Espagne sont la dernière illustration) n'aboutissent-ils pas tout simplement à redorer le blason d'une démocratie qu'il faut bien appeler par son nom : la démocratie bourgeoise – ce que ne font jamais les altermondialistes ?

N'aboutissent-ils pas à re-noncer à toute perspective de véritable suppression du capitalisme, de l'État, de l'exploitation, de la hiérarchie, du salariat ?

La dénonciation du néolibéralisme et de la «marchandisation<sup>4</sup>» du monde n'est-elle pas le moyen de réhabiliter un capitalisme en crise au nom d'un discours pseudo-éthique qui sanctifie l'indignation mais condamne la révolte quand celle-ci ne souhaite pas se contenter d'un simple replâtrage ?

N'est-elle pas une manœuvre habile pour inventer un «altercapitalisme» plutôt qu'un anticapitalisme ou un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ?

«L'autre monde possible» n'est-il pas tout simplement ce monde capitaliste, celui dans lequel nous vivons aujourd'hui, mais qui serait (co)-géré par de nouveaux dirigeants issus de la «société civile», des «nouveaux mouvements sociaux», à l'image d'un Luiz Inacio Lula, d'un Hugo Chavez ou d'un Evo Morales ?

Un monde où les experts altermondialistes remplaceraient les experts mondialistes actuels auprès des «élites» dirigeantes ?

Un monde capitaliste multipolaire qui ne serait plus soumis à la domination directe des puissances les plus riches et les plus anciennes, en particulier des États-Unis, mais qui resterait un monde régi par l'exploitation des salariés et particulièrement des prolétaires ?

«L'agir local, penser global» est-il une façon de renforcer l'union nationale entre toutes les classes, le souverainisme, le protectionnisme, le pat-

---

faut pas confondre, déclare-t-il, les réformistes qui se contentent des évolutions gradualistes et les réformateurs qui acceptent des réformes en situation mais veulent des transformations structurelles, des ruptures.» Le lecteur comprend donc, à demi-mot, que ce vice-président d'ATTAC est un réformateur mais le contenu de ses «ruptures» n'est pas précisé, ce qui n'introduit aucune différence politique essentielle avec le... réformisme !

<sup>4</sup> Cette notion même de «marchandisation» du monde repose sur l'illusion qu'on pourrait, en système capitaliste, établir une démarcation stricte entre un secteur marchand et un secteur non marchand. Or la «marchandisation», la transformation des objets, des êtres humains et de la nature en marchandises est inséparable de l'exploitation sur laquelle repose la domination capitaliste.

riotisme et le nationalisme dans chaque État, ou une manière originale, nouvelle, de tisser des liens de solidarité au-delà des frontières ?

Peut-on édicter des règles «justes» du commerce mondial en conservant les États, les salaires, les prix, la propriété privée et la hiérarchie au sein des entreprises ? La décroissance est-elle le moyen de préserver les ressources de la planète, ou bien une nouvelle idéologie vantant l'austérité et la frugalité des prolétaires des pays riches, tout en ne touchant pas à la consommation et aux pouvoirs des classes dirigeantes ?

Quelles leçons pouvons-nous tirer des forums sociaux mondiaux, des contre-sommets et des mouvements altermondialistes en France ? Sont-ils l'occasion de formidables rencontres humaines, de débats fructueux, d'échanges passionnants ? Ou sont-ils de simples spectacles, des parodies de luttes, qui ne menacent absolument pas les intérêts des puissants ?

Ce qui est sûr c'est que, comme on a pu le voir à Gênes, à Göteborg, à Seattle ou à Copenhague, les États mobilisent leurs flics et toutes sortes de moyens techniques sophistiqués, novateurs, pour contrôler et réprimer ces mouvements, ou au moins réprimer les éléments qu'ils jugent les plus dangereux (les «Black Blocs»).

Les États en font de véritables répétitions générales en vue de la répression sanglante qu'ils ne manqueront pas de lancer face à des mouvements plus dangereux pour la domination capitaliste. Après tout, les dirigeants européens ne peuvent pas faire comme Bachar al-Hassad : entourer les villes où se déroulent des manifestations importantes avec des chars et mettre des snipers sur les toits, bombarder au canon les agglomérations, puis liquider les opposants maison par maison... Du moins pas encore...

Si l'on observe les mesures prises à Québec pour le Sommet des Amériques (érection d'une clôture de sécurité de 4 kilomètres de long et de 3 mètres de haut, pour protéger les lieux de rencontre des chefs d'État et de gouvernement) ou l'utilisation par la police suédoise de balles réelles contre des manifestants lors du Conseil européen de Göteborg, on voit que les États démocratiques occidentaux se préparent à la guerre civile.

Les articles qui suivent ne sont pas le fruit d'une expérience militante directe au sein du mouvement altermondialiste. Ils contiennent donc certainement des inexactitudes ou des jugements que les altermondialistes trouveront péremptaires. Pour l'écrire, je suis parti de quelques livres sur l'altermondialisme et de discussions avec les camarades néerlandais du groupe De Fabel van de illegaal qui ont milité au sein du mouvement altermondialiste puis l'ont quitté en 1999.

Leurs analyses ont été traduites dans l'ouvrage *La Fable de l'illégalité* publié par la revue *Ni patrie ni frontières* en 2008, et se trouvent aussi sur le site mondialisme.org. De plus, j'ai tenu compte, dans la mesure du possible, des objections et des questions qui m'ont été adressées et des discussions animées qui ont eu lieu autour des grandes lignes de ce texte à Angers et à Cannes, les 23 et 25 juin 2011. J'en profite donc pour remercier les camarades des Nuits bleues d'Angers et du Collectif de Collectif



anarchiste des Alpes-Maritimes pour leur hospitalité et leurs critiques fraternelles.

Y.C., juin 2011

# Les précurseurs

**1.1 Le mouvement altermondialiste n'est pas né en 1998 avec la création d'ATTAC ni même à la suite des grandes manifestations de Seattle en 1999** : il a été précédé par une longue évolution politique qui commence au moins au milieu des années 1980.

Voici une chronologie très succincte des mobilisations et campagnes qui ont précédé Seattle :

**1984** Réunion de The Other Economic Summit (L'Autre Sommet Economique) ou TOES à Londres, premier contre-sommet ; le G7 se réunit à Birmingham cette année-là et reçoit une délégation du TOES

**1988** Berlin : première mobilisation de masse contre l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

**1989** Sommet du G7 à Paris et Sommet des 7 peuples les plus pauvres organisé par le CEDETIM, le CRID (au départ chrétien, ce regroupement d'associations s'est s'élargi), etc., pour l'abolition de la dette du tiers monde

**1990** Campagne contre le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

**1992** Sommet de la Terre organisé par l'ONU à Rio. Si l'on croit les altermondialistes du CRID, ce sommet a «produit un plan d'action («l'agenda 21»), fixant les grands objectifs à atteindre pour faire du développement durable une réalité au XXI<sup>e</sup> siècle ; il a également permis la signature de deux conventions internationales, sur les climats et sur la biodiversité, et quelques avancées sur deux conventions signées en 1994, sur la désertification et sur les forêts».

Anil Agarwal du Centre for Science and Environment de New Delhi, exprime une opinion opposée : *«Jusqu'à la Conférence de Rio, la société civile avait poussé les gouvernements à agir. Depuis, elle semble s'être adaptée à l'inaction des gouvernements. La "gouvernementalisation" du débat écologique, du programme d'action écologique a eu des résultats désastreux. L'environnement semble être une cause à défendre, mais où sont les défenseurs ? Pratiquement aucun des traités signés à Rio ou par la suite n'a été appliqué avec tout le sérieux requis. Le Programme d'action 21 est presque devenu lettre morte.»*

**1992** Campagne contre la Politique agricole commune en Europe

1992 est aussi l'année de la crise du SME (système monétaire européen), crise qui favorise l'idée que les gouvernements nationaux n'auraient plus les moyens de contrôler leur monnaie face aux méchants spéculateurs. En fait, comme toujours, cette crise dite monétaire est liée à toute une série d'autres facteurs : le non des Danois au traité de Maastricht qui fragilise la crédibilité de l'Union européenne; les conséquences de la réunification allemande et les divergences entre les différentes banques

centrales et les États européens ; l'inexistence d'une superstructure politique européenne qui aurait pris en charge de façon commune les conséquences de cette réunification, sur le plan social, économique et financier; une baisse des investissements ; l'éclatement des bulles financière et immobilière dans les pays anglo-saxons et au Japon; la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et au Japon, etc.

**1994** La Conférence mondiale organisée à Vienne en 1993 porte sur les droits de l'homme et aboutit à une belle Déclaration sur le même sujet l'année suivante.

**1995** Conférence mondiale des femmes organisée par l'ONU à Pékin

**1996** Selon le CRID, «*La Conférence Habitat II d'Istanbul de l'ONU ou Sommet des villes, en 1996, a introduit l'idée de la nécessité de mener des actions intégrées et participatives pour rendre les villes plus sûres, plus saines et plus justes ; le droit au logement est également reconnu comme partie prenante des droits de l'Homme ; l'accès aux services de base (eau potable, assainissement, déchets, transports...) est reconnu comme vital.*»

**1997** G7 de Lyon

Début de la crise financière asiatique (de nombreux articles sont consacrés à ces questions dans *Le Monde diplomatique*, nourrissant la thèse de la prédominance de la sphère financière sur la sphère productive-réelle, mais le lien n'est pas fait avec les grandes grèves en Corée du Sud en 1996)

**1998** Campagne contre l'Accord multilatéral sur l'investissement, l'AMI, qui propose une libération accrue des échanges. Chaîne humaine de 70 000 personnes à l'occasion du G8 de Birmingham. Contenu potentiellement antisémite de la campagne sur l'AMI (cf. le livre du groupe De Fabel van de illegaal publié par *NPNF*).

**1999** caravane de paysans indiens du Karnataka (État du Sud-Est de l'Inde comptant 52 millions d'habitants) soutenue par Via Campesina – campagne contre la crise asiatique et occupation de la City de Londres

1999 manif contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle

**On voit donc que le mouvement altermondialiste s'est progressivement construit en réaction contre les sommets du G7, de l'OMC, etc., mais aussi parallèlement aux questions débattues dans le cadre des conférences de l'ONU sur de «grands thèmes de société» ou de nouveaux droits reconnus par les institutions internationales.**

## **1.2 Les sommets altermondialistes ont donc commencé avant Seattle (1999) et avant même l'invention du mot «altermondialisme».**

Ils ont été suivis par une dizaine de forums sociaux mondiaux, accompagnés par des «forums polycentriques» (organisés sur plusieurs continents, durant la même année) et par des forums seulement nationaux. Il faut quand même savoir que l'idée de ces forums vient d'Oded Grajew, «*fondateur de l'Association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (CIVES), une association de chefs d'entreprise au Brésil*» (E.

Fougier) qui la soumit ensuite à «*Chico Whittaker, alors secrétaire exécutif de la commission Justice et paix de la conférence épiscopale brésilienne*»....La sainte alliance entre un groupe de patrons et l'Église catholique: un grand classique pour canaliser les mouvements sociaux vers une voie «raisonnable»!

**2000** Campagne Jubilé 2000, organisée au départ par des organisations religieuses britanniques (Christian Aid, Cafod, etc.) en faveur de l'annulation de la dette. Soutenue par le pape Jean Paul II (pape ultra-réactionnaire par ailleurs), elle est précédée par trois années de préparatifs. 24 millions de signatures furent recueillies dans 166 pays.

«**Échec**» du sommet européen de Nice sur les institutions européennes

**2001** Forum social mondial de Porto Alegre (adoption d'une Charte et définition du forum comme espace de recherches et de construction d'alternatives) et manifestations anti-G8 à Gênes (soutenues d'ailleurs par l'Église catholique en Italie)

La même année, la Chine entre à l'Organisation mondiale du commerce et s'ouvre le «cycle de Doha» (cycle de négociations qui dure 3 ans et vise à libéraliser le commerce international afin de développer le «tiers monde» ; les discussions ont porté surtout sur l'agriculture et la possibilité des produits agricoles des pays en développement – PED – d'accéder aux marchés des pays occidentaux)

**2002** Forum social mondial de Porto Alegre. Passage de l'antimondialisme à l'altermondialisme. Décision d'organiser des forums sociaux régionaux et nationaux, et des forums thématiques qui se poursuivront les années suivantes

**2003** Forum social mondial de Porto Alegre. Dialogue avec les représentants des États dans le cadre des «tables de controverse» et aussi pour organiser le «dialogue avec le monde des entreprises et des partis politiques conventionnels».

15 février 2003: Immense manifestation internationale contre l'intervention en Irak.

Contre-sommet à propos du G8 d'Évian

«**Échec**» de la 5e conférence de l'Organisation mondiale du commerce

**2004** Forum social mondial de Mumbai

**2005** Forum social mondial de Porto Alegre : lancement d'une action mondiale contre la pauvreté par le président Lula. Cette action se situe dans la continuité des 8 «Objectifs du millénaire pour le développement» (OMD) lancés en 2000 par l'ONU et censés être réalisés en 2015. Que faire face aux OMD ? Les soutenir de façon critique ou dénoncer l'opération qui consiste pour l'ONU à vouloir associer les mouvements altermondialistes à cette opération de communication ? Les altermondialistes sont divisés sur ces questions.

«**Échec**» du référendum du Traité communautaire européen en France et en Irlande, grâce à la jonction entre la gauche souverainiste et l'extrême

droite nationaliste. Aucune campagne anationaliste ou internationaliste n'est menée par les altermondialistes, en particulier par ATTAC.

«**Échec**» de l'accord sur la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques qu'on appelle en espagnol l'ALCA) après le IV<sup>e</sup> Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine) suite au front composé par les 4 pays du Mercosur (le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay) et au Venezuela (qui intégrera ensuite le Mercosur). Ces 5 pays s'opposèrent à la relance de la ZLEA pour des raisons différentes.

**2006** Forum social mondial de Bamako, Caracas et Karachi (forums polycentriques) + Forum américain d'Atlanta

Création de l'ALBA (Alliance Bolivarienne des Amériques) qui regroupe aujourd'hui des petits États des îles des Caraïbes (Antigua, Barbuda, Saint-Vincent, Grenadines, Cuba, République dominicaine), et des États du continent latino-américain (Bolivie, Équateur, Nicaragua et Venezuela).

«**Échec**» du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce

**2007** Forum social mondial de Nairobi

«**Échec**» de la conférence de l'ONU sur la désertification

**2009** Forum social mondial de Belém

5 chefs d'État (Lula du Brésil, Chavez du Venezuela, Lugo du Paraguay, Morales de la Bolivie, Correa de l'Équateur) affirment leur «liaison au Forum social mondial et aux mouvements sociaux». L'altermondialisme devient de plus en plus une idéologie au service de certains États, pour tenter de canaliser les mouvements sociaux nationaux, ou de s'en servir dans le cadre d'un jeu stratégique international.

Conférence de Copenhague sur le climat

**2011** Forum social mondial de Dakar

**1.3 Le terme d'altermondialisme n'est pas utilisé dans le monde anglo-saxon.** On lui préfère des expressions beaucoup plus modérées politiquement comme «mouvement pour la justice globale, mouvement social global, mouvement citoyen global, mouvement contre la mondialisation sous l'influence des grandes entreprises, mouvement de résistance globale, mouvement pour un commerce équitable».

Si l'on étudie ces expressions, on voit tout de suite qu'il ne s'agit pas d'un mouvement anticapitaliste, mais d'un mouvement qui souhaiterait que le capitalisme soit plus équitable, plus humain, tienne davantage compte des désirs et besoins des «peuples».

**1.4. Le mouvement de décembre 1995 en France ne marque pas le point de départ du mouvement altermondialiste,** contrairement à une vision très franco-française.

À ce sujet on pourra lire, entre autres, les articles sur le Net de

– Charles Tilly [www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci31p199-202.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci31p199-202.pdf) de

- Lilian Mathieu [www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci27p147\\_161.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci27p147_161.pdf) et de
- et Frederic Lebaron <http://www.medelu.org/De-quelques-particularites-du>

1.5 **La critique des médias occidentaux dominants** (qui a pris beaucoup d'ampleur avec le mouvement altermondialiste à la fin des années 2000) est née à partir de quatre pôles différents :

- Deux pôles institutionnels, au sein même de l'UNESCO pour le soutien à la création d'agences de presse des pays du tiers monde dès les années 70 ; et au sein des pays non alignés<sup>5</sup>, afin de «décoloniser l'information» et de lutter contre «l'impérialisme culturel» des pays occidentaux ; on croit trop souvent que cette critique des médias occidentaux serait née avec Internet ou avec les réseaux comme Indymedia, apparu une vingtaine d'années après.

- Un troisième pôle académique, au sein des sociologues et des journalistes de gauche qui ont créé des hebdomadaires ou des mensuels destinés à un large public (de *Politis* au *Monde diplomatique* en passant par *Alternatives économiques* en France).

- Un quatrième pôle alternatif-local, dont le meilleur (et le pire) exemple est Indymedia, apparu en 1999 à l'occasion de Seattle

1.6 Les **mouvements paysans** ont joué un rôle important dans la période qui a précédé la naissance officielle du mouvement altermondialiste. La présence des mouvements paysans est une **nouveauté historique**, puisque dans la période précédente 1945/1975, époque dite des «trente glorieuses», il n'y avait pas de collaboration Nord/Sud entre les paysans des pays occidentaux riches et les paysans du tiers monde.

En France, il faut souligner le rôle de la JAC (Jeunesse agricole catholique) et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), sans compter bien sûr la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans animée par Bernard Lambert (créée en 1981, scission de la FNSEA) puis la Confédération paysanne (créée en 1987) dont José Bové est devenu le porte-parole le plus connu.

La Confédération paysanne a édicté une *Charte de l'agriculture paysanne* en dix principes (répartition des volumes de production afin de permettre au plus grand nombre de devenir agriculteurs et d'en vivre ; solidarité des paysans français vis-à-vis des paysans dans le monde ; respect de la nature ; utilisation économe des ressources rares ; transparence dans

---

<sup>5</sup> On notera, à propos des pays non alignés, cette phrase de l'économiste militant Samir Amin : «ce que les chefs d'Etat présents à Bandoeng ont réalisé en 1956, c'est l'altermondialisme de l'époque». Un héritage lourd à porter quand on voit les résultats du non-alignement un demi-siècle plus tard, mais cela ne gêne apparemment pas ce théoricien altermondialiste.

les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles ; production de produits de bonne qualité gustative et sanitaire ; recherche d'autonomie dans le fonctionnement des exploitations agricoles ; maintien de la diversité des populations animales élevées et des variétés végétales élevées.)

Les paysans chrétiens de gauche, le courant des paysans-travailleurs d'orientation tiers-mondiste, et les ONG catholiques s'intéressant aux questions du tiers monde (Secours catholique, Comité catholique contre la faim et pour le développement) ont progressivement convergé et appris à travailler ensemble en liant les problèmes des paysans du Nord à ceux du Sud. Cette collaboration a suscité ou permis des changements tactiques et stratégiques importants :

- critiquant l'utilisation des engrais chimiques, des OGM, de la mécanisation à outrance, etc., les ONG et les organisations paysannes ont lié la défense de l'agriculture à celle de l'environnement, ce qui a rendu leur cause moins «corporatiste» et plus dans l'air du temps (en facilitant notamment la liaison avec les écologistes) ;

- elles ont collaboré avec des organisations censées représenter les intérêts d'autres classes sociales ou catégories sociales : dans les années 1960 et 1970, avec les ouvriers (en tout cas avec les syndicats) ; puis, dans les années 1980 et 1990, avec les sans-papiers (en, il s'agissait surtout des organisations rassemblant des «soutiens» comme la FASTI et le GISTI, et du MIB qui regroupait plutôt des Franco-Maghrébins révoltés par les comportements des flics), les chômeurs, les sans logement, etc., donc avec Droit au logement (créé en 1990), Agir contre le chômage (créé en 1993) et Droits devant (créé en 1994) ;

- elles ont tenté de prendre en compte l'oppression spécifique des femmes, y compris dans les pays du Sud ;

- elles ont donné une dimension d'abord européenne (critique de la Politique agricole commune) puis internationale (dénonciation des positions de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et de leurs conséquences sur la famine, la pauvreté, l'absence d'indépendance alimentaire, etc.)

# Quelques points de repère sur les origines du mouvement altermondialiste

2.1 Des **rapprochements** importants se sont opérés entre les staliniens (les «communistes») et les trotskystes ; entre les chrétiens engagés dans des organisations humanitaires et les tiers-mondistes marxisants ou marxistes tiers-mondistes (rappelons à ce propos que la «doctrine sociale de l'Église» est ancienne et qu'elle a été inaugurée par l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII en 1891) ;

2.2 Des **organisations minoritaires** dans le mouvement social (Confédération paysanne, CNJA, CEDETIM) ont utilisé leurs liens internationaux pour gagner une légitimité et une assise que leurs maigres forces nationales ne leur auraient pas permis d'acquérir. Mais aussi une **expertise** qu'ils ont pu monnayer de façon symbolique pour acquérir des positions de pouvoir au sein du mouvement altermondialiste quand celui-ci s'est développé après Seattle.

2.3 Les années 1980 et 1990 ont vu toute une série de militants gauchistes tiersmondistes devenir des **consultants, des experts** spécialisés dans le «développement» du tiers monde.

2.4 La **disparition de l'URSS et des pays capitalistes d'État** à partir de 1989 a entraîné une crise idéologique importante à gauche et à l'extrême gauche. De même que les fonctions d'experts ont été un outil de reconversion professionnelle pour de nombreux ex-maoïstes, ex-trotskystes et ex-staliniens ou ex-tiers-mondistes, l'altermondialisme a représenté une idéologie de remplacement, qui a consisté à «blanchir» sous une forme plus acceptable, citoyenniste, de nombreux thèmes mis en avant, pendant des décennies, par les marxistes et les tiers-mondistes, et aussi par l'Union soviétique et les États capitalistes-bureaucratiques.



2.5 La guerre froide opposait un Axe du Bien (l'URSS, la Chine et les démocraties populaires ; les pays non alignés comme l'Égypte, l'Inde ou l'Indonésie ; les États issus des luttes de libération nationale comme l'Algérie, le Vietnam, la Corée, le Mozambique et l'Angola) et un Axe du Mal (les États-Unis, les dictatures pro-américaines du tiers monde – les dictatures prosoviétiques étaient le plus souvent épargnées par la critique de gauche ou d'extrême gauche – ou d'Europe : Grèce, Portugal, Espagne ; et les multinationales).

**Désormais l'axe du Bien est constitué par les pays du Sud qui prétendent s'opposer au néolibéralisme**, de la Malaisie au Venezuela, et l'axe du Mal par l'axe «américano-sioniste», les multinationales «apatrides» (aujourd'hui on dit les entreprises transnationales, c'est plus chic) et les institutions internationales censées être «à leur botte» – Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce – et les méchants spéculateurs financiers.

2.6 Aussi curieux que cela puisse paraître, **la Banque mondiale** (comme l'explique Gustave Massiah) a tenté d'ajuster son modèle dès 1987. Et, en 1992, la Banque mondiale décide de «faire de la lutte contre la pauvreté un axe stratégique prioritaire» en surveillant la «bonne gouvernance» et en s'appuyant pour cela sur... les associations. **Ce changement de stratégie favorisa toutes sortes d'ONG** qui joueront et jouent encore un rôle modérateur non négligeable dans le mouvement altermondialiste, notamment OXFAM mais aussi toutes sortes de think tanks (clubs de réflexion) et d'observatoires de la mondialisation.

# Le rôle d'ATTAC et du *Monde diplomatique*

Sans *Le Monde diplomatique* et les médias avec lesquels ce mensuel était fortement associé (*Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien*, etc.) il est fort probable que ATTAC n'aurait jamais eu le même impact médiatique au niveau national et international.

Les journalistes militants, souvent non encartés, même si leurs sympathies politiques penchaient généralement plutôt vers le PCF ou la gauche souverainiste (Chevènement) que vers l'extrême gauche, ont eu un rôle décisif dans la mesure où ces intellectuels-journalistes ont su fédérer autour d'eux

- des syndicats : au départ des syndicats minoritaires comme ceux du Groupe des Dix – dont les syndicats SUD – qui est devenu l'Union syndicale solidaires et recueille entre 2 et 5 % des suffrages aux élections professionnelles ; les syndicats regroupés au sein de l'UNSA (Fédération de l'Éducation nationale, Fédération générale des salariés des organisations de l'agro-alimentaire, Fédération autonome des transports, Fédération maîtrise et cadres des chemins de fer, Fédération générale autonome des fonctionnaires, syndicats qui ont presque tous changé de nom depuis) qui obtiennent entre 2,5 et 8% aux élections prudhommales ; et des syndicats minoritaires à l'intérieur de grandes confédérations comme l'UGICT, fédération CGT des ingénieurs, cadres et techniciens, et la Fédération CGT des Finances,

- des partis politiques (PS, PCF, LCR, Verts)
- et des associations humanitaires et des ONG.

Tous ces militants n'avaient pas vraiment l'habitude de travailler ensemble quotidiennement, voire se combattaient sans pitié (par exemple dans le cadre de la concurrence intersyndicale).

*Le Monde diplomatique* a été créé au départ en 1954 comme une sorte de bulletin intérieur destiné aux personnels des ambassades. Il contenait au moins jusqu'aux années 1980 des **suppléments de 8 pages de propagande payés par les ambassades**, et se gardait d'attaquer frontalement la politique extérieure de l'impérialisme français et de beaucoup d'autres États. Il a pris pour axe principal la défense des pays non alignés, une politique étrangère gaullienne d'indépendance nationale «anti-américaine» (c'est-à-dire qui soutenait les gesticulations symboliques du général De Gaulle), la défense molle (diplomatie oblige) des guérillas soutenues par l'Union soviétique ou la Chine, et la défense des États qui se trouvaient dans le camp soviétique, sur le thème «Pas d'ingérence étrangère, laissons les peuples régler leurs comptes.» Cela se traduisait souvent par des sympathies marquées pour tel ou tel dirigeant, ou

mouvement, dont les analyses étaient citées dans les colonnes du mensuel sans la moindre objection (cela continue, par exemple, avec les intellectuels-conseillers du colonel Chavez ou les dirigeants ou intellectuels stalinien timidement «critiques» du Parti communiste cubain dont les moindres états d'âme sont complaisamment exposés dans *Le Monde diplomatique*). À partir des années 70 (Claude Julien et Micheline Paunet arrivent à la rédaction en 1973), *Le Monde diplomatique* s'est attaqué de plus en plus systématiquement à la politique étrangère américaine et aux États qui étaient dans la zone d'influence étatsunienne. Ce tiers-mondisme philostalinien et crypto-gaulliste a formé (et forme encore) des générations de militants, non seulement en France, mais dans d'autres pays puisque ce mensuel est distribué dans 26 langues, et tire à 2,5 millions d'exemplaires.

Son rôle idéologique dans la formation du mouvement altermondialiste est donc important dans la mesure où le *Monde diplomatique* a systématiquement donné la parole à certains intellectuels (Noam Chomsky, Samir Amin, Jean Ziegler, Susan George, Jean Chesneaux, Michel Chossudovsky, Immanuel Wallerstein, François Burgat, etc.) qui ont façonné (ou en tout cas contribué à façonner) une vision du monde très particulière, et acritique vis-à-vis des bourgeoisies nationales-«progressistes» du Sud. D'un autre côté, ce mensuel a fourni un certain nombre de clés pour comprendre les rapports entre les politiques du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce et l'accroissement de la crise dans les pays du Sud, voire l'appauvrissement radical de fractions des populations du Nord, ce qui a joué un rôle positif indéniable, même si cela a été sur une base réformiste-étatiste minimaliste. Ces clés d'interprétation sont justement celles qui ont été (et sont encore) à la base d'ATTAC et de la plupart des mouvements altermondialistes.

Les statuts mêmes de l'Association ATTAC ne prévoyait pas la création massive de comités locaux (240 la première année) et l'afflux de dizaines de milliers de personnes dans toute la France (30 000 membres les premières années 1998/2001, 10 000 depuis la crise de 2006). Par contre les fondateurs avaient prévu un développement international et la création d'un groupe d'experts (ce qui deviendra le Conseil scientifique d'ATTAC, une centaine de membres actuellement si on en croit le site de l'association).

S'il était limité au départ à la taxe Tobin et à la dénonciation de la prétendue domination du capital financier dans le domaine économique, ATTAC a dû, bon gré mal gré, **élargir ses thèmes d'intervention** et ses axes de campagne, en grande partie sous la pression des comités locaux les plus actifs et les plus inventifs. Qu'il s'agisse de l'énergie, donc du nucléaire, ou de la façon dont la mondialisation affecte plus particulièrement les femmes, ce sont les comités locaux qui ont imposé ces thèmes au niveau national – du moins d'après Raphaël Wintrebert dans *ATTAC, la politique autrement ?*

Malgré des mutations significatives, ATTAC est resté

– une organisation peu démocratique, avec une dizaine de **permanents** qui disposent d'un énorme pouvoir, et qui, si elle est différente d'autres réseaux comme RESF, n'est pas vraiment capable de «faire de la politique autrement». ATTAC fonctionne selon deux niveaux : «*des comités locaux qui font ce qu'ils veulent, dès lors qu'ils ne s'écartent pas trop de la plateforme nationale ; une direction nationale qui ne dépend que de l'ensemble des adhérents lors des AG annuelles et non des comités locaux*» ; «*La direction réelle d'ATTAC jusqu'à l'été 2006 était bel et bien aux mains de ceux qui non seulement participent aux réunions hebdomadaires du bureau national mais aussi gèrent au quotidien les tâches de gestion ou de communication du siège : J. Nikonoff, M. Dessenne et B. Cassen.*» (R. Wintrebert). Mais la direction entretient (ou plutôt les membres d'ATTAC entretiennent eux-mêmes) une idéologie basiste-localiste, fondée sur une vision idyllique du Réseau, tout en promouvant le savoir d'experts, experts qui sont parfois très proches des bureaucraties des partis et des syndicats, voire des institutions étatiques nationales ou internationales ;

– une association où les **experts** ont un pouvoir idéologique considérable, à l'opposé d'une véritable université «populaire» où les étudiants deviendraient les égaux politiques de leurs «maîtres» supposés plus sava-

– un milieu socialement cantonné à la **petite-bourgeoisie salariée** et à quelques individus issus des couches supérieures et qualifiées de la classe ouvrière. Comme l'écrit F. Polet : «*la majorité des militants altermondialistes ne correspondent pas au profil du «perdant» de la mondialisation (...) ils disposent d'un capital culturel plus élevé et jouissent d'un emploi plus stable (dans le public et l'associatif essentiellement) que la moyenne de la population et sont donc socialement peu exposés aux ravages de la mondialisation*». Ils jouent «*un rôle de relais ou de porte-voix (plus ou moins autorisés) des «groupes précarisés (ou des populations du Sud) sans être eux-mêmes, pour la plupart en situation de précarité*».

Et Bernard Cassen ne contredit pas ce jugement, puisqu'il déclarait en janvier 2003 : «*Ce que nous ne parvenons pas à faire, pas plus que les autres, c'est d'avoir une inscription parmi la classe ouvrière et plus généralement parmi les classes populaires.*» On ne saurait mieux dire...

D'ailleurs c'est la même chose dans les forums sociaux. Par exemple, au FSE de 2003 à Paris, «*42% des actifs présents au forum étaient des cadres et 44% appartenaient aux professions intermédiaires contre 8,4 % pour les employés et 2,2% pour les ouvriers*» (E. Fougier). Et au forum social mondial de Porto Alegre, en 2003, 73 % des participants interrogés disaient avoir un niveau universitaire, ce qui n'est pas du tout anodin en Amérique latine quand on connaît les énormes difficultés financières qu'ont même les enfants des «classes moyennes» pour étudier. En 2005, au forum social mondial dans la même ville, c'était le cas de 81 % des Latino-Américains présents et de 88% des personnes venant d'autres pays;

– une association qui joue le rôle d'intermédiaire entre les différentes forces politiques, syndicales et associatives, en organisant (ou en tentant d'organiser) un consensus entre elles sur des bases toujours minimalistes, et qui semble davantage intéressé par le lobbying que par l'action de masse.

# Les axes idéologiques d'ATTAC et du mouvement altermondialiste

**3.1 Les altermondialistes ne remettent généralement pas en cause le capitalisme mais seulement ce qu'ils appellent le libéralisme et surtout le néolibéralisme**, qui serait apparu dans les années 80, et dont les politiques de Thatcher et Reagan seraient les meilleures illustrations. Il s'agit de «reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière» (Plateforme d'ATTAC, 1998).

Dans son livre (*Une stratégie altermondialiste*), Gustave Massiah nous explique que le capitalisme passe par des cycles Kondratieff de longue durée (de 40 à 60 ans), qui voient se succéder deux phases :

- la phase A du cycle est une phase montante (qui dure environ 20 ans) ; elle est marquée par des investissements massifs et l'augmentation des prix (et aussi suivant Schumpeter par la diffusion et l'amortissement des nouvelles innovations). Elle est suivie par une récession primaire d'environ 10 ans;

- et une période de dépression de 20 ans, la phase B, caractérisée par la déflation (et selon Schumpeter par l'élimination des stocks, la fermeture des entreprises et des filières les moins rentables et la préparation d'une nouvelle vague d'innovations).

Depuis deux siècles, l'histoire du capitalisme pourrait donc se résumer à quatre cycles successifs et nous serions plongés dans la seconde phase du quatrième cycle, phase décisive avant l'ouverture d'un nouveau cycle qui pourrait déboucher sur un «dépassement du capitalisme» selon Wallerstein et Massiah.

1<sup>er</sup> CYCLE : 1790-1849 : la Phase A dure jusque 1814, Phase B 1814-1849

2<sup>e</sup> CYCLE : 1849-1896 : la Phase A dure jusque 1873 = augmentation de la production et faibles taux d'intérêts. Phase B 1873-1896 = Grande Dépression (déflation et dépression)

3<sup>e</sup> CYCLE : 1896-... : Phase A dure jusque 1920 Phase B 1920-1945

4<sup>e</sup> CYCLE : Phase 1 : 1945-1975. Phase B : 1975 à nos jours

La dernière phase A aurait été celle de (1945-1975) et la phase B descendante (dans laquelle nous serions plongés désormais depuis 35 ans).

Selon Gustave Massiah, dans sa phase descendante, le capitalisme, pour générer du profit, serait obligé «de se financiariser et de se réfugier dans la spéculation».

Cette phase descendante a été marquée par l'imposition de plans d'ajustement structurels, imposés par l'intermédiaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces institutions ont obligé les pays du tiers monde à ouvrir encore davantage leurs marchés et à s'endetter. Puis, au fur et à mesure que la crise s'est étendue dans les pays occidentaux, les gouvernements, poussés par les institutions internationales (toujours selon cette théorie) auraient imposé des plans de stabilité, d'austérité, de modernisation, etc.

Le «néolibéralisme» serait une phase où l'on établirait une **équivalence entre le marché et la démocratie** (notamment les droits de l'homme). Marx expliquait déjà pourtant cela au XIX<sup>e</sup> siècle mais les économistes altermondialistes ne l'ont pas lu ou pas compris. Ils croient donc que le président Carter aurait été le premier à lancer cette idée qui est pourtant consubstantielle au capitalisme.

Le néolibéralisme dans sa phase de plein essor peut se résumer dans les traits suivants selon Gustave Massiah : *«la réduction du rôle des États dans l'économie, la priorité donnée à l'exportation, l'ouverture internationale des échanges, la priorité à l'investissement international et aux privatisations, la flexibilité et la pression sur les salaires, la réduction des systèmes publics de protection sociale, la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives, qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation, la dévaluation des monnaies, etc.»*

Le néolibéralisme aurait été inauguré par ce que Massiah appelle rien de moins qu'un «**coup d'État mondial**», le relèvement des taux d'intérêt de la Banque fédérale américaine qui est passé de 1,8 % en 1980 à 8,6 % en 1981.

Autre thème (voire mythe) altermondialiste : celui du «consensus de Washington» inspiré par l'école de Chicago (Milton Friedman) mais aussi par d'autres économistes comme Friedrich Hayek (critique du keynésianisme qui considère que les politiques de relance économique par l'État et les budgets publics produisent inflation, stagnation économique et chômage) et George Gilder (théoricien de «l'économie de l'offre», qui reprend des idées des premiers économistes – Jean-Baptiste Say Mill et David Ricardo – et s'oppose à des impôts patronaux et cotisations sociales trop élevés).

Théorisé en 1989, le «consensus de Washington» aurait imposé «une série de mesures aux États confrontés à la crise de la dette en reliant le dogme néolibéral à l'hégémonie étatsunienne».

En clair : «le Malin (*sic*) de l'économie de marché» (selon René Passet) a voulu imposer une sorte de Décalogue diabolique fondé sur les principes suivants :

- La réorientation (donc la limitation) des dépenses publiques
- La réforme fiscale (donc l'adoption de mesures fiscales favorables aux riches et la généralisation de la TVA, impôt indirect qui frappe en premier les plus pauvres et les prolétaires puisqu'elle est intégrée dans les prix des produits de première nécessité)
- La hausse des taux d'intérêt afin de favoriser l'épargne et la hausse des taux de change pour favoriser l'exportation des produits domestiques
- La libéralisation des échanges et des investissements directs étrangers (donc la baisse des barrières douanières pour à la fois attirer les capitaux étrangers et exporter plus facilement) qui peut se résumer en une équation pour les pays en développement : commerce = croissance = développement
- La privatisation des entreprises publiques
- La déréglementation (donc la suppression des subventions agricoles et de toute réglementation contrariant la libre concurrence
- Et la garantie des droits de propriété

Cette présentation diabolique du «néolibéralisme» pose trois problèmes

**Aucun de ces éléments n'était totalement absent dans la phase A de 1945 à 1975, dite keynésienne** mais aussi fordiste (car l'on a assisté à la fois à une augmentation de la productivité, à une hausse de la consommation et à une baisse des coûts de production), et qui aurait été favorable à la classe ouvrière. G. Massiah présente cette période «keynésienne» durant laquelle l'État-providence aurait dispensé ses bienfaits aux travailleurs comme une période caractérisée par une *«répartition plus équilibrée des gains de productivité entre salaires et profits, la garantie de l'emploi, la santé et l'éducation, la démocratisation, la redistribution massive des revenus par la fiscalité progressive, le salaire indirect et la protection sociale.»* «L'État-providence se préoccupe alors du plein emploi et de la protection sociale», écrit G. Massiah. Il stabilise *«une large partie de la classe ouvrière et favorise la montée des couches dites moyennes»*. Le syndicat Sud PTT considère quant à lui l'État comme un **«rempart contre le capitalisme»**. Cette expression a au moins le mérite de la franchise et de la clarté.

Les «trente glorieuses» et donc l'État-providence de l'après-guerre auraient été un vrai petit paradis pour les prolétaires. D'ailleurs René Passet le dit explicitement dans un livre d'ATTAC («Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse») : *«Nombreux sont ceux qui évoquent avec regret ce cercle vertueux fordiste»* fondé sur une *«augmentation de la consommation des ouvriers»* et où les syndicats *«savaient qu'il n'y avait pas de salaire convenable sans profits permettant d'investir»*.

Passet, ce curieux «anticapitaliste», regrette donc la Belle Époque de la collaboration de classe et de la cogestion du Capital et de l'État.



Pourtant quand De Gaulle fit son coup d'État, en 1958, l'extrême gauche et le PCF crièrent au «fascisme». Et les syndicats n'arrêtèrent pas de dénoncer les atteintes à la Sécurité sociale, la rationalisation dans les mines, l'automobile, la sidérurgie, etc. Quant au PCF, il dénonçait ce qu'il appelait la paupérisation relative de la classe ouvrière<sup>6</sup>. Et ne parlons pas de l'Allemagne de l'Ouest, encore plus prospère à cette époque, et qui était quasiment considérée comme un État totalitaire par l'extrême gauche allemande du temps de la RFA, donc pas du tout comme un paradis pour les travailleurs.

**La deuxième difficulté, plus grave dans cette théorie, est qu'elle ne concerne qu'une toute petite fraction de l'humanité**, moins d'un sixième de l'humanité (États-Unis, Japon et Europe occidentale). Les 5/6<sup>e</sup> de la planète n'ont jamais connu les bienfaits de ce «keynésianisme» miraculeux, la générosité de cet État-providence, à moins de considérer le capitalisme bureaucratique de l'URSS, de Cuba, du Vietnam, de la Chine et des démocraties populaires, comme une forme de keynésianisme....

C'est en effet ce que pensent tout bas (et parfois tout haut) certains éminents théoriciens de l'altermondialisme qui considèrent qu'il existait un «camp socialiste» avant 1989, véritablement opposé à «l'impérialisme» américain. Pour ces gens-là, le seul problème non résolu par le stalinisme, ou les États issus des mouvements de libération nationale, aurait été la question «des libertés et de la démocratie» (comme l'expliquent, Immanuel Wallerstein, Gustave Massiah et Samir Amin, par exemple, qui tous trois ont été maoïstes ou maoïsants, ce qui explique leurs positions actuelles ; mais on pourrait faire la même réflexion à propos de nombreux intellectuels ex-staliniens voire trotskystes qui continuent à penser que le «camp socialiste» aurait joué une fonction positive à la fois pour les mouvements de libération nationale dans le Sud et pour les travailleurs des États staliniens). Quiconque a lu *Salaires aux pièces* de Miklos Haraszti ou n'importe quel témoignage sur les conditions de travail dans les usines du système capitaliste d'État, russe ou chinois, sait qu'il

---

<sup>6</sup> Comme l'affirmait un texte intitulé «Les classes sociales et l'exploitation capitaliste», diffusé dans le cadre de l'École élémentaire du Parti communiste français, en novembre 1959 et édité par le Comité central du PCF : «La paupérisation relative est la baisse de la part de la classe ouvrière dans le revenu national des pays capitalistes. Dans la société bourgeoise, la part qui revient à la classe ouvrière dans le revenu national, baisse constamment, tandis que la part des classes exploiteuses s'élève sans cesse. La part des salaires dans le revenu national qui était en France de 45 % en 1938, est passée à 30 % à l'heure actuelle.» Et cela rejoignait parfaitement ce que prétendait aussi le *Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS* : «La paupérisation relative du prolétariat consiste en ce que, dans la société bourgeoise, la part de la classe ouvrière dans le montant global du revenu national décroît sans cesse, alors que la part des classes exploiteuses est en progression constante. Malgré l'accroissement absolu de la richesse sociale, la part des revenus de la classe ouvrière diminue rapidement.»

s'agissait d'un régime d'exploitation féroce, marqué par des inégalités sociales aussi importantes que dans la zone du capitalisme «privé» occidental.

**Finalement le plus négatif dans cette théorie du néolibéralisme est qu'elle offre un cadre d'interprétation où les travailleurs sont uniquement des victimes des manipulations financières d'une «oligarchie» toute-puissante et non pas des acteurs de leur propre destin ni des transformations du capitalisme qui s'effectuent sous l'effet de leurs luttes.** Cette théorie n'accorde aucune place, aucune importance aux grèves et aux luttes des exploités, grèves et luttes qui accélèrent les crises économiques du système, obligent les capitalistes à restructurer sans cesse la production, à demander son aide à l'État pour discipliner les prolétaires, en faisant appel à la police, à la justice et à l'armée (la solution fasciste étant le dernier recours).

Il ne s'agit pas de nier l'existence des crises financières et monétaires. Mais cette conception du «néolibéralisme» rate l'essentiel : les crises du capitalisme sont d'abord et avant tout des crises de surproduction, et c'est cette contradiction qui est fondamentale, les autres étant secondaires. Les limites du marché capitalistes sont dictées par le principe même de l'extorsion de la plus-value, de la portion de travail gratuite que le prolétaire offre au capitaliste et qui permet à celui-ci de réaliser un profit.

En ne s'intéressant qu'aux manipulations financières d'une petite partie des capitalistes, donc à une toute petite partie des profits réalisés sous le capitalisme, cette théorie se rapproche des théories du complot prônées par l'extrême droite ; elle peut être potentiellement antisémite en désignant quelques boucs émissaires, ou quelques acteurs cachés dans les coulisses de la Bourse ; elle sépare complètement le rôle du Capital et celui de l'État, frères jumeaux ; et elle oppose de façon artificielle le capital national productif au capital international financier et improductif. Bref non seulement cette théorie ne désarme pas les marchés, mais elle désarme les militants.

3.2 Les altermondialistes les plus radicaux, en paroles du moins, évoquent le «**dépassement du capitalisme**», ce qui ne mange pas de pain. En fait de dépassement du capitalisme, il s'agit surtout de «**désarmer les marchés**», slogan creux brandi dans l'éditorial d'Ignacio Ramonet du *Monde diplomatique* de décembre 1997 qui fut à l'origine d'ATTAC l'année suivante (1998). Ce slogan signifie en fait une seule chose : il faut «*redonner une marge de manœuvre aux États ou aux regroupements régionaux d'États*» (E. Fougier) pour mettre en place :

– une «économie sociale et solidaire», qui correspond au secteur «*des associations, des mutuelles, des coopératives, ou des fondations sans but lucratif qui peuvent intervenir dans le secteur social, par exemple dans le domaine de l'insertion de personnes en difficulté ou des services de proximité*» (E. Fougier). Le problème est que ce secteur n'a de «non

marchand» que le nom puisqu'il repose sur le salariat et qu'il ne peut exister de façon isolée par rapport au secteur dit marchand;

- une taxe internationale sur les transactions financières,
- un contrôle des paradis fiscaux,
- la régulation de la finance spéculative, afin de modifier l'architecture financière mondiale

Une lettre ouverte aux gouvernements réunis à la COP16 de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Cancun, datée du 28 novembre 2010, signée par toutes les grandes organisations altermondialistes de la planète, illustre parfaitement les limites de la dénonciation du seul «néolibéralisme»:

\* *«La Banque mondiale promeut activement les intérêts du secteur privé et des marchés de capitaux privés sur les intérêts publics»*, affirment les auteurs de cette lettre. Les salariés français du secteur public savent pourtant que la productivité a toujours été une priorité dans les banques ou les usines nationalisées ; ils savent que les services publics ont toujours favorisé les grandes entreprises, par des tarifs préférentiels, par exemple pour la SNCF ou la Poste, etc. ; ils savent que les dirigeants du service public ont toujours été choisis parmi l'élite bourgeoise ou aristocratique fortunée, ou alors soigneusement cooptés après avoir été mis à l'épreuve quand ils venaient d'autres classes sociales.

\* *«Les structures de gouvernance de la Banque mondiale ne sont pas démocratiques, avec une surreprésentation des pays riches et industrialisés.»* Quand on lit ce genre de phrases, on se demande si les auteurs croient vraiment qu'une Banque mondiale gérée par des représentants de la Chine, de l'Inde et du Pakistan fonctionnerait de façon plus démocratique que son conseil d'administration actuel. S'ils le pensent, comment expliquent-ils que ces trois pays n'aient pas donné le pouvoir à leur «peuple» dans leur propre pays ? Qu'est-ce qui les en empêche aujourd'hui ? La position des penseurs altermondialistes semble davantage exprimer la volonté d'agir en conseillers, ou plutôt en relais des nouvelles puissances émergentes, qu'en défenseurs des intérêts des exploités.

**3.3 Les altermondialistes abandonnent généralement toute référence à la lutte des classes :** les altermondialistes préfèrent des expressions comme les «salariés», les «gens», les «peuples», etc. Ils considèrent les patrons des PME et des TPE comme des personnes exploitées par le «capitalisme financier transnational». Les paysans et les coopératives employant des salariés sont mis sur le même plan que les prolétaires, les sans-terre et les chômeurs, tous présentés comme des «victimes» du «néolibéralisme».

**3.4 Les altermondialistes évitent le plus souvent toute référence à une révolution sociale :** au maximum on peut invoquer une «révolution

citoyenne», la lutte pour une «démocratie réelle», pour la «reprise en main de notre avenir», mais surtout ne pas aller plus loin. D'ailleurs Immanuel Wallerstein est très clair dans les limites qu'il ne veut pas dépasser : il veut supprimer les valeurs marchandes de façon «*sélective mais en progression constante*» et mettre les industries hors du réseau financier, à commencer par les industries défaillantes mais sans les nationaliser: il faudrait donc créer «*des structures, opérationnelles sur le marché, dont les objectifs seraient le rendement et la survie, mais pas le profit*».

Ce prestidigitateur altermondialiste ne nous explique pas comment des entreprises pourraient être à la fois sur le marché et ne pas faire de profit. Il cite l'exemple des universités et des hôpitaux, comme si les professeurs, les médecins et les infirmières n'étaient pas payés en salaires. Comme si les livres, les matériels universitaires et médicaux, les bâtiments universitaires et hospitaliers n'étaient pas fabriqués par des entreprises du secteur marchand. Comme si la qualification acquise sur les bancs d'une université ne servait pas à vendre sa force de travail à un meilleur prix sur le marché. Comme si la réparation de la santé des prolétaires dans les hôpitaux ne permettait pas aux capitalistes d'exploiter les travailleurs le plus longtemps possible, quelle que soit la gentillesse et la compétence des médecins et des infirmières.

Enfin Immanuel Wallerstein souhaite l'avènement d'un monde «relativement démocratique et égalitaire» car «il s'agit d'être réaliste». On l'avait compris. Ce même Wallerstein est cité comme modèle de «dépassement du capitalisme» par Gustave Massiah ! Avec ces «anticapitalistes» aussi peu exigeants et aussi raisonnables, on comprend qu'il faille employer des mots ronflants comme «révolution citoyenne» ou «révolution démocratique» pour cacher les maigres changements sociaux que l'on prépare.

**3.5 Les altermondialistes ménagent les syndicats et les partis de gauche**, sans s'inféoder pour autant à leurs dirigeants ou à leurs appareils et sans mener trop de polémiques publiques contre les appareils. Avoir l'appui des syndicats est le plus souvent décisif pour la réussite d'un forum social ou d'une manifestation. Seattle : 50 000 syndicalistes et 10 000 autres manifestants. Nice en 2000 : 75 000 syndicalistes, 15 000 altermondialistes. Gênes en 2001 : 100 000 syndicalistes, 50 à 75 000 altermondialistes. Barcelone 2002 : 270 000 syndicalistes, 25 000 altermondialistes. Quand les syndicats ne se mobilisent pas (Prague 2000 contre la Banque mondiale et le FMI) : seulement 15 000 manifestants.

**3.6 Les altermondialistes évitent tout usage de la violence dans les manifestations.** Pratiquer des méthodes d'action non violentes, pacifiques. Condamner les bris de vitrines, les pillages, les affrontements délibérés avec les flics, etc. **Ne pas chercher la confrontation avec la police** lors des contre-sommets ou des forums sociaux mondiaux. Entret-

enir un dialogue permanent avec les autorités et la police pour que les manifestations se déroulent sans heurts ni dégâts matériels.

**3.7 Les altermondialistes refusent «l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État» et les contacts avec des «organisations militaires».** Celles-ci sont censées ne pas être invitées aux forums sociaux mondiaux. En même temps, une grande partie des altermondialistes soutiennent le Hezbollah et le Hamas, mouvements de lutte armée, et les zapatistes qui, même s'ils mènent une lutte purement défensive, ne rejettent pas l'usage de la violence armée...

Quant à la violence employée par l'État, les altermondialistes acceptent d'être hébergés et financés par le Venezuela, État dirigé par un colonel, État qui endoctrine, paie et entraîne des hommes et des femmes destinés à former une «milice civile» de deux millions d'hommes, État où l'armée exerce un pouvoir économique et politique non négligeable.

Les altermondialistes ne sont donc pas à une contradiction près ni par rapport aux «organisations militaires», ni par rapport à l'armée et la police qui sont les supports de tout État. Mais ce n'est guère étonnant puisqu'ils croient (ou plutôt font semblant de croire) que l'État serait une force neutre.

**3.8 De fait, les altermondialistes réclament une démocratie bourgeoise mais propre,** efficace, sans corruption, ni privilèges excessifs. Bref, une démocratie impossible, tout autant que le discours angélique que nous servent régulièrement les politiciens et qui est repris par les «Indignés» dans certaines de leurs déclarations.

**3.9 Les altermondialistes défendent la paix dans le monde** à travers des négociations multilatérales, objectif tout à fait consensuel et très onusien.

**3.10 Les altermondialistes concentrent leur critique du capitalisme sur une minorité des acteurs,** et pas forcément les plus importants : les «oligarchies» (terme très ambigu utilisé par l'extrême droite depuis des décennies), les paradis fiscaux, les «actionnaires cachés», les banques privées qui, une fois nationalisées, deviendraient miraculeusement moins dangereuses, etc. Cette vision unilatérale du capitalisme, centrée uniquement sur quelques méchants spéculateurs, fumeurs de gros cigares, amène parfois les altermondialistes à se rapprocher des théories du complot : «stratégie Dracula» lors de la campagne contre l'AMI (le monstre, en l'occurrence ici le texte de l'AMI, une fois mis en pleine lumière était censé perdre toute sa subsistance et finir par mourir sous le feu des critiques), «Rapport Lugano», fiction prétendument pédagogique écrite par Susan George et qui met en scène un complot, etc. Ce type de vision réductrice permet aux partisans des théories du complot de venir tenir des

conférences à leurs forums sociaux sans craindre d'être exclus pour leur proximité avec l'extrême droite.

Comme l'expliquent les camarades du groupe De Fabel van de illegaal, «*La vice-présidente d'ATTAC-International, Susan George, a publié en 1999 un livre qui s'intitule Le Rapport Lugano, où elle s'est amusée à écrire un faux prétendument fabriqué par un groupe secret de dix scientifiques qui se seraient réunis dans la ville de Lugano en Suisse. Travaillant pour les élites de la finance qui, selon ce livre, dirigeraient en secret le monde, les savants présentent un certain nombre de recommandations pour mettre fin à la crise du capitalisme. Ils proposent de réduire fortement la population des pays pauvres. Susan George semble avoir surtout voulu effrayer ses lecteurs. Bien qu'elle souligne clairement avoir complètement inventé tout ce qu'il y a dans son livre, elle semble croire que le monde serait en fait dirigé par une petite élite. "C'est pourquoi je ne donnerai pas de noms afin de ne pas risquer des procès", écrit-elle.*

«*Bien que ce livre ait été écrit par une personne de gauche certainement animée de très bonnes intentions, ce livre rappellera à de nombreux anti-fascistes Les Protocoles des sages de Sion. Dans Les Protocoles aussi, il est question d'un faux rapport adopté à la suite d'une réunion secrète de sages très riches, dans ce cas des "Juifs", qui discutent de la façon de s'emparer du monde. Les Protocoles ont été utilisés par les nazis pour justifier leur marche au pouvoir. Le rapport Lugano n'est absolument pas antisémite et il ne s'attaque à aucun moment aux "Juifs". Bien au contraire. Malheureusement son analyse des processus de pouvoir dans le monde n'est pas bien différente de celle des **Protocoles des sages de Sion.***»

**3. 11 Les altermondialistes ne remettent en cause ni le salariat, ni la hiérarchie, ni la division entre travail manuel et travail intellectuel, ni l'usage généralisé de l'argent et de la monnaie,** ce qui permet de promouvoir des expériences microscopiques sans grand intérêt (type SEL) qui ne font que gérer la pauvreté et permet de se donner un visage utopique-réaliste à bon compte.

**3.12 Les altermondialistes évitent tout bilan des régimes staliniens,** soviétiques, maoïstes, castristes, présentés comme «socialistes» ou «communistes». Par exemple, les choix de donner la priorité à l'industrie lourde et le choix de l'urbanisation (qui encourage l'exode rural et accroît le déficit alimentaire), ou le choix de la monoculture d'une matière première (le sucre à Cuba) ont toujours été présentés par les collaborateurs du *Monde diplomatique* comme des choix imposés par les multinationales, les États-Unis, etc. Jamais comme des choix imposés par l'impérialisme russe à ses satellites d'Europe orientale, ni comme des choix des bureaucraties capitalistes de la Chine, du Vietnam ou de Cuba.

Pourtant dans *Cuba est-il socialiste* (1970), fruit d'un rapport commandé par Castro lui-même, l'écologiste et agronome René Dumont expliquait déjà que d'autres choix étaient possibles (des polycultures vivrières permettant à tous les Cubains de manger à leur faim et de ne plus vivre avec la *libreta*, le carnet de rationnement... 10 jours par mois et de combines et de «vols» le reste du mois).

Gustave Massiah, vice-président d'ATTAC, explique que le modèle «soviétique» était fondé sur «*le développement du marché intérieur, la valorisation des ressources naturelles, et la volonté de se prémunir de la domination par l'impérialisme*». On croit rêver : on sait très bien que le marché intérieur n'a pas été développé, et que les ressources naturelles ont été gaspillées dans des pays comme la Chine ou l'URSS. De plus tous ces pays entendaient explicitement rattraper les pays capitalistes et avaient donc une vision productiviste et de l'homme et de la nature (productivisme officiellement honni par les altermondialistes), ce que G. Massiah ne reconnaît que très timidement...

**3.13 Les altermondialistes font l'apologie des chefs pseudo-progressistes de certains États du Sud : Lula, Castro, Chavez, Morales, etc., ou au moins les soutenir de manière acritique face à «l'impérialisme américain».**

# «Victoires» des altermondialistes ou changements des rapports de forces interétatiques ?

Si l'on en croit les altermondialistes, de nombreux sommets internationaux auraient été des échecs comme en témoigne la liste des «échecs» qui figure dans la première partie (point 1.2). Or selon Eddy Fougier *«les manifestations des mouvements protestataires n'ont pas eu réellement d'incidence sur le déroulement et le résultat des négociations qui se sont soldées par un échec. Ce sont en fait les dissensions entre les États parties aux négociations – entre, d'une part, les États-Unis et l'Europe, notamment sur le dossier agricole, et, d'autre part, les pays du Nord et du Sud – et l'impossibilité d'aboutir à un compromis qui ont été à l'origine de cet échec. À Seattle est née, en effet, une fronde des pays du Sud. Ceux-ci se sont révoltés contre le mode de décision asymétrique traditionnel en matière commerciale. Ils ont mis en cause le rôle de la "Quad", la Quadrilatérale composée des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon et du Canada (...) et les décisions prises par quelques représentants de gouvernements en dehors des enceintes officielles de négociation»*.

Une analyse à méditer.

Nous ne sommes plus en 1945, ni même en 1975. Il existe désormais 30 pays émergents dont les plus importants sont la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud. Et des crises financières importantes ont touché les pays du Sud et ont amené les plus développés d'entre eux à ne plus se laisser imposer aussi facilement les règles fixées par les vieilles puissances.

En 1994/1995 le Mexique a été gravement frappé (perte de 50 % du pouvoir d'achat des salariés, taux de chômage de 25%, etc.)

En 1997 la crise a touché plusieurs pays asiatiques, elle a commencé en Thaïlande, et a eu des prolongements en Russie et au Brésil. Les conseils du Fonds monétaire international n'ont fait qu'aggraver les problèmes durant la crise elle-même

La crise argentine de 2001-2002 a mis sur les genoux le «meilleur élève du Fonds monétaire international».

La crise qui touche les pays du Sud et l'échec des politiques du Fonds monétaire international expliquent sans doute (davantage que l'existence



des mouvements altermondialistes) le fait que les pays en développement ne soient plus prêts à accepter des accords dont les bénéfices commerciaux sont inéquitablement répartis entre le Nord et le Sud. Les tentatives de reprendre les négociations commencées à Doha échoueront à Cancun en 2003, puis à Hong Kong en 2005.

À partir de 2003 une série de pays du Sud (Argentine, Brésil, Indonésie, etc.) remboursent leurs dettes avec anticipation grâce à la hausse du cours des matières premières.

Cette «*nouvelle situation fait la part belle aux relations bilatérales directes entre nations, au sein desquelles les rapports de force jouent à plein*» (Polet). Donc plus qu'une «victoire» de l'altermondialisme, il faut souligner que certains pays émergents disposent momentanément d'une marge de négociation plus grande, facilitée par la hausse de quelques matières premières comme le pétrole. Mais cela ne débouche pas et ne débouchera pas sur une véritable union des pays du Sud qui menacerait les grandes puissances, ou le capitalisme fusse-t-il financier.

Il faut signaler aussi la création d'espaces régionaux Sud-Sud qui sont soit purement commerciaux, soit de coopération financière, économique, technologique, diplomatique ou militaire:

- le Mercosur, Marché commun du Sud, créé en 1991, et formé par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et le Venezuela,

- l'ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967 : Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge, Timor oriental,

- la SADC, Communauté de développement d'Afrique australe, créée en 1979 et qui comprend 14 Etats: Angola, Botswana, Afrique du Sud, RDC, Mozambique, Tanzanie, Namibie, Maurice, etc.

- la SAARC, Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, créée en 1985 : Inde, Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka, Népal, Afghanistan

- et l'ALBA, Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, créée en 2005 : Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua.

Enfin, la compétition entre bailleurs de fonds facilitée par l'arrivée de la Chine en Afrique permet aussi à certains pays du Sud de relever la tête. Mais les altermondialistes ne s'intéressent guère au rôle de la Chine, à ses pratiques commerciales, etc. Puisqu'il s'agit d'une puissance du Sud, il est impossible, selon leurs schémas, qu'elle fasse partie de «l'Axe du mal».

# Vers la notabilisation ou vers l'explosion ?

*Le mouvement altermondialiste :  
un nœud de contradictions  
qui finiront peut-être par exploser... ou pas*

4.1. C'est à l'évidence un **espace de reconversion** des énergies de beaucoup de gens qui ont milité dans les organisations politiques ou syndicales traditionnelles. Cette reconversion peut être temporaire (liée aux calculs de militants dont l'organisation ne réussit pas à percer, ne dispose pas d'oxygène politique) ou plus durables, quand ces militants sont définitivement déçus par l'idéologie politique qui les animait, ou qu'ils acquièrent des positions de pouvoir et d'influence telles qu'il serait ridicule de les abandonner.

4.2. **Ce mouvement donne à de petites organisations nationales les moyens, en se projetant à l'échelle internationale, d'acquérir une aura**, un statut social, voire un écho médiatique qu'elles n'auraient pas pu atteindre autrement. C'est le cas par exemple de la Confédération paysanne qui est un petit regroupement (15 000 paysans) à côté de la FNSEA, par exemple et de ses 330 000 adhérents.

4.3. **Il fournit à des individus placés dans les institutions nationales ou internationales, détenteurs d'un savoir économique, ou détenteurs d'informations importantes, le moyen de combattre des politiques qu'ils contribuent professionnellement à mettre en place.** Ils jouent tantôt les «Gorge Profonde» (surnom de l'informateur du scandale du Watergate durant la présidence Nixon), tantôt les experts de la mondialisation, tantôt les conseillers du prince, les sherpas des dirigeants du Sud...

4.4. **Il met en avant la «primauté des droits humains sur les droits des affaires», traduire des capitalistes.** Donc droits à la démocratie, à la paix, droit des populations et de leurs États à définir leur politique alimentaire (leur «souveraineté alimentaire»), droits à l'alimentation, à la santé, au logement, au travail, droits environnementaux, droits sexuels et reproductifs. Ces droits minimaux sont à la base de campagnes contre la dette, contre la guerre, contre l'Organisation mondiale du commerce, etc., dont les résultats sont pour le moment fort maigres.

Mais à terme, si l'on ne veut ni prendre le pouvoir, ni gérer l'État, ces **revendications de droits ne peuvent qu'aboutir à renforcer les pouvoirs des États-nations ou alors des grandes bureaucraties interna-**

**tionales.** En effet, dans le modèle altermondialiste idéal, «les institutions supranationales démocratiques» deviendraient plus transparentes ; les institutions financières seraient subordonnées à l'Assemblée générale de l'ONU, à l'OIT, à la CNUCED (Conférence des nations unies pour le commerce et le développement), censées veiller au respect des droits. Les organisations dépendant de l'ONU garantiraient alors ces multiples droits, mis en musique dans toutes sortes de Conventions des Nations unies sur tous les thèmes chers aux altermondialistes : droits de l'enfant, droits à l'éducation, au logement, à la santé, à l'éducation, à l'égalité entre les sexes, etc.

**4.5 Le mouvement altermondialiste défend la notion de «biens publics mondiaux»** (la terre, l'eau, l'air, les ressources génétiques, la biodiversité, la forêt tropicale, les écosystèmes, le savoir, l'énergie, les cultures et les identités des peuples – ces deux dernières notions devant être précisément définies puisqu'elles sont utilisées depuis longtemps par la droite et l'extrême droite) ou de «biens communs» (logement, santé, éducation) qui devraient être «non marchands» et qui relèveraient d'un «patrimoine commun de l'humanité» sans vraiment se demander comment imposer cette transformation radicale des mentalités et des pratiques économiques.

Que ce soit la notion de droits ou celle de biens publics mondiaux, on ne voit pas bien l'intérêt que ces concepts deviennent un patrimoine commun aux altermondialistes et aux institutions internationales. Loin qu'il s'agisse d'une «victoire idéologique», ces convergences semblent plutôt signaler la récupération de ces concepts que constituer un pas en avant dans leur mise en application.

4.6. Certains groupes altermondialistes comme Oxfam défendent l'idée qu'un commerce équitable pourrait diminuer la pauvreté et augmenter la croissance économique des pays du Sud, ce qui les rapproche de la Banque mondiale et du PNUD, Programme des nations unies pour le développement.

**4.7. Le mouvement altermondialiste est plutôt favorable au protectionnisme**, quelles que soient ses tendances et même pour celles qui le critiquent en paroles, qu'il s'agisse

- \* des courants souverainistes de gauche (qui veulent réhabiliter la nation «espace de démocratie, de solidarité et de résistance à la loi des marchés», selon Bernard Cassen),

- \* des tiers-mondistes (qui veulent que les États du Sud adoptent «une stratégie de développement autocentrée ou endogène» fondée sur l'existence de 1,3 milliard d'agriculteurs, principalement dans les pays du Sud),

- \* ou des partisans des solutions alternatives locales (coopératives, entreprises autogérées, communautés rurales, etc.) qui ne pourraient s'imposer

qu'à la marge et seulement dans un monde où certaines unités géographiques (régions) seraient de fait protectionnistes en réduisant les échanges internationaux entre pays distants «au strict nécessaire» (ATTAC) et qui seraient miraculeusement indépendantes des États et de la sphère marchande.

L'«autosuffisance» (joli mot pour l'autarcie) ou l'«indépendance» alimentaires de CHAQUE pays, considéré de façon isolée, est extrêmement difficile à atteindre dans les conditions actuelles d'organisation capitaliste de la production et du travail. Du moins si l'on exclut les solutions autoritaires – d'ailleurs même les régimes totalitaires qui ont essayé d'être autarciques ont connu des famines à cause notamment de la résistance farouche des paysans. En Europe, par exemple seuls quelques pays (France, Pologne, Allemagne) sont autosuffisants sur le plan alimentaire.

**4.8. Les sommets altermondialistes constituent l'occasion pour de nombreux militants de base de se rencontrer, de nouer des amitiés, de partager des techniques de lutte et des savoirs militants, de renforcer mutuellement leurs luttes (ex des VAAG, etc.).**

**4.9 Le mouvement altermondialiste repose sur une idéologie citoyenniste, «anti-partis», produit du reflux des luttes** qui a commencé à partir du milieu des années 70. Cette idéologie est à la fois hostile aux syndicats et partis de gauche classiques, tout en rêvant de faire pression sur eux ; elle est hostile à la mondialisation tout en rêvant de réguler les mécanismes financiers ; elle est hostile à l'exploitation tout en rêvant d'un monde peuplé de petites entreprises sympa et équitables, ou de coopératives – capitalistes – où tous les salariés auraient la même rémunération ; elle est spontanément hostile à la division entre travail manuel et travail intellectuel, tout en ayant une confiance aveugle dans des spécialistes, experts ou professeurs universitaires.

Ce qui explique le succès d'idées comme celles des décisions au consensus<sup>7</sup>, des structures décentralisées, des accords minimaux sur des «objectifs concrets, limités, mais rassembleurs» (F. Polet), l'hostilité au dogmatisme (traduire au marxisme), l'éloge du pluralisme pour créer un mouvement le plus «rassembleur» possible. Ce mouvement met donc les questions idéologiques et stratégiques au second plan (ce qui fait qu'elles se discutent en très petit comité et non devant tout le monde, comme le montre le livre de Raphael Wintrebert sur ATTAC) au nom de l'action

---

<sup>7</sup> Comme le notent des militants d'ATTAC : «la culture du consensus ou de l'unanimité qui est périodiquement affirmée comme une force par les dirigeants de l'organisation, recouvre, de fait, des rapports de domination». Une constatation que l'on pourrait faire aussi à propos d'un réseau comme RESF, sous une forme plus atténuée.

concrète<sup>8</sup> qui devrait primer sur le débat idéologique, et au nom de formes et de méthodes d'action qui semblent plus démocratiques, plus horizontales, moins sexistes, etc.

Le fait que ATTAC ne soit pas un parti, qu'il n'y ait pas de ligne politique officielle, que les Forums sociaux mondiaux n'adoptent de programme politique construit permet aux militants altermondialistes de base de ne pas sentir forcément engagés par les déclarations des experts, des dirigeants ou des intellectuels les plus souvent interviewés par les médias.

Cela génère, au nom de la richesse du foisonnement des différences qui coexistent au sein d'un même mouvement une certaine confusion<sup>9</sup> et un certain relativisme, bien dans l'air du temps. À part les idées néolibérales ou fascistes, finalement toutes les idées de gauche, d'extrême gauche ou libertaires ne se valent-elles pas ?

Dans ce genre de situation où l'unité prime sur la clarté et le tranchant des positions adoptées, les points de vue les plus modérés, donc les projets altercapitalistes critiqués dans ce texte, sont certainement ceux qui connaissent la plus grande diffusion médiatique et qui risquent d'influencer le plus les esprits. Face à la montée des idéologies protectionnistes, il n'est pas du tout sûr que l'altermondialisme soit capable de remporter la bataille contre les idées nationalistes, contre les partis et les discours populistes, d'extrême droite et fascistes qui prennent de l'ampleur. Tout un travail de définition politique devrait être entrepris et il est à craindre que la conception du néolibéralisme qui est la sienne ne l'en rende incapable.

Y.C., juin 2011

---

---

<sup>8</sup> Ce primat de l'action concrète a des effets pervers puisqu'«une critique n'est considérée comme légitime que si elle répond aux besoins des militants pour leur action concrète». Dans une organisation comme Lutte ouvrière par exemple cela donne (au mieux) : «C'est peut-être intéressant ta position, mais quelles sont les conséquences pratiques sur nos activités quotidiennes ?»

<sup>9</sup> G. Wassermann, directeur de la revue *Mouvements* (créée en 1998) et qui passa presque toute sa vie militante au PCF avant de le quitter en 1987, critique les démarcations et affrontements politiques du mouvement ouvrier et socialiste, pour dresser un tableau idyllique du mouvement altermondialiste qui, d'après lui, se serait «d'emblée constitué par agrégation de cultures, de courants, de pratiques différents. Cette agrégation est même la condition sine qua non de son existence». Cette «agrégation» tant vantée ne peut qu'entretenir la confusion et favoriser les positions les plus conciliatrices vis-à-vis de la domination du Capital et de son frère jumeau l'Etat.

## Bibliographie

---

Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, 2005. La plupart des articles sont excellents et font preuve d'un regard critique sur les affirmations autocomplaisantes des altermondialistes. À la fois un ouvrage de sociologie des mouvements et d'analyse politique.

Éric Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Ellipses, 2006. Bien informé. Très pratique à consulter. Seul inconvénient : il contient quelques répétitions, indispensables vu la nature de l'ouvrage mais un peu gênantes si on le lit de la première à la dernière page.

François Polet, *Clés de lecture pour l'altermondialisme*, CETRI, 2008. Un résumé bref, donc rapide à lire, mais portant surtout sur les idées, pas sur les mouvements.

Gustave Massiah, *Une stratégie altermondialiste*, La Découverte, 2011 – Jargonneux en diable et peu centré sur le récit d'expériences militantes concrètes.

Michel Wieworka (sous la direction de), *Un autre monde*, Balland, 2003. Beaucoup de discours généraux, peu d'exemples concrets

Ignacio Ramonet, Ramon Chao, Wozniak, *Abécédaire partial et partiel de la mondialisation*, Plon, 2003. Simple voire simpliste et acritique dans beaucoup d'entrées, mais assez représentatif du consensus mou souhaité par les idéologues du *Monde diplomatique* et d'ATTAC.

Raphaël Wintrebert, *ATTAC, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, La Découverte, 2007. Autant l'enquête de cet observateur participant est intéressante, en tout cas pour quelqu'un d'extérieur à ATTAC qui souhaiterait en comprendre un peu le fonctionnement, autant la partie consacrée à la crise organisationnelle qui a vu le départ de Nikonoff, puis en 2008 la création par celui-ci du très chauvin M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire, est très décevante. L'auteur ne disposait pas à l'époque de suffisamment de recul après la scission et les enjeux sont pour le moins obscurs, tels qu'il les présente, ce qui nuit à l'intérêt de l'ouvrage.

ATTAC, *Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse*, Mille et une nuits, 2003

# Annexes

L'expérience de *De Fabel van de illegaal* (*extraits*)

Charte de principes du Forum Social Mondial (*extraits*)

Douze propositions pour un autre monde possible (*extraits*)

**Nicolas Barto**: L'altermondialisme d'État

**Nicolas (Cercle social)**: Paradis fiscaux, néo-réformisme et rôle de l'État dans le nouvel ordre mondial

**Nicolas (Cercle social)**: De la mondialisation du capitalisme à la mondialisation: une simple question de vocabulaire ?

**Nicolas (Cercle social)**: Idéologie et fonctionnement d'ATTAC  
Par Nicolas (du Cercle social)

**L'Oiseau-tempête**: Altermondialisme, la réforme des illusions

**XYZ**: ATTAC, AMD : pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places !

# L'expérience de De Fabel van de illegaal

Les camarades du groupe De Fabel (aujourd'hui au sein de Doorbraak) ont eu une expérience brève mais intéressante, même s'il n'y a jamais eu de mouvement altermondialiste de masse aux Pays-Bas. Cela a créé une dynamique parmi les militants des groupes politiques, des ONG, des chrétiens de gauche, etc., mais n'a pas permis de faire un saut qualitatif semblable à celui d'ATTAC en France, du moins dans ses premières années. Les camarades du groupe De Fabel ont essayé de clarifier un certain nombre de concepts et surtout de remettre en cause les alliances avec la droite, voire l'extrême droite, pratiquées par ATTAC aux Pays-Bas et par les dirigeants du mouvement altermondialiste, notamment Susan George. Ils se sont rapidement rendu compte qu'ils perdaient leur temps, et que la discussion était verrouillée au niveau international, par exemple au niveau de l'Alliance mondiale des peuples (PGA, People's Global Alliance) et de l'IFG (International Forum on Globalization), un observatoire d'une soixantaine d'organisations dans 25 pays, et dont faisaient partie Susan George, mais aussi le très réactionnaire Édouard Goldsmith (lié à la Nouvelle Droite européenne), et beaucoup de figures célèbres de l'altermondialisme : Walden Bello, Martin Khor, Vandana Shiva, etc.

À travers la critique des concepts le plus souvent utilisés par les altermondialistes (néolibéralisme, mondialisation, libre-échange, nation<sup>10</sup>, peuple, État) ils ont essayé d'expliquer patiemment les ambiguïtés de ces notions, le potentiel antisémite des visions du monde simplistes colportées au sein du mouvement altermondialiste, etc. Mais ils ont échoué.

Sur quels points portaient exactement leurs critiques ? Les quelques pages suivantes offrent un échantillon de leurs positions sur un certain nombre de concepts altermondialistes clés.

## **\* Pas de désolidarisation avec les actions illégales**

De Fabel refuse de se désolidariser des actions illégales, *«même quand on estime une telle action inadéquate d'un point de vue tactique à un cer-*

---

<sup>10</sup> Ce n'est pas une discussion anodine quand on sait que Bernard Cassen publia, en mars 1998, dans *Le Monde diplomatique* un article intitulé «La nation, une idée neuve» et que cette orientation imprégna considérablement la campagne contre le Traité constitutionnel européen en 2005. À ce sujet, on pourra lire les articles consacrés à la campagne pour le non dans *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (2002-2010), publiés par NPNF.



tain moment. Après tout, les actions militantes et illégales vont de pair avec la politique qui lutte pour des changements fondamentaux: les révolutions sont illégales par définition».

### **\* Le peuple : une notion dangereuse**

«Ceux qui utilisent ce concept présument presque toujours qu'il existe une sorte d'unité naturelle éternelle, comme si un "peuple" était une chose évidente. La création d'un "peuple" résulte toujours d'un combat social ou politique. Si le concept de "peuple" est employé par un mouvement de libération nationale contre la domination coloniale, nous pouvons imaginer que cela fait référence à une idéologie vaguement de gauche. Mais, dans les pays riches, nous ne pouvons accorder aucune valeur positive à ce type de pensée. "Le peuple néerlandais" est un concept raciste utilisé pour exclure et réprimer les habitants des pays pauvres. Il est incompatible avec toute solidarité internationale.

«De plus, comment pouvons-nous nous sentir solidaires d'un "peuple" avec toutes ses contradictions et différences internes? Dans la création d'un "peuple" il entre habituellement une grande proportion de violence. Souvent, il faut plusieurs générations avant que quelqu'un puisse s'identifier avec l'unicité culturelle supposée de son peuple. Le fait de penser en termes de "peuple" est habituellement promu par l'élite dirigeante. Par conséquent, le terme est conservateur par définition parce qu'il repousse la lutte de classe et le combat pour l'égalité des sexes à l'arrière-plan.»

### **\* Les ONG**

«Les ONG sont le plus souvent des associations caritatives ou des lobbies qui cherchent à toucher des donateurs réguliers, riches, ou en tout cas aisés. Ces groupes sont rarement organisés à la base, et ne représentent aucun mouvement de base, même si certains le prétendent. Les ONG appartiennent à la classe moyenne politique. C'est précisément leur statut apparemment indépendant qui leur permet parfois de jouer un rôle clé pour appliquer une politique gouvernementale. Les ONG agissent souvent comme une simple extension de l'État. Aujourd'hui, certaines grandes ONG n'hésitent pas à conclure des accords publicitaires lucratifs avec les multinationales. Bien que les ONG critiquent parfois une politique spécifique ou une entreprise particulière, elles travaillent rarement à partir d'une vision vraiment de gauche. Beaucoup d'ONG ont maintenant commencé à penser en termes de marché et donc ajusté leur message. C'est ainsi que les plus grosses ONG commencent à ressembler de plus en plus à des entreprises commerciales.

«(...). il est important de faire la différence entre les ONG et les organisations de base. Nous adressons de sévères critiques à toutes les organisations verticales, qu'il s'agisse de l'État, des entreprises ou des ONG.

*«Cela ne signifie pas pour autant que nous rejetons toutes les activités des ONG. En fait, nous devons continuer à travailler avec elles. (...) Mais, l'unité avec ces organisations est parfois sans intérêt si nous ne possédons pas le pouvoir politique de nous montrer fermes dans ces coalitions. Si l'on a une solide implantation locale, on peut coordonner des activités temporaires, dans certaines campagnes soigneusement choisies, avec certaines ONG sans craindre ni d'être prisonniers d'elles ni de perdre notre identité.*

*«(...) Les ONG se contentent en général de critiquer le néo-libéralisme et le libre échange. Le capitalisme en tant que tel n'est quasiment jamais contesté. Ces groupes n'ont pas intérêt à le remettre en question. En effet, les ONG font elles-mêmes trop partie du système, de plus elles risquent de perdre des subventions. Des réflexions trop à gauche n'assurent pas une bonne rentrée de revenus.*

*«C'est pourquoi elles s'abstiennent de mener certaines discussions politiques. Les professionnels des campagnes des ONG préfèrent inonder quotidiennement leurs sympathisants de détails sur le libre-échange aux quatre coins du monde. Celui qui ne dispose pas d'un e-mail ou de l'Internet a rapidement l'impression de ne pouvoir participer sérieusement à une campagne militante. Les informations des ONG concernent surtout la situation telle qu'elle est vue «d'en haut», par les politiciens. Le point de vue des militants de base se fait nettement moins entendre. Mais étant donné l'overdose d'informations, même le plus expérimenté des militants ne se rend plus compte de cette différence.*

*«Malheureusement, les forces des groupes d'extrême gauche et libertaires dans les campagnes militantes (contre l'AMI ou sur d'autres thèmes) sont en général trop faibles pour démarrer de grandes campagnes sans les ONG. Le choix de limiter la critique au libre-échange, et donc de ne pas risquer de perdre le soutien des ONG est vite fait. En conséquence, il se propage une idéologie nationaliste qui offre plutôt une base idéologique à la Nouvelle Droite qu'à la gauche révolutionnaire.»*

### **\* La mondialisation**

*«(...) Ce terme implique que le capitalisme serait, à l'origine, un système purement local, et qu'il ne déploierait ses tentacules vers le reste du monde que depuis peu.*

*«En réalité, le capitalisme a toujours été un système mondial (ou global) et il n'a pu se développer qu'en exploitant les pays du Sud. En présentant cette prétendue "mondialisation" comme la source principale de nos problèmes, les militants [altermondialistes] nous préparent en fait mentalement à la conséquence logique de leur analyse: la défense de "notre" économie locale, et donc aussi de "notre" État et "notre" culture. Certains mouvements dans les pays du Sud, qui luttent aussi contre le libre-échange, tirent déjà cette conclusion. Étant donné la situation catastrophique dans laquelle ils vivent, cette position est compréhensible,*

*mais elle ne conduira certainement pas à leur émancipation. Dans les pays riches, la lutte contre la “mondialisation” peut offrir un terrain idéologique fertile pour l’extrême droite. Les groupes fascistes ont toujours prôné la création d’une économie auto-suffisante.*

*«Le terme très vague et branché de “mondialisation” fait partie de l’idéologie de la droite. Il suggère, quelle que soit l’intention de ceux qui l’emploient, que le capitalisme local, ou mieux national, repose sur la justice, et que les vrais problèmes viennent de l’extérieur. Quand les militants d’extrême gauche écrivent dans leurs tracts contre la “mondialisation” et le “libre-échange” qu’ils s’opposent au nationalisme, cela ne sert à rien. En effet, leur concept central – la prétendue “mondialisation” – impose à leurs lecteurs un cadre de pensée, des concepts, de droite et nationalistes. Chaque action et chaque choix ont un effet “métropolitique” et il est vital que les militants de la gauche révolutionnaire analysent sérieusement cet effet. La Nouvelle Droite est beaucoup plus consciente de cette question. Elle a compris depuis longtemps que, grâce aux actions des petits mouvements, l’impact “métropolitique” et donc indirect est, par définition, beaucoup plus large que l’influence directe sur les relations de pouvoir.*

*«La pauvreté et l’insécurité ne sont pas provoquées par le “libre-échange” ou par un phénomène vague comme la “mondialisation”. Elles sont causées par le système capitaliste. Les formes locales de capitalisme prônées par de nombreux militants altermondialistes seront tout autant fondées sur la productivité, et les êtres humains souffriront autant d’insécurité. 5...)*

*«Dans les pays riches, la lutte contre la “mondialisation” peut offrir un terrain idéologique fertile pour l’extrême droite. Les groupes fascistes ont toujours prôné la création d’une économie auto-suffisante.*

*«(..) Il est frappant que les militants [altermondialistes] et les idéologues de la Nouvelle Droite pensent qu’il pourrait exister une séparation nette entre l’État et l’économie capitalistes. L’État et le capitalisme modernes se sont développés en même temps, et l’un ne peut vivre sans l’autre. Ils forment des jumeaux en totale symbiose. Les États créent les conditions sociales et physiques qui permettent au capitalisme d’évoluer constamment, et c’est précisément la raison pour laquelle ils négocient des accords comme l’AMI avec les grandes entreprises internationales. Les militants [altermondialistes], en menant une propagande ambiguë contre la “mondialisation” de l’économie» risquent de finir par prôner la nécessité d’un État fort. Déjà certains font l’éloge de l’État malaisien qui, d’après eux, contrôlerait la libre circulation des capitaux. Mais la Malaisie ressemble, par de nombreux aspects, à une variante moderne de l’État fasciste.»*

### \* «Capital productif» contre «capital spéculatif?»

*«Pour la gauche, la contradiction économique et politique primordiale a toujours été celle entre le Capital et le Travail. Cependant, quand des militants se mettent à utiliser des concepts comme celui de "mondialisation", ils commencent à penser en termes de conflit entre un "capital local" et un "capital international", un bon "capital productif" et un méchant "capital commercial et spéculatif". Or, en réalité, la production et le commerce sont deux éléments inséparables du capitalisme. Et tous deux se développent en dépouillant la classe ouvrière (à travers le travail social payé ou le travail domestique non payé) et en exploitant, voire en détruisant, la nature.*

*«Les campagnes internationales [altermondialistes] utilisent régulièrement l'image de la petite entreprise locale ruinée par la concurrence d'une grande multinationale, de préférence américaine. Bon nombre de militants plaident donc pour l'investissement dans des entreprises locales, ou dans des projets sociaux qui créeront des emplois et développeront des projets positifs. Ces militants croient aussi que de tels investissements apporteront davantage de stabilité économique que le "capitalisme de casinos" qu'ils tiennent responsable des récentes crises importantes ayant frappé l'économie mondiale. Ce mode de pensée est très proche de celui de l'extrême droite traditionnelle.»*

### \* Le Capital «apatride»

*«Une fois que l'on réussit à séparer idéologiquement le "détestable capital international" du reste du capitalisme, on peut facilement relier ce capital international à "l'Ennemi", par exemple un État étranger ou bien un groupe spécifique de personnes. En poursuivant ce type de raisonnement, la critique du système peut aboutir à une idée absurde: un petit groupe d'individus hostiles contrôlerait complètement notre vie. Historiquement, ce genre de perception mène généralement à l'antisémitisme (...). Critiquer le libre-échange ne conduit pas forcément à l'antisémitisme, mais ces deux éléments s'accouplent facilement.»*

### \* Quand le «libéralisme» remplace le capitalisme

*«Ce nouveau terme a comblé le vide depuis que la critique du capitalisme est tombée en désuétude. Durant la première moitié des années 90, la critique du "néo-libéralisme" a pris son envol dans les milieux d'extrême gauche. La révolte populaire des zapatistes mexicains y a fortement contribué.*

*«Mais le "néo-libéralisme" n'est pas la même chose que le capitalisme. Il s'agit surtout d'une idéologie livrée en quelque sorte en prime avec les réformes économiques du capitalisme qui, depuis les années 70, sont imposées par en haut – entre autres la flexibilisation du travail, la privatisation des services publics et le développement de nouvelles industries fondés sur la biotechnologie et l'information. Une partie de ces nouveaux*

*phénomènes ont un rapport avec l'accroissement tendanciel du libre échange international. À la fin des années 90 c'est justement ce thème-là qui devint l'élément central de la campagne anti-AMI. (...) La plupart des groupes d'extrême gauche ont commencé la campagne anti-AMI sans trop discuter, pressés par les prédictions apocalyptiques concernant le risque d'une "nouvelle Constitution mondiale".»*

### **\* La Nouvelle Droite**

*«Nous avons remarqué que, dans bon nombre de campagnes internationales, des groupes progressistes coopéraient avec des organisations nationalistes de la Nouvelle Droite. Par exemple, c'est ce qui est arrivé à l'International Forum on Globalization (IFG) qui a pris l'initiative de la campagne anti-AMI initiée en 1997. Des dizaines de militants et de chercheurs participent à l'IFG, et des organisations de gauche comme Third World Network et Public Citizen collaborent avec le Council of Canadians, une organisation aux tendances nationalistes ainsi qu'avec l'International Society for Ecology and Culture, groupe extrêmement conservateur.*

*«De plus, un des principaux membres et bienfaiteurs de l'IFG est le millionnaire Edward Goldsmith. Propriétaire et rédacteur en chef du magazine The Ecologist, cet individu est lié à des clubs de réflexion de la Nouvelle Droite en Angleterre, en France et en Belgique. Les thèmes idéologiques de Goldsmith ont été repris par Synergies, alliance de la Nouvelle Droite couvrant toute l'Europe. Goldsmith plaide pour "un retour à l'ordre social naturel" et la séparation des "divers groupes ethniques".»*

### **\* Qu'y a-t-il d'erroné dans le terme de «libre échange»?**

*«On ne peut pas analyser sérieusement la réalité du système capitaliste avec ce concept. La notion de "libre-échange" sous-entend que le capitalisme pourrait exister sans l'interférence de l'État, sans des États qui garantissent le droit de propriété, disciplinent les travailleurs, s'assurent que les routes sont construites, etc. Ce terme suggère un conflit entre l'État et le Capital, conflit qui n'existe pas en réalité. Les partisans et les adversaires du "libre-échange" utilisent la même analyse limitée du capitalisme. Nous pensons que le concept de la division internationale du travail est beaucoup plus approprié pour décortiquer le système international de circulation des capitaux et des marchandises.*

*«L'État et le Capital sont deux faces d'une même pièce; il est absurde de prendre parti pour l'un contre l'autre. L'IFG veut renforcer les États pour pouvoir contrôler le capital "international". Il refuse de voir que les États sont en fait le bras politique du Capital. Le Forum international sur la mondialisation pense que l'histoire nous offre de bons exemples d'États qui ont réussi à contrôler le Capital avec succès. De tels États "ont montré un plus grand degré de stabilité et sont plus capables d'agir avec*

*succès dans l'intérêt de leur propres ressources et bases économiques et dans l'intérêt de leurs populations". Selon l'IFG, les États doivent arrêter d'accepter les "diktats de bureaucraties lointaines qui ont prouvé qu'elles ne savent pas ce qu'elles font".*

*«L'IFG diffuse des idées simplistes et binaires sur le capitalisme: le Capital "mondial" est méchant, le Capital "local" ou "national" est gentil. Sa conception de l'humanité et du monde est réactionnaire: elle se caractérise par la nostalgie du "bon vieux temps", le désir d'un retour à la nature (semblable à celui des sociobiologistes), l'absence totale de critique du patriarcat et la méfiance vis-à-vis de toute forme de technologie.*

### **\* Nature et capitalisme**

*«Les "lois naturelles", la "nature" ou le "naturel" ne sont pas les principes organisateurs de notre société ou de notre économie. Toute analogie avec la "nature" utilisée pour défendre telle ou telle forme de société, comme le prétendu droit du plus fort, est absurde. On ne peut penser le capitalisme comme un organisme vivant ou un système écologique. La gauche révolutionnaire veut construire une société fondée sur des principes comme la justice ou l'égalité, sans faire appel à la "nature", car celle-ci n'obéit ni à des normes ni à des valeurs.»*

### **Sous-estimation du travail domestique non payé, surestimation du capital financier**

*«Le travail dans la sphère de reproduction, travail non payé ou très peu payé, effectué surtout par des femmes, est généralement négligé. Le "travail" de la nature et la destruction de celle-ci ne font pas partie des modèles quantitatifs. Les modèles quantitatifs modernes sont donc presque, par définition, racistes, patriarcaux et anti-écologiques. Ils ne s'intéressent absolument pas à la structure sur laquelle repose le capitalisme.*

*«D'un autre côté, l'importance du "capital spéculatif", est habituellement surestimée par ces mêmes modèles quantitatifs. Certains estiment que 1 500 milliards de dollars changent de mains plusieurs fois par jour sur les marchés des changes dans les pays riches. Cela représente une somme considérable, mais des auteurs allemands comme Thomas Eberman et Rainer Trampert, par exemple, ont démontré que la part du "capital spéculatif" croît légèrement, mais que 90% du capital reste fixé dans les principaux pays riches. Selon eux, ceux qui concentrent toute leur attention sur les 10% de capital restant font un choix politique.»*

### **\* Les crises ne viennent pas seulement des manipulations financières**

*«Les modèles qui dominent la pensée de droite ont grandement contribué à mettre le "capital spéculatif" au centre de la fragilité du système financier. Selon ATTAC Pays-Bas, la dégradation des conditions de tra-*

vail, comme la flexibilité, les licenciements, les attaques contre la Sécurité sociale seraient dus à la liberté circulation des capitaux.

«D'après l'organisation britannique Earth First, il faut prendre la question à l'envers. C'est parce que les travailleurs luttent contre la détérioration de leurs conditions que le Capital cherche à se réfugier dans d'autres zones. «Derrière tous les grands discours sur "l'instabilité monétaire"», les "pratiques commerciales et prêts abusifs" et les avertissements de financiers comme George Soros à propos de la dangereuse fragilité du système financier, se cache la véritable réalité: la cause déterminante de la crise actuelle ne réside pas dans les transgressions et les erreurs commises par des banquiers et des spéculateurs, mais dans la réduction des profits par le lutte des classes.»

«Selon Earth First, la crise mexicaine a été provoquée par la révolte zapatiste, et la crise asiatique (qui a conduit à la création d'ATTAC) a été suscitée par une série de grèves générales des ouvriers coréens, entre décembre 1996 et mars 1997, qui refusaient que l'intensification de leur exploitation s'accroisse encore davantage.

«Le modèle prôné par ATTAC se focalise uniquement sur les transferts d'argent entre les riches. La résistance de ceux d'en bas est invisible dans une telle démarche. (...) Son modèle ne peut tout simplement pas voir que les changements économiques se produisent dans le cadre d'une lutte entre le sommet et la base. Par exemple, il ne peut interpréter la flexibilisation que comme une mesure imposée, en temps de crise, à une masse impuissante.»

### **\* Capitalistes bedonnants et barreaux de chaise**

«En raison de cette focalisation sur le "capital spéculatif", "le processus de production et celui de l'accumulation du capital ne sont plus au centre de l'attention générale; on s'intéresse uniquement à des clubs d'hommes (et parfois de femmes) influents qui négocient l'avenir du monde entre eux, derrière des portes fermées" (Alain Kessi, *Jungle World*).

«Mais, affirme Earth First, "la loi du profit n'a rien à voir avec les actions d'une poignée de gros capitalistes ou multinationales; pour construire le monde que nous voulons il ne suffira pas de nous débarrasser de quelques capitalistes bedonnants, fumeurs de gros cigares, et qui portent des hauts-de-forme lorsqu'ils assistent à des courses de chevaux.

«Ce qui compte ce ne sont pas les profits individuels réalisés par les capitalistes, mais la contrainte, l'orientation imposés sur la production et la société par ce système qui nous dicte comment travailler et ce que nous devons consommer.

«Toute la démagogie sur les riches et les pauvres, les "gros" et les "petits" ne fait que créer la confusion. L'abolition du capitalisme ne consiste pas à prendre l'argent aux riches, ni à ce que les révolutionnaires le

*distribuent aux pauvres, mais à supprimer la totalité des relations monétaires.*

*«Le capitalisme est une relation sociale entre tous les individus, relation qui force la majorité d'entre eux à vendre leur force de travail pour survivre. L'image d'une petite élite de spéculateurs qui s'opposerait au reste de l'humanité fait l'impasse sur toutes les autres sources (économiques) de pouvoir. En réalité, la plupart des habitants de l'Occident riche profitent du travail bon marché des peuples du Sud.*

*«Et la plupart des hommes profitent du travail gratuit des femmes dans la sphère de reproduction. Une analyse anticapitaliste qui se concentre uniquement sur le "capital spéculatif" ne peut voir ni le patriarcat ni le racisme, et renforce inévitablement ces sources de pouvoir.»*



# Charte de principes du Forum Social Mondial

(*extraits*)

---

(...) 1. Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

2. (...) Désormais, avec la certitude proclamée à Porto Alegre qu'«un autre monde est possible» [le Forum Social Mondial] devient un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux manifestations sur lesquelles il s'appuie.

(...) 4. Les alternatives proposées au Forum Social Mondial s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de la légalité et de la souveraineté des peuples.

5. Le Forum Social Mondial ne réunit et n'articule que les instances et mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais il ne prétend pas être une instance représentative de la société civile mondiale.

6. Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement de ceux qui participent au Forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du Forum en tant que Forum. Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie.

7. Les instances – ou ensembles d'instances – qui prennent part aux rencontres du Forum doivent donc être assurées de pouvoir délibérer en toute liberté durant celles-ci sur des déclarations et des actions qu'elles ont décidé de mener, seules ou en coordination avec d'autres participants. Le

Forum Social Mondial s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens étant à sa portée, sans imposer d'orientations, de hiérarchies, de censures et de restrictions, mais en tant que délibérations des instances – ou ensembles d'instances – qui les auront assumées.

**8.** Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde.

**9.** Le Forum Social Mondial sera toujours un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions d'instances et de mouvements qui décident d'y prendre part, comme à la pluralité des sexes, ethnies, cultures, générations et capacités physiques, dans la mesure où ils respectent la Charte des Principes. Ne pourront participer au Forum en tant que tels les représentations de partis, ni les organisations militaires. Pourront être invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente Charte.

**10.** Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductrice de l'économie, du développement et de l'histoire, et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des Droits de l'Homme, la véritable pratique démocratique, participative, par des relations égalitaires, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre.

**11.** Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace de débats, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, et la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses composantes racistes, sexistes et destructrices de l'environnement est en train de créer, au niveau international et dans chacun des pays.

**12.** Le Forum Social Mondial, comme espace d'échange d'expériences, stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelles des instances et mouvements qui y participent, en valorisant leurs échanges, en particulier ce que la société est en train de bâtir pour axer l'activité économique et l'action politique en vue d'une prise en compte des besoins de l'être humain et dans le respect de la nature, aujourd'hui et pour les futures générations.

**13.** Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace d'articulation, cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde

est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.

**14.** Le Forum Social Mondial est un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, à niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau.

# Douze propositions pour un autre monde possible

(*extraits*)

(...) Les signataires du Manifeste de Porto Alegre, qui s'expriment à titre strictement personnel et qui ne prétendent aucunement parler au nom du Forum, ont identifié douze [propositions] qui, réunies, font à la fois sens et projet pour la construction d'un autre monde possible. Si elles étaient appliquées, elles permettraient enfin aux citoyens de commencer à se réappropriier ensemble leur avenir. (...). Il faut donc :

1. Annuler la dette publique des pays du Sud, qui a déjà été payée plusieurs fois (...). Cette mesure doit s'accompagner de la restitution aux peuples des sommes gigantesques qui leur ont été dérobées par leurs dirigeants corrompus.

2. Mettre en place des taxes internationales sur les transactions financières (en particulier la taxe Tobin sur la spéculation sur les devises), sur les investissements directs à l'étranger, sur les bénéfices consolidés des transnationales, sur les ventes d'armes et sur les activités à fortes émissions de gaz à effet de serre. S'ajoutant à une aide publique au développement qui doit impérativement atteindre 0,7 % du produit intérieur brut des pays riches (..).

3. Démanteler progressivement toutes les formes de paradis fiscaux, judiciaires et bancaires (...). Dans un premier temps, il convient de taxer fortement les flux de capitaux qui entrent dans ces «paradis» ou qui en sortent, ainsi que les établissements et acteurs, financiers et autres, qui rendent possibles ces malversations de grande envergure.

4. Faire du droit de chaque habitant de la planète à un emploi, à la protection sociale et à la retraite, et dans le respect de l'égalité hommes-femmes, un impératif des politiques publiques, tant nationales qu'internationales.

5. Promouvoir toutes les formes de commerce équitable en refusant les règles libre-échangistes de l'OMC et en mettant en place des mécanismes qui permettent, dans les processus de production des biens et services, d'aller progressivement vers un alignement par le haut des normes sociales (telles que consignées dans les conventions de l'OIT) et environnementales. Exclure totalement l'éducation, la santé, les services sociaux et la culture du champ d'application de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. La convention sur la diversité culturelle actuellement en négociation à l'UNESCO doit faire explicite-

ment prévaloir le droit à la culture et aux politiques publiques de soutien à la culture sur le droit du commerce.

6. Garantir le droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaires de chaque pays, ou regroupement de pays, par la promotion de l'agriculture paysanne. Cela doit entraîner la suppression totale des subventions à l'exportation des produits agricoles, en premier lieu par les États-Unis et l'Union européenne, et la possibilité de taxer les importations afin d'empêcher les pratiques de dumping. De la même manière, chaque pays ou regroupement de pays doit pouvoir décider souverainement d'interdire la production et l'importation d'organismes génétiquement modifiés destinés à l'alimentation.

7. Interdire toute forme de brevetage des connaissances et du vivant (aussi bien humain, animal que végétal), ainsi que toute privatisation des biens communs de l'humanité, l'eau en particulier. (...)

8. Lutter, en premier lieu par les différentes politiques publiques, contre toutes les formes de discrimination, de sexisme, de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme. Reconnaître pleinement les droits politiques, culturels et économiques (y compris la maîtrise de leurs ressources naturelles) des peuples indigènes.

9. Prendre des mesures urgentes pour mettre fin au saccage de l'environnement et à la menace de changements climatiques majeurs dus à l'effet de serre et résultant en premier lieu de la prolifération des transports et du gaspillage des énergies non renouvelables. Exiger l'application des accords, conventions et traités existants, même s'ils sont insuffisants. Commencer à mettre en œuvre un autre mode de développement fondé sur la sobriété énergétique et sur la maîtrise démocratique des ressources naturelles, en particulier l'eau potable, à l'échelle de la planète.

10. Exiger le démantèlement des bases militaires des pays qui en disposent hors de leurs frontières, et le retrait de toutes les troupes étrangères, sauf mandat exprès de l'ONU. Cela vaut en premier lieu pour l'Irak et la Palestine.

(...) 11. Garantir le droit à l'information et le droit d'informer des citoyens par des législations : en mettant fin à la concentration des médias dans des groupes de communication géants ; en garantissant l'autonomie des journalistes par rapport aux actionnaires ; et en favorisant la presse sans but lucratif, notamment les médias alternatifs et communautaires. Le respect de ces droits implique la mise en place de contre-pouvoirs citoyens, en particulier sous la forme d'observatoires nationaux et internationaux des médias.

12. Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales et y faire prévaloir les droits humains, économiques, sociaux et culturels, dans le prolongement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette primauté implique l'incorporation de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans le système et les mécanismes de décision des Nations unies. En cas de persistance des violations de la légalité interna-

tionale par les États-Unis, il faudra transférer le siège des Nations unies hors de New York dans un autre pays, de préférence du Sud.

Porto Alegre, 29 janvier 2005

**Tariq Ali, Samir Amin, Walden Bello, Frei Betto, Atilio Boron, Bernard Cassen, Eduardo Galeano, François Houtart, Armand Matelart, Adolfo Pérez Esquivel, Riccardo Petrella, Ignacio Ramonet, Samuel Ruiz Garcia, Emir Sader, José Saramago, Roberto Savio, Boaventura de Sousa Santos, Aminata Traoré, Immanuel Wallerstein.**

# L'altermondialisme d'État

La guerre économique a pour corollaire une guerre du sens<sup>11</sup>. Chaque État développe, suivant ses moyens et avec plus ou moins de succès, sa propre stratégie idéologique. L'État français, qui sait défendre et mener une politique néolibérale lorsque cela sert les intérêts de sa classe dirigeante, joue en même temps, et pour les mêmes raisons, la carte de l'altermondialisme. Il est à priori surprenant de constater l'importance de la rhétorique altermondialiste dans le discours institutionnel français : déclarations présidentielles, rapports officiels, prises de position de hauts fonctionnaires etc. Or ce qui constitue un véritable altermondialisme d'État n'est pas une opération de récupération anodine. Il est partie intégrante de la diplomatie d'influence au service de l'impérialisme français et européen.

## Agir sur les opinions.

La «diplomatie d'influence» est une des attributions de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement(DGCID). Dans le rapport d'activité 2000 de cette institution, Bruno Delaye, directeur de la coopération scientifique et ancien chef de la cellule africaine de l'Élysée (1992-1995)<sup>12</sup>, écrit : *«Dans un monde qui se globalise, les victoires ne sont plus celles des armées ni celles des idéologies, mais celles des idées et des valeurs. [...] La mise en place des nécessaires régulations de la globalisation, l'indispensable adoption de règles de vie communes sur la planète, sont devenues l'enjeu majeur de notre action extérieure. Mais pour faire valoir nos idées, il nous faut auparavant gagner les opinions publiques des nations du Nord et du Sud. Ici intervient le rôle stratégique de la DGCID : elle met au service de notre diplomatie les outils qui doivent nous permettre de faire partager nos valeurs. [...] Sachons que notre message intéresse et intéressera chaque jour davantage, s'il offre les moyens intellectuels et politiques de maîtriser la mondialisation, dans un cadre rationnel, humaniste et universaliste. Face à une mondialisation incontrôlée et aux réactions de repli identitaire, ethnique ou religieux qu'elle peut provoquer, la voix de la France est attendue.»*

Les rapports suivants poursuivent dans la même veine. Le rapport 2002 affirme ainsi que «l'objectif de maîtrise et d'humanisation de la mondiali-

---

<sup>11</sup> L'expression est celle d'un haut gradé: général Loup Francart, *La guerre du sens. Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques*, Economica, 2000.

<sup>12</sup> Bruno Delaye occupa cette fonction au cours du génocide rwandais. Lire Jean-Paul Gouteux, *La nuit rwandaise. L'implication française dans le dernier génocide du siècle*, p. 484.

sation» fait partie «des grands objectifs de la politique étrangère de la France». La DGCID souligne aussi la nécessité «d'associer l'ensemble de la société française à l'effort de solidarité internationale» et évoque son soutien à la «coopération non gouvernementale».

L'objectif d'influencer les opinions, en France et à l'étranger, est clairement revendiqué. Pour ce faire, il n'est pas inutile de disposer de leviers au sein de la société civile. La diplomatie française a subventionné le Forum mondial de Porto Alegre. *Le Monde diplomatique*, le média international à l'origine de l'association ATTAC, co-organisateur de ce sommet, est lui aussi nourri de subventions par le biais du «Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger». Le rapport 2002 de la DGCID nous apprend également que «la DGCID a aidé les collectifs africains à se mobiliser et à participer aux grandes rencontres internationales telles que le Forum social mondial de Porto Alegre». Au cours du procès ELF, Loïk Le Floch-Prigent a déclaré que «M. Bongo finançait son opposition. C'était sa manière à lui d'avoir un pays calme.»

La diplomatie française fait, à l'échelle du continent, ce que fait Bongo au Gabon. En effet, le Forum Social Africain, émanation du Forum de Porto Alegre, a été largement financé par la coopération française<sup>13</sup>. Dans un article publié par *Marchés tropicaux et méditerranéens*, Comi Toulabor note que «Les FSA s'attellent aujourd'hui à des cibles indolores et peu concrètes pour le commun des Africains, tels que le néolibéralisme, la Banque mondiale, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), avec pour objectif de faire apparaître les États africains comme des victimes de la mondialisation. Le jour où ils aborderont des questions relevant de la quotidienneté des populations africaines, qui seront d'une extrême sensibilité pour les pouvoirs africains, le jour où ils manifesteront dans la rue pour se faire entendre, il est clair qu'ils ne trouveront plus un pays d'accueil sur le continent et...il n'y aura plus de société civile panafricaine. Pour exister réellement, les organisations de la société civile devraient cesser de brasser le vide et l'impuissance comme les États savent le faire. À moins que les unes ne soient que le reflet des autres»<sup>14</sup>.

Il est clair que la dénonciation des institutions de Bretton Woods, aussi justifiée soit-elle, fait diversion vis-à-vis des maîtres (les politiciens locaux) et des exploités directs (les filiales des multinationales occidentales, fréquemment françaises). Il faut aussi observer que, dans bien des situations, elle sert directement les intérêts français. L'État français ne se contente pas de subventionner ces forums sociaux. Il a également financé, à hauteur de 1 million d'euros, le contre-sommet du G8 d'Évian,

---

<sup>13</sup> Anne-Cécile Robert, «Émergence d'une voix africaine», *Le Monde diplomatique*, février 2003.

<sup>14</sup> Comi Toulabor, «Introuvable société civile panafricaine», *Marchés tropicaux* n° 3000, 9 mai 2003.



en mai 2003. Un article paru dans *La Tribune* note que l'État français, organisateur de ce G8, a retenu des thèmes qui «s'inspirent largement des préoccupations du mouvement altermondialiste» : maîtrise de la mondialisation, prévention des crises financières, devoir de solidarité notamment à l'égard de l'Afrique, etc. Le même article rapporte les propos du chevènementiste Bernard Cassen : *«le gouvernement, sur ordre de Jacques Chirac, fait le maximum pour faciliter l'organisation et les manifestations du contre-sommet»*.

Dans le contexte de la guerre d'Irak et du conflit ouvert entre la France et les États-Unis, le mouvement «altermondialisation», marqué par la dénonciation de «L'Empire», était sans doute bienvenu. La notion d'«Empire», au singulier, évacue l'existence et la critique des impérialismes rivaux.

Parmi les nombreuses publications reprenant la notion, signalons *La France contre l'Empire* de Pascal Boniface. Directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Pascal Boniface est chevalier de l'Ordre national du mérite, ancien membre du Haut Conseil de la Coopération internationale (HCCI), ancien directeur de l'Institut national de défense et ancien adjoint du conseiller diplomatique au cabinet de Jean-Pierre Chevènement (ministre de la Défense).

L'objectif de l'IRIS est de *«mettre l'expertise au service de la pédagogie et d'aider l'opinion publique à s'intéresser à l'actualité internationale pour mieux la comprendre»*. Parmi les membres du conseil d'administration de l'IRIS figurent des politiciens de droite et de gauche, des hauts fonctionnaires, un représentant de Vivendi ainsi qu'un représentant du marchand de canons EADS. Autant de personnages que la dénonciation de l'«Empire» ne dérange probablement pas...

Le 31 octobre 2001, le député Alain Barrau organisa à l'Assemblée nationale un colloque sous le haut patronage de Raymond Forni, alors président de l'Assemblée, sur le thème de «L'Union européenne face à la mondialisation». Il fit cette déclaration : *«Les Français et leurs représentants doivent continuer à travailler ensemble pour faire advenir cette mondialisation maîtrisée que nous appelons tous de nos vœux. Car nous pensons tous que le monde n'est pas une marchandise.»* Les exemples de cet altermondialisme d'État pourraient être multipliés.

Afin que cette rhétorique au service de la diplomatie d'influence soit efficace, l'État français se devait de lui donner un minimum de contenu. Au mois de septembre 2002, cette question de l'influence française était le thème de la conférence du Haut Conseil de la Coopération internationale (HCCI). Cette conférence mit en avant «la nécessité d'activer les réseaux universitaires et associatifs» : *«dernière révolution à engager : celle des concepts. Une bataille d'influence pour laquelle la France doit s'engager*

*en activant ses réseaux au cœur des centres de recherche, des universités, des ONG<sup>15</sup>».*

La nécessité de développer des «concepts» dans la bataille d'influence internationale explique sans doute l'étrange similitude entre les positions d'ATTAC et celles de l'État français.

### **Les concepts**

L'intervention de Jean-Louis Bianco, président du HCCI, lors du débat suivant l'audition de Charles Josselin à l'Assemblée nationale en avril 2000, est marquée par la reprise des thèmes majeurs de l'altermondialisme, à savoir la dénonciation de la mondialisation et de la politique du FMI. Bianco explique l'absence de développement dans la plupart des pays africains par trois raisons : *«la mondialisation qui produit toujours plus d'inégalités ; les effets déstabilisants, voire dramatiques des politiques d'ajustement structurel conduites sous la direction du FMI ; le caractère mal ajusté, mal coordonné et peu efficace des politiques internationales de coopération<sup>16</sup>».*

L'explication, juste mais aussi très partielle, présente l'avantage d'occulter la responsabilité de l'impérialisme français. Car stigmatiser la mondialisation et le FMI, c'est oublier les mécanismes fondamentaux de la domination néocoloniale qui ont contraint les États africains à accepter les plans d'ajustements structurels. Il faut le rappeler, l'intervention néfaste du FMI résulte des difficultés économiques de ces pays, qui sont donc antérieures à cette intervention. Le rapporteur de l'allocation de Jean-Louis Bianco indique que le président du HCCI *«a estimé qu'en ce moment où l'idée de régulation du système mondial perce et où la société civile se mobilise, la remise en cause des orientations du FMI ne doit pas demeurer purement verbale. Les idées que défend la France depuis longtemps peuvent aujourd'hui gagner, à condition que notre pays sache être présent, afficher ses priorités et les traduire en actes».* La remise en cause des orientations du FMI ferait donc partie *«des idées que défend la France depuis longtemps»*... En ce qui concerne *«les sources innovantes de financement»* de la coopération, l'instauration de taxes internationales est *«une solution soutenue par la France<sup>17</sup>».*

En 2001, Jean-Louis Bianco, président du HCCI et Jean-Michel Séverino, directeur général de l'Agence française de développement, publient un texte intitulé : *«Globalisation, gouvernance, développement, un autre monde est possible».* Ces personnages, qui jouent un rôle non négligeable dans le dispositif institutionnel français, y défendent la mise en place de la

---

<sup>15</sup> Christelle Marrot, «L'influence française au cœur de la conférence du HCCI», *Marchés tropicaux*, 27 septembre 2002.

<sup>16</sup> Commission des affaires étrangères, compte rendu n° 35, 25 avril 2000.

<sup>17</sup> *Ibid.*

taxe Tobin, qui serait selon eux, «*la mesure la plus pertinente*<sup>18</sup>» pour réguler les marchés financiers. Les auteurs perçoivent les obstacles à son application mais «défendent néanmoins le symbole que procurerait la taxe Tobin». Ils exposent également «*les améliorations qu'ils estiment nécessaires d'apporter au FMI et à la Banque mondiale, à commencer par une réforme des droits de vote*».

La mise en place de taxes internationales a été défendue par Olivier Giscard d'Estaing, vice-président de la section française de la Ligue européenne de coopération économique<sup>19</sup> (LECE). Le rapport d'activité 2002 de la DGCID évoque lui aussi l'instauration d'une taxation internationale : «*les autorités françaises mènent une réflexion sur la possibilité de mettre en place une taxation internationale. À Johannesburg, le président de la République a ainsi évoqué le nécessaire prélèvement de solidarité sur les richesses considérables engendrées par la mondialisation*».

Mais la diplomatie française a d'autres «concepts» altermondialistes dans sa besace. Toujours selon le rapport de la DGCID, elle propose aussi la création d'une «organisation mondiale de l'environnement». Celle-ci pourrait «*donner une impulsion à la nécessaire révolution des modes de production et de consommation que le président de la République a appelée de ses vœux au sommet de Johannesburg en 2002*». Le discours de Johannesburg était certainement à usage externe. Mais tout de même, Chirac révolutionnaire, il fallait oser. Peut-être va-t-il bientôt nous faire le sketch mitterrandien de la rupture avec le capitalisme ?

Le rapport de la DGCID poursuit : «*La prise en compte environnementale a conduit la France à faire sienne la notion de développement durable*.» Sans doute une allusion aux choix énergétiques français... Ce discours illusoire est certainement très utile pour, selon les termes de la DGCID, «*gagner les opinions publiques des nations du Nord et du Sud*». Il est pourtant insensé d'en attendre une transformation économique et sociale véritable. L'altermondialisme d'État transparaît dans de nombreux documents officiels. Il est également présent sous le masque de l'impérialisme que constitue la francophonie.

### **La francophonie dans l'autre mondialisation.**

Le livre de Serge Arnaud, Michel Guillou et Albert Salon intitulé *Les défis de la francophonie, Pour une mondialisation humaniste*, pourrait, de par la personnalité de ses auteurs, de hauts fonctionnaires au ministère de

---

<sup>18</sup> Xavier Moulinot, «Concilier mondialisation et développement?», *Marchés tropicaux*, 27 juillet 2001.

<sup>19</sup> Organisation où pullulent les banquiers de diverses nationalités européennes. Sa section française est co-présidée par Jean Deflassieux, président honoraire du Crédit Lyonnais, ancien président de la Banque des échanges internationaux et membre fondateur de l'association Les Amis du Monde Diplomatique. Autre membre fondateur des AMD, Roger Lesgards, ancien directeur de cabinet au ministère de la Communication.

la Coopération, nous apporter quelques indications sur les espérances de l'État français en matière de francophonie et de mondialisation. Selon les informations du *Who's who in France*, Serge Arnaud a été chef de service au ministère de la Défense (1989-1993), conseiller technique au cabinet de Jacques Toubon (ministre de la Culture et de la Francophonie), directeur du développement au ministère de la Coopération (1996-1998) et secrétaire interministériel pour l'Océan indien. Son confrère Albert Salon est ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur, ancien directeur-adjoint au ministère de la Coopération, chargé de la francophonie.

Quant à Michel Guillou, présenté comme «foccartien» par François-Xavier Verschave<sup>20</sup>, il a été chef du département de l'enseignement supérieur et de la recherche au ministère de la Coopération, directeur général (1991-2000) de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (Aupelf), délégué national du RPR chargé de la coopération (1985-1986), chargé de mission auprès de Michel Aurillac (1986-1988).

Ces trois passionnés de langue prennent soin de préciser que «*La francophonie n'est pas un succédané d'empire mais une idée, un espoir, un projet*» (p. 51). Ils estiment qu'«une autre mondialisation est possible» et se demandent «*comment construire la francophonie pour qu'elle en soit le moteur*» (p. 141). Une des pistes avancées est l'action auprès du monde associatif : «*Un monde associatif fort et de grandes ONG francophones sont plus que jamais nécessaires à la francophonie [...] à la fois pour inspirer et stimuler les institutions gouvernementales de la francophonie et pour accompagner voire relayer leur action de coopération*» (p. 157). Évoquant l'action des institutions internationales, ces grands internationalistes n'hésitent pas à affirmer que «*dans un certain sens, il s'agit d'une nouvelle forme de colonisation*» (p. 89).

Leur livre, très hostile aux États-Unis, laisse pressentir l'importance des rivalités inter-impérialistes : «*La globalisation, c'est-à-dire la mondialisation libérale, est un phénomène américain. [...] Elle conduit à une exploitation très dure, sans concession. Elle exclut le Sud et laisse les pays pauvres, ceux d'Afrique en particulier, sur le bord du chemin. Ce vaste processus de globalisation permet aux États-Unis de rayonner sur l'ensemble de la planète. [...] Les États-Unis s'opposent à une forme européenne d'universalisme fondé sur un libéralisme éthique et social. L'universalisme américain se révèle hégémonique voire totalitaire, en ce sens qu'il ne peut être atteint que si tout le monde l'adopte, alors que l'universalisme venu du messianisme catholique est un universalisme de synthèse qui recherche l'unité dans l'apport des différences.*» (p. 46).

Voilà comment les auteurs tentent de donner un contenu idéologique à ce qui n'est très probablement qu'une question d'intérêts et de rapport de force. L'important est de faire rêver : «*Il faut supprimer la primauté de*

---

<sup>20</sup> *Noir Silence, Qui arrêtera la Françafrique?* Les Arènes, 2000, p.407

*l'économique sur l'humain, le politique, la culture.[...] La francophonie est une autre mondialisation. Voilà pourquoi il est nécessaire de placer face au rêve américain le rêve francophone»* (p. 50). La francophonie «*se dresse contre les tendances à l'uniformisation du monde en un vaste marché aux produits standardisés. [...] Le déclin des valeurs humanistes et la montée du matérialisme, le comportement hégémonique des États-Unis renforcent le besoin de francophonie»* (p. 51).

L'altermondialisme d'État est célébré : «*La France a aujourd'hui un rôle moteur à jouer pour mettre en place l'autre mondialisation»* (p. 51). Mais pourquoi la France devrait-elle jouer ce rôle ? En dehors d'une vague glose humaniste, les auteurs ne le précisent pas.

### **Derrière la morale se cachent les intérêts.**

Les positions internationales du capitalisme français seraient certainement les grandes bénéficiaires de cette «autre mondialisation», particulièrement en Afrique. En 1998, l'Afrique était le troisième destinataire des produits français, après l'Union européenne et les autres pays de l'OCDE<sup>21</sup>. Ce qui valait à la France un excédent commercial avec les pays africains de 33,5 milliards. Le continent africain est toujours le terrain privilégié de nombreuses multinationales françaises : Totalfina, Bolloré, France Télécom, DAGRIS, Bouygues, Pinault-Printemps-Redoute, BNP, Société générale etc. Cependant, en Afrique «francophone» les positions hégémoniques de ces groupes sont menacées par l'ingérence des institutions financières internationales. Les conditionnalités exigées avant l'octroi de crédits, à savoir les politiques de libéralisation ainsi que les consignes de «bonne gouvernance» lors de l'attribution des marchés publics, se traduisent par l'arrivée de concurrents sur des marchés qui, depuis la période coloniale, relevaient du «pré carré» de l'impérialisme français. Un article de *Marchés tropicaux* l'observe à sa manière : «de plus en plus, l'Afrique cherche à développer ses relations commerciales avec un nombre croissant de pays, et ce souci de diversifier ses acheteurs s'explique dans le contexte de la mondialisation et de l'ouverture des marchés<sup>22</sup>». La mise en cause des institutions financières internationales n'est pas seulement indolore pour l'État et les multinationales françaises, elle sert directement leurs intérêts. Le maintien de monopoles est en jeu. C'est par exemple le cas dans la filière coton. En Afrique «francophone» elle est encore largement contrôlée par des sociétés cotonnières nationales, filiales de la multinationale française DAGRIS. Celle-ci a pour principal actionnaire l'État français (64,7% du capital) mais aussi le Crédit du Nord, la BNP, l'Union des industries textiles, la Société Générale. Les sociétés cotonnières exportatrices vendent à crédit les intrants aux producteurs et fixent le prix d'achat du coton. Ainsi, avant d'être dé-

---

<sup>21</sup> Jacques Alibert, «Le commerce extérieur de la France avec l'Afrique en 1998», *Marchés tropicaux*, 31 décembre 1999.

<sup>22</sup> *Ibid.*

pendants du prix international, les producteurs, qui en réalité travaillent pour ces sociétés cotonnières, sont soumis aux prix fixés par la DAGRIS associée aux États africains. Les premiers actionnaires de ces sociétés sont les États africains, mais la DAGRIS détient des positions de contrôle minoritaire sur ses filiales (40% de la CMDT au Mali, 34% de la SOFITEX au Burkina Faso, etc.). Les monopoles de ces sociétés devraient disparaître avec la libéralisation de la filière exigée par la Banque mondiale. Ce mode d'organisation «est contesté par la Banque mondiale qui préconise que les différentes activités soient confiées à des opérateurs indépendants pour un meilleur prix pour le producteur et pour réduire les charges. Cette logique de libéralisation est suivie par plusieurs États d'Afrique francophone notamment en Côte-d'Ivoire et au Bénin où le monopole des sociétés cotonnières est remis en cause et une partie des activités est confiée au secteur privé<sup>23</sup>». Le conflit a été vif (et l'est peut-être encore) entre la Banque mondiale et la DAGRIS (et donc l'État français) opposée à la libéralisation<sup>24</sup>. La lutte de classes autour de la fixation du prix d'achat, opposant cotonculteurs et sociétés cotonnières, elle aussi peut être vive. Ainsi, les paysans maliens ont «décidé fin mai de suspendre le travail dans les champs pour protester contre la baisse du prix d'achat du coton et leur surendettement.<sup>25</sup>» Au Burkina Faso, la filiale de Dagriss a eu recours à une vieille méthode patronale pour contrer la lutte de classes. Elle a en effet promu un syndicat maison : «Le soutien de la SOFITEX a été décisif pour l'émergence de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB). Il s'explique en partie par les positions modérées affichées par les responsables de cette organisation, en décalage avec l'approche plus revendicative et syndicale des leaders de la FENOP<sup>26</sup>». Pour maintenir ses bénéfices face à la baisse des cours mondiaux, DAGRIS a intérêt à baisser le prix d'achat aux producteurs. En même temps, la multinationale française ne peut se permettre d'exercer une trop forte pression, comme l'indique Gilles Peltier, son directeur général, qui souligne le risque d'explosion sociale ou encore de changement d'activité des producteurs<sup>27</sup>. D'où le soutien de l'État français à «l'initiative africaine» dénonçant les subventions de l'Europe (Espagne et Grèce) et surtout des États-Unis à leurs producteurs de coton. Contrairement à la lutte

---

<sup>23</sup> Alain Bonnassieux, «Libéralisation de la filière coton et affirmation d'une élite paysanne au Burkina Faso», dans *Afrique des réseaux et mondialisation*, Karthala, 2003, p.51.

<sup>24</sup> «Contresens et contre-vérités sur les filières cotonnières africaines», *Marchés tropicaux*, 17 juillet 1998. Cet article anti-libéralisation est une réponse à un rapport de la Banque mondiale.

<sup>25</sup> *Marchés tropicaux*, 17 novembre 2000.

<sup>26</sup> Alain Bonnassieux, «Libéralisation...», op. cit., p.50.

<sup>27</sup> «Coton: Dagriss en quête de participations majoritaires», *Marchés tropicaux*, 11 juillet 2003.

entre producteurs et sociétés cotonnières, ce sujet a beaucoup intéressé les médias français. Normal puisque l'État français soutient l'initiative. Il est en outre en concurrence directe avec le coton américain... L'impérialisme français a su maintenir «ses liens privilégiés» avec ses anciennes colonies, notamment à travers les accords de coopération économique qui ont accompagné l'octroi des indépendances. Or, ceux-ci sont remis en cause par l'ouverture des marchés et les politiques de libéralisation impulsées par les institutions financières internationales. Est-ce pour conserver ces liens privilégiés que Jacques Chirac s'est prononcé en faveur d'un «régime commercial spécifique<sup>28</sup>» pour l'Afrique ?

Généralement, l'altermondialisme d'État présente l'action de la Banque mondiale et du FMI de manière manichéenne. Car si cette action est, par bien des aspects, fortement nocive sur le plan social et mérite effectivement d'être combattue, elle contient aussi un volet relativement positif, mais là encore, nuisible aux intérêts français. Ainsi, ces institutions exigent, par exemple, l'audit de la SNPC (Société nationale du pétrole du Congo).

Elles ont également poussé l'État camerounais à renforcer sa fiscalité forestière et souhaitent étendre cette politique à l'ensemble du bassin forestier d'Afrique centrale<sup>29</sup>. En outre, l'action néfaste du FMI et de la Banque mondiale ne doit pas nous faire oublier les caractéristiques structurelles de la domination, dans la continuité de la période coloniale : la division internationale du travail, le pillage des matières premières, les accords néocoloniaux bilatéraux, la mainmise de capitaux occidentaux sur les appareils de production etc. Sous couvert de bons sentiments et de nobles causes, l'altermondialisme d'État reproche aux institutions financières internationales d'être au service de l'impérialisme concurrent

«Pierre Duquesne, administrateur pour la France de la Banque mondiale et du FMI le reconnaît : «Nous avons du mal à peser sur la Banque mondiale. Celle-ci dispose de moyens financiers et de la capacité à thésauriser. C'est une agence très puissante qui a tendance à s'imposer à ses clients.» Et largement imprégnée de l'idéologie américaine. Les États-Unis sont les premiers actionnaires de la banque (17% du capital), loin devant le Japon. Le fait que le quart des effectifs de la Banque mondiale et du FMI est américain, leur siège est à Washington, leurs relations étroites avec les ONG et les universités américaines, mais aussi la prédominance de la langue anglaise au sein des deux institutions font qu'il existe une influence naturelle des États-Unis qui, sans conduire à une détermination de la politique, l'oriente néanmoins largement<sup>30</sup>». Nul doute qu'une réforme des institutions financières internationales, par exemple leur placement

---

<sup>28</sup> «TICAD III: M. Chirac plaide pour un nouveau type de commerce avec l'Afrique», AFP, 29 septembre 2003.

<sup>29</sup> Christian d'Alayer, «Rentabilité oblige», *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2225.

<sup>30</sup> Christelle Marot, «L'influence française...», op.cit.

sous contrôle de l'ONU revendiqué par l'association citoyenniste ATTAC, serait à l'avantage de l'impérialisme français. On peut concevoir, sans forcément approuver, que certains adhèrent à ce projet de réforme. Toutefois, il y a manipulation politique lorsque des nationalistes le présentent comme un projet désintéressé, déconnecté des rapports de force internationaux, et même comme anticapitaliste, notamment par le biais d'amalgames : mondialisation libérale-capitalisme, impérialisme étatsunien-capitalisme ou encore institutions financières internationales-capitalisme.

Les rivalités inter-impérialistes ne sont pas cantonnées à l'Afrique. Il y a sans aucun doute de bonnes raisons de combattre l'Accord de libre échange nord-américain ainsi que le projet de Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) dont bénéficie l'impérialisme étatsunien. Mais pour l'État français, les bonnes raisons sont lucratives :

«La négociation de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) présente néanmoins de réels dangers pour l'Union européenne. Si la ZLEA entre en vigueur avant l'accord d'association avec le Mercosur, l'Europe perdra d'importantes parts de marché en Amérique latine. Elle a déjà fait cette expérience au Mexique, à la suite de la mise en place de l'ALENA : la part de marché de l'Union dans ce pays a reculé de 17% en 1994, à 9% en 1999.» Ces informations instructives proviennent d'un rapport d'information de l'Assemblée nationale française, qui offre un bel exemple de l'altermondialisme d'État :

«La démarche de l'Union européenne traduit donc un véritable engagement en faveur d'une mondialisation organisée dans le sens du droit et de la justice [...]. Si l'Union européenne ne parvient pas à partager sa conception de la mondialisation avec d'autres entités régionales, les États-Unis pourront alors imposer leurs propres règles du jeu. [...] Or, plus les Américains réussiront à imposer leurs normes en matière commerciale sur de vastes ensembles régionaux, plus il sera difficile pour l'Europe de trouver des alliés à l'OMC pour défendre des valeurs essentielles pour la cohésion des sociétés. Le projet de mondialisation défendue par l'Union européenne est donc en concurrence avec celui défendu par les États-Unis<sup>31</sup>».

L'altermondialisme d'État ressemble à «la propagande d'agitation<sup>32</sup>» dont se servent parfois les États, une propagande fort utile en ces temps d'intensification de la concurrence et de guerre commerciale entre les États-Unis et l'Union européenne<sup>33</sup>. Dans *L'Empire américain*, Claude Julien, ancien directeur du *Monde diplomatique*, expliquait à propos des

---

<sup>31</sup> Rapport d'information déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les relations avec les entités régionales, 28 juin 2001.

<sup>32</sup> Lire Jacques Ellul, *Propagandes*, Economica, 1962.

<sup>33</sup> Lire Jacques Ellul, *Propagandes*, Economica, 1962.



États-Unis comment «une mystique internationaliste devient l'alibi d'une politique strictement nationaliste<sup>34</sup>». Claude Julien connaissait le sujet. Car si cette phrase s'applique bien sûr aux États-Unis, elle vaut également pour l'État français ainsi que pour la ligne éditoriale du *Monde diplomatique*. L'altermondialisme d'État n'est ni de droite ni de gauche. Il est le produit de l'État et se place, de manière gaullienne, au-dessus des partis. En prenant le masque de la dissidence et de l'internationalisme, il est aussi une mystification, une arme idéologique dans la vaste confrontation inter-impérialiste. S'il ne s'agit pas de dénigrer l'ensemble du mouvement altermondialiste, dont les aspects positifs sont nombreux, il importe d'en cerner les limites et d'identifier les intérêts et les enjeux tapis derrière certaines envolées lyriques. Un autre monde est possible, à condition d'éviter ou de dépasser l'écueil d'une agitation d'État.

**Nicholas Barto**, le 05/10/2003

Texte paru sur [http://listes.samizdat.net/www/info/infozone\\_1](http://listes.samizdat.net/www/info/infozone_1)

---

<sup>34</sup> Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, 1968, p. 12.

# Paradis fiscaux, néo-réformisme et rôle de l'État dans le nouvel ordre mondial

Par Nicolas (Cercle social)

Depuis quelque temps, la question des paradis fiscaux agite la gauche néo-réformiste. La presse française, notamment *L'Humanité* et *Le Monde diplomatique*, y ont consacré plusieurs articles ces derniers mois. L'association ATTAC vient de publier aux éditions Mille et une Nuits un petit livre consacré à ce sujet<sup>35</sup>.

Celui-ci, qui bénéficie d'une importante couverture promotionnelle, propose une étude du phénomène d'évasion fiscale, rédigée par le Conseil scientifique d'ATTAC, et publie un large extrait du rapport parlementaire français sur le Liechtenstein, qui occupe la moitié des cent pages du livre. On aurait peine à trouver une divergence de fond entre ces deux analyses.

Il est vrai que cette question intéresse depuis plusieurs années les États de l'Union européenne. Aujourd'hui, la France semble envisager sérieusement des sanctions contre la principauté du Liechtenstein, l'un des principaux pôles d'attraction de l'évasion fiscale en Europe en raison de son secret bancaire réputé plus inviolable que celui de la Suisse.

Le Royaume-Uni, pour sa part, a déjà fait le ménage depuis 1998, en faisant pression sur les îles anglo-normandes. La société FINOR, spécialisée dans le conseil et l'aide à la création de sociétés offshore recommande à ses clients : «de ne plus recourir aux territorialités britanniques (île de Man, Jersey, Guernesey, îles des Caraïbes, etc.) pour la création de leur société ni pour l'ouverture ou le maintien de comptes bancaires.

Bien que ces juridictions aient été des paradis fiscaux privilégiés de longues années durant, ils ne sont plus aujourd'hui la solution appropriée

---

<sup>35</sup>ATTAC (2000), *Les Paradis fiscaux*, Mille et une nuits.

à la protection de votre patrimoine du fait des réformes législatives en cours dans les pays membres de l'Union européenne»<sup>36</sup>.

On ne saurait être plus clair. Au demeurant, la même société recommande à ses clients de s'installer en Grande-Bretagne pour la création de sociétés, en raison d'une législation plus avantageuse qu'en France.

### **Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?**

Chaque pays apparaît donc aux yeux des capitalistes comme un ensemble de caractéristiques techniques, constituant une offre plus ou moins adaptée à leurs besoins. Le principe de base de l'offshore, c'est d'implanter, de manière plus ou moins fictive, son entreprise dans un pays possédant une législation fiscale appropriée, c'est-à-dire la plus légère possible. Le choix d'implantation se fait en fonction de plusieurs critères : stabilité politique et économique, infrastructures techniques et bancaires, flexibilité de la législation, système d'imposition. On notera bien le premier critère, qui correspond aux attributions classiques de l'État : assurer un ordre propice au bon développement des affaires.

Mais les autres critères sont intéressants à analyser, notamment la législation idéale telle qu'elle est définie par la société FINOR déjà évoquée : *«Celle-ci doit être moderne et flexible, adaptée aux affaires internationales : faible capital de départ, obligations d'enregistrement non nécessaires ou limitées au strict minimum, possibilité de tenir les conseils d'administration et les assemblées générales d'actionnaires partout dans le monde, possibilité d'émettre des certificats d'actions au porteur, possibilité d'absence de tenue de comptabilité, possibilité de nommer des administrateurs ou actionnaires mandataires professionnels, garantie d'une complète confidentialité quant aux affaires du client.»*

Autrement dit, elle doit être adaptée aux principes du blanchiment de l'argent issu d'activités non officielles, puisqu'il est absolument impossible dans ces conditions de tracer la provenance et la destination de l'argent. On sait que les principaux trafics couverts par ce système sont la drogue et le pillage de l'art africain<sup>37</sup>, c'est-à-dire des secteurs criminalisés depuis relativement peu de temps et qui font l'objet d'une tolérance active dans les plus hautes sphères des États du «premier monde». Mais plus généralement, cette législation idéale doit permettre aux entreprises d'échapper à une fiscalité jugée trop lourde et trop inquisitrice. Ces caractéristiques ne concernent que certains types de sociétés, plus particulièrement celles qui s'occupent de commerce et de services, d'assurances, de banques, des compagnies maritimes, ou les sociétés

---

36. Les informations sont extraites de leur site Internet qui constitue une bonne documentation sur la question. C'est un site de capitalistes qui s'adressent aux capitalistes, sans demi-mesure.

<sup>37</sup> Philippe Baqué (1999), *Un nouvel or noir, pillage des œuvres d'art en Afrique*, Paris-Méditerranée. (Philippe Baquet est journaliste au *Monde diplomatique*.)

d'investissement, autrement dit de groupes capitalistes qui fondent leur richesse sur des activités non productives. Mais les autres ne fonctionnent pas autrement, elles recherchent simplement d'autres conditions.

On connaît le cas de *Nike* et de *Totalfina* avec l'Indonésie. Les critères sont alors ceux du dumping social (stabilité politique, faible organisation de la classe ouvrière, faibles salaires et charges, disponibilité de la main-d'œuvre) ou écologique (faible législation sur les activités polluantes ou destructrices). Il existe également un dumping de compétences (haute technicité pour de faibles salaires), dont l'Inde est un cas connu : les sociétés informatiques y emploient des développeurs bien formés pour des salaires très inférieurs à leurs équivalents américains ou européens. L'offre d'un pays peut également tenir à la disponibilité des matières premières ou la facilité des transports.

On touche ici à la définition même de l'État dans la phase actuelle de développement du capitalisme : une société de services fondée sur une territorialité et une population<sup>38</sup>. Ce phénomène existait déjà au niveau national, avec une concurrence entre les villes, exacerbée par le système des zones franches et des zones industrielles. Il n'a donc fait que se développer au niveau planétaire.

### **Une guerre pour la conquête du marché fiscal**

Pourquoi donc les États européens ont-ils décidé de s'attaquer aux paradis fiscaux, en commençant par ceux sur lesquels ils peuvent effectivement faire des pressions, comme les îles anglo-normandes ou le Liechtenstein ? La raison principale de cette mobilisation est d'ordre financier : le manque à gagner lié à l'évasion fiscale est énorme. Il se créerait actuellement au monde 140 000 sociétés offshore par an. En 1998, lorsque le gouvernement britannique s'est attaqué aux îles anglo-normandes, les sommes déposées dans ces paradis fiscaux atteignaient 350 milliards de livres, soit près de la moitié du Produit intérieur brut annuel britannique. Un tiers provenait du Royaume-Uni<sup>39</sup>. En France, ce manque à gagner est estimé à 250 milliards de francs<sup>40</sup>. Autrement dit, les États se livrent une véritable guerre économique destinée à maintenir leurs rentrées fiscales. De ce point de vue, le monde est un vaste marché fiscal, dans lequel chaque pays tente de se tailler la meilleure part.

Ces recettes fiscales ont deux objectifs : faire vivre la bourgeoisie publique (élus et hauts fonctionnaires) et permettre à l'État de tenir ses promesses vis-à-vis de ses clients privés, en termes d'équipement, de subventions aux entreprises, de paix sociale, etc. Dans le «nouvel ordre mondial», la rivalité entre États se trouve exacerbée, puisque, aux conflits

---

<sup>38</sup> UR Rhône-Alpes de la FA (1996), *Mondialisation du capitalisme et lutte de classe, Analyse anarchiste de l'évolution de l'État, du capitalisme et des perspectives de révolution sociale*, Éditions du Monde libertaire.

<sup>39</sup> *Le Monde* du 21 novembre 1998.

<sup>40</sup> In *Les Paradis fiscaux*, p. 16.

territoriaux, s'est ajoutée la concurrence pour la captation d'entreprises génératrices de recettes fiscales.

Or, les paradis fiscaux sont des pays qui, en offrant des conditions particulières, se posent en moins-disant fiscaux. Cette tactique est payante pour eux, car elle permet à des États dépourvus de matières premières, d'un territoire étendu et d'une population importante, de rivaliser économiquement avec les «grands» en axant leur développement sur la mise à disposition de banques ou de cabinets juridiques. Au Liechtenstein, comme le signale le rapport parlementaire français, 8 députés sur 25 sont avocats ou liés à des structures financières<sup>41</sup> : la collusion entre bourgeoisie «publique» et privée est ici totale. Mais cette divergence d'intérêts rend ces pays dangereux pour les États qui vivent, au contraire, de leurs revenus fiscaux.

Ainsi, le rapport parlementaire français met en avant la menace suivante : *«Le Liechtenstein pourrait constituer un premier cas d'application de cette législation qui ne sera toutefois pleinement efficace que lorsqu'elle sera adoptée par l'ensemble des pays industriels afin de mettre au ban de la communauté internationale les États qui ne méritent pas d'y être intégrés<sup>42</sup>.»*

La «mondialisation du capitalisme»<sup>43</sup> repose effectivement sur un double principe : l'émergence d'un super-État mondial, jouant exactement le même rôle de société de services, spécialisé dans l'arbitrage de conflits et le maintien de l'ordre ; parallèlement, le maintien (voire la multiplication) des États nationaux, permettant aux entreprises de choisir les meilleures conditions avec une offre suffisamment variée. Dans le cas des paradis fiscaux, le rôle du super-État mondial serait donc de garantir les droits des entreprises-État les plus puissantes en mettant au pas les rivaux les plus agressifs.

### **ATTAC, le miroir idéologique du capitalisme d'économie mixte**

Pourquoi ATTAC s'intéresse-t-elle d'aussi près aux paradis fiscaux ? Autrement dit, quel rôle vient jouer la gauche néo-réformiste dans cette guerre économique entre États pour le contrôle du marché fiscal ? La première réponse, telle qu'elle apparaît dans les textes de cette association, vient d'une logique prospective sur la faisabilité de la fameuse taxe Tobin sur les transactions financières. Comment taxer les transferts de capitaux si ceux-ci échappent pour l'essentiel à l'attention des organismes chargés de recouvrer cet impôt ? De ce point de vue, les néo-réformistes sont simplement conséquents avec eux-mêmes. Mais il est tout de même

---

<sup>41</sup> In *Les Paradis fiscaux*, p. 99.

<sup>42</sup> In *Les Paradis fiscaux*, p. 58.

<sup>43</sup> Pour une critique de l'usage abusif du mot mondialisation, cf. «De la "mondialisation du capitalisme" à la "mondialisation" : une simple question de vocabulaire ?» [p. 74-76, *NPNF*].

intéressant de constater une telle convergence de vues entre une commission parlementaire et une association qui se proclame indépendante.

Dans une analyse matérialiste, cette prise de position apparaît nettement comme un habillage idéologique au service des intérêts de classe du capitalisme d'État, c'est-à-dire des élus et des hauts fonctionnaires qui tirent leurs ressources de la fiscalité, et du capitalisme d'économie mixte, c'est-à-dire des capitalistes privés possédant des entreprises domiciliées en France, qui acceptent d'être soumis à une forte pression fiscale en échange d'importantes subventions (y compris sous la forme d'allègements fiscaux ou de primes à l'emploi précaire) et de la conquête de marchés publics, voire des privatisations. Ils ont donc intérêt à ce que l'État français bénéficie de revenus importants, sous peine de voir se tarir la manne.

Une partie des capitalistes privés sont donc susceptibles de faire corps avec leurs homologues publics pour combattre l'évasion fiscale. Ils y sont d'autant plus poussés que, plus la perte de capitaux est importante pour l'État, plus la pression fiscale sur leur entreprise risque d'augmenter. Les élus territoriaux (municipaux, départementaux ou régionaux), qui forment une couche importante de la bourgeoisie publique, sont également intéressés au maintien sur place des entreprises, pour des raisons multiples : fiscalité, système des marchés publics, liens sociaux directs.

La position d'ATTAC se ressent très fort de ses liens à la fois avec les partis de gouvernement (particulièrement le PCF) et les élus territoriaux : une région (Limousin), un département (Seine-Saint-Denis) et 64 villes, principalement communistes et socialistes, sont adhérentes à ATTAC en tant que personnes morales, comme le révèle l'autre livre paru récemment aux 1001 nuits, *Tout sur ATTAC*.

On comprend mieux dans ces conditions le discret chauvinisme d'ATTAC, qui, sans donner dans le nationalisme agressif, considère l'existence des États et des frontières comme allant de soi, et défend le maintien des entreprises «au pays» (la souveraineté alimentaire des peuples prônée par la Confédération paysanne étant une manifestation de cette approche), remake du *Produisons français* et du *Achetons français* du PCF d'antan. Par une chaîne d'imbrications, sur laquelle l'analyse de la composition réelle d'ATTAC serait sans doute éclairante, l'association se retrouve à soutenir exactement les mêmes positions que l'État, tout en donnant une coloration plus militante, plus revendicatrice.

Par ses positions hyper-étatistes, favorables à l'intervention de l'État dans l'économie, donc au capitalisme d'économie mixte, ATTAC constitue un bon vecteur de diffusion idéologique pour regagner le terrain perdu par la bourgeoisie publique ou parapublique face à l'offensive du privé représenté par le courant néolibéral.

Elle se positionne ainsi sur la ligne de front dans une guerre entre l'État et le capital privé, guerre larvée en raison de la nécessaire complémentarité entre les deux. Il n'est pas nécessaire pour cela que les militants en

soient conscients puisqu'il s'agit d'une entreprise idéologique, voire «spectaculaire» au sens situationniste.

### **État ou service public ?**

Le mensonge idéologique qui sert de fondement au capitalisme d'économie mixte, c'est l'amalgame entre État et service public. L'État n'est pas public, malgré les apparences, et il n'est pas une abstraction. Il est constitué par une classe d'individus, dont le pouvoir repose en définitive sur l'usage de la force («L'État, c'est une bande d'hommes armés», selon l'expression d'Engels). Cette classe se compose à la fois de politiciens et de bureaucrates, la délimitation étant souvent floue (en France, l'ENA forme à la fois les dirigeants politiques, les hauts fonctionnaires et les patrons d'entreprises liées à l'État).

Elle se constitue autour d'un intérêt commun au maintien du système dont ils sont les principaux bénéficiaires. Le fait d'assumer un certain nombre de tâches définies comme étant des services publics fait aujourd'hui simplement partie de l'offre proposée aux entreprises par l'État. Quel est le portrait de la France sur le marché mondial des implantations d'entreprises ? Un équipement structurel (transports, énergie), une population en état de travailler (paix sociale, contrôle social, système de santé, scolarisation), un environnement idéal pour les cadres (sécurité, tourisme, culture). Le service public est donc parfaitement instrumentalisé dans ce processus, puisqu'il vise en définitive non pas à la satisfaction de la population, mais à dégager des profits pour la bourgeoisie «publique».

En France, il existe une forte culture de «gauche», attachée au service public. ATTAC s'appuie sur cette culture, sur des principes considérés comme acquis et jamais rediscutés qui amènent à dénoncer l'État sur son désengagement plutôt que sur son existence même. Le rôle des néo-réformistes consiste simplement à redorer le blason terni de l'État en mettant leur puissante propagande sous le signe de cet amalgame État/service public, qui revient constamment dans leurs déclarations.

La critique de la notion de service public, déjà entreprise par les libéraux, est donc une tâche essentielle aujourd'hui pour détacher celle-ci de l'État, de même que la dénonciation de la légitimité de l'impôt est une arme importante dans ce travail. Affirmer que l'économie doit avoir pour objectif la création de biens et de services utiles à chaque individu et non d'engendrer des profits financiers pour quelques-uns, c'est également démontrer que tout devrait être service public, et dénoncer le caractère arbitraire de ce qui est actuellement défini comme tel. Pourquoi l'eau devrait-elle être un service public comme le réclame ATTAC, mais pas la nourriture ou l'habillement ? C'est ce type d'absurdité qui n'est jamais remis en cause par les néo-réformistes.

### **Mondialisation ou mondialisme ?**

L'analyse du rôle de l'État dans le «nouvel ordre mondial» montre clairement la complémentarité entre États nationaux, super-État mondial et globalisation des échanges, mais permet aussi de constater les effets de

leur concurrence. La «mondialisation» tant décriée de gauche à droite, ne mène pas au mondialisme, c'est-à-dire à l'unification mondiale, mais au contraire à la multiplication des États, possédant chacun une offre différente.

L'existence de paradis fiscaux, dont certains sont de création récente (comme l'île de l'Aiguille depuis 1995), n'est donc pas une tare du système, mais une manifestation normale. Soutenir les néo-réformistes sur ce terrain reviendrait à prendre place dans la lutte entre deux formes de piraterie dans la guerre pour le contrôle du marché fiscal. La seule manière concrète de lutter contre les paradis fiscaux et la «logique de profit», c'est la lutte contre toute forme d'État, de nationalisme et de capitalisme, c'est-à-dire le combat pour un véritable mondialisme libertaire et égalitaire.

**Nicolas** (05/07/2000)



# **De la «mondialisation du capitalisme» à la «mondialisation» : une simple question de vocabulaire ?**

L'analogie entre nouvel ordre mondial et mondialisation du capitalisme, conçus comme les versants militaro-diplomatiques et économiques d'un même processus, a certainement favorisé l'emploi du second vocable, par rapport à des concurrents comme «turbocapitalisme», par exemple. Il ne s'agit pas ici d'analyser le processus en tant que tel, mais plus modestement, de se pencher sur une question de vocabulaire : pourquoi est-on passé, dans la presse et dans les esprits, de mondialisation du capitalisme à mondialisation tout court ? Évidemment, c'est plus simple à dire, à condition de supposer que l'on sait exactement de quoi on parle : on passe de vingt-neuf à quatorze caractères. Seulement, avec ce gain de place, on fait l'économie d'une idée, pour des raisons qui ne tiennent pas uniquement à la typographie. On oublie ainsi de rappeler que le véritable danger, c'est le capitalisme et non la mondialisation.

L'analyse de la mondialisation du capitalisme était – à peu près – connue de quelques-uns depuis plusieurs années. Mais elle s'est imposée dans la presse généraliste, dans les discours des politiques, depuis beaucoup moins longtemps, et presque systématiquement sous sa forme atrophiée de mondialisation. On pourrait, avec un peu d'efforts, évaluer l'occurrence du mot avant et après les rebondissements des six derniers mois, l'arrestation des syndicalistes paysans de Millau et le sommet de Seattle, événements sans commune mesure, mais directement liés dans l'imaginaire politique. Autrement dit, on a placé d'un seul coup le lecteur de journaux devant un nouveau danger, terrible et immédiat, l'irruption du Monde dans son quotidien, et jusque dans son assiette.

Si le capitalisme était dangereux, on le saurait depuis longtemps. Les journaux n'auraient pas manqué de nous en avertir. Mais ils ne l'ont jamais fait, alors qu'ils ne cessent de nous abreuer des méfaits de la mondialisation. Comme dans un polar, on est droit de se demander : à qui profite le crime ? Qui a intérêt à amputer la mondialisation du capitalisme de ses deux derniers mots ?

Après Seattle, il faut faire la part des choses. Le fait que le sommet ait échoué, qu'il ait été reporté à une nouvelle session à Genève en juin pro-

chain, est largement dû à des tensions internes, que ce soit entre pays du «tiers-monde», et à des désaccords entre l'Europe et les États-Unis, pour simplifier grandement. Mais le rôle joué par les manifestations, qui ont mis en lumière les débats au lieu de conserver leur habituelle semi-confidentialité, ne doit pas être sous-estimée. Du point de vue psychologique, c'est donc une incontestable victoire des anticapitalistes, modérés ou radicaux, parce qu'elle légitime l'action collective, et prouve sa capacité à faire reculer l'adversaire.

La seule façon, pour les partisans du capitalisme, d'endiguer ce mouvement, c'est de l'assumer, d'en endosser la phraséologie et de détourner cette énergie à leurs propres fins. Cela peut paraître simpliste, mais c'est grosso modo ce qui est en train de se passer. La popularité soudainement accordée au mot mondialisation en est le témoignage. Il est précisément facile d'insister sur son caractère mondial, pour ne pas dire «cosmopolite», donc coupable d'ingérence contre la souveraineté nationale. La tentation a été grande, l'été dernier, d'astérixer José Bové, en le présentant exclusivement comme le sauveur de la saine nourriture française, valeur nationale s'il en est, contre la malbouffe conçue comme exclusivement américaine, identifiée au Mcdonald. On a vu Charles Pasqua, révélé comme leader de la droite française par les élections européennes de juin (avec, rappelons-le, 5,79 % des voix des électeurs inscrits), proposer au syndicaliste larzacien de le rejoindre dans son combat, en déclarant qu'il était un souverainiste qui s'ignore. Et toute la presse d'extrême droite, de *Minute* à *L'Action française*, a soutenu les «chouans» de Millau contre l'américanisation de la France.

Effectivement, pour les souverainistes de «gauche» comme de droite, la mondialisation est une véritable bénédiction. Jusqu'alors, leur positionnement à contre-courant sur la construction européenne, même s'il rencontrait un certain écho dans des milieux forts différents, pouvait avoir un caractère rétrograde, alors que la majeure partie de la jeunesse se sent déjà européenne, et critique la politique de la Communauté européenne en tant que politique et non en tant qu'Europe. En choisissant de ce joindre à la critique de la mondialisation, déconnectée de la question du capitalisme, les souverainistes jouent habilement sur l'antiaméricanisme. Ce ressentiment, qui avait été, depuis l'après-guerre, l'un des facteurs essentiels de la vie politique française, et le point commun du gaullisme et communisme, trouve facilement appui dans l'assimilation rapide au triptyque Mcdo-Disney-Coca.

Cela sert particulièrement bien les intérêts de Pasqua, qui cherche à rallier à sa cause une partie de la gauche, par le biais des contacts pris dans l'ex-fondation Marc Bloch, et par des appels répétés aux souverainistes de l'autre bord. Les ralliements de Gallo et d'Arajol sont les premiers signes de réussite de cette stratégie, et lui permettent de balancer l'image réactionnaire véhiculée par Philippe de Villiers. L'exploitation de la lutte contre la mondialisation pourrait lui permettre de justifier plus aisément sa

position de repli nationaliste, puisque l'ennemi n'est plus l'Europe, mais le Monde, sous-entendu les États-Unis. C'est une véritable subversion de l'anticapitalisme. Sans être de mauvais augure, rappelons que les mouvements de type fasciste en France sont nés de ce type de ralliement de gauche vers la droite, sur la base d'une xénophobie prononcée, autre point commun entre Pasqua et Chevènement, leaders des principaux mouvements souverainistes et tous deux auteurs de lois racistes. On a donc tout intérêt à être vigilant sur l'évolution en cours.

Il serait faux de dire que la presse qui véhicule l'idée de mondialisation en la déconnectant du capitalisme soit tout entière à renvoyer dans les rangs des souverainistes ou des nationaux-républicains. En effet, pour les partisans de la construction européenne, cette réduction peut jouer le même rôle de repoussoir. Construire l'Europe, c'est s'unir contre les États-Unis. Il est ainsi très facile d'organiser le glissement de l'anticapitalisme au seul antiaméricanisme, et de construire un nouveau patriotisme européen, destiné à prolonger le chauvinisme dans un nouvel espace. Pour les pro-européens de gauche, la mondialisation peut être un instrument de conviction aussi efficace que pour les souverainistes, voire servir de cache-sexe à la politique sociale des institutions européennes, c'est-à-dire à la destruction des acquis sociaux. Utiliser l'ultralibéralisme attribué à la mondialisation comme contre-modèle, pour mieux promouvoir un nouveau réformisme, modérément libéral. C'est exactement le programme de Jospin ou de Blair.

Pour clore la question de vocabulaire, il est évident qu'il importe, pour les anticapitalistes, de dénoncer le passage de la mondialisation du capitalisme à la mondialisation tout court, donc d'éviter de recourir soi-même à ce raccourci dangereux. Il serait même préférable d'avoir recours à un autre terme, que ce soit turbocapitalisme, ou quoi que ce soit de plus approprié, de plus expressif et qui puisse recentrer le débat sur le véritable problème, c'est-à-dire le capitalisme lui-même. Car, au-delà des considérations immédiates sur la capacité des souverainistes à transcender le clivage droite-gauche, ce qui est en jeu, c'est aussi l'universalisme, la capacité à refuser les frontières, à dénoncer les barrières entre les êtres humains. Déclarer que l'ennemi, c'est le Monde – contenu sémantique implicite de la dénonciation de la mondialisation – c'est proposer la xénophobie et le chauvinisme comme panacée politique. À l'heure de l'inter-nationalisme, l'hypercentralisme a le devoir d'être mondialiste, parce qu'anticapitaliste.

**Nicolas** (11/03/2000)

# Idéologie et fonctionnement d'ATTAC

---

Par Nicolas (du Cercle social)

---

Le Cercle social a entamé l'étude critique d'ATTAC et du néo-réformisme par l'analyse du livre publié par cette association sur les paradis fiscaux. Ce premier article analysait la lutte contre les paradis fiscaux en termes de lutte des États pour le contrôle de la masse fiscale globale, et la position néo-réformiste comme une idéologie liée au capitalisme d'économie mixte, au renforcement du rôle de l'État dans l'économie. Ce premier article insistait également sur le fait que la globalisation s'appuyait en même temps sur la multiplication du nombre d'États territoriaux et sur la mise en place d'un État mondial, sans qu'il y ait contradiction entre les deux. Du même coup, la position d'ATTAC apparaissait comme ambiguë, pouvant à la fois être interprétée comme souverainiste ou au contraire liée à la mise en place de cet État mondial. Mais la caractérisation restait floue, et l'article péchait par son schématisme. Il apparaissait nécessaire, pour approfondir cette question, de se pencher plus en détail sur l'idéologie et le fonctionnement de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.

## **La nécessaire taxation des transactions financières**

D'un programme d'abord limité à la propagande en faveur de la «taxe Tobin», ATTAC a évolué, puisque son champ d'investigation s'est considérablement diversifié, débordant largement en dehors des strictes questions économiques. On ne peut néanmoins entreprendre une critique d'ATTAC sans l'évoquer. La taxe Tobin a pour objectif de limiter les transactions de devises très rapides, à but purement spéculatif, facilitées par les réseaux informatiques qui permettent des échanges d'une place financière à l'autre, en un temps record<sup>44</sup>. La taxation rend l'opération moins lucrative, donc décourage potentiellement les spéculateurs. Après la crise asiatique, provoquée par la spéculation sur les monnaies asiatiques, et les appels à la stabilisation du système émanant de financiers réputés comme Georges Soros, une telle taxation constituerait vraisemblablement une bonne protection du système monétaire international et limiterait les effets désastreux des krachs boursiers. Il s'agit effectivement d'une réforme du système capitaliste, destinée à le stabiliser et à lui permettre de

---

<sup>44</sup> Une bonne explication de ce phénomène dans la brochure «La sphère de circulation du capital», Échanges, 2001.

durer. Il n'y a rien de scandaleux pour la gauche mondiale à se poser en avant-garde de cette réforme. Le seul scandale, ce serait d'essayer d'y voir quoi que ce soit de révolutionnaire. La parabole du «grain de sable», selon laquelle la taxe Tobin serait un grain de sable dans le système bien huilé du capitalisme financier, paraît bien naïve.

Cela ne veut pas dire que la taxe Tobin va de soi et qu'elle va s'imposer naturellement, sans heurts et sans remous. Elle trouve ses détracteurs naturels chez les spéculateurs, les fonds de pension, les banques et places boursières, les aventuriers de la finance, tous ceux qui espèrent faire des profits faciles et immédiats sur les échanges de devises. Or, ces adversaires ont la dent dure, car, précisément, ils sont très riches. Avec cet argent, ils peuvent acheter plein de choses utiles pour se défendre : des journaux, des politiciens, des idéologues, des gouvernements.

D'un autre côté, il y a un certain nombre de partisans naturels ou potentiels, à commencer par tous ceux qui ont fondé leur fortune sur le long terme, les valeurs sûres, et surtout, ceux qui pourraient être amenés un jour ou l'autre à gérer la manne financière de la taxe, à y prélever la quote-part qui assurera leur train de vie somptuaire : les politiques et les technocrates de tous poils.

Pour l'instant, l'opposition est encore forte, mais le lobby Tobin est puissant et organisé au sein de la gauche mondiale, qui trouve là le moyen de retrouver sa position idéologique de jadis, lors de l'ère bénie du keynésianisme et de l'État-providence. On ne peut pas encore dire aujourd'hui si la taxe Tobin va, sous une forme ou une autre, voir le jour, mais on peut lui accorder le bénéfice du probable.

Probable, parce que le capitalisme, même lorsqu'il se veut libéral, ne s'est jamais laissé intimider longtemps par les rodomontades de quelques spéculateurs qui, au nom des principes du capital, mettaient en danger sa survie à long terme. Depuis que le capitalisme existe, il a toujours confié à l'État le rôle de stabilisateur du système.

Il n'a aucune raison de ne pas reproduire aujourd'hui à l'échelle mondiale ce qu'il a fait jadis à l'échelle nationale. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il a fait depuis 1945, en multipliant les institutions internationales destinées à stabiliser le système, processus accéléré depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis qu'il n'existe plus qu'un seul modèle dominant de capitalisme.

### **La composition d'ATTAC**

#### **et ses liens avec la gauche gouvernementale**

Quel rôle peut jouer une association comme ATTAC dans ce processus ?

Pour l'expliquer, il faut d'abord mener la critique un peu plus loin, en expliquant ce qu'est réellement ATTAC. L'association revendique 27000 adhérents. S'il existe sans doute des analyses sociologiques pour mieux les cerner, je n'ai pas pu m'en procurer et ne rentrerai donc pas dans cet

aspect des choses<sup>45</sup>. Le nombre d'adhérents ne nous dit pas le nombre réel de militants, de personnes investies dans la vie de l'association. Au vu du nombre des comités locaux, on peut présager que ce nombre est relativement important. Les conférences et rencontres avec des auteurs amènent un certain monde, c'est indéniable. Mais, il faut relativiser ce nombre au regard de celui des adhérents des partis politiques de gauche.

C'est trois fois moins que le PCF encore aujourd'hui, et sans comparaison possible avec ce qu'il a été jadis. Il faut remarquer la difficulté du décompte des adhérents, en raison de l'adhésion directe d'organisations, notamment syndicales. En toute bonne logique, on devrait par exemple compter les syndiqués de SUD — syndicat qui fait partie des fondateurs — comme membres d'ATTAC, ce qui gonflerait immédiatement le score final. Les chiffres ne donnent sans doute que le nombre d'adhérents directs à titre personnel. Cela ne préjuge pas des adhésions multiples, un même individu pouvant être militant d'un syndicat membre et adhérent direct. Il existe donc surtout une galaxie ATTAC, fédérée autour de noyaux d'organisation dans chaque localité. Quant au succès d'ATTAC, il n'existe que relativement à la rapidité de croissance, au sortir d'une longue période de morosité politique. À strictement parler, ATTAC est donc une petite organisation à l'échelle de la gauche, mais elle s'est remarquablement inscrite dans ses réseaux.

Sur le lien avec les partis politiques, il faut signaler une décision du Conseil d'administration intitulée «ATTAC et le politique»<sup>46</sup>. Le texte précise : *«Les adhésions des structures politiques locales des partis ou des structures politiques locales ne seront plus acceptées à compter du 10 juillet 2000. Celles d'entre elles qui ont déjà effectué cette démarche ne sont pas concernées et restent adhérentes de l'association.»* Autrement dit, dans un certain nombre de localités, des sections de partis politiques font partie d'ATTAC. Quels partis ? Le texte ne le dit pas, mais on peut penser qu'il s'agit des mêmes qui fournissent des membres aux coordinations d'élus locaux, c'est-à-dire le PS, le PCF et les Verts. Nombreux sont les élus locaux qui ne dédaignent pas les réunions d'ATTAC en cette période d'élections municipales. À Angoulême (Charente), par exemple, le député PS, candidat à la mairie, est également membre d'ATTAC et participe effectivement aux réunions. Cherche-t-il à se réconcilier avec la gauche associative locale, en froid avec le PS sur la question des sans-papiers ? On trouve aussi dans les textes d'ATTAC des illusions presque comiques sur le rôle de la classe politique. Un exemple parmi d'autres, issu d'un compte rendu d'une réunion d'ATTAC-Paris XIII<sup>e</sup> : *«Pour ce qui concerne les négociations de l'OMC, nos députés sont comme nous : exclus du débat comme tous les citoyens, ils devraient se sentir interpellés*

---

<sup>45</sup> Une thèse de sociologie, rédigée par un adhérent d'ATTAC, est en cours sur ce sujet.

<sup>46</sup> «ATTAC et le politique», disponible sur le site Internet [www.attac.org](http://www.attac.org).

*voire alarmés par l'absence totale de démocratie dans le processus de négociation.»* Pauvres députés victimes de l'exclusion !

A l'inverse, malgré son impact médiatique, ATTAC ne cherche pas à créer des listes électorales, et recommande à ses adhérents de ne pas se servir de leur appartenance à l'association comme argument électoral. ATTAC se considère en effet comme une association et non comme un parti politique, et surtout, comme une forme de contre-pouvoir «citoyen». Mais cette position lui évite surtout de se poser en concurrente des partis politiques de la gauche gouvernementale, ou de risquer d'opposer publiquement deux candidats membres de l'association. Elle constitue à la fois une force vive en relais de partis dont la capacité militante est moribonde, et une forme de liant pour la gauche «plurielle».

Effectivement, ATTAC est un conglomerat d'organisations, de collectivités territoriales et d'adhérents directs. L'adhésion des collectivités territoriales est sans doute l'un des aspects les plus révélateurs – et les plus choquants – d'ATTAC. Qu'une ville, un département ou même une région adhère à une association dont l'objet est essentiellement politique ne laisse pas de surprendre. La contribution est d'ailleurs fort modique, puisque le montant de l'adhésion s'élève à 1000 F pour les collectivités. Mais, de fait, elle rend chaque habitant de la collectivité adhérent d'ATTAC, le plus souvent sans le savoir. Ces collectivités sont le plus souvent socialistes (comme Villeneuve-d'Ascq, dans le Nord) ou communistes (comme la région Limousin), ce qui en dit long sur le degré d'imbrication d'ATTAC avec les partis de la gauche gouvernementale. Il serait intéressant de vérifier en détail la politique de chacune des collectivités concernées. On peut citer, par exemple, le cas de Parthenay (Deux-Sèvres), où un conflit a opposé le maire socialiste et les «emplois-jeunes» de la ville, auxquels était refusée une couverture sociale complète. La politique municipale n'est pas toujours à la hauteur des beaux idéaux d'ATTAC. Cette question de l'accord entre la politique municipale et l'adhésion à ATTAC est un sujet d'interrogation pour certains membres de l'association, si l'on en croit les conclusions de l'université d'été 2000. Mais, à l'heure actuelle, il ne semble pas qu'une ville ait été exclue pour sa politique antisociale.

Quel mal y a-t-il, pour une organisation réformatrice, à être liée à la gauche gouvernementale ? Bien évidemment, l'objectif d'ATTAC est d'obtenir l'inscription dans la loi des mesures économiques qu'elle préconise. Dans ces conditions, des relais politiques et parlementaires lui sont indispensables. Mais il existe une contradiction entre ce dévolu jeté sur la gauche et les objectifs mêmes d'ATTAC. Quel est le gouvernement qui participe à la mise en place des organes internationaux de la globalisation capitaliste ? Quel est le gouvernement qui ouvre au capital privé les «services publics» ? Quel est le gouvernement qui autorise les OGM ? C'est le gouvernement PS-PCF-PRG-MDC-Verts. Les mêmes partis qui fournissent des membres au comité ATTAC de l'Assemblée nationale, qui

fournissent des élus et des collectivités territoriales... Même si on accepte ATTAC telle qu'elle est, c'est-à-dire réformiste, on ne peut qu'être interloqué(e) par la contradiction entre ses objectifs officiels et la politique des partis politiques auxquels elle est liée.

### **ATTAC est-elle chauvine ?**

On vient de mentionner le MDC, puisque son numéro 2, Georges Sarre, est effectivement membre de la coordination des élus ATTAC à l'Assemblée nationale. Le Mouvement des citoyens est un parti souverainiste, au discours patriotique prononcé, lié par la personne de son chef Jean-Pierre Chevènement au baasisme syrien ou irakien, et qui oscille, depuis sa scission avec le PS, entre rester dans le giron de la gauche ou former un front souverainiste avec le RPF de Charles Pasqua. On peut sans hésitation le qualifier de chauvin. C'est une épithète qui a souvent été accolée à ATTAC, en raison de son anti-américanisme et de son protectionnisme. La réalité est plus complexe.

À la marge d'ATTAC, on ne peut oublier de mentionner l'appel signé par 476 parlementaires de différents pays européens, sur l'initiative du socialiste Yann Gallut, en faveur de la taxe Tobin. Hasard de l'ordre alphabétique, le deuxième nom dans la liste des signataires se trouve être William Abitbol, ancien activiste d'extrême droite et aujourd'hui conseiller de Charles Pasqua. Signe des temps, il se trouve ainsi aux côtés d'Alain Krivine, dont la *Ligue communiste* fut jadis dissoute pour avoir empêché *manu militari* la tenue d'un meeting d'*Ordre nouveau*, dont William Abitbol était membre... On ne saurait mieux illustrer le rapprochement entre «nationalistes» de droite et de gauche autour de «l'antimondialisation».

Pourtant, ATTAC se défend vigoureusement de l'accusation de chauvinisme. Son argument majeur est le caractère international de son action. En effet, l'association a essaimé dans de nombreux pays et entretient des liens étroits avec d'autres réseaux «anti-mondialisation». Elle n'est pas à proprement parler anti-américaine, puisqu'elle collabore avec des organisations et des syndicats américains, et elle n'est pas non plus protectionniste au sens classique du terme. Ces arguments sont également ceux qui ont été employés par José Bové et la Confédération paysanne (syndicat qui fait partie des fondateurs d'ATTAC). Pourtant, le discours du syndicat agricole sur la souveraineté alimentaire, volontiers repris par ATTAC, n'est pas exempt de protectionnisme. Et malgré la mise au point de José Bové, l'anti-américanisme a joué une part non négligeable dans le succès de l'opération de Millau.

Ces quelques exemples montrent, sans avoir besoin de les multiplier, que le positionnement d'ATTAC n'est pas facile à caractériser. Mais vouloir opposer souverainisme et internationalisme repose sur des conceptions fausses de l'un et de l'autre. Le souverainisme n'est pas un nationalisme agressif et raciste, mais une forme de «libération nationale» qui considère la France comme une nation opprimée par l'impérialisme améri-



cain. Il s'appuie donc assez facilement sur un discours de gauche. L'internationalisme n'a été conçu, au XX<sup>e</sup> siècle, que comme une solidarité avec les peuples en lutte ou avec les luttes qui se déroulent dans d'autres pays, et non comme une union mondiale des luttes (ce que nous appelons mondialisme).

Ces différences de vision, masquées par une volonté unificatrice qui évite de trancher sur le fond, reflètent une convergence provisoire entre deux intérêts, face à un ennemi commun, le capitalisme libéral des transnationales. D'un côté, les petites et moyennes entreprises, les fonctionnaires et salariés des entreprises publiques privatisables peuvent se sentir menacés par la globalisation et la logique libérale. ATTAC peut constituer pour eux une forme de manifestation de leur crainte, même si elle s'exprime d'une manière confuse et qu'elle mélange les intérêts des petits patrons et ceux de leurs salariés. Pour ceux-là, le souverainisme et le protectionnisme peuvent apparaître comme des solutions. Mais il ne semble pas qu'ils soient majoritaires dans ATTAC.

De l'autre côté, il y a le phénomène évoqué plus haut : la taxation des transactions financières constitue l'un des éléments possibles dans la mise en place de la «gouvernance globale», c'est-à-dire de l'État mondial superposé aux États nationaux. Or, pour cette autre tendance, ATTAC et le mouvement antimondialisation constituent un levier puissant : ils doivent exercer une pression sur les capitalistes privés en leur montrant la fragilité du système. Surfer sur l'anticapitalisme est donc une stratégie parfaitement adaptée, tant que cet anticapitalisme se limite à mettre en avant l'inéluctabilité de la gouvernance globale. Le souverainisme leur est profondément étranger. Si le souverainisme et le nationalisme sont effectivement hostiles à la «mondialisation», la tendance à la gouvernance globale constitue au contraire l'aile la plus avancée de la globalisation.

Dans cette tendance, on peut par exemple ranger Jacques Capdevielle, directeur de recherche au *Centre d'étude de la vie politique française*, qui se fonde sur la pensée d'Habermas pour développer une véritable stratégie du dépassement de l'État-nation. Pour lui, cela passe par la «prise de conscience d'une solidarité cosmopolitique». Les partis politiques sont trop sclérosés pour en prendre l'initiative.

C'est donc aux mouvements sociaux de porter cette idée : *«Il leur faut créer cet espace européen de façon programmatique, en poursuivant un double but : créer une Europe sociale, et faire en sorte qu'elle jette tout son poids dans la balance du cosmopolitisme»*<sup>47</sup>. De même, dans un texte émaillé de réminiscences marxistes-léninistes, Samir Amin propose d'œuvrer à *«la construction d'un monde pluricentrique non néo-*

---

<sup>47</sup> Jacques Capdevielle, «Après l'État-nation, Portée et limites de l'apport habermassien pour penser la crise actuelle des modes de légitimation politique», [www.attac.org](http://www.attac.org).

*impérialiste*». Il trace clairement le programme politique : «Mais il y a aussi le besoin de définir les éléments d'un internationalisme populaire capable de donner aux luttes sociales une portée mondialiste, et par là de contribuer positivement à l'élaboration d'une autre mondialisation que celle proposée par le libéralisme. À la fois défendre l'autonomie des nations, élargir l'espace de son déploiement, et éviter l'enfermement dans les impasses du nationalisme chauvin définit le cadre des alternatives à développer. Le niveau régional est sans doute ici celui qui permet le moins difficilement cette construction nécessaire, qu'il s'agisse du panafricanisme, de l'unité arabe, du front latino-américain ou de la construction européenne en lui donnant un contenu social progressiste et d'autres projets régionaux. Le niveau mondial ne doit pas pour autant être négligé. Les batailles sont ici à mener sur différents plans. Sur celui de la politique, l'objectif ne saurait être autre que le combat contre l'hégémonisme américain et son arrogance militaire. Dans cette perspective, une relance du rôle et des fonctions de l'ONU pourrait constituer l'un des objectifs communs des luttes des forces politiques démocratiques opérant à l'échelle mondiale<sup>48</sup>.»

Respect des États-nations, constructions de blocs continentaux, lutte contre l'impérialisme américain, réforme des institutions mondiales : voilà qui caractérise assez bien l'orientation générale d'ATTAC et du néo-réformisme de la gauche mondiale. Dans cette perspective, on ne peut parler de mouvement anti-mondialisation, mais d'aile gauche de la globalisation. ATTAC est donc à la confluence de deux tendances, et son apparente indécision sur la question nationale est le produit de cette contradiction. Mais comme on le verra plus loin, le fonctionnement figé de l'association empêche cette contradiction d'apparaître de manière trop flagrante pour l'instant.

### **ATTAC et le christianisme**

Parmi les membres fondateurs d'ATTAC, on trouve des revues catholiques de gauche : *Témoignage chrétien* (dont le représentant, Bernard Ginisty, est membre du conseil d'administration), *Golias*, et des associations d'inspiration chrétienne comme *Artisans du monde* ou *Droit au logement*. Ils voisinent avec plusieurs associations laïques, et avec le courant laïque animé par Bruno Courcelle. En cela, ATTAC n'est pas sans rappeler l'ancien *Parti socialiste unifié*, qui présentait cette même particularité de faire cohabiter chrétiens et anticléricaux. Il faut ajouter que certaines personnalités connues d'ATTAC ont une formation chrétienne, comme son vice-président François Dufour (issu de la *Jeunesse agricole chrétienne*) et même son symbole le plus médiatique, José Bové, qui ne cache pas son attachement à la pensée de l'anarchiste chrétien Jacques El-lul.

---

<sup>48</sup> Samir Amin, «L'autre Davos», [www.attac.org](http://www.attac.org). (15 janvier 1999).

*Témoignage chrétien* est un monument historique de la gauche chrétienne, puisqu'il puise ses racines dans la Résistance. Pendant longtemps, il fut la voix officielle des catholiques de gauche. *Golias*, pour sa part, est née plus récemment, autour du théologien Christian Terras. Apparemment progressiste, très engagée contre les sectes et l'extrême droite, elle représente surtout une version réactualisée d'un gallicanisme violemment opposé au pape et à la hiérarchie, prônant un renforcement du pouvoir des paroisses et le mariage des prêtres, et plutôt hostile à l'œcuménisme.

Mais au-delà, le message d'ATTAC porte ses fruits au sein de l'Église catholique. Qu'on en juge par cet extrait issu du site Internet Catholink : «Surprise au Grand Conseil genevois, début septembre : une proposition de motion était lancée par plusieurs députés "sur la taxation des transactions financières". [...] Une idée qui avance aussi au sein des Églises : la Commission Tiers Monde de l'Église catholique (COTMEC) à Genève a en effet proposé que les revendications à la base de la taxe Tobin soient appuyées par les Églises dans le cadre de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse»<sup>49</sup>.

Ce n'est pas un cas isolé. Il faut rappeler le rapprochement entre la revendication d'ATTAC en faveur de l'annulation de la dette des pays du tiers monde et la campagne «Jubilé 2000» pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, lancée directement par le Vatican et relayée par toutes les Églises du monde. Dans les documents d'ATTAC, les références à la campagne Jubilé 2000 sont fréquentes, sans susciter de questions particulières. Il faut aussi remarquer que pas moins de vingt-quatre millions de signatures ont été recueillies sur la proposition d'annulation de la dette, sans susciter de réaction particulière de la part des institutions internationales. Sans doute l'Église catholique, apostolique et romaine n'est-elle pas considérée comme une agitatrice trop dangereuse... L'un des succès les plus paradoxaux de cette campagne, c'est d'avoir réussi à faire inscrire cette revendication au programme de la Marche mondiale des femmes et surtout d'avoir fait mentionner expressément l'intitulé Jubilé 2000 dans l'appel. L'Église catholique au secours des droits des femmes... Ce pauvre Paul de Tarse ne doit pas jubiler !

La présence de chrétiens dans ATTAC ne peut pas être interprétée comme l'acte d'une poignée de croyants isolés et rejetés par leur hiérarchie – comme ce fut souvent le cas dans l'après-guerre – mais comme l'un des nombreux signes du rôle mondial aujourd'hui joué par l'Église catholique dans le monde, celui d'une nouvelle forme de social-démocratie, d'une puissante force réformatrice. Cela ne signifie pas, loin de là, qu'il n'existe plus de tendances réactionnaires dans l'Église, mais il existe, de manière généralisée, un rapprochement entre social-démocratie et Église catholique. Le travail du Vatican en direction du tiers monde, son spectaculaire rapprochement avec Cuba contre les États-Unis, ses

---

<sup>49</sup> Source : Catholink.

prises de position en faveur de la paix et son travail de diplomatie (notamment via la communauté San'Egidio) montrent à quel point cette convergence n'est pas fortuite. Le précédent président de l'Internationale socialiste, le Français Pierre Mauroy, était discrètement catholique. Son successeur, le Portugais António Guterres l'est ouvertement, et certains n'hésitent pas à lui prêter une proximité avec l'*Opus Dei*.

### **Le fonctionnement antidémocratique d'ATTAC**

Le fonctionnement d'ATTAC repose sur un conseil de trente administrateurs, élus pour trois ans et rééligibles. Parmi ces 30 personnes, 12 seulement sont élues par l'assemblée générale des adhérents directs et 18 sont choisies parmi le Collège des fondateurs. Ce dernier est constitué de représentants des organisations syndicales et associations ayant participé à la création d'ATTAC, ainsi que de personnes cooptées<sup>50</sup>.

À chaque réunion du conseil d'administration, une équipe dirigeante cooptée détient donc 60 % des voix. Autrement dit, même si une majorité d'adhérents souhaitait infléchir la ligne d'ATTAC dans un sens ou dans un autre, elle ne pourrait le faire statutairement sans se heurter à ce «Sé-nat» chargé de veiller au maintien de l'association dans ses rails initiaux. Un tel fonctionnement est en totale contradiction avec le discours démocratique officiellement affiché. ATTAC se présente volontiers comme un mouvement d'éducation populaire, mais elle ne développe visiblement pas l'esprit critique de ses adhérents.

Pourquoi une telle disposition ? Officiellement, pour préserver la pluralité, c'est-à-dire éviter que l'une des composantes ne prenne le pas sur les autres : la confiance règne entre les fondateurs ! On peut également supposer d'autres intentions moins avouables. Se réserver le leadership intellectuel sur le mouvement, dans un système curieusement inspiré de la cooptation et des collèges universitaires ? C'est possible, car en dehors même de toute critique, le mouvement peut générer une dynamique interne, fondée sur le travail des militants les plus actifs, qui pourraient souhaiter prendre part aux décisions concernant les associations. Décalque des bureaucraties politiques et syndicales ? Également possible.

Les hommes et les femmes d'appareil ne sont pas nécessairement disposés, ni même simplement habitués à voir les militants intervenir dans la direction des affaires. Demander à des dirigeants syndicaux ou associatifs, et pire encore à des militants socialistes ou communistes d'avoir une culture de la démocratie serait une aimable naïveté. Éviter une infiltration, notamment par les gauchistes ? Probable. Des expériences répétées, notamment *SOS Racisme* et *Ras l'Front* pour ne citer que les plus récentes, ont montré la redoutable capacité des trotskistes à prendre place dans les réseaux associatifs mis en place par la gauche social-démocrate.

---

<sup>50</sup> Pour le fonctionnement et les statuts d'ATTAC, voir *Tout sur ATTAC*, Mille et une nuits, 2000.

À titre d'hypothèse, on peut réfléchir sur la campagne quasi calomnieuse à l'encontre du député européen Alain Krivine, porte-parole de la LCR. Son abstention dans un vote sur un budget d'étude de faisabilité de la taxe Tobin au Parlement européen a été montée en épingle par la presse de gauche. Elle constitue un grief courant et un axe de cristallisation de la méfiance à l'encontre des militants de la LCR. Or, le député, qui s'est expliqué de cette abstention, n'a pas ménagé ses efforts en faveur d'ATTAC, dont il a constitué le comité au Parlement européen. Mais les dirigeants du mouvement, et plus encore leurs amis de la gauche gouvernementale, n'ont probablement pas l'intention de couvrir les œufs du coucou trotskiste. On peut certainement en dire autant de la méfiance éprouvée à l'égard du groupe activiste *Socialisme par en bas*, qui ne ménage pourtant pas ses efforts pour se grimer en loyales jeunesses d'ATTAC<sup>51</sup>. Cette méfiance anti-gauchiste est-elle exclusive des autres explications ? Probablement non. Est-ce une excuse valable pour un fonctionnement antidémocratique ? Qu'on se rassure. C'est la même association qui écrit : «*Cela concerne tous les citoyens. L'habitude prise de négocier entre chefs et experts nous paraît être une perversion de l'idée de démocratie. C'est devenu une tradition de transformer le citoyen de base en spectateur passif de décisions qui se prennent sans lui et hors de lui. Il est clair que cette tradition relève d'un autoritarisme qui contredit toutes les évolutions historiques de participation citoyenne à la vie politique.*» (Courriel d'information n° 168 - 15 septembre 2000). La participation citoyenne, est-ce transformer un adhérent de base en spectateur passif de décisions qui se prennent sans lui et hors de lui ?

Si on avait le moindre doute sur la réalité d'ATTAC, voici un morceau de bravoure extrait de *La lettre d'ATTAC 45* (n° 2, 1<sup>er</sup> mars 2000) : «Les orientations nationales d'ATTAC : le 19 février dernier, la réunion des comités locaux à Saint-Denis a été l'occasion de fêter les 20 000 adhérents d'ATTAC. Deux fois plus que l'année dernière. Beaucoup d'adhésions sont arrivées après Seattle. Aujourd'hui, **ATTAC est consultée régulièrement par le ministère des Finances** et d'autres institutions gouvernementales. Devant un tel succès, le conseil d'administration d'ATTAC national a dû revoir son organisation. Le local trop étroit (un petit F2 parisien) n'est plus adapté, un déménagement est prévu dans les mois qui viennent. **La gestion des adhésions a été confiée à une société privée** basée en Picardie qui travaille déjà pour Greenpeace, la fondation Abbé Pierre, *Témoignage chrétien*, *Libération*, etc. Elle garantit la confidentialité du fichier et surtout un envoi régulier aux comités locaux des listings remis à jour. Cette sous-traitance permettra au siège d'ATTAC de

---

<sup>51</sup> C'est l'objectif avoué de la nouvelle ligne politique de Socialisme par en bas, symbolisée par le changement de nom de leur journal, désormais nommé L'Étincelle. [Depuis ce groupe a rejoint la LCR, puis le NPA et sa revue s'appelle *Socialisme International*, *NPNF*.]

consacrer plus de temps à l'une de ses priorités pour l'année en cours : la communication.»

Autrement dit, ATTAC est un brain-trust qui travaille pour le ministère des Finances, et qui, tout en dénonçant la logique néolibérale du tout-privé et de l'externalisation, se décharge de sa propre gestion associative au profit d'une entreprise privée ! Adhérents d'ATTAC, pour qui vous prend-on ?

### **Conclusion**

Certains points abordés dans l'article, comme le lien entre Église catholique et social-démocratie, la mise en place d'un État mondial ou même simplement l'analyse mondialiste-révolutionnaire de l'État mériteraient d'être développés plus complètement, pour éviter une analyse trop schématique. Néanmoins, au terme de ce second volet de l'étude sur ATTAC, plusieurs contradictions apparaissent au sein de l'association :

- La participation de la gauche gouvernementale entre en conflit avec les positions prônées par ATTAC.
- L'adhésion de collectivités territoriales dont la politique peut aller à l'encontre de ces mêmes positions du mouvement.
- Le souverainisme contre l'idée de «gouvernance mondiale».
- L'idéal démocratique des adhérent(e)s contre le fonctionnement figé et contrôlé depuis l'extérieur de l'association.
- Confrontation entre les sociaux-démocrates et les différents courants trotskistes présents au sein d'ATTAC.

**Nicolas** (08/02/01)

# Altermondialisme: la réforme des illusions

Novembre 2003, supplément au n°10 de *l'Oiseau-tempête*

À l'échelle européenne, les gouvernements sociaux-démocrates (Jospin, Blair, Schroeder) comme conservateurs (Berlusconi, Aznar, Raffarin) ont élargi la voie d'une modernisation libérale et d'une uniformisation du capitalisme européen. Face à ces attaques contre les salariés et les chômeurs, des luttes sociales sont réapparues, notamment en France et en Italie, tandis qu'un mouvement critiquant la «mondialisation libérale» se manifeste depuis quelques années à l'occasion de sommets internationaux (Seattle, Nice, Gênes, etc.).

L'association ATTAC, présente à l'échelle internationale, et plus largement la nébuleuse altermondialiste, proposent l'organisation politique d'une philanthropie sociale qui compenserait les excès du système. Les têtes pensantes de l'altermondialisme veulent nous faire croire qu'il existe un capitalisme à visage humain que l'on pourrait réguler par le droit et le renforcement des États.

Il s'agit avant tout (selon la plate-forme d'ATTAC de juin 1998) de conjurer le risque d'une «implosion sociale» et d'une crise irréversible de la politique. Le forum social de Porto Alegre, notamment, se donne pour but de renforcer «la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre».

Combinant le vocabulaire du mouvement révolutionnaire («se réapproprié l'avenir de notre monde») et la promesse de réformes simples et immédiatement réalisables, ATTAC et ses acolytes attirent des milliers de gens sincèrement révoltés par les conséquences du développement capitaliste sur la planète.

Mais la seule perspective qu'ils leur offrent est de redonner des couleurs à l'illusion réformiste, dont, au Brésil, Lula Da Silva et ses ministres trotskistes montrent, une fois de plus, les pitoyables conséquences. Le vote, les manifestations ou les actions citoyennes ne s'attaquent en rien au cœur du système capitaliste : à savoir les rapports d'exploitation que seules des luttes de classes ont pu par le passé et pourront dans l'avenir remettre en cause.

Au contraire des idéologues altermondialistes, nous pensons que la seule perspective raisonnable est celle d'un projet révolutionnaire de rupture avec le capitalisme. Nous ne voulons pas créer de nouveaux impôts, mais de nouveaux rapports sociaux dans la perspective d'un monde débarrassé du salariat, de l'économie et de l'État.

### **ATTAC et les libéraux : un conflit entre économistes concurrents**

Opposée à la politique libérale de dérégulation et de démantèlement sélectif des moyens de l'État qui favoriserait l'essor du capital spéculatif, ATTAC milite pour une politique d'intervention de l'État et de contrôle des marchés pour freiner le capital spéculatif et relancer l'investissement du capital productif. Introduisant une séparation factice entre les deux faces d'une même pièce, ATTAC réactualise ainsi les théories interventionnistes de Keynes, mais sans analyser les raisons de leur échec. Les mesures keynésiennes devaient servir, dans un premier temps, à relancer l'expansion capitaliste pour redonner, dans un second temps, leur primauté aux mécanismes du marché. Maintenues pendant près de trente ans, ces mesures ont finalement abouti non à la poursuite de l'expansion sans l'aide de l'État, mais au retour de la crise. ATTAC dénonce également la domination du capital financier, mais sans analyser ses implications.

Pour ATTAC, les économistes libéraux sont responsables de l'essor du capital spéculatif («Les économistes libéraux pensent que plus les marchés seront déréglementés et libres de décider par eux-mêmes, plus ils rempliront efficacement [leur rôle]», p. 55)<sup>52</sup>. En fait, les économistes libéraux, eux aussi, cherchent à trouver en priorité de nouvelles formes de valorisation du capital productif, et l'échec de leurs méthodes pour y parvenir traduit bien qu'en amont il y a un réel problème de valorisation dans la «sphère productive». Ce qu'ATTAC leur reproche, c'est d'avoir abouti à cet échec, sanctionné par le marché, par le développement spéculatif, et de ne pas en mesurer les conséquences économiques et sociales. En faisant croire à l'opinion publique que les économistes libéraux sont essentiellement des théoriciens du capital spéculatif, ATTAC espère, par ce tour de passe-passe, faire oublier que ses propres théories de relance étatique concurrencent les libéraux sur le même terrain de la valorisation du capital productif. Pour le reste, ATTAC et les économistes libéraux sont pour la liberté d'entreprendre, la valorisation du capital par le travail salarié et tout ce qui constitue les fondements de la misère de notre époque.

#### **Revaloriser le capital productif**

«La globalisation s'est accompagnée d'une instabilité croissante des marchés et d'une montée de la spéculation, explique ATTAC. Cette instabilité a un coût économique élevé, car elle engendre l'incertitude» (p. 20). Si cette «instabilité» des marchés entraîne «l'incertitude» qui a un «coût économique élevé», ce n'est pas l'incertitude des salariés mais celle des dirigeants politiques (qui seraient timorés dans leurs choix de politique économique) et celle des dirigeants d'entreprises (qui auraient tendance à

---

<sup>52</sup>Les citations d'ATTAC sont extraites de l'ouvrage collectif d'ATTAC : *Contre la dictature des marchés*, La Dispute/Syllepse/VO Éditions, 1999 et du Séminaire international réuni par ATTAC, Paris, 25 janvier 1999. *Tout sur ATTAC*, Mille et une nuits, 2000.



privilégier les actionnaires par des actions spéculatives plutôt que d'investir dans le secteur productif).

D'après ATTAC, «la finance spéculative parasite la sphère productive» (p. 22). Mais il ne suffit pas de détourner le flux des transactions spéculatives vers l'investissement productif, pour relancer l'économie capitaliste. La spéculation ne «parasite» pas la sphère productive, elle ne «détourne» pas des investissements qui pourraient être socialement utiles dans la sphère productive (c'est-à-dire utiles d'un point de vue de rentabilité capitaliste); la spéculation se développe aussi parce qu'il n'y a pas suffisamment de profit à espérer en investissant dans le capital productif; elle exprime l'impasse de la valorisation du capital productif.

On fait alors des appels spectaculaires à la dénonciation du capital financier, et on organise la colère des militants contre les organismes internationaux responsables de cette situation. Parallèlement, on fait des propositions concrètes pour permettre au capital de réinvestir dans la sphère productive, seule manière réelle de redresser la valorisation du capital productif, car on sait pertinemment que le seul contrôle du capital spéculatif n'y suffira pas, et qu'il est plus facile d'entraîner les passions contre les abstractions du capital financier (FMI, OMC, OCDE, etc.) qu'en faveur du capital productif (Michelin, Peugeot, etc.) ! ATTAC s'oppose aux licenciements, mais quand «les entreprises sont bénéficiaires» (Danone, C&A). Et quand elles ne le sont pas ? Aussi, lorsque ATTAC dénonce l'utilisation spéculative du capital, ce que l'association ne précise pas, c'est que la seule façon capitaliste de réduire le développement du capital financier (autrement que par l'explosion de la bulle spéculative), c'est d'intensifier l'exploitation par le travail de manière à ce que le capital productif redevienne attractif pour les investisseurs. Voilà à quoi aboutit le projet d'ATTAC. C'est ce qui a été tenté en France, par le gouvernement socialiste, communiste et vert, avec les lois sur les 35 heures (augmentation de la productivité du travail) ou par le gouvernement actuel avec la réforme des retraites, la modernisation de la gestion des chômeurs par leur remise au travail forcée et par la précarité accentuée (Pare, transformation du RMI en RMA), etc.

### **Moderniser l'État capitaliste pour lutter contre la spéculation**

Pour ATTAC, le capitalisme ne se développe pas par le rythme de la valorisation (le profit comme moteur du progrès capitaliste), mais par les politiques économiques de l'État. ATTAC milite pour que la politique revienne à la place qui lui serait naturelle, au-dessus des marchés, avec l'idée que ce qui caractérise le système capitaliste, entre autres, c'est le fait qu'il peut être dirigé consciemment et rationnellement, et que ce ne sont pas les échanges de marchandises et la production de plus-value qui conditionnent l'ensemble des rapports sociaux, indépendamment de la volonté de tels cercles de dirigeants ou de tels conseillers scientifiques.

ATTAC, cherchant des solutions politiques réformistes, se tourne vers les hommes politiques pour y parvenir. L'association se veut ainsi une

force d'appoint pour réformer les politiques actuelles, comme si celles-ci n'étaient pas adéquates à la fonction qu'elles remplissent. ATTAC veut faire pression sur la politique «trop libérale» des dirigeants et des élus. Puis, dans un second temps, si les élus restent sourds aux interpellations d'ATTAC, en cherchant timidement à imposer une autre politique (faire de la politique «autrement»).

Pour que l'État puisse intervenir dans l'économie, ATTAC fait donc des propositions pour moderniser l'État capitaliste et ses infrastructures, aménager le territoire, développer les services publics ; moderniser également pour que le développement capitaliste puisse se réaliser dans un environnement de consensus social (pas de grève, pas de contestation sociale, pas de troubles sociaux risquant d'empiéter sur la valorisation productive du capital) ; moderniser, enfin, au lieu de seulement réprimer policièrement.

### **L'émergence d'un capitalisme européen unifié**

Le projet d'ATTAC, c'est de développer «démocratiquement» l'Europe capitaliste en formation ; de contribuer à ce que les institutions capitalistes internationales, telles que le FMI ou la Banque mondiale, se réforment pour mettre en place la taxation mondiale du capital spéculatif. Ils ne sont pas contre le FMI, mais contre la politique du FMI, ils ne contestent pas la Banque mondiale, mais les choix politiques de la Banque mondiale, etc. C'est cela, faire de la politique «autrement».

L'émergence d'un capitalisme européen s'accompagne aussi d'un nationalisme européen. Il y a, en effet, des limites à la lutte contre la spéculation financière, c'est le territoire des autres : la spéculation peut être acceptable quand elle sévit chez les autres. Malgré la sensibilité tiers-mondiste de la plupart des militants altermondialistes, les chefs d'ATTAC pensent les questions de souveraineté et de repli idéologique autour des questions identitaires à l'échelle européenne. Déjà, ils préparent les mesures protectionnistes à mettre en place pour protéger la zone capitaliste européenne.

### **La conquête des esprits**

Dès juin 1998, la plate-forme d'ATTAC définit le mouvement pour ce qu'il est : une tentative de revivifier le système démocratique par le militantisme associatif, en partant de l'échelon local, tout en affichant une solidarité internationale envers les peuples les plus démunis. Il s'agit non pas de préparer ou de justifier une quelconque rupture avec le capitalisme, d'ailleurs presque jamais nommé en tant que tel (mais toujours évoqué sous la forme partielle du capital financier), mais de conjurer le risque d'une crise irréversible de la politique, à savoir une démobilisation citoyenne, aussi bien que le risque d'une «implosion», c'est-à-dire une révolution.

### **La réforme utopique comme outil de régression**

Utilisant comme moyen et visant comme but le brouillage idéologique, ATTAC se présente comme «réaliste» (la taxe Tobin sur les mouvements

de capitaux serait une réforme simple, immédiatement réalisable), offrant donc une garantie de sérieux par rapport aux engagements révolutionnaires jugés utopiques. Dans le même temps, elle mobilise le vocabulaire et l'imaginaire de l'utopie en plaquant sur des objectifs réformistes des définitions lyriques : «[...] reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et [...] s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au prétexte du droit des investisseurs et des marchands. Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde». (Plate-forme, juin 1998).

«Reconquérir», «se réapproprié», le mouvement proposé est un retour à un état antérieur du capitalisme, jugé préférable. Proposition rétrograde au sens strict, et doublement telle : mécaniquement puisqu'elle propose un retour en arrière, politiquement puisqu'elle omet la critique de cet état antérieur, qui gagne logiquement dans la comparaison les couleurs de l'humain, du «supportable» (on parle, par exemple, de «développement soutenable»).

Récusant, sans jamais formuler sa récusation, donc sans avoir à l'argumenter, la voie d'une rupture anticapitaliste<sup>53</sup>, ATTAC se place *de facto* dans la perspective d'une cogestion critique, donc d'une rationalisation capitaliste.

### **L'argent, la charité, la Nation**

Pour ATTAC, l'argent est le problème central de la politique. Non pas l'argent en tant que support de l'abstraction capitaliste de la valeur, mais l'argent comme richesse réelle et quantifiable, dont les pauvres seraient spoliés par les riches. Logique, puisque l'adversaire est le capital financier. Et l'association de proposer simplement d'encourager les gouvernements à imposer aux marchés une redistribution effective (pas de fraude fiscale) et plus juste des revenus du capital.

«Pour les mouvements de citoyens, imposer la spéculation afin qu'elle contribue à réparer les dégâts sociaux qu'elle provoque, constitue une motivation essentielle.» (Conseil scientifique d'ATTAC, mars 2000). On pourra donc acheter des permis de licencier, des permis d'exploiter, comme on achète des permis de polluer, ce qui se nomme pompeusement «mise de la finance au service d'un État [*sic*] du bien-être mondial» (*Tout sur ATTAC*, p. 38).

L'insistance sur l'argent des riches, injustement gagné et dissimulé à la communauté sociale (censément représentée par le ministère des Finances !), rappelle la rhétorique populiste stalinienne début de siècle : «200 familles», «Mur de l'argent», etc. Or, il ne s'agit pas de tirer argument des écarts entre très riches et très pauvres pour condamner le système qui les produit et s'en nourrit. On propose l'organisation politique d'une philan-

---

<sup>53</sup> Si ce n'est par la dénonciation des actions directes de certains manifestants lors des sommets de Seattle, Nice, etc.

thropie sociale qui compense l'injustice capitaliste. On veut «démontrer qu'il existe des alternatives pour *au moins* limiter l'insécurité économique et les inégalités sociales». C'est le vieux cauchemar du bonheur marchand.

### **Jouer sur les maux**

D'un point de vue socio-politique, on peut considérer ATTAC comme l'émanation d'une classe moyenne inquiète de la précarisation croissante de ses conditions de vie. Au point de vue des appareils, il s'agit d'une tentative post-stalinienne d'unifier idéologiquement les mouvements dits «citoyens», qui se proposent de porter le programme social-démocrate : «l'économie régulée par le droit» ; soit le credo de José Bové et de la Confédération paysanne, membre fondateur d'ATTAC, que la gauche de gouvernement ne peut plus incarner de manière crédible. Cependant, le succès que rencontre ATTAC signifie qu'elle rassemble aussi, au-delà de ce programme, des personnes séduites par la perspective — certes illusoire — d'une action immédiatement ou très rapidement efficace hors des partis traditionnels. L'argument le plus souvent entendu à propos d'ATTAC tient en peu de mots : c'est toujours mieux que rien. Il s'agit moins d'une résignation des individus que d'un symptôme, parmi d'autres, de la faiblesse actuelle de l'idée révolutionnaire, y compris lorsqu'elle se trouve confrontée au plus plat, au plus niais des leurres réformistes. Il demeure rassurant que, pour effectuer leur sale boulot, ré-écrire le langage de la critique, et jouer sur les maux engendrés par le capitalisme, ces gens doivent (ou croient devoir) brandir l'étendard de l'utopie et singer les méthodes de l'action directe (un dirigeant d'ATTAC saluant les «travaux pratiques» de Bové sur le McDo de Millau). Bref, le réformisme continue, pour paraître autre chose que ce qu'il est, d'avoir besoin des oripeaux de la radicalité. Sur ce terrain, nous devons faire en sorte de mettre à nu les bouffons du Capital, «appeler un chat un chat» le capitalisme un système d'exploitation, révolution notre projet, et chiens de garde les staliniens reconvertis dans la vigilance citoyenne.

---

# ATTAC, AMD : Pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places !<sup>54</sup>

Derrière les discours radicaux des anti-néo-libéraux et altermondialistes citoyennistes, il y a des pratiques plus conciliantes. La lutte déclarée au libéralisme économique et à l'uniformisation culturelle prend alors une tournure anti-lutte de classes ; et devant l'objectif ultime de la Culture et de sa promotion militante, certains supportent finalement l'exploitation salariale et ses extravagances. Pour illustrer cette posture, nous allons revenir sur ce qui s'est passé à Orléans autour d'un cinéma, où une partie du mouvement social, culturel et associatif orléanais, notamment ATTAC 45 et le groupe local des Amis du Monde Diplomatique (AMD), s'est arrangé de pratiques patronales bien concrètes.

---

Quand l'ancienne SARL gérante du cinéma Les Carmes d'Orléans a eu des difficultés financières (dès 2001 jusqu'à son départ d'Orléans en automne 2004), les seules réponses d'ATTAC 45 puis des AMD furent de demander des subventions publiques pour renflouer cette entreprise ; à aucun moment ces associations dites militantes n'ont pris la peine de rencontrer les salariés pour avoir leur point de vue. Et en août 2004, quand cette même entreprise privée dite culturelle a licencié un de ces salariés pour faute grave, à la suite d'une grève (engagée les 28-29 juillet 2004) considérée par l'ancien patron du cinéma comme « injustifiée » (sic)... puis « illicite et abusive », il n'y a eu aucune réaction de ces associations altermondaines. Celles-ci, ne souhaitant certainement pas revenir sur leur soutien public à l'ancien exploitant des lieux, poursuivirent leurs partenariats avec ce cinéma et avec la nouvelle direction.

## MOBILISATION

### POUR UNE SARL CULTURELLE SUBVENTIONNÉE

Ouvert depuis novembre 1999, le cinéma Les Carmes revendiquait légitimement sa spécificité cinématographique et d'offres culturelles, et est devenu progressivement un lieu important de l'activité socio-culturelle orléanaise (globalement faiblarde). Beaucoup d'associations ont recours à ce cinéma pour des soirées-débats. Mais après un an et demi d'existence (courant 2001), la direction fait part au public de ses difficultés fi-

---

<sup>54</sup> ATTAC 45 Compte-Rendu de Conseil d'Administration du 3 juillet 2001 ; visible sur le site [http://www.local.attac.org/attac45/Documents/ca/cra\\_20010703.pdf](http://www.local.attac.org/attac45/Documents/ca/cra_20010703.pdf)

nancières. Des spectateurs se mobilisent alors pour récolter de l'argent, auprès de spectateurs et surtout des collectivités publiques locales (celles-ci donneront près de 90 000€), afin d'aider à la pérennité de ce cinéma privé. De ces mobilisations de spectateurs naîtra en 2002 l'association Citizens Carmes, qui deviendra omniprésente dans la vie de ce cinéma.

De nombreuses associations soutiennent alors cet appel à subventions. C'est ainsi qu'ATTAC 45 s'enquerrait promptement (il a été en effet évoqué en CA «la nécessité d'agir rapidement si l'on souhaite venir en aide à ce cinéma») dans cette mobilisation. L'association faisait même bénéficier de son réseau de relations dans le but de récolter de l'argent public pour la société gérante du cinéma. Ainsi on pouvait lire ainsi dans La lettre d'ATTAC n°10 du 12 septembre 2001 que «ATTAC 45 a décidé d'apporter son appui au comité de soutien du cinéma "Les Carmes", créé à l'initiative de spectateurs.» Et que «le 13 juillet, une lettre a été envoyée à la municipalité de Saran (membre du réseau des villes ATTAC), afin d'encourager à répondre favorablement à la demande de subvention»<sup>55</sup>.

Et les raisons invoquées pour le soutien à l'entreprise cinématographique se paraient des attributs typiques du clinquant combat anti-libéral défendant la diversité culturelle et son accessibilité à tous. Dans la même lettre on met en avant «une certaine éducation du goût et de la réflexion», et l'importance culturelle locale du cinéma inquiétée par le jeu cynique du capitalisme libéral : «Ce cinéma d'art et d'essai représente en effet un élément important dans la vie culturelle de l'agglomération orléanaise qui ne peut être laissée aux seules lois du marché» (retenons le "seules") ; la «programmation des Carmes favorise la diversité culturelle sur le plan cinématographique. Ce cinéma est un maillon de la chaîne de résistance à l'uniformisation de la culture. Une autre culture est possible<sup>55</sup>». Mais on va se rendre compte que cette «autre culture est possible», c'est-à-dire reste de l'ordre de l'éventualité, du pas tout de suite ou alors pas pour tout le monde ; à moins que la culture préconisée soit celle de l'entreprise, du moins pour les salariés de ce cinéma cependant au service de la Culture<sup>56</sup>!

---

<sup>55</sup> Franck Élie d'ATTAC 45, La lettre d'ATTAC n°10, 12 septembre 2001 ; visible sur le site [http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la\\_lettre/lettre10.pdf](http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la_lettre/lettre10.pdf)

<sup>56</sup> Perle d'ATTAC45 : "Ce cinéma est un maillon de la chaîne de résistance à l'uniformisation de la culture. Une autre culture est possible." Eh bien oui! Cette culture est possible maintenant! C'est la culture d'entreprise! Du moins à en juger la satisfaction des militants tobiniens aussi bien que leurs amis élus de gôche, envers ces structures de "résistance". Ainsi aux motifs des licenciements par leurs entreprises résistantes préférées, qui leur semblent apparemment révélateurs d'un cachet culturel original – grève "injustifiée" puis "illicite et abusive" à Orléans, "déficit d'heures de travail d'un délégué du personnel" et manque "d'un minimum de conscience politique" à Toulouse -, les militants réagissent ... À Toulouse une disciple de Tobin couvre "de louanges Utopia qu'elle a présenté comme un espace de liberté." ... À Orléans la gôche élue du conseil municipal dans

## MYSTIFICATION DE L'ENTREPRISE CULTURELLE

Mais jamais les salariés n'ont été pris en considération dans les étapes de cette mobilisation, pire se poser des questions sur les moyens utilisés pour cette mobilisation était considéré comme jouer contre son lieu de travail et au final, évidemment jouer contre le cinéma, contre la culture. On ne leur a jamais demandé comment ils vivaient les aléas de leur entreprise, ni ce qu'ils pouvaient penser de sa gestion, encore moins quelles étaient leurs conditions de travail ; tout se passait entre la direction et les associatifs.

Une partie de ces salariés était tenue à l'écart aussi bien des informations sur le devenir du cinéma que sur son animation, ils acceptaient tant bien que mal des pratiques patronales paternalistes et individualisantes, et pourtant certains d'entre eux avaient à en redire sur la gestion de ce cinéma.

On peut se demander alors ce qu'ATTAC45 et les AMD, qui prétendent intervenir sur le plan social et lutter contre le libéralisme économique, voulaient vraiment aider ; un lieu ? la programmation du cinéma (avec des films qui dénoncent!) ? la disponibilité de salles ? la politique sociale de l'ancienne direction de l'entreprise ?

La volonté de résistance culturelle affichée par ces émules locales du chevènementiste Bernard Cassen, mise en perspective avec leur indifférence sur la situation des salariés du même cinéma, relevait sûrement de la défense d'une image bien jolie. Un cinéma d'art et d'essai ne devant pas être à leurs yeux une société commerciale comme les autres... il s'agissait donc de demander des subventions publiques pour la société Eden Carmes.

Mais quelle aurait été l'attitude de ces associatifs s'il s'était agi de renflouer (par le biais du fric des collectivités locales) une entreprise quelconque en délicatesse financière, ou du genre de la Fnac (qui diffuse elle aussi, en faisant payer, toute une série de produits contestataires) ? Gageons qu'ils auraient au moins exigé un suivi de la gestion de l'entreprise subventionnée. Mais là rien de tout cela (céderaient-ils au libéralisme?) ; on oubliait qu'il s'agissait d'une SARL et que de ce fait sa vocation était... lucrative. Il n'a donc jamais été question pour ces associations d'alternatives (hé oui!) concernant l'exploitation de ce cinéma, par des structures un peu plus dégagées de la rentabilité comme l'association, ou un peu moins inégalitaires dans la prise de décision comme la coopérative<sup>57</sup>.

---

"L'opposition, par la voix de Hélène MOUCHARD-ZAY" ... "a tenu à rendre hommage au travail effectué par (l'ancien directeur du cinéma les carmes) pendant 5 ans".

<sup>57</sup> ATTAC ne promeut l'autogestion ... qu'à l'écran : Bien que la gestion bien concrète de leurs entreprises partenaires locales ne portent pas les militants à cogiter leurs alternatives, l'université d'été d'ATTAC proposera le 28 août 2005

## «ATTENTION DANGER TRAVAIL» OU DANGER PATRON (DE GÔCHE)

Passé encore cette faiblesse politique des citoyenistes heureux de pouvoir disposer d'un lieu de choix pour s'autocongratuler et faire leur autopromotion à partir de films militants<sup>58</sup>, en l'absence de réaction des salariés de l'entreprise leur offrant ce service<sup>59</sup>. Mais voilà que trois méchants travailleurs de la SARL Eden Carmes (PME de 10 salariés) ont commencé à ruer dans les brancards. Et en juin 2004, dans un contexte où leurs conditions salariales n'allaient pas en s'améliorant (13<sup>e</sup> mois versé en 4 fois, prime de panier jamais payée depuis l'ouverture du cinéma, heures travaillées déclarées en «prime de service», réduction permanente d'heures de présence des caissiers-agents d'accueil, distribution bénévole de programmes du cinéma en dehors des heures de travail, etc.), où la viabilité de leur entreprise exploitante était incertaine et...donc leur emploi potentiellement menacé, ils assistaient en queue de train aux rebondissements incessants concernant le sauvetage du cinéma employeur, au nom duquel on leur intimait pourtant de faire des efforts et...d'exécuter.

C'est pourquoi début juillet 2004, alors que le cinéma, par la signature d'une promesse de vente, semblait être livré-au-méchant-discounter-allemand-LIDL-où-rappliqueraient-les-pauvres-qui-regardent-TF1, ces trois salariés se manifestent par la diffusion d'un texte «Rappels aux spectateurs»<sup>60</sup>, dans lequel ils exprimaient leur mécontentement sur la manière dont se déroulaient les événements : «Nous apprenons les rebondissements de ce que nous vivons au quotidien par les médias ou par des spectateurs.» Ils dénonçaient aussi une certaine séparation des tâches : «D'un côté, il y a ceux qui savent, qui négocient en secret et, de l'autre il y a les employés, juste bons à appliquer les directives des premiers, devenus des

---

à ces militants – lassés par les discours de Jacques Nikonoff? – une projection de "the Take" de Naomi Klein où des travailleurs argentins se réapproprient leur usine.

<sup>58</sup> (Auto)promotion filmique d'ATTAC45 : Pour la soirée avec Pierre Carles autour de son film "Attention Danger Travail", le 23 novembre 2003 au cinéma Les Carmes, un membre d'ATTAC 45 demandera à un salarié d'apposer le logo "ATTAC" sur l'affiche du film annonçant le débat... Histoire de bien rappeler aux spectateurs (salariés) et aux salariés (du cinéma), qui leur offrait cette soirée de haute résistance.

<sup>59</sup> Aux AMD, la sincérité parle : Pour motiver le soutien à une campagne pour l'ouverture d'une 4<sup>e</sup> salle de cinéma aux Carmes, est invoqué dans leur réunion du 27 novembre 2003 le fait que les "3 salles ne permettent pas de répondre à toute la demande des associations". Démonstration est faite que le cinéma fait bien office de prestataire de service aux associations locales!

<sup>60</sup> Rappels aux spectateurs, signé par 2 (puis 3) salarié-e-s du Cinéma Les Carmes, le juillet 2004 ; visible sur le site [http://www.associations45.ras.eu/article.php3?id\\_article=247](http://www.associations45.ras.eu/article.php3?id_article=247)



bénévoles d'une association... dont ils ne sont pas membres<sup>61</sup>.» Ils ont revendiqué le droit qui leur était régulièrement usurpé<sup>62</sup> de «pouvoir s'investir et répondre en leur nom».

Et, rappelant leur propre désillusion – «Si pour les spectateurs le cinéma Les Carmes est avant tout un lieu culturel, pour nous, il est devenu avant tout... une entreprise» – ces salariés lancent un signal de vigilance aux militants qui s'enthousiasment pour ce cinéma : «Le cinéma Les Carmes a aujourd'hui pris une autre dimension. Il a dépassé sa dénomination d'entreprise privée pour se hisser au rang de symbole de résistance culturelle qu'il faut sauver, à tout prix, pour montrer qu'un des bastions de l'anti-néo-libéralisme tient encore et contre tout. Mais au bout du compte, le spectateur orléanais ne défend qu'une image : il plaide pour des films différents (à petit budget, étrangers, en VO), et pense résister à l'uniformisation marchande de la culture. Le spectateur réagit ici en simple consommateur de films, il défend une idée généreuse et plaisante, pour certains gratifiante (défendre David contre Goliath), sans s'interroger sur les conditions de sa réalisation.»

#### LUTTE DE CLASSE

#### CONTRE LUTTE DE PLACES

Et là comment pensez-vous que les associations militantes ont réagi ? Se sont-elles réveillées et ont-elles reconnu leur négligence ? Sont-elles allées rencontrer les salariés ? Les ont-elles soutenus ou ont-elles du moins reconnu la légitimité de leur manifestation, de leur prise de parole ?... Eh bien non, rien de tout cela!...

On a pu même ressentir de leur part une certaine gêne à ce que les salariés manifestent un point de vue dérangeant leur confort militant. Parce que ces salariés ont remis en cause finalement le sérieux de la démarche de ces associations que ces dernières n'ont nullement l'intention de changer<sup>63</sup>. Il n'y a plus pour ces associations à ce moment de «nécessité d'agir rapide-

---

<sup>61</sup> Ces salariés renvoient ici notamment à leur mise à contribution bénévole dans le recueil de souscriptions et quelques mois plus tard dans le retour de ces dons aux souscripteurs, l'initiative venant de l'association Citizens Carmes dans l'intention au départ de créer une 4e salle. Cette campagne fut soutenue par les AMD (cf leur compte rendu de réunion du 27/11/03), par contre ATTAC 45 cette fois s'est abstenue d'apporter son soutien.

<sup>62</sup> En effet, outre le fait qu'ils n'aient pas voix au chapitre dans les pourparlers autour de leur entreprise, leur souveraineté quant à leur expression a été régulièrement détournée, que ce soit par la direction au travers de son assistante qui dans un article du quotidien local se permet de parler au nom des salariés pour plaindre le directeur, ou bien par l'association Citizens Carmes qui estime que les salariés devraient passer par eux pour exprimer leurs doléances : "charge en principe des salariés membres du CA que de faire part de ces problèmes" (compte-rendu de CA, 25 septembre 2004). [http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca\\_0409.htm](http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca_0409.htm)

<sup>63</sup> Cf. Annexe A: "Il y a compromission et compromission".

ment» ; un membre du bureau d'ATTAC45 dira même textuellement à l'un de ces salariés – à défaut de réaction de son association! – : «T'as qu'à être plus offensif avec ton patron»<sup>64</sup> ...

À partir de la mi-juillet 2004, 2 salariés ont contesté un aménagement du travail des caissiers et projectionnistes ; mais la direction n'en tient nullement compte. Ces mêmes salariés se déclarent alors en grève le 28 juillet 2004<sup>65</sup> ; ils reprennent le travail le 30 juillet après avoir obtenu en partie satisfaction. Les salariés en grève avaient alors ressenti le besoin de s'expliquer et d'ouvrir le débat sur le bien-fondé de leur action collective revendicative : «Nous regrettons (...) qu'il y ait eu, pour sortir de ce conflit, un traitement individuel des problèmes soulevés. (...) Notre mouvement de grève a aussi souligné, au bout de plus de 4 ans de présence au cinéma, un manque de dialogue avec la direction. (...) Après les sacrifices accumulés et consentis par les salariés pour le bon fonctionnement de l'entreprise, l'organisation du travail proposée pour cet été (...) aura été l'élément déclencheur de ce mouvement. (...) On nous a reproché de sous-estimer les difficultés financières du cinéma, que ce n'était pas le bon moment. (...) On nous a aussi reproché de méconnaître voire d'ignorer la spécificité attendue du fonctionnement d'un cinéma d'art et d'essai. (...) Faut-il tout accepter quand une entreprise a des difficultés? (...) Dans quelle mesure, et avec quelle limite? Faut-il enfin ne pas critiquer une organisation du travail interne parce que le projet final (montrer des films différents) serait plus décisif?»<sup>66</sup>

Mais bien mal leur en a pris. En l'absence de tout soutien extérieur officiel, les pratiques de la direction ont répliqué à ces offenses. À la fin de l'été 2004, en même temps que s'organise la vente du cinéma – non pas à un méchant-supermarché-de-pauvres mais à une autre société cinématographique devenue exploitante le 13 octobre 2004 (tandis que les murs du cinéma étaient rachetés par la mairie d'Orléans) –, un écrémage

---

<sup>64</sup> Petites crasses entre "amis" : Un membre du bureau d'ATTAC 45, avant que des salariés du cinéma orléanais ne regimbent, est parfaitement au courant depuis plusieurs mois déjà – comme d'autres membres tobiniens informés par des salariés de problèmes concernant les conditions de travail et de communication avec la direction – des tensions entre une partie des salariés et le directeur du cinéma. Il se sent donc, en bon militant, en droit de se permettre de donner quelque leçon d'alternative à l'un des salariés de son cinéma préféré et lui sort un "t'as qu'à être plus offensif avec ton patron". Il est vrai que ce responsable d'ATTAC 45 avait sa manière à lui d'accompagner cette offensive... en négociant avec le patron des soirées débats ... offensive ou pas : entre militant compréhensif et directeur attentif, tout finit par s'arranger!

<sup>65</sup> Cf. Annexe B présentant des extraits du Tract Revendicatif de Grève des deux salariés, 28 juillet 2004 ; visible sur [http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id\\_article=261](http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=261)

<sup>66</sup> Suite et fin de grève, 2 salariés du cinéma Les Carmes, 30 juillet 2004 ; visible sur [http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id\\_article=262](http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=262)

de l'équipe («la Belle Équipe», comme titrait jusqu'alors illusoirement le programme du cinéma Eden Carmes) s'est fait en catimini. Non, pas de licenciement économique pour préparer un effectif allégé à la future nouvelle direction. Mais, comme par hasard, ce sont les trois mêmes indignes employés qui ne travaillent plus dès l'automne 2004 dans ce cinéma ; ils ont disparu de l'équipe dans des conditions différentes mais quelque peu originales pour au moins deux d'entre eux : un licenciement pour faute grave le 30 août 2004 motivé par la grève<sup>67</sup>, un congé sans solde... démissionné (démission fixée au 31 août 2004) sur un CDI transformé en CDD (fin de contrat fixée au 15 septembre 2004), une vraie démission datée du 22 septembre 2004.

Ces occurrences sont apparemment insignifiantes, comme en témoigne la déclaration sans gêne de Citizens Carmes au cours de son CA du 25 septembre 2004 : «la Présidente a également reçu l'assurance que les salariés actuellement employés de la société Eden Carmes seraient maintenus dans leur emploi<sup>68</sup>». Comme si rien n'était arrivé ! Et de s'empresse, ainsi que la gôche locale, de rendre hommage mielleusement au directeur s'en allant (certains ont même proposé de dédier une salle de cinéma à son nom !<sup>68</sup>). Mais pourquoi cette association de spectateurs (de... 61 membres en 2005!) s'offusquerait-elle quand les associations dites militantes ne réagissent aucunement à cette répression patronale concrète?

SILENCE! PARTENARIAT MILITANT :  
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX

Pourtant ATTAC45 était au courant, l'un de ses membres du bureau ayant eu l'honneur d'être avisé personnellement<sup>69</sup> par le salarié incriminé depuis sa notification de licenciement fin août 2004. ATTAC 45 sait qu'un salarié est licencié pour avoir exercé son droit de grève ; que les pratiques patronales, notamment la gestion du personnel, sont peu re-luisantes ; plus tard qu'un congé sans solde est maquillé en démission. Aucune réaction de la part d'ATTAC 45, histoire par exemple de revenir sur son soutien et son appel à subventions publiques (en 2001) à la société Eden Carmes, ou de se montrer un peu critique à l'égard de cette entreprise culturelle contestant notamment le droit de grève en 2004<sup>70</sup>, avec laquelle ATTAC 45 a organisé de nombreux débats.

Ce partenariat se poursuit tranquillement avec la nouvelle société exploitante. Il est vrai qu'il serait dommage de revenir sur une collaboration

---

<sup>67</sup> Une procédure a été engagée aux prud'hommes par le salarié licencié.

<sup>68</sup> Citizen Carmes, compte-rendu du conseil d'administration du 25 septembre 2004 ; visible sur [http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca\\_0409.htm](http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca_0409.htm)

<sup>69</sup> On croise, des fois, vraiment n'importe qui dans les cafés de la rue de bourgogne

<sup>70</sup> Une procédure a été engagée aux prud'hommes par le salarié licencié.

qui risquerait de nuire au militantisme cinématographique-mondain actuel ; mieux vaut faire comme si de rien était, comme si la lutte de certains salariés n'avait jamais existé. D'autant qu'il y a un nouvel exploitant, que ces salariés récalcitrants ne sont plus là ; tout va donc pour le mieux, le monde culturel et militant peut exalter leurs grandes idées (sans qu'il y ait de «nécessité d'agir rapidement» pour cet autre monde «possible») sans être dérangés<sup>71</sup>. On promet un article dans *La lettre d'ATTAC...* par résidu de cohérence militante? Par soupçon de culpabilité quand on leur rappelle leurs contradictions? Ou par lâcheté d'avouer son indifférence à la condition salariale des entreprises qui leur sont utiles? En tout cas, ici non plus, pas de «nécessité d'agir rapidement» ; les mois passent, on demande quelques informations, on se montre tatillon, puis l'affaire s'oublie... ATTAC45 prenait moins de précautions, et moins de temps à réagir quand il s'agissait d'écrire dans sa lettre qu'il fallait du fric public pour la SARL Eden Carmes. Quant aux AMD, leur soutien ayant été constant à l'ancien dirigeant de la société Eden Carmes, on ne s'étonnera pas de leur silence<sup>72</sup>.

Les seules réactions publiques furent celles d'un petit groupe de spectateurs solidaires et du syndicat CNT (45 et Spectacle Paris)<sup>73</sup> dénonçant clairement la remise en cause du droit de grève, les conditions de travail et les pratiques patronales de ce genre d'entreprise, les illusions entretenues par le vernis culturel et l'indulgence des milieux militants. L'attitude d'indifférence et de non-positionnement des associations militantes locales n'est pas malheureusement une exception orléanaise. Cela rappelle notamment ce qui se passe autour des cinémas Utopia, de Toulouse particulièrement<sup>74</sup>.

ICI OU LÀ : MOTIVÉS! QU'ILS DISAIENT...

AUTRE CAS À UTOPIA-TOULOUSE

En effet, dans cette célèbre – ça c'est moins dit – SARL (plutôt prospère) de cinémas art et essai aussi on profite d'une image culturelle et

---

<sup>71</sup> Les voix du partenariat sont inattaquables : Le 19 mai 2005, l'association "le Chiendent", à laquelle adhèrent ... les AMD et ATTAC45, inaugure un "partenariat mensuel" de soirée-débat avec la nouvelle entreprise gérant "le cinéma les Carmes". Le film projeté "la carotte et le bâton" avait pour "ambition de donner à comprendre ce tournant de société à partir des voix qui s'élèvent dans la lutte"(sic) ... Il y a des "voix" qui travaillaient pour leur ancien partenaire que nos zélés militants n'ont guère entendu.

<sup>72</sup> Il faut dire qu'en tant que membre du nouveau lieu dit "associatif et autogéré" d'Orléans (Le Chiendent), les Amis du Monde Patronal avouent avoir comme objectif pour ce lieu (sans être suivi par les autres associations adhérentes, ni même par ATTAC...ouf!) la création d'un emploi salarié, sous-payé ... ils réinventent l'autogestion par le salariat, et on souhaite bien du courage en cas de conflit (de velléité de grève par exemple) à ce nouveau salarié face à ces patrons militants!

<sup>73</sup> Cf tract sur [http://cnt-spectacle.org/article.php3?id\\_article=13](http://cnt-spectacle.org/article.php3?id_article=13)

<sup>74</sup> . Cf tract sur [http://cnt-spectacle.org/article.php3?id\\_article=13](http://cnt-spectacle.org/article.php3?id_article=13)

de gôche pour exploiter allègrement les salariés (et bénévoles de plus en plus). C'est ainsi que le compte rendu interne de la réunion d'équipe d'Utopia du 25 novembre 2004, révèle le licenciement en cours de deux salariés dont les motifs, tenez-vous bien, sont pour l'un «un déficit d'heures de travail d'un délégué du personnel» et pour l'autre le manque «d'un minimum de conscience politique<sup>75</sup>». Cette information diffusée et dénoncée par le syndicat CNT-AIT, est renchérie par d'anciens salariés d'Utopia réunis en Collectif évoquant le choc individuel de leur désillusion, et les conditions de travail difficilement supportables dans ces cinémas, contraignant au surinvestissement personnel et au bénévolat. Ces anciens salariés, avant de faire part de leurs témoignages personnels, établissent «un simple constat : 25 départs en juin 2002 et octobre 2004. Départs protéiformes qui, exception faite de trois licenciements (...) ont été pour beaucoup à l'initiative des employés eux-mêmes. En plus des démissions, des congés de formation, certains n'ont pas hésité à interrompre un CDD avant terme ou à décliner une proposition de CDI, préférant ainsi l'incertitude du chômage à la sécurité de l'emploi<sup>76</sup>».

Là aussi les associations militantes et de gôche restent impassibles face à cet affrontement de classe. Elles tentent d'ailleurs plutôt à étouffer l'affaire ; et une militante d'ATTAC (est-il besoin de préciser ce qui devient une évidence!), à la lecture d'un tract de la CNT-AIT sur cette affaire diffusé lors d'une projection-débat-qui-dénonce (autour du film *Haro sur le boulot*), de couvrir «de louanges Utopia qu'elle a présenté comme un espace de liberté<sup>77</sup>». La cinquantaine de militants, syndicalistes, citoyens venus à cette soirée ont, l'heure du débat venue, critiqué «vertement les conditions de travail... en Argentine, et non pas à Utopia Toulouse». Un seul spectateurs s'est alarmé publiquement sur ce qui était dénoncé par la CNT-AIT.

## NEUTRALITÉ BIEN ORDONNÉE...

### DANS LE MARCHÉ DE LA MILITANCE

#### POUR UNE MILITANCE LIBRE ET NON FAUSSÉE

Le syndicat anarcho-syndicaliste toulousain explique cette non-réaction<sup>23</sup> : «Le cinéma Utopia est peu banal : c'est une salle militante qui défend haut et fort le cinéma indépendant contre les lois du marché. C'est aussi un lieu très engagé politiquement, qui soutient toutes les luttes

---

<sup>75</sup> Information reprise notamment dans le tract Danger patrons de gôche, CNT-AIT Toulouse ; visible sur [http://cnt-ait.info/article.php?id\\_article=1067](http://cnt-ait.info/article.php?id_article=1067)

<sup>76</sup> Sauve qui peut Utopia! Collectif d'anciens salariés d'Utopia, mise en ligne sur la toile le 19 avril 2005 ; visible sur [http://cnt-ait.info/article\\_print.php?id\\_article=1083](http://cnt-ait.info/article_print.php?id_article=1083).

<sup>77</sup> Quelle est la différence entre un patron de "gôche" et un patron, Pétula de la CNT-AIT, 9 avril 2005 ; visible sur [http://cnt-ait.info/article\\_print.php?id\\_article=1076](http://cnt-ait.info/article_print.php?id_article=1076).

progressistes. D'ailleurs, l'extrême majorité des organisations de gauche y a recours. Bref, c'est une véritable institution de la contestation toulousaine», «incontournable». «Si l'ensemble de ces militants altermondialistes et de ces pseudo-syndicalistes radicaux continuent d'alter-fréquenter ces alter-patrons pourtant peu fréquentables, ce n'est pas sans raison. Utopia est en effet un véritable média pour ces organisations ; ils peuvent y laisser leur presse, y organiser des débats. Ce qui leur permet d'accéder à leur clientèle et de tenir à distance les concurrents. Que le prix en soit de s'associer à leur adversaire de classe et de fermer les yeux sur le sort de ses salariés compte si peu à leurs yeux. L'intérêt de leur organisation prime sur celui de la cause qu'elle est censée défendre. (...) Quant au salarié d'Utopia, il sait qu'il a une pluralité de patrons : les patrons-militants d'Utopia et les militants-patrons de la quasi totalité de la gauche toulousaine.»

À Toulouse, à Orléans, comme ailleurs, c'est au même exercice que s'adonnent les organisations de gôche et alterpatronphiles, celui de l'art de la neutralité bien ordonnée : on demande l'intervention des pouvoirs publics pour aider une entreprise – avec la «nécessité d'agir rapidement» – tout en restant muet face aux pratiques patronales internes... pour la culture et la résistance au libéralisme bien sûr. Reprenons le tract diffusé par des spectateurs orléanais solidaires des salariés du cinéma : «Nous regrettons aussi l'indifférence de certains membres d'associations sociales et culturelles ayant organisé des débats au cinéma Les Carmes, plus préoccupés de délivrer leur message, et soigner leur image que de s'interroger sur le fonctionnement interne de cette entreprise cinématographique que ces associatifs ont tacitement accepté<sup>78</sup>.» Un peu comme les rédacteurs du *Monde Diplomatique* qui s'invitent chez Daniel Mermet sur France-Inter pour vendre leur argumentaire dit alternatif, sans se soucier des pratiques (ubuesques) de leur hôte Mermet avec ses collaborateurs : «Ce 4 octobre, le rendez-vous mensuel avec le Diplo avait un petit air d'inachevé. Car il manquait un point à l'ordre du jour : la précarité. Non pas celle des caissières d'Auchan ou des working poors de Georges Bush, mais celle qui sévit au sein même de l'émission<sup>79</sup>.»

SAUVE QUI PEUT!

ATTAC-AMD PARTOUT ! JUSTICE SOCIALE NULLE PART !

On peut alors rire franchement quand on lit les articles des membres d'ATTAC45 et de leurs collègues locaux des AMD. Ainsi un membre d'ATTAC de s'enflammer – ça ne mange pas de pain – cet été 2005 à la

---

<sup>78</sup> Nous soutenons les grévistes dans les films ... et dans les cinémas, des Spectateurs, 2 octobre 2004 ; visible sur [http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id\\_article=319](http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=319)

<sup>79</sup> Là bas si j'en sors d'Olivier Cyran, *CQFD* n°16, Octobre 2004 ; visible sur [http://www.cequifautdetruire.org/article.php3?id\\_article=413](http://www.cequifautdetruire.org/article.php3?id_article=413).

suite du référendum européen : «La victoire du Non aura un prolongement : celui de donner un nouvel élan à toutes les luttes sociales et citoyennes ainsi qu'aux alternatives déjà en marche<sup>80</sup>...» Personnellement, on aurait plutôt aimé localement qu'elle ait eu un prologue par des soutiens ou des mises au point quand c'était concrètement nécessaire. Le meilleur est pour l'incontournable Christian Weber, désormais membre éminent des Amis du Monde Patronal local. Désormais, parce que ce respectable associatif se trouvait être président d'ATTAC45 au moment de leur fameux soutien à la société Eden Carmes, et avait même accordé officiellement son soutien en 2001 au directeur de l'époque avant même que les membres de son association soient consultés<sup>81</sup> ! Bel exemple de démocratie pour leur «autre monde possible».

On peut lire la prose de ce monsieur sur son site personnel<sup>82</sup>, qui sert aussi de site du groupe pour les AMD – histoire de ne pas mélanger les genres et de ne pas trop personnifier les choses. Dans un article intitulé «Depuis le 29 mai...<sup>83</sup>» (déjà ce référendum est une obsession, à moins qu'il n'y ait rien d'autre qui soit digne d'intérêt pour la gôche associative) tout devient plus lumineux : «Le 29 mai au soir les temps ont changé.» On découvre dans ce texte pourquoi les associations citoyennistes ne pouvaient réagir lors du conflit du cinéma local : «La mission d'éducation populaire d'ATTAC et d'autres associations (les Amis du Monde Diplomatique par exemple) doit impérativement se développer sur ce terrain aujourd'hui favorable.» Donc, d'une part, le terrain n'était pas favorable ; et de l'autre, l'éducation populaire se fout éperdument du droit des salariés, l'exploitation de l'homme par l'homme étant un bien nécessaire à l'humanité et à ses éducateurs.

Toujours dans ce texte, on tombe sur quelques belles surprises qui feraient penser que le militant multicarte opère un transfert sur les dirigeants politiques de l'État français : «Les modifications du droit du travail qu'il ["le nouveau gouvernement"] "entend imposer par ordonnances montrent clairement que le message n'a pas été entendu.» Et ailleurs : «L'alliance

---

<sup>80</sup> "L'espoir" Gilles Ferté d'ATTAC 45, La lettre d'ATTAC n°31/32 ; visible sur [http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la\\_lettre/lettre31.pdf](http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la_lettre/lettre31.pdf)

<sup>81</sup> Un "autre monde possible" ou les déboires démocratiques selon ATTAC45 : "Une certaine confusion est intervenue du fait que le directeur du cinéma, a affirmé dans une conférence de presse juste antérieure à la tenue du CA, avoir reçu le soutien d'ATTAC (45) en la personne de son Président. Ne sachant comment interpréter cette affirmation, et en l'absence de Christian Weber pour rétablir la vérité, il a été procédé à un vote pour le soutien direct (pour=3 ; contre=2 ; abstention=4)".

<sup>82</sup> <http://perso.wanadoo.fr/chweber/Depuis29mai.htm>

<sup>83</sup> Article publié aussi dans *Babord* n°40, juin 2005: journal local, rempli de commentaires creux plus que d'informations ou d'analyses, une vingtaine de pages mal photocopiées pour 3 euros et visant essentiellement à recomposer la gauche aux élections municipales

objective du PS et de l'UMP sur le texte constitutionnel (...) a été un révélateur puissant sur l'ambiguïté – voire la duplicité – du social-réformisme.» Ce militant omniprésent entend-il ainsi faire oublier sa propre surdité (et celle de ses associations) aux conflits sociaux locaux ? Quant à parler de duplicité, il devrait d'abord régler le problème dans son propre «social réformisme» altermachin. Pour le coup mais sans vraiment d'illusions quant à la solvabilité de ce militantisme de gôche, il y a «nécessité d'agir rapidement».

**Les Révoltés du Bounty**, Août 2005  
laluttecestpasducinema@no-log.org

ANNEXE A:

## **IL Y A COMPROMISSION ET COMPROMISSION...**

On peut rétorquer à ceux qui dénoncent la passivité des associations et des militants face à une situation de conflit social dans ce genre d'établissement socioculturel – qui ne sont pas foule –, que, quoi que l'on fasse comme action, militante ou non, on se trouve toujours corrompu d'une manière ou d'une autre.

Effectivement on se trouve dans un état de société où on se compromet tout le temps. Ne serait-ce qu'en allant au supermarché, on cautionne l'exploitation des caissières (entre autres). Mais – même si c'en est un – le problème dénoncé n'est pas celui-là!

La comparaison à faire porte plus sur quelle réaction apporteraient les associations et militants, si (poursuivons notre exemple) des caissières de leur supermarché (préférée?) se mettaient en grève? S'il était diffusé l'information qu'une procédure de licenciement pour fait de grève avait été engagée?

Quelle aurait été la réaction de nos joyeux drilles militants si un conflit social avait eu lieu dans leur librairie préférée, celles où ils essayent de mettre en dépôt leur canard, par exemple ?

Ces associations participent à l'animation de ces lieux culturels, qui prennent ainsi, surtout grâce à elles, une teinte sociale voire militante. Ces structures mélangent alors de fait (de façon plus ou moins poussée) militantisme et tiroir-caisse (si ce n'est bénéfice). Il est donc d'autant plus important ne serait-ce que d'un point de vue de cohérence au sein même de leur activité militante, que ces associations – impliquées par leurs partenariats – prétendant intervenir sur un plan économique et social, réagissent (inutile de préciser qu'en présence du loup et de l'agneau, la neutralité – libérale – consiste à se ranger du côté du plus fort).



Reste à savoir si ces associations sont prêtes à mettre en cause leur mode de rentabilisation militante.

## ANNEXE B

TRACT REVENDICATIF DE GRÈVE  
DES DEUX SALARIÉS  
DU CINÉMA LES CARMES, 28 JUILLET 2004

### **AUJOURD'HUI, MERCREDI 28 JUILLET, 2 SALARIÉS DU CINÉMA LES CARMES SONT EN GRÈVE**

Pour la première séance de l'après-midi il est prévu que le projectionniste, en plus de sa fonction d'opérateur, devra assurer seul la caisse et l'accueil du public, gérer les possibles venues de centres de loisirs (...); vérifier les salles, remonter la caisse (...). Parallèlement des caissières n'étant présentes au cinéma que pour les deux séances du soir, devront plusieurs heures à l'entreprise (...) à la rentrée de septembre. (...)

Nous demandons donc pour ces trois semaines où le cinéma n'offrira que trois séances quotidiennes que :

– le projectionniste ne fasse pas la caisse pour la première séance de l'après midi

– la caissière prenne son poste pour toutes les séances.

Notre double revendication n'ayant pas obtenu satisfaction, nous nous déclarons en grève à partir de ce mercredi 28 juillet.

2 salariés du cinéma les Carmes.

\*Notons que ces salariés n'étaient pas annualisés.

Extraits du Tract Revendicatif de Grève des deux salariés du Cinéma Les Carmes, 28 juillet 2004 ; visible sur [http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id\\_article=261](http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=261)



# Indignés, ding, ding, dong

Décidément, à l'époque des médias de masse, la mode peut vous dégoûter de n'importe quoi : une couleur, un plat, un mot. Jusqu'à une date récente, je n'éprouvais aucune aversion à l'égard de l'adjectif indigné. Voilà qu'il me donne la nausée ; je ne peux plus le voir en peinture ; je me demande comment il a pu se former dans ma bouche.

D'ailleurs, j'avais tort de ne pas me méfier. Quand on y regarde de plus près, digne, indigne, indigné, s'indigner, tout ce groupe de mot est extrêmement louche. L'ensemble est un emprunt (XI<sup>e</sup> siècle) au latin *dignus*, «qui convient à», «qui mérite quelque chose». L'adjectif est dérivé de *decet*, «il convient». Le verbe latin se rattache, comme nous l'apprend le *Dictionnaire historique de la langue française*, à une racine indo-européenne exprimant l'idée de se conformer ou de s'adapter à quelque chose.

Reprenons : Digne signifie «qui convient à». Indigne «ne convient pas». Mais indigné ? On pense logiquement à «privé de dignité», privé du caractère de ce qui est convenable, et qui en réclame la restitution.

La forme pronominale «s'indigner» a la même ambiguïté que «s'énervé» par exemple, qui signifie littéralement «se priver de nerfs», et non pas s'agacer, ce que veut le sens courant.

Littéralement toujours, l'invite «Indignez-vous !», surtout formulée au pluriel, que l'on est tenté de rétablir dans son intégralité biblique (Indignez-vous... les uns les autres) sonne comme une recommandation de nous enlever un peu de dignité (à soi-même ou les uns aux autres).

Pour attribuer à ce mot d'ordre un reste de subversivité, il faut garder présent à l'esprit que dignité renvoie, en gros, à l'adjectif conventionnel. La signification serait donc : «Soyez moins conventionnels !» Au singulier, «Indigne-toi !» se rapproche du «Lève-toi et marche !», pour demeurer dans le registre biblique. En effet, même si les résonances chrétiennes sont involontaires, la dimension morale est évidente. L'auteur qui choisit ce titre pour un essai appelle chaque individu à modifier son attitude morale face au monde. Il ne dit pas «Unissez-vous !» (formule pourtant tombée dans le domaine public) ou encore «Révoltez-vous !»

Or, je connais, comme vous sans doute, de nombreuses personnes, sincèrement indignées, qui ne se révoltent ni ne s'unissent. Sans doute, le

passage de l'émotion à l'action est possible ; la pratique collective, ses nécessités et les répliques qu'elle entraîne de la part du système, se chargent par la suite de dessiller les yeux de celles et ceux qui ont cru que l'indignation étant une valeur positive, elle entraînait un avantage matériel. L'évolution de certaines personnes (pas toutes, hélas !) engagées, sur un mouvement d'indignation, dans le Réseau éducation sans frontières (RESF) en est un exemple.

Inspiré(e)s par les occupant(e)s de la place Tahrir, les Indigné(e)s de Madrid et de Barcelone ont tenté d'en construire un autre exemple. Il n'est certes pas anodin qu'un aussi grand nombre de personnes se réunissent, en dehors des partis politiques, et sur le mot d'ordre – mis en pratique semble-t-il – d'une démocratie véritable ou directe. Et d'autant moins que c'est peut-être une voie nouvelle dans un pays dont certain(e)s ne peuvent ou ne veulent pas, pour diverses raisons sur lesquelles je ne m'appesantirai pas ici, assumer le passé révolutionnaire. Même si, doit-on remarquer aussitôt, la difficulté à appréhender la question de la violence (et de la non-violence) en termes matérialistes, c'est-à-dire tactiques, et non en termes de morale abstraite, se paye cher en coups de matraques et balles de caoutchouc.

La répétition à l'identique, tentée place de la Bastille, ou demain place de Brouckère, paraît beaucoup plus vaine, même si faire des rencontres n'est jamais perdre son temps. C'est qu'en effet, si la morale humaniste est identique à Paris, à Madrid et au Caire, les rapports de force et les rapports de classes sont différents.

La naïveté, pour ne pas dire la niaiserie, de tels anciens ou nouveaux «résistants» est de penser ou de faire comme si l'histoire récompensait les bons sentiments.

Il suffirait :

- a) d'être du bon côté ;
- b) de le montrer dans la rue ;
- c) de tous se parler et s'écouter (voyez les ravis de la crèche dans la grotte de Tarnac)...

...pour que tous les gars et les filles du monde – les multitudes, quoi ! – se donnent la main et que la subversion généralisée sape les fondations de l'Empire.

Au risque de les indigner un peu plus, on se permettra de recommander aux amateurs de miracles de commencer prudemment par la transformation de l'eau en vin, qui fait toujours son petit effet lors des barbecues de printemps (au pire, on se contente du robinet) plutôt que d'inciter leurs amis (leur peuple) à la traversée de la Mer rouge sans palmes ni bouées. Là, on boit la tasse. Sans parler des requins et des gardes-côtes.

---

**Claude Guillon, lundi 13 juin 2011.**

# Les indignés : écart ou sur-place ? Désobéissance, Résistance et insubordination

Juillet 2011, *Temps critiques*

---

*Ce texte n'est pas le produit de l'actualité immédiate puisqu'il a été initié, il y a plusieurs mois déjà, dans la perspective de replacer de façon plus théorique différentes expériences de lutte dites de «résistance» ou de «désobéissance» auxquelles certains d'entre nous ont participé de manière pratique mais aussi critique.*

*C'est tout naturellement que nous avons décidé, au vu des événements actuels dans différents pays, de les intégrer à ce cadre théorique. Qui ne voudrait pas se plier à cette «discipline» de lecture méthodologique peut se reporter directement aux points 6 et suivants.*

## **1 – Résistance au Pouvoir ou résistance aux dérives du Pouvoir ?**

La résistance au Pouvoir met à nu la nature de domination de tout pouvoir et particulièrement sa forme politique et étatique. Elle est conforme, par exemple, à la démarche de La Boétie et à sa notion de «servitude volontaire», ou à celles des diverses traditions anarchistes, libertaires ou pacifistes.

Elle est une résistance contre, qui ne peut souffrir de compromis et *a fortiori* de compromissions. En défendant ses principes, elle ne peut que se légitimer par rapport au propre sentiment qu'elle a d'elle-même. Un sentiment éthique qui ne peut attendre aucune reconnaissance de la part de ce qu'il combat. La révolte est sa forme d'expression historique, même si cette révolte peut, elle-même, prendre des formes variées, individuelles ou

collectives, légales ou illégales, violentes ou non violentes. Concrètement, d'ailleurs, ces formes se chevauchent ou se complètent<sup>84</sup>

Mais, le plus souvent, la résistance n'est pas aussi générale. En effet, ce n'est pas la nature du pouvoir qu'elle met en cause mais le fait que certaines formes de pouvoir dépassent le cadre «normal» de leur exercice vers une situation d'exception<sup>85</sup> dans laquelle le pouvoir étatique ne respecte pas les principes démocratiques et n'emploie pas les bons moyens qui s'inscrivent dans ce cadre normatif.

La fin ne justifierait pas toujours les moyens, certains d'entre eux pouvant être plus participatifs, plus consensuels, et d'autres plus hiérarchiques, autoritaires et répressifs. Ce type de résistance privilégie la désobéissance, une forme d'action qui n'implique pas la révolte globale contre un «système» ou ce qui est perçu comme tel (le capitalisme ou un régime despotique par exemple), mais seulement le refus de certains aspects de ce système. Ce n'est donc pas cet ordre dans sa globalité qui est jugé inacceptable, mais l'une de ses manifestations ou encore certaines de ses mesures. Dès lors, la désobéissance n'a pas besoin de faire état de sa propre légitimité universelle au-delà des logiques étatiques, car elle s'affirme d'emblée légitime contre ce qui serait illégitime y compris du point de vue de l'État<sup>86</sup>. Il s'ensuit qu'elle en appelle aux autorités et à la loi comme si elle attribuait au droit une totale neutralité à l'égard de l'État ou du moins du gouvernement en place.

La solution consisterait donc à utiliser la loi et le droit contre ce qui ne relèverait que de la force. À vouloir opposer l'attitude citoyenne du point de vue du peuple militant (l'obéissance aux règles indiscutables d'une «vraie» République, le respect des droits de l'homme, la prééminence de l'éthique face à la raison d'État) à l'attitude civique exigée par l'État (la relative fermeture des frontières car «nous ne pouvons abriter toute la misère du monde» et donc l'impossible légalisation de tous les sans-papiers, le renvoi des Roms, la lutte nécessaire contre l'insécurité, le terrorisme et la délinquance, le devoir de tout citoyen de participer aux élections, etc.). Mais l'intégration par tout un chacun de pratiques comme celles du tri des ordures ménagères, du port obligatoire de la ceinture de sécurité, le respect de l'interdiction de fumer dans les lieux publics montre à quel point le citoyennisme peine à se distinguer du civisme et en tout cas, ce serait

---

<sup>84</sup> On oublie trop facilement que la résistance à la puissance coloniale anglaise aux Indes ne consista pas uniquement en actes de désobéissance pacifiques de la part de Gandhi et de ses disciples, mais fut accompagnée d'actes terroristes.

<sup>85</sup> Le retour à la mode d'un théoricien du droit et de l'État comme Carl Schmitt nous fournit un bon exemple de la prolifération actuelle de situations d'exception (la juridiction de l'Italie des «années de plomb», Guantánamo et les lois contre le terrorisme, gardes à vue abusives sous prétexte sécuritaire).

<sup>86</sup> Cf. l'exemple des fonctionnaires qui démissionnèrent pendant le gouvernement de Vichy. La défaite militaire ne justifiait pas la collaboration active.

une erreur de les considérer comme antagoniques. On trouve une bonne illustration de cette conception dans la préface de Philippe Meirieu au livre d'Alain Refalo *Résister et enseigner de façon éthique et responsable* (Golias, 2011). Pour lui, la démocratie constitue l'horizon commun souhaitable. Il ne dit pas un mot des rapports sociaux puisque, implicitement, la société est définie comme un ensemble d'individus libres qui se sont donné contractuellement des règles, des devoirs et des droits dans le cadre d'un projet démocratique non discutable. La résistance ne doit donc nullement viser l'institution dont il ne faut pas compromettre le fonctionnement, mais seulement certaines de ses directives qui sont en contradiction avec le principe du «droit à l'éducation pour tous».

## **2 – La résistance peut-elle échapper au citoyennisme ?**

Mais il ne faut pas se voiler la face. Ces formes de résistances correspondent le plus souvent à des actions défensives. D'où le lien fait par certains entre la notion de résistance et la démarche citoyenne. Il ne s'agit pas tant alors d'une insubordination à l'État ou envers un «système», mais plutôt d'une volonté de corriger des abus du pouvoir par la recherche de contre-pouvoirs, à l'initiative d'une «société civile» dont la réactivation apparaît pour eux comme une nécessité. C'est le sens des appels à l'action citoyenne.

Emblématique de cette démarche, «l'Appel des appels» se pose d'emblée dans l'espace public républicain comme si la République était exempte de crimes d'État, comme s'il fallait rétablir l'État jacobin contre «les dérives libérales». C'est comme s'il était encore possible d'opposer l'État et la société ; le méchant Léviathan d'un côté, l'honnête «société civile» de l'autre et ceci, à une époque, celle de la société capitalisée, qui a transformé le premier en un cabinet de professionnels de la gestion des affaires courantes et éventuellement de la politique-spectacle comme en France avec Sarkozy et en Italie avec Berlusconi, et la seconde en une agrégation d'individus atomisés.

On se heurte ici également à l'une des limites du mouvement des désobéisseurs quand il prône la désobéissance, mais «en conscience et de façon éthique et responsable», c'est-à-dire dans le respect du statut de fonctionnaire et de l'institution qui l'emploie. La pratique d'écart consistant à s'éloigner de la norme et à se distancier de la fonction se résorbe alors dans l'allégeance à une légitimité censée être au-dessus du pouvoir, celle de la mission de service public.

D'ailleurs, tous les actes de répression auxquels on assiste aujourd'hui dans la fonction publique mettent en accusation de telles pratiques sous prétexte qu'il ne faut pas confondre d'un côté, éthique personnelle ou citoyenne et de l'autre, responsabilité ou loyauté professionnelle par rapport à l'institution.

Néanmoins, on peut quand même distinguer ce qui relève de manœuvres politiques (voir le nombre important de vieux staliniens ayant signé

l'Appel des appels) et ce qui relève de la lutte quotidienne même si celle-ci est aussi l'objet de convoitises de la part de partis ou groupes politiques. Des réseaux comme RESF tissent, en effet, des liens, quadrillent le terrain et activent des pratiques de quartier, ce qui est utilisable par la suite pour d'autres actions dans d'autres secteurs. Ainsi, dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon, le travail antérieur de RESF a facilité l'action du collectif Croix-Rousse parce que le terrain était préparé. On y a plus seulement affaire à des militants, mais à des habitants, des parents, des voisins qui peuvent occuper les écoles, refuser de signer l'autorisation de fichage de leurs enfants sur «base élèves», refuser de leur faire passer des évaluations pour la constitution du «livret de compétence» et cela permet éventuellement de déboucher sur une critique du fichage généralisé, de la vidéo-surveillance, etc.

### **3 – La résistance peut utiliser le droit mais elle ne peut être un droit**

Cette question était déjà au cœur des débats politiques chez les révolutionnaires français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Condorcet projetait d'inscrire la résistance dans la Constitution (cette idée est à la base du «citoyennisme» actuel), alors que Robespierre s'y opposait puisque pour lui cela signifiait l'assujettissement de la résistance exclusivement aux formes autorisées par la loi. C'est d'ailleurs ce que font les États contemporains en criminalisant toutes les luttes qui ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un strict respect de la légalité républicaine ou étatique.

Or, en voulant faire la preuve de sa légitimité, la résistance est amenée à se soumettre à ce qui contredit son projet<sup>87</sup> alors qu'à l'origine elle est basée sur l'insoumission, qu'elle n'a rien à négocier, qu'elle est, en premier lieu, refus. Elle est donc dans un conflit permanent entre son exigence de loyauté professionnelle ou citoyenne et la nécessité, pour exister effectivement, de se poser en écart ou à la marge de son lieu d'élection. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle prend parfois des formes souterraines si ce n'est clandestines<sup>88</sup>. Toutefois, le mouvement des enseignants désobéisseurs a aussi montré les possibilités et la force d'un mouvement résolument public avec la lettre «En conscience je refuse d'obéir» (novembre 2008). De la même façon, il a montré que cette désobéissance peut

---

<sup>87</sup> On en a un exemple avec le projet de lettre à Sarkozy et au gouvernement décidé à l'université d'été des désobéisseurs à Lyon. Plusieurs des projets de lettres incluent l'idée d'insoumission aux ordres... mais dans la «loyauté» au système, c'est-à-dire à l'institution Éducation nationale. C'est la quadrature du cercle. Un fonctionnaire «loyal», c'est un fonctionnaire qui dit qu'il n'est pas d'accord, mais qui applique ce avec quoi il n'est pas d'accord. Ceci vient d'être officialisé par l'administration centrale qui en appelle maintenant de plus en plus souvent à un «devoir de réserve» des fonctionnaires, alors que ce devoir n'existe que pour les membres de la haute fonction publique et non pas pour les fonctionnaires de base.

<sup>88</sup> Alain Refalo distingue les «désobéisseurs» publics et les «désobéissants» discrets (*op. cit.*, p. 54).



s'inscrire dans une critique de l'État sans passer par l'idéologie anti-étatique de type libertaire<sup>89</sup> et une critique, pragmatique plus qu'idéologique, de syndicats incapables de concevoir une action qui ne prenne pas les formes traditionnelles de lutte du mouvement ouvrier officiel<sup>90</sup>. Nous citons ici longuement Refalo : «En réalité, les syndicats majoritaires<sup>91</sup> sont en retard de plusieurs batailles. Ils ont oublié que «ce» [les guillemets sont de nous] pouvoir a parfaitement retenu les leçons du passé et qu'il s'accommode désormais d'une contestation légale quand bien même elle serait massive dans la grève. Le mouvement des retraites de l'automne dernier en a encore donné une illustration frappante. Finalement, il n'attend qu'une seule chose : que les syndicats continuent à "s'opposer" par la grève et la manifestation. L'évidence est pourtant là. Ce que "ce" [*ibid.*] pouvoir redoute d'abord, c'est l'insoumission des personnels et la désobéissance collective, seules résistances susceptibles de faire échec, dans l'action quotidienne, aux réformes destructrices» (p. 39, *op. cit.*).

Cette insubordination se retrouve à l'heure actuelle dans les actions de résistance aux effets dévastateurs de la technique (OGM, gaz de schiste, nucléaire, TAV Lyon-Turin, etc.). Les protagonistes de ses actions mènent de front coups de force de petits groupes déterminés et actions de blocage ou d'occupation de sites par une masse de personnes beaucoup plus importante et diverse. Mais cette résistance est limitée par le fait qu'elle se réalise au nom de critères (santé des aliments ou de la population, préservation de l'écosystème) qui sont eux-mêmes techniques. Et paradoxe de la situation : une conscience plus grande de l'interdépendance de tous les processus techniques conduit souvent à la paralysie mentale et donc à la paralysie de l'action. Il s'avère donc difficile de penser l'action de résistance ou plus généralement l'action politique en dehors des cadres imposés par le développement du Capital<sup>92</sup>.

---

<sup>89</sup> Cf. J.-M. Muller dans sa lettre à l'inspecteur d'académie de la Haute-Garonne suite à la sanction prise contre Alain Refalo : «Un fonctionnaire doit être un homme avant d'être un sujet. Et un homme responsable obéit aux exigences de sa conscience plutôt que de se soumettre aux injonctions de l'État (un fonctionnaire ça obéit ou ça démissionne.)» Toutefois c'est pour réinscrire la désobéissance dans une «forme supérieure de civisme», ce qui revient à chercher à tout prix une légitimité... dont on n'est pas très sûr puisque c'est en principe l'État démocratique qui définit le civisme en vigueur. On n'est pas loin de se mordre la queue !

<sup>90</sup> Les enseignants désobéisseurs comme d'ailleurs les collectifs *École en danger* ont bien pointé, entre 2008 et 2010, les insuffisances des grèves et manifestations sans lendemain car le retour au travail est alors toujours le retour à l'ordre des choses comme si chacun se dissociait, un jour manifestant criant son indignation, le lendemain salarié docile ou respectueux.

<sup>91</sup> Ni SUD ni la CNT n'ont appelé leurs adhérents à la désobéissance publique.

<sup>92</sup> Nous reviendrons sur cette question dans le n° 16 de *Temps critiques*, à paraître à l'automne 2011.

#### 4 – L’insubordination plutôt que la résistance

Cette résistance conçue comme insoumission (ou insubordination), même partielle (par exemple au sein de l’École) est en opposition de nature avec des initiatives telles que celle de «l’Appel des appels» parce qu’elles prennent justement pour cadre l’espace public de façon à susciter un rejet consensuel des excès et dérives d’une politique condamnée non pas parce qu’elle est une politique d’État, mais parce qu’elle est «une politique néolibérale». Il ne s’agirait alors que de retrouver des principes républicains oubliés comme le retour aux valeurs du Conseil national de la résistance (CNR) qui constitueraient en elles-mêmes un ordre républicain parfait et tout aussi parfaitement immuable.

Peu importe alors que ce CNR soit à l’origine d’un gouvernement qui fera bombarder la population algérienne de Sétif par le ministre «communiste» de l’armée de l’air de l’époque<sup>93</sup>. En fait, on a affaire à une résistance à géométrie variable qui entérine les charters du ministre socialiste de l’Intérieur Vaillant, mais pas ceux de son homologue sarkozyste Besson. À la limite, on peut dire que Besson est plus cohérent car en passant d’un camp à l’autre il assure une certaine continuité droite-gauche qui est à la base de la logique de l’État et non pas de «ce» pouvoir<sup>94</sup>. Cette cohérence, certes désagréable, on ne la retrouve pas sous la plume de Salim Abdelmadjid (*Le Monde* du 5-6/09/2010) quand il expose l’idée que depuis le 6 mai 2007, «nous sommes quelques-uns à nous considérer comme des résistants<sup>95</sup>» alors qu’il appartient à un parti de gouvernement (le PS) qui reconnaît la suprématie du suffrage universel et l’acceptation de ses résultats<sup>96</sup>.

---

<sup>93</sup> Dernier exemple d’actualité, l’appel pour une manifestation anti-raciste et surtout anti-sarkozyste du 4 septembre 2010. L’appel à cette manifestation essaie de nous faire accroire que les politiques actuelles seraient en contradiction avec les principes de la République, mais de quelle république, quand on sait que la troisième République, celle de Jules Ferry s’est construite sur les milliers de morts et de déportés de la Commune, la quatrième sur une politique colonialiste partagée par tous les partis politiques de droite comme de gauche et une cinquième République qui en a remis une couche avec Papon à Charonne.

<sup>94</sup> C’est ce que ne semble pas percevoir Alain Refalo dans la conclusion de son livre.

<sup>95</sup> Comme le dit Annie Le Brun dans un entretien au *Magazine littéraire*, il paraît insupportable qu’à tout propos on parle de «Résistance», en se référant implicitement ou non à l’époque de la Seconde Guerre mondiale. C’est encore une de ces approximations, au bout du compte monstrueuses, qui en dit long sur l’air du temps.

<sup>96</sup> Il mélange d’ailleurs tout quand il fait des partis et des syndicats des organisations de résistance ! Mais de résistance à quoi ? Les partis comme les syndicats sont financés par l’État et le patronat, comme d’ailleurs les associations. Tout juste peut-on alors parler de défense des acquis ou de certains principes comme celui de la mission de service public, mais en aucun cas de résistance.

De toute façon, le propos de ce plumeur du PS est limité, comme celui de «l'Appel des appels» d'ailleurs, par le fait que cette résistance ne vise ici que la lutte contre l'inacceptable, une lutte difficile car cet inacceptable se serait sédimenté par l'acceptation de toute une série de faits précédents, tous aussi inacceptables. L'analyse ne remonte pas jusqu'aux causes de cette acceptation car la chaîne serait longue et obligerait à questionner la forme politique elle-même dans sa généralité et la forme démocratique en particulier ainsi que notre rapport à l'État.

Pour nous, les causes de cette acceptation (certains diront soumission mais le terme est impropre car il implique une extériorité des individus à leur propre existence sociale) résident tout d'abord dans la défaite des derniers mouvements à prétentions révolutionnaires des années 60-70 avec la fin des grandes espérances pour un autre monde au profit d'un repli sur des «libérations partielles et privées» ; puis dans la victoire à la Pyrrhus d'une démocratie considérée simplement sous sa définition minimaliste de moins mauvais des régimes politiques au sein d'un capitalisme perçu comme horizon unique et indépassable. Tout cela produit une passivité qui enregistre la succession des événements et des normes instaurées dans l'indifférence. Pour le plus grand nombre, il n'y a alors plus rien de véritablement inacceptable, parce que c'est la société capitalisée, comme totalité, qui s'impose objectivement et subjectivement, à travers son propre discours.

Prenons un exemple très général : l'exploitation, au XXI<sup>e</sup> siècle, est condamnable, mais le Capital est acceptable puisqu'il donne du travail et donc du revenu et de la consommation ; l'extorsion, le pillage des richesses, la rente, le gain financier, le travail des enfants sont condamnés, mais le profit est accepté s'il est bien utilisé, c'est-à-dire s'il est réinvesti productivement ; l'enrichissement aussi s'il est le fruit du travail ; les délocalisations sauvages ne sont pas acceptables, mais la concurrence et la compétition le sont. Cette sorte de schizophrénie à la fois individuelle et sociale ne semble pouvoir être dépassée que dans des situations qui rendent ces tensions insupportables. C'est, d'après ce que nous en savons, ce qui est en train de se passer dans certaines villes grecques.

Mais pour l'instant cela reste de l'ordre de l'exceptionnel, de l'insurrectionnel. Pour le reste, en temps dit «normal», quand la résistance s'inscrit dans le cadre de rapports sociaux non critiqués et d'une légalité républicaine rarement questionnée, cela lui enlève tout contenu autre que politicien – ainsi que vient de nous le montrer l'apposition de la signature de «l'indigné» Hessel au bas d'un appel à éviter un nouveau 2002 électoral sans la présence de la Gauche au second tour – mais en plus rend son développement hautement improbable. En effet, on en a eu deux exemples seulement dans l'histoire de la France :

– Dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, l'article 2 appuie les droits sur la défense de la propriété (toujours l'hypothèse des droits na-

turels de la Renaissance<sup>97</sup> et non les droits contractuels des Lumières) et l'assurance de la sécurité. Ce pacte tacite induit un transfert de souveraineté du peuple vers son ou ses représentants en échange de ces garanties. Il n'est donc pas question de résister à ce qu'on a choisi et les premiers constituants n'ont donc pas relevé la question d'une résistance ou d'une insoumission à un pouvoir qui ne se veut que la forme politique de la société civile.

– Mais dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, ce droit à la résistance sera effectivement inscrit et même le droit à l'insurrection dans l'article 34. C'était reconnaître l'inévitabilité des conflits et même des futurs antagonismes de classe au sein de la société entre les gouvernants et l'État d'un côté, le peuple de l'autre. Cela fut repris dans une Constitution de l'an II qui ne fut jamais mise en place et encore moins appliquée. Ce droit disparaît ensuite de la Constitution de 1795 et entérine le début de la restauration thermidorienne puis bonapartiste.

Le projet de Constitution du 19 avril 1946 comprenait un article XXI qui stipulait la possibilité d'une résistance sous toutes ses formes quand le pouvoir viole la liberté (la légitimité de la résistance contre les nazis est encore vivace), mais cela disparaît de la seconde version votée le 27 octobre 1946 où elle ne trouve plus place que dans le préambule et sous une forme particulièrement restrictive et édulcorée : «Il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.» Ce régime se définit donc, en tant qu'État de droit, comme un régime spécialement conçu pour empêcher toute action et opposition puisque c'est lui qui délimite ses bornes de légalité et d'illégalité. Le modèle achevé de ce type de régime sera institué par la Constitution de la RFA qui ôtera tout droit à l'expression politique du parti nazi bien sûr, mais aussi au parti stalinien et ensuite aux membres de groupes gauchistes à qui seront fermées les portes de l'administration dans les années 1960-70.

C'était aussi le sens des fêtes du bicentenaire de la révolution française quand Michel Rocard déclarait avec l'appui de l'historien François Furet que le temps de la révolution était bien fini et que Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur «socialiste», indiquait lors d'un voyage au pays Basque : il n'existe aucune oppression qui justifie le recours à la violence ou à l'illégalité<sup>98</sup>.

La résistance reste donc le plus souvent un appel (*cf.* là encore «l'Appel des appels», mais à l'origine «l'appel du 18 juin») ou une pratique de lutte qui n'a guère été employée que dans l'opposition à un occupant (résis-

---

<sup>97</sup> Pour Hobbes, par exemple, dans une conception de l'État moderne qui deviendra le modèle du libéralisme politique.

<sup>98</sup> Dans le même temps, mais en sous-main, le pouvoir négociait avec les «terroristes» canaques et corses.

tance au nazisme, au colonialisme) ou parfois au fascisme comme en Italie, en Grèce ou en Espagne. Mais, dans tous les cas, il s'agissait d'une situation exceptionnelle qui impliquait une résistance armée. C'est ce que les groupes armés des années 70 ont essayé d'étendre à la situation troublée qui caractérisait cette époque. Analysant le pouvoir de leurs États respectifs comme particulièrement autoritaire, ils ne se considéraient pas comme des résistants (même si c'est peu clair pour les militants de la RAF allemande), mais plutôt comme des porteurs d'une offensive au cœur de l'État (BR italiennes, AD en France). Leur défaite a ouvert la voie à des formes plus alternatives mais aussi plus parcellaires et moins frontales comme les luttes contre le nucléaire en Allemagne et en France, la lutte contre les productions d'OGM ou l'opposition à certains tracés autoroutiers ou ferroviaires (tunnel du Somport, val de Suze pour le TAV Lyon-Turin).

### **5 – La désobéissance comme premier pas vers une pratique de crise**

Si, nous l'avons vu, la résistance entretient un rapport ambigu à la légalité, la désobéissance, elle, ne s'y rapporte pas principalement parce que son cadre référentiel n'est pas institutionnel, il n'est pas de l'ordre de la loi. La désobéissance est éthique et invoque la légitimité de son action, y compris contre une majorité politique.

Ainsi, pendant la guerre d'Algérie, l'action des soldats du contingent «déserteurs» ou/et «insoumis» ne relève pas simplement d'une «désobéissance militaire», mais d'une conduite politique. Ils ont non seulement fait acte d'insubordination mais ils ont aussi élargi leur lutte contre l'État néo-colonial<sup>99</sup>.

Il s'agissait non seulement de désobéissance et d'insoumission mais aussi d'action contre-institutionnelle d'une portée qui se voulait universelle.

Toutefois, il ne s'agissait pas d'une «alternative», au sens contemporain du terme, mais d'une opposition politique à la gauche institutionnelle qui menait la guerre d'Algérie<sup>100</sup>. D'ailleurs, l'émergence du PSU a été favori-

---

<sup>99</sup> Un petit nombre ont rejoint directement les rangs de l'ALN, d'autres ont poursuivi leur combat en Suisse ou en Belgique avec les réseaux d'aide au FLN, les réseaux communistes antistaliniens (notamment trotskistes) ou encore les associations humanitaires ou les mouvements pacifistes. La manifestation politique la plus remarquable de ces insoumis est celle du réseau «Jeune Résistance». Ce réseau associe des clandestins et des militants qui les soutiennent. Cf. Cette thèse récente dirigée par Benjamin Stora sur les désobéisseurs militaires et civils ([www.ldh-toulon.net/spip.php?article2265](http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2265)).

<sup>100</sup> L'émergence du PSU a d'ailleurs été favorisée par l'action de ces réseaux. Cette résistance sous forme d'insoumission et de désertion a souvent été occultée de l'histoire de l'extrême gauche comme de celle du communisme radical dans la mesure où elle n'est pas politiquement correcte : trop tiers-mondiste pour les uns, trop exclusivement anti-impérialiste pour les autres, trop frontiste pour les derniers.

sée par ces réseaux, même si de futurs agitateurs d'idées de la fin des années 60 figurent, par exemple, dans «Le manifeste des 121» (Guy Debord, Henri Lefebvre, René Dumont, Pierre Vidal-Naquet, etc.) en dehors de toute perspective partitiste.

Cette phase contre-institutionnelle a été créative, mais elle a été dépassée par les actions anti-institutionnelles de mai 1968. La contestation généralisée de toutes les institutions menée par le mouvement ne visait pas la conquête du pouvoir d'État, ni une alternance politique mais cherchait à dissoudre les médiations instituées pour créer des rapports sociaux qui ne séparent plus l'individu et la communauté humaine. La négativité historique exprimée par les contestataires s'est traduite par des luttes frontales contre les institutions de la société de classe et de son État-nation ; la dimension anti-institutionnelle y fut prépondérante. Le salariat, l'entreprise, l'université, la famille, le mariage, l'Eglise, le parti, le syndicat, les médias, le sport, les rapports hommes-femmes, aucune institution n'a échappé aux critiques-en-actes des assaillants «du vieux monde».

Ce dernier assaut de type prolétarien se voulait en continuité (et parfois en rupture) avec le mouvement ouvrier révolutionnaire. De son échec a émergé un mode d'action politique non institutionnel fait d'alternatives, de pratiques «parallèles», de subjectivisation des relations et de désimplification de la sphère politique traditionnelle. Le local, le particulier, l'autonomie, le «sujet» deviennent, dans la crise ouverte de la reproduction, un opérateur du nouveau compromis politique.

Les institutions n'ont pas disparu, mais elles sont résorbées dans une gestion des intermédiaires. Le salariat existe encore, mais il est instable, mobile, précaire ; l'Ecole est présente, mais elle a perdu sa puissance de médiation sociale en se transformant en un vaste «dispositif de formation» ; le mariage n'a pas été aboli, mais il est assimilable à un PACS étendu aussi aux homosexuels ; l'entreprise n'est plus un centre de production mais une stratégie de puissance économique et politique, etc.

Dans un tel contexte, les actuels mouvements d'insoumission et d'indignation ne situent pas leurs interventions au niveau du rapport aux institutions. Ils posent un constat : «Cela ne peut plus durer», «Rejoignez-nous». Ils manifestent leur exaspération et leur colère, mais dans le respect des institutions.

Combiné à ce constat d'insupportabilité des conditions de vie, un pré-supposé utopiste les anime : si un très grand nombre d'individus s'indignent, alors le cours des choses ne pourra plus se poursuivre en l'état ; nous sommes le rapport social et nous ne voulons plus le reproduire. Conscientisez-vous, proclament-ils... tout en continuant à travailler et à vous divertir. Non-violence et bienveillance avec les autres êtres humains constituent le pôle humaniste du mouvement des indignés. En cela ils sont aux antipodes des groupes insurrectionnalistes qui désignent des ennemis extérieurs (l'État, les médias, les mafias, les puissants et les individus aliénés qui les supportent).

## 6 – L'indignation : force ou faiblesse des dominés ?

Mais sur quoi faire reposer une révolte, une insoumission ou la désobéissance ?

On ne peut plus le faire au nom de l'Histoire ; pas davantage on ne peut le faire au nom d'un messianisme révolutionnaire centré sur une mystique révolutionnaire du prolétariat qui n'a plus lieu d'être et dont le porteur a été défait ; on ne peut le faire au nom d'un intérêt qui n'apparaît plus que comme un intérêt particulier, à savoir, l'intérêt d'une catégorie ouvrière qui ne représente ni la masse des salariés en activité ni les «pauvres» de toutes sortes (personnes âgées en difficulté, chômeurs définitifs, femmes célibataires peu ou pas qualifiées, jeunes à la recherche d'emploi, jeunes à la recherche d'autre chose, etc.).

Mais peut-on le faire à travers un autre intérêt quand la société capitalisée évolue d'une façon telle qu'on ne peut plus déterminer un intérêt qui soit supérieur aux autres ? Peut-on le faire au nom de l'intérêt en général ? Alors, c'est retomber sur la notion «d'intérêt général» qui est d'ordinaire, dans les démocraties contemporaines, du ressort de l'État censé être le seul à avoir la hauteur de vue nécessaire pour trancher dans la jungle des intérêts particuliers<sup>101</sup>.

Peut-on alors le faire au nom de «valeurs» ? C'est ce que pense Hannah Arendt, dans son traité sur la désobéissance civile quand elle précise que «ceux qui se livrent à la désobéissance civile constituent en fait des minorités organisées, unies par des décisions communes, plutôt que par une communauté d'intérêts, et par la volonté de s'opposer à la politique gouvernementale, même lorsqu'elles peuvent estimer que cette politique a le soutien d'une majorité<sup>102</sup>».

Mais comment résoudre le problème si la majorité n'a pas conscience de ces valeurs ou continue à penser que les intérêts matériels sont souvent et surtout pour les plus démunis, supérieurs à ces mêmes valeurs ?

Les exemples fourmillent, mais contentons-nous d'un seul, très actuel : que pensent les travailleurs des entreprises du nucléaire de la valeur «Sauver la planète» si l'entreprise, outre le salaire consenti, leur offre par-dessus le marché confort et loisirs abondants et peu chers pour compenser les risques de proximité ?

L'indignation exprime assez bien l'impuissance des dominés dans ce contexte et la difficulté à se projeter vers un avenir dont on souhaite et dont on redoute en même temps sa dissemblance avec le présent. D'où le flou que l'on ressent non seulement sur le plan programmatique, mais sur celui même du désir qu'il n'est plus question de prendre pour la réalité, comme en 1968. Ce flou explique aussi le peu d'enthousiasme suscité par

---

<sup>101</sup> Alain Refalo (*op. cit.*) parle de «l'intérêt public», mais ça ne résout pas le problème.

<sup>102</sup> Hannah ARENDT, *Du mensonge à la violence*, éd. Calmann-Lévy, 1972, p. 58.

le «capitalisme vert» qui ressemble à un dernier substitut de révolution, acceptable pour la frange conservatrice de la société, à l'usage des réformistes ou des naïfs invétérés, mais à travers lequel la jeunesse a du mal à se dessiner un avenir.

Comme d'habitude, l'histoire des femmes et des hommes tranchera et sans doute avec brutalité. Mais la difficulté d'analyser le moment présent provient précisément du fait qu'il échappe aux cadres des théories anciennes et aux schémas mentaux inculqués par la tradition révolutionnaire. Il est donc probable que nous inventerons aussi des formes inconnues jusqu'ici et que la pression des circonstances, donc la contingence aussi, aura un poids déterminant.

### **7 – L'indignation remplace la conscience politique**

Du moins du point de vue historique, la conscience morale a longtemps été déterminée par les canons de l'Église et de l'aristocratie puis elle s'en est émancipée au sein d'une philosophie critique des «Lumières» propice au processus de l'individualisation bourgeoise, mais le peuple n'y a pas trouvé son compte. Si les révoltes ou les révolutions ont toujours été la conséquence d'une mise en action d'une conscience morale («Liberté, Égalité, Fraternité»), elles reposaient aussi sur la conscience d'intérêts communs, la conscience d'une opposition avec les dominants ou les exploités, bref d'une conscience politique ou d'une conscience de classe que le mouvement ouvrier puis le syndicalisme devait accélérer à partir de la révolution industrielle.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui cette conscience de classe se réduit comme peau de chagrin à la mesure du déclin numérique et qualitatif (l'impossible affirmation actuelle d'une identité ouvrière) du prolétariat. Sa croissance dans les pays émergents n'est pas une solution de rechange car il s'y développe en dehors de toute perspective de classe, en dehors de tout projet socialiste.

La conscience morale resurgit donc sur ce déclin de la conscience de classe et aussi sur le fait que la révolte ou la révolution ne peuvent plus se produire au titre d'une classe suffisamment unifiée mondialement qui concentrerait tous les torts du capitalisme et non pas un tort particulier comme le disait la célèbre formule de Marx, mais seulement à titre humain car le processus de totalisation du capital a fait que ce dernier a étendu considérablement son champ de domination.

Mais cette conscience morale qui prend aujourd'hui la forme médiatique de l'opuscule à succès de Stéphane Hessel en reste à «l'indignation» et à la dénonciation de ce qui est vraiment exagéré comme si cet exagéré n'était pas le produit d'une logique générale. Certes, tous les moyens sont bons pour faire pièce à la domination et au pouvoir, mais on sait très bien que l'indignation peut conduire à toutes sortes de comportements protestataires ou récriminatoires, y compris à voter PS ou FN en France, *Liga* en Italie ou à revendiquer de quitter l'UE et le retour à la drachme en Grèce.



## 8 – Pourquoi occuper les places ou faire des «marches de l'indignation» ?

L'occupation des places a une grande importance car elle signale un détournement de leur usage habituel qui est d'être lieu de circulation ou de rassemblements informels et très provisoires. Cela prend encore plus d'importance quand l'occupation est le fait de forces rassemblées, de façon plus ou moins spontanée, pour contester tout ou partie de l'ordre établi<sup>103</sup>. Il s'agit là de la création d'un «espace public non institutionnel» pour reprendre les termes d'Oscar Negt<sup>104</sup>, sur une place publique. Mais du fait de l'occupation, il y a transformation du statut politique et social du lieu. Il ne fait pas de doute que la place Tahrir du Caire a dû jouer le rôle de modèle. Non plus un simple rôle de lieu de rassemblement, de stationnement ou de circulation des foules, ce qui est, après tout, la fonction des places, mais un lieu où l'intensité d'une crise politique et sociale semble se cristalliser. Cette expansion par capillarité connexionniste est une des caractéristiques des mouvements actuels et les branchements sont à courant alternatif. Ainsi, on a d'abord la révolte des jeunes Grecs en décembre 2008, suite au meurtre par la police du lycéen Alexandros Grigoropoulos ; puis la répression policière du 5 mai 2010 où la police brise une manifestation de cent mille personnes à Athènes après un incendie qui a fait quatre morts. Ces événements résonnent comme un écho positif et radical à l'échec de la conjonction de la révolte des banlieues de 2005 avec la lutte des étudiants contre le CPE en 2006 en France, dans un contexte de crise grave de la reproduction des rapports sociaux. Enfin, le panneau des *indignados* espagnols : «Réveillez-vous les Grecs» est une allusion à la circularité des événements et n'est pas pour rien dans l'occupation de la place Syntagma à Athènes en mai 2011. Est-ce que ces résonances qui recouvrent une assez vaste aire méditerranéenne sont le signe d'un nouvel internationalisme des luttes, l'ouverture d'un nouveau cycle comme celui initié dans la seconde moitié des années 60 ? Nous ne pouvons le dire pour le moment.

Il s'agit bien là d'une rupture avec les pratiques quotidiennes reproductrices de l'ordre social, même si cette rupture est limitée par son caractère partiel aussi bien dans la forme que du point de vue de son contenu. Ainsi, il est prévu un rassemblement le week-end du 25-26 juin Puerta del Sol. Mais pour deux jours seulement. Le modèle de la place Tahrir s'estompe.

---

<sup>103</sup> Cf. l'occupation de la place Bellecour à Lyon pendant le mouvement contre la réforme des retraites d'octobre-novembre 2010. Cf. notre texte : «Sur les luttes d'octobre-novembre 2010» disponible en ligne sur le site de *Temps critiques* : [tempscritiques.free.fr/spip.php?article280](http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280)

<sup>104</sup> Pour des précisions sur cette question et la particularité de la critique de Negt par rapport à Habermas, on peut se reporter au blog des «Journées critiques» ([journcritiques.canalblog.com](http://journcritiques.canalblog.com)) et tout particulièrement à l'article d'Alexander Neumann.

L'occupation des places ne constitue d'ailleurs pas le seul moyen d'action utilisé. Les *indignados* espagnols, après avoir décidé de quitter la Puerta del Sol à Madrid, ont recours à d'autres types de manifestations, parmi lesquels des marches entre Barcelone et Madrid en passant par villes et villages. Ils disent «Nous avons occupé les places, nous occupons les routes... nous allons occuper l'Europe.» De même en Grèce, les manifestants ont essayé d'empêcher les députés de se rendre au Parlement et la place Syntagma à Athènes semble être occupée de façon quasi permanente.

Mais l'idée d'une «révolution à titre humain» que nous sommes nombreux à espérer, peine à trouver sa confirmation dans un mouvement qui, comme celui qui se déroule actuellement, n'entraîne pas la remise en cause des statuts et des identités dont il se contente de défendre la simple équivalence.

Cela pourrait rester de l'ordre des arguties théoriques si cela n'influit pas sur les conditions concrètes de la lutte. Par exemple, quand certains, au sein du mouvement des occupations, défendent la police «parce qu'elle fait son métier», cela renforce bien évidemment les positions globalement unitaires et pacifistes du mouvement, en dépit des frictions que cela peut occasionner à l'intérieur du mouvement. Ce fut le cas, par exemple, le 27 mai, Plaça de Catalunya à Barcelone, quand un «cordon sanitaire» a tenté de s'interposer entre la police chargée de déblayer la place et un groupe d'irréductibles qui entendaient demeurer à cet endroit.

Cela renforce aussi l'idée d'un «Tous ensemble» qui a montré ses limites en France en 1995 et qui semble parfois critiqué comme l'expriment les événements en Grèce et aussi le rejet de la plate-forme «La démocratie réelle maintenant» à Barcelone et de nombreuses initiatives autonomes à Madrid. Mais les choses peuvent évoluer très vite en fonction de la situation. Par exemple en Grèce, en cette fin juin, la crise est telle que l'ordre établi doit se défendre par tous les moyens si bien qu'une escalade des affrontements n'est pas à exclure.

C'est d'ailleurs en Grèce que les forces en présence semblent être les plus éclatées, les plus différenciées avec d'une part des manifestants aux intonations anti-Union européenne voire nationalistes auxquels des forces d'extrême droite pourraient venir s'agréger via des *hooligans* semble-t-il assez actifs autour du Parlement ; d'autre part des manifestants proches de l'extrême gauche qui concentrent leur activité sur les quartiers et assemblées locales.

Mais comme en Espagne, le rapport à la violence est un sujet discriminant, au moins tant que la répression reste limitée et sous contrôle<sup>105</sup>. De

---

<sup>105</sup> Au cours de la grande manifestation du 15 juin, on a vu la grande masse des manifestants réoccuper la place Syntagma en repoussant pacifiquement les forces de police alors que celles-ci avaient été harcelées toute la journée par des

toute façon, de tels affrontements ne pourraient prendre une dimension supplémentaire que si cette crise s'étendait ailleurs car il n'y a pas d'internationalisme des solidarités, il n'y a qu'un internationalisme des luttes.

On notera qu'il y a une différence entre des occupations ou des blocages qui s'insèrent dans un mouvement de lutte plus large – comme en France en octobre-novembre 2010, même si ce n'est pas sur un même objectif, ou comme en Grèce depuis plus de trois ans et maintenant en Espagne où des comités de voisinage ont précédé les occupations de places centrales – et une situation comme celle de Paris où l'occupation en soi crée l'événement, en dehors de toute lutte, où la monstration se confond avec la lutte et où une simple posture de contestation fait figure de vraie opposition riche de contenu.

En effet, si à Paris le rassemblement qui s'opère à Bastille est bien dans la filiation du mouvement des *indignados* (parmi ses initiateurs figurent des étudiants espagnols en résidence à Paris) il est plus dans l'imitation que dans l'expression propre de ses particularités. C'est que les effets de la crise de 2008 sont moins forts en France. La répression y est aussi plus présente comme le montre le déplacement *manu militari* de l'AG après le succès relatif du rassemblement de 3 000 personnes le 5 juin, des marches de l'Opéra Bastille vers le boulevard Richard-Lenoir où la visibilité est moindre ; comme le montre aussi la rafle policière du 19 juin contre une initiative pour installer un campement permanent.

Ces caractéristiques vont conduire les participants à privilégier les questions d'organisation. Devant l'absence de perspective, même immédiate, le démocratisme abstrait va être érigé en principe. L'AG doit être régie par le consensus après discussion ce qui conduit le plus souvent au blocage puisqu'une petite minorité peut toujours critiquer un point particulier. Dans ce cas, la décision est renvoyée à une commission quitte à ce que la proposition revienne devant l'AG après modification. On a là en germe toutes les tares du parlementarisme. Très vite les commissions multiples qui se spécialisent à partir d'une prétendue expertise deviennent des branches d'un exécutif qui ne dit pas son nom<sup>106</sup>.

---

*bachalis* (littéralement : les «casse-tout») eux-mêmes tenus à l'écart de la grande manifestation par ses organisateurs. Cette différenciation semble avoir été moins nette au cours des dernières manifestations fin juin dans la mesure où la répression s'est fait plus active et l'exaspération plus grande.

En Espagne, suite à une manifestation à Barcelone, à l'initiative du «15M» le 15 juin où des politiciens locaux furent houspillés, les médias passèrent en boucle des scènes d'accrochage censées démontrer la violence des *indignados*. Depuis, les porte-parole du mouvement cherchent à donner des preuves du caractère pacifique des rassemblements et demandent à leurs participants d'exprimer visiblement cette position (par des affichettes au format A5 par exemple).

<sup>106</sup> Toutefois, un peu tardivement, une commission «Convergence des luttes» animée par une tendance révolutionnaire au sein du NPA, proposera des actions en

Elles sont chapeautées par une coordination des commissions et l'AG, dont la fréquence est réduite, devient une chambre d'enregistrement. Les «indignés» sont piégés par leurs propres règles démocratiques alors même qu'ils n'arrivent pas à poser la question plus générale de leur rapport à la légalité. Ainsi, la «commission juridique» posera, à un moment donné, la question de la légalité du mouvement par rapport au pouvoir : «Voulez-vous la respecter oui ou non?», en des termes qui font penser à une question de philosophie au baccalauréat. Le «mouvement», s'il faut l'appeler comme cela, semble hors sol.

Son pacifisme foncier correspond au moins autant à une absence de prise en compte des rapports de force qu'à un pur refus de la violence. L'idée d'une alternative dans la construction d'un monde parallèle à la société en place est-elle le fruit d'une illusion, qui plus est générationnelle<sup>107</sup>, ou une résurgence des utopies du XIX<sup>e</sup> siècle ?

En tout cas, on ne peut négliger ou a fortiori juger ces événements à partir d'une position critique extérieure qui attribuerait les bons et mauvais points<sup>108</sup>.

---

direction de salariés grévistes de la région parisienne. Malgré un accueil empathique en AG, ces actions resteront très symboliques et périphériques.

L'opposition éthique des *indignados* peut-elle rencontrer la colère sporadique de travailleurs *desperados* ? Là encore, rien n'est écrit et ce n'est pas une analyse en termes stricts de classe qui résoudra le problème.

<sup>107</sup> On retrouve cette perspective au sein de certaines tendances dites insurrectionnistes. Pour plus de développement sur ce point, on pourra se reporter au livre, en préparation, de J. WAJNSZTEJN et G. ZAVIER *L'insurrectionnalisme : nostalgie de l'insurrection ou nécessité de notre temps*.

<sup>108</sup> C'est ce que l'on peut reprocher à des textes comme celui de Miquel Amorós «Réflexions intempestives après les tambourinades» (14/06/11) où on retrouve le ton péremptoire de celui qui condamne à mort un malade en en ayant seulement pris la température et celui signé Nacho Mato : «Ils appellent ça la révolution mais ce n'en est pas une» (20/06/11). Néanmoins, ce dernier qui s'exerce à distinguer révolution politique et révolution sociale comprend une citation intéressante sur la révolution politique espagnole de 1869 : «Curieux destin de cette révolution qui depuis ses débuts, semble avoir seulement des ennemis à sa gauche» (Josep FONTANA, *Cambio económico y actitudes políticas en la España del siglo XIX*, Barcelona, Editorial Ariel, p. 131). Une citation qui, de Tunisie en Espagne en passant par la Grèce et l'Égypte, n'a pas perdu de son actualité.

C'est déjà ce qui était incohérent et confusionniste chez les anars insurrectionnalistes mexicains qui refusaient de se mélanger à l'Assemblée Populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), née de l'insurrection populaire de 2006, alors que cette assemblée appelait clairement à boycotter les élections et se débattait au milieu de toutes les difficultés qui sont inhérentes à l'impossible instauration d'une démocratie déterritorialisée, urbaine, consensualiste, principalement discursive, imprégnée d'égalitarisme citoyen (tout le monde a le droit à la parole et à la représentation dans l'assemblée) mélangeant des imaginaires et des habitudes de pensée divers et souvent opposés.

On peut dire simplement que toute occupation «sauvage» représente un début de rupture avec l'ordre établi. En Espagne, par exemple, les autorités dont la première réaction a été d'interdire l'occupation prolongée des places tout en autorisant la manifestation temporaire, ont dû faire machine arrière face à la force du mouvement, et cela d'ailleurs en contradiction avec les principes constitutionnels au sujet des manifestations politiques en période pré-électorale.

En tout état de cause, il semble que ce type de mouvement doive développer, à court terme, un démocratism d'assemblée avec toutes les dérives que cela comporte<sup>109</sup> et un citoyennisme qui se pose comme une nouvelle médiation à l'époque de la crise et du déclin des anciennes médiations de l'époque précédente (État-nation-providence) toutes plus ou moins institutionnelles<sup>110</sup>.

Obligée de dissoudre toujours davantage les anciens rapports sociaux hérités de la société de classes et devenus pour elle des «obstacles au changement», la société capitalisée est de plus en plus fragmentée et elle a donc besoin de nouvelles médiations pour représenter son unité. Pour se faire médiation, la démarche citoyenne cherche à recréer les conditions d'apparition d'une société civile qui échapperait aux fondamentalismes du marché et de l'individualisation. C'est cela qui limite sa critique de l'État capitaliste à la critique des politiques néo-libérales.

Le capitalisme mondialisé aurait dépossédé les États nationaux et donc les hommes (*via* les élections) de leur pouvoir politique assis sur la liberté. Il n'y aurait donc plus de démocratie «réelle» et il faut en recréer une de la même façon que, pour beaucoup, il n'y a plus «d'économie réelle» et c'est pour cette raison que les choses iraient si mal.

Il y a tout lieu de penser que nous continuerons à connaître *grosso modo* les mêmes errements lors des prochaines insurrections en Occident et, à chaque fois se posera nécessairement le problème du rapport à la violence et du rapport à l'État. Une clarification s'impose dans ce domaine afin d'échapper au dilemme : «pacifisme bêlant» ou «lutte armée», et de sortir des ornières où cette question s'est enlisée.

Malgré tout, nous devons être là où une dynamique semble pouvoir s'instaurer et rester attentifs à ses potentialités subversives parce que les

---

<sup>109</sup> Cf. sur ce point le texte de Peter Gelderloos «Spanish Revolution at the crossroads» tiré de la newsletter américaine *Counterpunch*, disponible sur [www.counterpunch.org/gelderloos06072011.html](http://www.counterpunch.org/gelderloos06072011.html). Ce texte a été traduit en français par une camarade du «réseaudediscussion» et nous pouvons le transmettre en fichier sur demande.

<sup>110</sup> Les anciennes médiations perdurent, mais affaiblies, elles opèrent surtout en dehors de leur fonction d'origine. Les syndicats participent à la gestion du social, la police et la justice s'autonomisent de la politique comme on a pu le voir le plus aisément en Italie, pays où les politiques s'autonomisent de la sphère politique étatique par leurs pratiques clientélistes, mafieuses, oligarchiques.

tensions conflictuelles côtoient les apparentes pratiques de soumission. Participer aux mouvements en cours, c'est essayer de renforcer l'autonomie pratique de ces luttes dans tous les aspects de la vie quotidienne en critiquant toute illusion sur la formation d'une autonomie politique (une «démocratie réelle») qui se développerait à l'abri d'une autonomie économique (retour au protectionnisme, retour à l'intervention de l'État et moralisation de la finance). Ce n'est pas parce que l'État s'est redéployé sous une forme réseau, qu'il n'existe plus, bien au contraire ; c'est parce qu'il produit de la totalisation sans être totalitaire qu'il recouvre ou englobe toute la société<sup>111</sup>. Il en est ainsi des modes de mobilisation. En effet, le mouvement des indignés fait comme si la force des techniques de communication était un élément facilitant, alors que c'est précisément parce que ces techniques désubstantialisent la communication qu'elles permettent des rassemblements rapides et massifs, mais creux, sans prise sur le réel et qui tournent à vide ; qui gravitent, justement, autour des problèmes de communication. À cet égard, l'attitude vis-à-vis de la presse est celle d'une quête de son effet miroir (miroir qu'on espère grossissant) et cette mise en abyme communicationnelle signe dès le départ le manque de perspectives ou simplement l'élan insuffisant du mouvement.

En effet, le refus du politique qu'il exprime n'est pas, pour le moment du moins, un signe de lucidité chez les jeunes qui composent la majorité de ces mouvements (au moins pour l'Europe), mais au contraire un refus de la critique au nom d'un idéal communicationnel apolitique.

C'est bien parce que ces mouvements ne passent pas à l'action contre les lieux de pouvoir et la circulation des flux de production et de reproduction qu'ils ne font pas peur aux États. Dans les pays arabes, ils auront servi au changement du personnel politique et à quelques réformes démocratiques, mais ils auront eu tout de même une influence considérable sur les conditions de vie des populations et leur rapport au pouvoir. D'une certaine façon, la peur a changé de camp parce qu'il ne s'est pas agi d'une simple indignation contre les abus, mais d'une véritable résistance due à l'insoutenabilité des situations. Il a fallu, de plus, qu'interviennent la singularité de certains événements (sacrifice individuel, sorte de mai 68 sur la place Tahrir) pour que cette insoutenabilité – qui ne datait évidemment pas d'hier – puisse se cristalliser, pour que «l'étincelle mette le feu à la plaine».

Mais ici, en Europe, hormis en Grèce où la crise de reproduction des rapports sociaux est plus grave, nous n'en sommes pas là justement parce que ceux pour qui la situation relève le plus de l'insoutenable sont ceux qui sont les plus écrasés par les structures matérielles et mentales de la

---

<sup>111</sup> Cf. l'article «Quelques précisions sur capitalisme, capital et société capitalisée», *Temps critiques* n° 15, p. 5-65, disponible sur le site de la revue [tempscritiques.free.fr/spip.php?article206](http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206).

domination. Ce sont plutôt ceux qui sont dans l'entre-deux qui forment une nouvelle catégorie de protagonistes. Donc, non pas les chômeurs, mais ceux qui ont peur de l'être, non pas les sans-logis, mais ceux qui retardent leur départ du milieu familial, non pas les non-diplômés, mais ceux qui pensent que leurs diplômes sont dévalorisés, etc. Leur pratique connexionniste n'est donc pas simplement une nouvelle forme de fétichisme vis-à-vis des nouvelles technologies, elle est due à ce même entre-deux qui fait qu'ils sont comme suspendus au-dessus du rapport social. S'il nous paraît complètement faux d'y voir un mouvement de nouvelles classes moyennes en voie de déclassement, il n'en est pas moins vain d'y chercher une nouvelle figure de classe qui viendrait supplanter la classe ouvrière ou former un nouveau prolétariat universel. Ce serait encore une perspective de classe totalement hors de propos ici.

Il ne nous semble pas non plus possible de faire une interprétation en termes de nouveau sujet. Tout d'abord pour une raison théorique qui est que cela fait plus de quarante ans que la critique s'use en vain à chercher un nouveau sujet sur le modèle du prolétariat (*cf.* Marcuse à la fin des années 60) ; ensuite parce qu'à une certaine unité de classe a succédé une fragmentation du salariat et même une amorce de décomposition de celui-ci. Il n'est donc pas possible de faire un tri et d'en choisir une composante qui jouerait un rôle moteur, d'autant que les mouvements actuels montrent un enchevêtrement de différentes catégories : le «précaire», «le travailleur cognitif», ou de façon encore plus indéterminée, le «travailleur collectif». D'ailleurs ces catégories manquent elles-mêmes de consistance et d'unité<sup>112</sup>. Elles sont, souvent au même titre, victimes des nouvelles conditions de la domination et de l'exploitation et elles sont, au mieux, parties prenantes des nouvelles communautés de luttes contre ces conditions.

C'est ce qui rend ce type de mouvement assez singulier et facilite son écart<sup>113</sup> par rapport à ce que l'on attend habituellement, mais qui est aussi susceptible de surprendre le pouvoir en place. Ainsi, l'événement que constitue l'occupation des places, en Espagne et en France, reste ambigu et limité par le fait que cet écart est comme posé, comme en soi, à la fois nécessaire et suffisant. Il ne faut sans doute pas chercher plus loin l'autosatisfaction qui semble émaner des différentes commissions sur les tâches les plus quotidiennes et ce qui apparaît déjà comme un fétichisme de l'organisation. Tout au plus peut-on y voir une tendance autogestionnaire qui, pour le moins dépassée, en ce qui concerne ses contenus originaux (ce qui était l'autogestion d'une production dont la majeure partie devrait être aujourd'hui abandonnée) réapparaît dans le cadre d'une

---

<sup>112</sup> Par exemple la qualité «d'intermittent du spectacle» recouvre des conditions de travail et de vie très dissemblables.

<sup>113</sup> Sur les pratiques de l'écart, *cf.* notre texte bilan sur les grèves d'octobre-novembre 2010, disponible sur le site de la revue *Temps critiques* ici : [tempscritiques.free.fr/spip.php?article280](http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280)

idéologie de la forme ; ce que nous avons nommé et critiqué comme «la forme d'abord<sup>114</sup>».

La question qu'on peut se poser est celle-ci : cette limitation est-elle autolimitation ou bien est-ce qu'il y a conscience de la difficulté à créer une dynamique parce que le mouvement n'est pas relié aux forces qui pourraient transformer un écart, simplement posé, statique, en pratiques d'écart et de subversion de l'ordre établi ? Mais cette dynamique n'est pas impossible. D'accord pour dire que le mouvement actuel n'a rien de révolutionnaire, ni dans sa forme ni dans son contenu mais cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas déboucher sur autre chose ou qu'en tout cas il puisse produire un effet d'entraînement. On en a un exemple ce 5 juillet avec la mise en échec d'une rafle policière anti-immigrés dans un quartier populaire de Madrid (Lavapiès<sup>115</sup>). Là non plus rien de révolutionnaire en soi mais des signes de résistance au pouvoir et la démonstration que l'indignation, quand elle se fait collective, peut faire mouvement, peut créer des passerelles, des convergences de lutte. Notre tâche est aujourd'hui de faciliter ce lien dans la mesure où une occupation sauvage, une «plantonisation»<sup>116</sup>, de la voie publique, quelles que soient les limites du mouvement qui s'y livre, ne peuvent que contribuer à inculquer de bonnes habitudes aux taupes individualistes que nous sommes devenus<sup>34</sup>.

*The future is unwritten*<sup>117</sup> peut-on lire actuellement sur un mur d'Athènes...■

*Temps critiques*, 12 juillet 2011

---

<sup>114</sup> *Ibid.* [tempscritiques.free.fr/spip.php?article280](http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article280).

<sup>115</sup> Cf. [www.youtube.com/watch?v=FOjtOvYQ2qk&feature=channel\\_video\\_title](http://www.youtube.com/watch?v=FOjtOvYQ2qk&feature=channel_video_title). On en a un autre exemple avec la victoire d'une action anti-*desahucios* (expulsions) dans le quartier ouvrier de Ciudad Lineal à Madrid. Il semblerait que de nombreuses actions de quartier couvrent la défense de personnes menacées par leurs prêts hypothécaires non recouvrables, au sein d'une «Plate-forme des victimes des hypothèques» (PAH).

<sup>116</sup> Comme nous le disions dans le n° 10 de la revue («Politique élémentaire» de Loïc Debray, p. 20, 1998) : «Il est urgent de remettre en selle la radicalité qui consiste à tenir bon y compris sur l'impossible, et même si on est seul, en se disant "Si je ne le fais pas, personne ne le fera" et à chaque fois forcer la solidarité pour convertir la peur en enthousiasme. Et cela, à l'endroit où on est, ce qui est déjà beaucoup.» Le récent exemple tunisien, comme l'action des enseignants désobéisseurs en France, montrent que cette radicalité n'est pas l'apanage d'une avant-garde, mais la possibilité de tout un chacun. Là encore, il faut que se créent les conditions d'une conjonction entre la résistance comme action première par rapport au pouvoir et la résistance comme réponse ou réaction au pouvoir.

<sup>117</sup> En référence à un album posthume de Joe Strummer ex-membre du groupe *The Clash*.



# *Espagne :* *Le mouvement* *du 15 mai* *(les Indignés)*

Pendant plusieurs semaines, le mouvement dit des «Indignés» a largement exprimé, par des occupations de places, de grandes manifestations et des assemblées de quartier la colère de la population espagnole. Il s'agit d'un véritable mouvement de masse qui a mobilisé des dizaines de milliers de manifestants dans tout le pays. Ils sont descendus dans la rue parce qu'un jeune sur deux aujourd'hui est au chômage, parce que les seuls emplois possibles, y compris pour des jeunes diplômés, sont des petits boulots mal payés, avec des horaires impossibles et à la merci des patrons, parce que les logements sont inabordables, parce que les grandes entreprises licencient et n'offrent que des contrats précaires.

Alors, ça a été l'occasion de dire «ça suffit» (basta ya!). Tous ces manifestants qui n'en peuvent plus de subir ont compris qu'il n'y avait rien à attendre des politiciens et qu'il fallait descendre dans la rue. Et ils ont dit que les alternances politiques qui se succèdent n'apportent rien à la population et ne donnent aucune solution.

Voilà des acquis qui ne sont pas négligeables.

Leurs préoccupations marquent l'ensemble du mouvement et en tracent aussi les limites. Leur hostilité aux partis politiques de gouvernement fait qu'ils sont sensibles au discours sur l'apolitisme et que les discours anti-partis rencontrent un écho. La plupart des manifestants n'ont guère de références et ne savent pas trop ce qu'ils veulent, d'autres savent en revanche parfaitement ce qu'ils ne veulent pas. Cela a permis des manœuvres bien politiciennes, qui ont marqué toutes les étapes de ce mouvement et pourraient bien influencer sur son avenir.

## **Le démarrage du mouvement**

---

À partir du 15 mai au soir, les places de dizaines de villes ont été occupées par des milliers de jeunes Espagnols. Ces jeunes exprimaient leur «indignation» devant la corruption des politiciens, les attaques incessantes contre le monde du travail, le saccage des services publics, les expulsions de ceux qui ne peuvent plus payer leurs loyers, le chômage des jeunes, diplômés et non diplômés, les petits boulots mal payés.

Leur initiative était inspirée de ce qui s'était passé en Tunisie et en Égypte : créer au milieu de la ville de Madrid un endroit visible où les manifestants resteraient en permanence. La première «acampada» (campement) de la Puerta del Sol de Madrid a été aussitôt imitée par les Barcelonais, les Valenciens, les Sévillans et dans toutes les autres villes d'Espagne.

Du 15 mai au 15 juin, ces milliers de jeunes Espagnols qui se sont installés dans les «acampadas» sur les places et ont dénoncé les politiciens corrompus, le chômage, la précarité, les problèmes de logement, se sont attiré la sympathie des millions de ceux qui se retrouvaient dans leurs slogans: «Ils ne nous représentent pas», «Ils l'appellent démocratie et ça ne l'est pas», «Leur crise, nous ne la paierons pas.»

Ceux qui avaient appelé à manifester pour le 15 mai, huit jours avant les élections municipales et régionales, ont sans doute été surpris de leur énorme succès : près de 100000 personnes dans les rues des grandes villes! L'appel venait de toute une série de groupes qui, depuis plusieurs mois, échangeaient sur les réseaux d'Internet (Facebook, Twitter). Au début de l'année, les échanges se sont multipliés, un regroupement d'internautes a formé un mouvement intitulé Democracia real ya et s'est doté d'une plate-forme revendicative. Democracia real ya a utilisé le slogan, «Indigne-toi», inspiré du fascicule de Stéphane Hessel intitulé *Indignez-vous*. Ce livre a été traduit par un vieil économiste lié au groupe ATTAC espagnol, José Luis Sampedro, qui dans la préface a lancé un appel aux «citoyens» à «se dresser contre l'indifférence par une insurrection pacifique». Le livre d'Hessel et la préface ont connu un grand succès de librairie.

## **L'apolitisme militant**

---

Toute cette mouvance a donc à l'origine donné le ton des assemblées formées à partir du 15 mai, qui va vite s'appeler 15 M (en Espagne, les événements sont baptisés avec 2 chiffres et une lettre, correspondant au jour et au mois).

On y retrouve beaucoup d'étudiants ayant participé aux grèves étudiantes contre la privatisation de l'université (grèves qui ont duré plusieurs semaines voici deux ans), des sympathisants d'ATTAC et un certain nombre d'«idéologues» du type de Sampedro, dont le programme peut être résumé en deux points : il faut «plus de transparence démocratique» et «l'amélioration des conditions de vie en Espagne».

Ces milliers d'étudiants ou de jeunes au chômage ou dans des petits boulots mal payés, souvent diplômés, ont toutes les raisons d'être en colère et, en exprimant cette colère, ils ont été les premiers à dire que la crise n'était pas une fatalité. Ce sont eux qui donnent le ton du mouvement.

Ils le donnent sur Internet et aussi dans la rue avec des slogans et des discours radicaux. Mais ils le donnent aussi dans leurs préjugés anti-partis politiques, dans la recherche du «consensus», dans leur vocabulaire pacifiste, et jusqu'au moindre détail, comme par exemple la façon d'approuver ou de voter en agitant les mains en l'air!

Dès le début, les assemblées ont érigé en principe que le mouvement doit être apolitique et que ceux qui présentent leurs idées et proposent leurs programmes sont des gens cherchant à récupérer le mouvement. Dès lors, dans les manifestations, dans les assemblées la moindre allusion à une étiquette politique est huée.

À Séville par exemple, dans les manifestations centrales, des représentants de l'assemblée de la ville passent avec des pancartes où il est écrit «tout texte ou écrit politique ne représente pas le mouvement», et des jeunes poursuivent les diffuseurs de tracts avec leur mégaphone pour dire : «Attention à la récupération politique.» Un militant a dû intervenir vigoureusement face à des jeunes se réclamant du mouvement du 15 M qui agressaient un diffuseur de tracts dans une manifestation du quartier de la Macarena.

Alors que le drapeau républicain est le symbole de la lutte contre Franco et son successeur le roi Juan Carlos, de jeunes étudiants font replier son drapeau à un militant de l'assemblée Parque Alcosa. Il s'indigne, finit par le mettre sur ses épaules et dit: «Et comme ça, ça vous va ?»

Lors de la manifestation du 19 juin à Séville, deux jeunes du service d'ordre ont tenté de faire replier ce même drapeau républicain que tenait un militant, vieil antifranquiste connu. Ils ont dû rebrousser chemin quand les habitants du quartier, groupés autour de lui, l'ont protégé et se sont écriés «Démocratie, démocratie» et ont chanté le slogan que tout le monde chante : «Ils l'appellent démocratie et ça ne l'est pas»... mais cette fois à l'adresse des deux jeunes.

Cette chasse au politique crée une suspicion permanente et permet en réalité à tous les manœuvriers d'imposer leur politique.

Et cet apolitisme, cette attitude anti-parti démagogique, au nom de l'unité des citoyens, rappelle à certains militants la période dite de la Transition en 1977, après la mort de Franco. À ce moment-là, au nom de l'unité apolitique du pays, l'ensemble des partis, PC compris, ont fait allégeance au roi (ce successeur préparé par Franco lui-même) et ont fait taire toutes les revendications ouvrières.

C'est aussi une certaine forme d'apolitisme pour la classe ouvrière qui a été mise en avant au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir dans

les années quatre-vingt. Il ne fallait pas rouvrir les «vieilles plaies». Les travailleurs devaient accepter les «réformes» nécessaires et se taire!

C'est ce même refrain que servent aujourd'hui ceux qui veulent canaliser la colère avec l'objectif de glorifier la «démocratie» sans toucher aux puissants.

### **Une direction «apolitique» qui impose sa politique**

Par ailleurs, au nom de la «démocratie horizontale» (sic) les assemblées doivent chercher le consensus et donc débattre jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord. Les représentants des assemblées doivent changer à chaque fois, et ceux qui dirigent l'assemblée doivent se contenter de «modérer» et ne pas prendre parti.

Ces principes font que les assemblées se trouvent souvent paralysées par de longues discussions qui ne débouchent sur rien d'autre que la préparation d'une nouvelle discussion pour l'assemblée suivante. Aucune coordination ni aucune décision n'est possible, aucun programme n'est voté, ce qui décourage une partie des participants.

Si les assemblées peuvent agir dans leur quartier, elles n'ont pas de réel moyen de contrôler les décisions prises à l'échelle nationale. Les dirigeants ne rendent pas de comptes et la «démocratie horizontale» permet toutes les manœuvres «verticales»!

C'est ce qu'on a pu voir au début avec le débat sur la plate-forme de Democracia real ya qui devait servir de programme. Cette plate-forme a été lue et approuvée par de nombreuses assemblées de ville. C'était une plate-forme en huit points, diffusée immédiatement après les élections municipales et régionales du 22 mai qui venaient d'être perdues par le Parti socialiste.

Elle est inspirée par l'Islande! Cette petite île de 320 000 habitants qui a failli sombrer en 2008 dans la crise financière est citée en exemple par les dirigeants du mouvement, sous prétexte qu'elle a fait deux référendums refusant les remboursements, que des banques en faillite ont été nationalisées, la monnaie dévaluée, les politiciens battus aux élections et que des comités élaboreraient une nouvelle constitution. Voilà le modèle à la mode présenté comme susceptible de «rénover la démocratie espagnole».

Le titre de la plate-forme était :

«Voici quelques mesures qu'en tant que citoyens nous considérons comme essentielles pour la régénération de notre système politique et économique. Approuvez-les et proposez les vôtres!»

Le premier point concernait «l'élimination des privilèges de la classe politique»:

► strict contrôle de l'absentéisme des élus dans leurs postes respectifs ; sanction pour abandon de fonction ; suppression des privilèges sur le paiement des impôts, cotisations, montants des pensions ; salaire égal à celui d'un Espagnol moyen, plus les frais nécessaires à l'exercice du man-

dat ; élimination de l'impunité ; pas de prescription pour les délits de corruption ; publication du patrimoine ; réduction des postes non élus.

Le deuxième point se positionnait «contre le chômage»:

► répartition du travail en réduisant la semaine de travail et conciliation avec les patrons jusqu'à la suppression du chômage structurel (sous les 5 %) ; retraite à 65 ans sans augmentation de l'âge de la retraite jusqu'à la fin du chômage des jeunes ; bonifications financières pour les entreprises employant moins de 10 % de contrats temporaires ; sécurité de l'emploi ; impossibilité des licenciements collectifs dans les grandes entreprises faisant des bénéfices ; amendes pour les entreprises qui utilisent des contrats temporaires dans des postes qui pourraient être fixes ; rétablissement du subside de 426 euros pour tous les chômeurs de longue durée.

Le troisième point concernait les logements avec l'idée de récupérer les logements vacants, d'interdire les expulsions...

Le quatrième se prononçait pour des services publics de qualité, le cinquième portait sur le contrôle des banques, le sixième sur la fiscalité, le septième sur les libertés citoyennes et la démocratie participative, le huitième sur la réduction des dépenses militaires.

Les différents points, comme les deux premiers, comportaient, en même temps que des mesures d'apparence radicale, toute une batterie de mesures «négociables».

Cette plate-forme posait quand même clairement un certain nombre de problèmes qui sont dans la tête de tous les manifestants : comment résoudre le chômage, le manque de logements, arrêter le bradage des services publics, le rôle des banques, la corruption des politiciens...

Le 28 mai, l'annonce fut faite aux assemblées de ville qu'il avait été décidé de ne proposer que ce qui avait recueilli le consensus de la commission politique de Madrid. Il était proposé de réduire la plate-forme à quatre points. Et c'est ainsi, par exemple, que les points concernant le chômage, les banques ou le logement disparaissaient. Lors de la discussion à Séville à l'assemblée du 28 mai, après que se furent succédé tous ceux qui voulaient faire disparaître les points de la plate-forme concernant le chômage et le logement, un jeune en colère s'est saisi du micro et s'est écrié: «Si vous supprimez le point sur le chômage, il n'y a plus un seul jeune de mon quartier qui nous suivra!»

C'était le moment où le mouvement des «acampadas» avait lancé l'idée de se tourner vers la création d'assemblées de quartier. Ces assemblées ont aussitôt commencé à se réunir avec succès à Madrid puis, peu à peu, dans toutes les villes. Elles étaient impulsées par des militants, bien sûr, mais elles attiraient à cause du label 15 M présent sur toutes les banderoles, les tracts, les affiches.

Les assemblées, qui se réunissent une fois par semaine, sont encadrées ou même parfois «visitées» par des jeunes qui redisent qu'il faut écarter les partis politiques, rechercher le consensus, faire tourner la direction des assemblées...

Les assemblées de quartier peuvent discuter de tout ce qu'elles veulent. Mais en fait, la «direction consensuelle» mais occulte du mouvement 15 M a défini clairement ses priorités: remettre à plus tard l'exigence de la fin du chômage, de la corruption des banques, du manque de logements et se concentrer sur ce qui était «négociable» sur le plan politique: une réforme électorale, des aménagements de lois sur le logement, sur l'emploi,... Le quotidien pro-socialiste *Publico*, titrant le dimanche 29 mai: «15 M la nouvelle utopie a les pieds sur terre», écrivait: «Les experts et les dirigeants de gauche sont d'accord sur le fait que le phénomène des "Indignés" laissera des traces et que la majorité de ses propositions sont viables.»

Inséré dans la page, on pouvait lire:

«Les quatre propositions du consensus de la Puerta del Sol:

1. La loi électorale : réforme électorale permettant une démocratie plus représentative avec une vraie proportionnelle et permettant de développer des mécanismes pour la participation citoyenne.
2. Corruption : lutte contre la corruption pour arriver à une totale transparence politique.
3. Pouvoirs : séparation effective des pouvoirs.
4. Contrôle citoyen: création de mécanismes de contrôle citoyen pour exiger une vraie responsabilité politique.»

Et l'encart ajoute: «Ces quatre points consensuels sont ratifiés par les assemblées de la commission politique, mais il y a d'autres commissions qui fonctionnent : économie, milieu ambiant, droits sociaux, éducation et culture.»

Pour savoir comment les fameuses autres commissions fonctionnent, il faut sans doute lire les centaines de pages des sites Internet des dites commissions qui, dans chaque ville, élaborent des multitudes de projets.

Toujours dans le journal *Publico*, une des dirigeantes de Democracia real ya résumait assez bien l'état d'esprit de son groupe en disant : «Certains de nos propositions manquent de rigueur et de logique; maintenant, nous demandons l'aide des experts.»

À l'assemblée de Séville du 17 juin, un représentant d'un quartier ouvrier a informé que son assemblée avait voté unanimement le partage du travail entre tous sans diminution de salaire et l'interdiction des licenciements. Lorsqu'il a demandé que l'assemblée de ville vote la même résolution et pose dans tous les quartiers le problème de la lutte contre le chômage, l'assemblée a été interrompue. Un quart d'heure plus tard, un membre de la « commission du travail» est intervenu pour dire qu'il jugeait irresponsables les gens qui faisaient des propositions pareilles alors que la commission était en train d'élaborer avec des juristes des «propositions sérieuses et acceptables par tous».

### **En juin, la mobilisation ne faiblit pas**

Jusque-là, le mouvement ne se préoccupait pas forcément des experts et vivait sa propre vie. Et il attirait ceux qui, dans les quartiers, avaient envie

de se regrouper pour agir contre une situation qu'ils ne peuvent plus supporter. Des actions, il y en a eu tout au long du mois de juin. Mi-juin, les politiciens (essentiellement de droite) qui ont pris leurs fonctions dans les mairies des grandes villes ont été partout conspués par des groupes se réclamant du 15 M.

De légers incidents à Barcelone ont permis à la droite et au PSOE de développer une campagne largement relayée par les médias. L'axe de la campagne était simple : les gentils du 15 mai ont été remplacés par les « violents » de juin.

Les politiciens et la presse faisaient un parallèle entre les manifestants de Barcelone et l'ETA. Les dirigeants du mouvement ont multiplié les professions de foi pacifistes assez pesantes, professions de foi reprises dans les assemblées de quartier.

Mais les énormes manifestations du 19 juin, sans incidents, ont fait cesser les discussions sur le sujet.

Les centaines d'assemblées continuent à se réunir au nom du 15 M sur les places, dans de nombreux quartiers. Elles se sont organisées mais risquent fort de se lasser si des initiatives ne sont pas lancées, un programme défini. Elles sont pour l'instant reliées au niveau de chaque ville par une « commission des quartiers » et elles se sentent rattachées à un mouvement plus vaste, national, dont les actions sont médiatisées : actions contre des expulsions (les expulsions se chiffrent à 350 000 à la suite de l'effondrement du secteur de la construction), marches sur Madrid partant de diverses villes : Valence, Cadix, Malaga, Séville... avec une manifestation centrale à l'arrivée.

Il est aussi question d'organiser un référendum sur quatre points permettant d'améliorer « la représentation démocratique ».

### **Il faut une politique pour la classe ouvrière**

Le mouvement du 15 M a incontestablement changé la situation en Espagne. Jamais autant de gens ne se sont sentis aussi solidaires, heureux de manifester en masse et de crier leur colère. Cela ouvre des possibilités, bien entendu, mais à condition que, au sein de ce mouvement, des jeunes, des travailleurs, des chômeurs passent de l'indignation au combat contre le capitalisme.

---

Car la bourgeoisie continue et va continuer à s'attaquer aux travailleurs. Des licenciements continuent dans des entreprises qui annoncent des milliards de bénéfices chaque année (comme par exemple les 6 000 de la Telefonica).

Des fermetures d'usines sont annoncées à l'Alstom à Barcelone, à Visiteon à Cadix. De nouvelles lois sur la flexibilité, sur les accords d'entreprise, livrent les travailleurs pieds et poings liés au patronat. Des services publics vont être privatisés avec des licenciements à la clef. Et le syndicat patronal, la CEOE, en réclame encore plus.

Face aux attaques patronales et gouvernementales qui ont continué tout au long des mois de mai et juin, les syndicats majoritaires, Commissions

ouvrières et UGT, ont organisé de leur côté des manifestations, notamment mercredi 22 juin, contre «le pacte de l'euro».

Il est probable qu'une nouvelle journée générale de grève sera appelée en octobre. Celle du 29 septembre dernier avait été un succès même si, quelques semaines plus tard, les directions syndicales avaient signé le passage de l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans à 67 !

Bien des jeunes qui participent au mouvement 15 M savent ce qu'ils rejettent, mais s'arrêtent là. Qu'ils rejettent les partis politiques bourgeois, c'est un pas en avant. Mais refuser la politique, c'est enfermer le mouvement dans des limites étroites qui se résument en fait à se plaindre devant les représentants politiques des capitalistes en leur demandant de tenir compte des aspirations des travailleurs et des chômeurs, d'exploiter un peu moins.

Mais ceux qui dominent cette société, les politiciens que l'on voit, et ceux, derrière, qui tirent les ficelles, les banquiers et les patrons, s'apprêtent justement à exploiter encore plus. Ils savent parfaitement que leur rapacité, leur cynisme soulèvent l'indignation. Et ils s'en moquent!

Leur problème est simple : la crise est là, il s'agit de faire payer le monde du travail!

Face à cette politique de la bourgeoisie, les classes exploitées ont besoin d'une politique qui leur permette de riposter vraiment. Riposter pour refuser les licenciements, pour garantir le pouvoir d'achat, pour obtenir ou conserver un logement.

### **Oui, s'indigner ne suffit pas.**

---

Il s'agit de combattre un adversaire résolu, organisé, préparé et qui va frapper de plus en plus durement. Pour ce combat, il faut se donner des objectifs, savoir comment les atteindre pour avancer et s'appuyer sur la seule force capable de tout changer, les travailleurs en activité.

Ceux qui refusent cette politique-là ne veulent pas la maturation et le développement du mouvement, ils veulent son étouffement.

C'est en se réunissant, en manifestant, en réfléchissant ensemble que l'on reprend confiance et aussi qu'on peut voir et juger où sont ses vrais ennemis et aussi ses faux amis. Car dès que l'on bouge, il y a de l'espoir. Mais il faut d'abord être conscient que l'offensive de la bourgeoisie contre les classes exploitées va s'aggraver, que c'est une lutte dure qui attend le monde du travail.

Dans les combats à venir, la classe bourgeoise sait ce qu'elle veut, elle a son état-major, elle prépare ses coups, elle manœuvre, elle utilise ses politiciens et elle frappe en se moquant des indignations.

En face, le monde du travail ne pourra pas riposter en se réfugiant dans l'apolitisme. La classe ouvrière doit se préparer à mener un combat politique et social, à faire de la politique, une politique qui défende ses intérêts, une politique qui ne se contente pas de contester mais engage le combat pour changer l'économie, pour changer la société.

30 juin 2011



# La lutte contre le travail obligatoire à Leiden

**Le conseil municipal de Leiden a introduit le travail obligatoire pour les bénéficiaires d'allocations chômage. Doorbraak mène campagne contre cette politique et nous allons donc présenter notre lutte sous la forme d'une petite chronologie.**

**8 septembre 2010.** La lutte contre le travail obligatoire a en fait commencé à Amsterdam avant de s'étendre à Leiden. Le Steuncomité Sociale Strijd (Comité de soutien aux luttes sociales, CSLS), auquel Doorbraak participe également, a lancé une campagne en 2010 contre le projet pilote «Loondispensatie» («dérogation salariale») <sup>118</sup> mis au point par la conseillère municipale de la Gauche verte (Groenlinks) Andrée Van Es. La Gauche verte est un Parti libéral de gauche écologiste. Par le biais de ce projet, Mme Van Es veut obliger les chômeurs à travailler dans des emplois payés en dessous du salaire minimum. *«Le CSLS exige que le salaire minimum soit maintenu. À travail égal, salaire égal est en effet l'une des pierres angulaires du système social. Ce principe ne devrait pas être remis en cause»*, explique le Comité dans une brochure.

*«Aujourd'hui, tous les salariés ont droit à un salaire fixé par leurs conventions collectives respectives. Un droit acquis par nos parents et grands-parents au terme d'une lutte longue et dure. Ce que l'on veut nous imposer, c'est une des pires formes de démolition de la sécurité sociale. À une époque où les PDG des banques peuvent de nouveau se remplir les*

---

<sup>118</sup> Ce programme de «dérogation salariale» autorise les employeurs à payer leurs salariés handicapés moins que le salaire minimum, la municipalité complétant la différence ; <http://www.answersforbusiness.nl/subsidy/wage-dispensation-disabled-workers>. (NPNF).

*poches, encore une fois les gens d'en bas doivent payer la facture. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire!»*

**4 février 2011.** La commission sur le travail et les finances du conseil municipal de Leiden discute des plans pour mettre en place le travail obligatoire. Les militants de Doorbraak participent à cette consultation et sont applaudis par un grand nombre des participants parce qu'ils rejettent, par principe, tout travail obligatoire.

La durée du travail obligatoire peut s'étendre de trois mois («*opstapbaan*», les «emplois d'inclusion») jusqu'à deux ans («*participatiebaan*», que l'on peut traduire par les «premiers emplois», même si en néerlandais le concept inclut la notion de participation ou de partage). Mais cela peut être pire, parce que ceux qui se retrouvent au chômage et demandent des allocations chômage sont obligés de travailler pendant six semaines pour la municipalité sans être payés. Si leur demande d'allocations est approuvée, ils recevront rétroactivement des allocations chômage pour cette période. Cependant, si leur demande est rejetée, ils auront été floués – pas de chance.

Dans un «emploi d'inclusion», le chômeur doit bosser pendant trois mois pour un patron, sans même recevoir le salaire minimum, et encore moins le salaire fixé par la convention collective. Pendant cette «période de familiarisation ou de stage», il continuera à percevoir ses allocations chômage. Il est prévu que, après cette période, la personne concernée touchera un salaire normal de son patron, qui à son tour recevra effectivement cet argent de la municipalité pendant une période de deux ans. «Cette politique doit également être attirante pour l'employeur», affirme le conseil municipal, qui, comme d'habitude, se soucie plus de l'intérêt des entreprises que des intérêts de ses propres citoyens. La plupart de ceux qui ne peuvent pas être contraints à ces «emplois d'inclusion» finiront par se retrouver dans des «premiers emplois». Dans ce cas, ils devront travailler jusqu'à un maximum de 24 mois avec un salaire inférieur minimum au salaire de la convention collective. Les emplois dont la municipalité pense qu'ils pourraient être des «emplois de soutien dans les écoles, les soins à domicile, les hôpitaux, les parcs, les jardins, la sécurité, etc. Fondamentalement, tous les emplois qui étaient auparavant rangés dans la catégorie des «emplois subventionnés» sont qualifiés pour devenir des «premiers emplois», selon les plans pour mettre en place le travail obligatoire. Ainsi, toute une catégorie de personnes se trouve repoussée encore plus vers le bas de l'échelle.

Prenons l'exemple d'un concierge qui avait un emploi normal, respectant les conventions collectives, mais qui a été licencié pendant les années 90 et est devenu chômeur. La municipalité l'a obligé, sous le couvert du Banenpool («le pool des emplois») et de l'ID-baan («les emplois de recyclage temporaires») à faire exactement le même travail, mais désormais au salaire minimum, en le privant d'un certain nombre de droits. Ces systèmes du «pool des emplois» et des «emplois de recyclage temporaires»

ont été introduits dans les années 90 et au début des années 2000 par le gouvernement néerlandais afin de faire travailler des chômeurs à des emplois subventionnés par l'État. Autour de 2006, le concierge a été de nouveau licencié quand les «emplois de recyclage temporaire» ont été supprimés. Et maintenant, la municipalité souhaite le pousser à reprendre toujours le même travail, mais en ne recevant plus que des allocations chômage et sans bénéficier des moindres droits garantis par les conventions collectives. L'appauvrissement et la démolition des droits des salariés sont mis en place par la municipalité.

Ce soir-là, jusqu'à 50 citoyens concernés de Leiden étaient présents. Une des personnes qui avaient utilisé son droit à participer à cette consultation a tenu un discours très virulent: *«Le choix est clair: si les bénéficiaires d'allocations chômage refusent le travail qu'on leur propose, leurs allocations, qui sont vitales pour leur survie physique, seront résiliées. Refuser le travail obligatoire implique de ne recevoir aucune allocation chômage, ce qui signifie ne pouvoir acheter aucune nourriture; en clair sans nourriture il ne nous reste plus qu'à crever, a-t-il dit. Difficile d'imaginer un système plus fondé sur la contrainte. En fin de compte, c'est comme si on braquait un pistolet sur la tête de quelqu'un et qu'on le forçait à accepter un travail obligatoire. Il y a d'un côté un travail, de l'autre la contrainte maximale, donc il s'agit du travail obligatoire sous sa forme la plus claire, à savoir qu'on veut nous forcer à travailler, même sans toucher de salaire. Bientôt nous verrons deux groupes de balayeurs forcés de nettoyer les rues, un groupe composé de personnes condamnées à des travaux d'intérêt général et un autre groupe constitué de bénéficiaires des allocations chômage. Le premier groupe pourra rentrer chez lui après avoir travaillé pendant 240 heures, le second devra continuer à marrer pendant deux ans avec une prolongation possible de deux autres années.»*

**4 mars 2011.** Doorbraak organise, en coopération avec le Bijstandsbond (l'Union des bénéficiaires d'allocations chômage), une réunion pour discuter des humiliations et des techniques disciplinaires que les chômeurs doivent subir aux Pays-Bas, et donc aussi à Leiden, et des possibilités de résistance à la base contre ces mesures.

**6 novembre 2011.** Lors d'une réunion du Bijstandsbond, un militant de Doorbraak demande au député du SP (un parti «socialiste», ex-maoïste, qui se prétend d'extrême gauche, *NPNF*) Sadet Karabulut et à la conseillère municipale de la Gauche verte Van Es comment ces partis peuvent participer à l'imposition du travail obligatoire pour les chômeurs dans le cadre de leur activité au sein des conseils municipaux. L'attitude des sections de ces partis varie beaucoup selon les régions. Par exemple, la section du SP de Sittard-Geleen fait campagne contre le fait que le conseil municipal n'applique pas le salaire minimum, tandis que, dans le même temps, le SP de Leiden fait partie du conseil municipal et collabore à l'élaboration d'une nouvelle politique qui force les chômeurs à accepter

un travail forcé non rémunéré. À Leiden, la Gauche verte fait partie de l'opposition locale et prend une position de principe contre toute dérogation sur le salaire minimum, mais à Amsterdam la conseillère municipale Van Es de la Gauche verte met en œuvre cette politique. Quant à la section du SP à Amsterdam, elle critique courageusement ces mêmes mesures. Quelques jours plus tard, la commission nationale des parlementaires du SP nous informera que «la section de Leiden n'est pas en accord avec la position du SP au Parlement. Nous allons bien sûr discuter de ce problème avec eux.»

**7 novembre 2011.** Dans l'après-midi, 15 militants et sympathisants de Doorbraak organisent un piquet devant le siège de DZB<sup>119</sup> dans la banlieue de Leiden contre l'ouverture d'un nouveau «centre participatif», ou «centre de partage» (qui organise le travail forcé pour les chômeurs). Cette cérémonie «festive» réunit environ 50 administrateurs, politiciens et autres personnes intéressées. Nous les recevons avec une banderole qui affirme: «Non à la précarité, non au travail obligatoire» et des pancartes qui expriment notre protestation avec des slogans tels que «Luttons contre le travail obligatoire» et à côté d'un sanitaire mobile mis en place pour l'occasion «Aux chiottes le centre de partage !» et «Le travail obligatoire c'est de la merde !»

Un groupe de militants, déguisés en travailleurs forcés et habillés en guenilles, s'est aussi mis à nettoyer la rue et faire d'autres corvées inutiles. Des tracts contenant des informations sur notre action ont été également diffusés.

Les personnes sortant du bâtiment du DZB nous ont raconté plusieurs histoires souvent terribles. L'une d'elles avait déjà travaillé pendant huit semaines sans aucune rémunération, dans l'espoir de recevoir à un moment donné les allocations chômage. En attendant, il survivait grâce à l'assurance maladie qu'il recevait. Les employés du «centre participatif» ne sont pas non plus très enthousiastes à propos des nouveaux plans. Ils affirment qu'ils «doivent» les respecter. Mais ils en souffrent, nous confient-ils d'un ton dramatique. Certains prétendent même que ce sont eux, et non les chômeurs, les véritables victimes de la politique répressive.

---

<sup>119</sup> DZB est une société privée créée avec des fonds municipaux en 1996 pour «développer une approche fondée sur le marché et l'entreprise afin de fournir des emplois et des formations à des gens ayant des handicaps d'apprentissage» et des «maladies mentales» pour qu'ils «mènent une vie aussi normale que possible à travers un processus d'émancipation, d'autonomisation (*empowerment*), d'activation sociale et d'indépendance». On apprend sur le site de DZB que cette société qui vit de fonds publics et européens s'occupe aussi de jeunes chômeurs parfaitement «sains d'esprit» eux, et de chômeurs de longue durée à qui il faut «réapprendre à travailler» ! Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites ! (NPNF)

Le conseiller municipal du SP, Louk Rademaker, venu assister à l'inauguration de ce «centre participatif» essaie d'expliquer aux militants de Doorbraak qu'il est préférable que son parti y participe que de la boycotter. Bien sûr, il se déclare opposé à ce «centre participatif», mais il s'avère qu'il a voté pour la construction de ce centre quand le point a été discuté au conseil municipal. Et il a aussi voté pour la nouvelle mesure consistant à retirer 10% des allocations chômage à ceux qui louent une chambre plutôt qu'un appartement. Face à la colère de ceux qui ont été affectés par cette décision, il a répondu d'une façon mathématique-bureaucratique en expliquant que ce n'était pas une déduction de 10%, mais seulement de 8,3%. Il défend cette politique, car, selon lui, il n'y a pas d'autre choix possible.

Plus tard, Rademaker exprimera sa déception face à notre compte rendu sur le site de Doorbraak à propos du piquet organisé devant le centre. Selon lui, Doorbraak aurait rabaisé les chômeurs et avancé une critique unilatérale contre lui et le SP. «Ne sommes-nous pas tous du même côté?», écrit-il dans une lettre très émotive adressée à Doorbraak.

Un de nos membres lui a répondu que lui aussi était déçu, mais par ce conseiller municipal lui-même: *«Ce que vous, à votre tour, ne prenez pas en compte, comme le montre votre réaction, c'est que vous en tant que personne vous vous attaquez directement à moi et m'avez mis dans une situation encore plus précaire. Je perçois des allocations chômage et j'ai reçu une lettre indiquant qu'on va m'en enlever 10% parce que je vis dans une chambre louée, et que je devrais peut-être aussi effectuer un travail obligatoire dans un avenir proche. Sauf erreur de ma part, en tant que membre du conseil municipal, vous avez voté en faveur de ces deux mesures. Votre décision rend cette discussion pour moi très émotionnelle: je vais avoir de grandes difficultés matérielles à cause d'une politique dont vous êtes coresponsable. Nous pouvons prétendre que nous sommes apparemment des camarades, que nous sommes du même côté, mais en pratique, vous avez voté pour ma précarité. Mettez-vous à ma place. Je pense que j'ai plus de raisons d'être déçu de vous en tant que conseiller municipal du SP (j'ai voté pour ce parti lors des dernières élections locales) que vous de moi. Pour moi et pour les autres chômeurs de Doorbraak ce n'est pas une discussion politique abstraite, mais la question de savoir comment je vais survivre et comment nous pouvons nous battre ensemble pour notre survie. Donc comment lutter contre les mesures que vous avez votées. Vous avez déclaré que, lors de notre piquet devant le centre, un militant était vêtu comme un chômeur et jouait le rôle d'un chômeur: c'est en fait un chômeur. Il a le droit d'interpréter ce rôle comme il le souhaite, car s'il a offensé quelqu'un, c'est essentiellement lui-même. Il ne prétend pas représenter les chômeurs de Leiden, il est l'un d'eux et il a essayé de représenter la façon dont nous, les chômeurs, sommes traités dans les journaux de la municipalité. Journaux dont les comités de rédaction accueillent des membres du SP.»*

*17 novembre 2011.* Le «Conseil des clients» de Leiden, une organisation qui représente les intérêts des bénéficiaires d'allocations de chômage, a organisé une réunion qui, malheureusement, ressemblait à un show télévisé avec des administrateurs, ou à un programme de formation pour les fonctionnaires municipaux. La voix et les contributions des chômeurs n'avaient pas la moindre place dans ce programme. Le public a dû poliment écouter les discours des orateurs invités et les organisateurs n'ont réservé qu'un temps infime au débat sur la démolition des droits sociaux, sur le plan local et national.

Au bout de trois longues heures, les chômeurs présents dans la salle se sont sentis «gavés» par le jargon technocratique des orateurs, au point qu'ils avaient l'impression d'avoir assisté à une séance d'un programme de réinsertion obligatoire.

Les militants présents ont à nouveau pu vérifier à quel point il est important que les chômeurs contrôlent eux-mêmes leurs luttes. Si la gauche veut protester contre la politique de démolition sociale, elle ne doit avoir aucune confiance dans ces soi-disant «représentants des intérêts» de la population qui appartiennent aux couches moyennes et supérieures, comme c'était le cas des orateurs invités par le «Conseil des clients» de Leiden. Apparemment, cette organisation n'a pas eu l'idée d'inviter au moins un chômeur à parler à la tribune, et encore moins d'inviter autant de chômeurs que de «représentants» autoproclamés. Dans une telle réunion, chaque chômeur devrait disposer du même temps de parole que les orateurs invités, et avoir un micro individuel pour pouvoir répondre à toutes les questions au lieu d'être seulement autorisé à poser des questions aux orateurs invités.

Durant cette réunion, un fonctionnaire de la municipalité a affirmé que les allocations chômage n'étaient plus «un filet de sécurité», mais «un tremplin» pour trouver du travail. Selon lui, il faut désormais «activer, faire bouger» les chômeurs, en d'autres termes: il faut tous les pousser vers des emplois qui n'existent pas ou plus. Les chômeurs ne bénéficieront plus d'aucune aide pour trouver du boulot, et doivent donc autant que possible «diriger eux-mêmes» cette recherche de travail. Mais quand la municipalité parle des employeurs des travailleurs obligatoires, elle emploie un ton très différent. Les patrons ont le droit de n'avoir «aucun souci», de vouloir éviter «tout problème». La municipalité souhaite alléger au maximum leur travail, selon ce responsable municipal. La «population» qui est en mesure de travailler doit le faire dès que possible, prévient-il. Parce qu'il faut, d'après lui, mettre fin aux «abus des allocations chômage». Comme si les bénéficiaires des allocations chômage étaient par définition des fraudeurs ! Afin de les forcer à travailler, la municipalité (et bientôt, en 2013, l'Etat), utilise ce qu'il appelle un «instrument technique»: la «dérogation salariale», qui n'est rien d'autre qu'un moyen de ne pas verser le salaire minimum et évidemment d'affaiblir les droits des travailleurs. Durant toute l'après-midi nous avons dû continuer

à entendre ce jargon qui dissimule la vérité et nous déshumanise avec des expressions et des termes comme «nouvelle mentalité», «individualisation», «transparence», «adaptabilité», «compartimentalisation», «fourniture de services» et «il faut penser en termes d'efficacité plutôt que d'égalité».

À la tribune, Rob Splint, membre de la FNV, le syndicat le plus important aux Pays-Bas, a défendu une position particulièrement modérée à propos du travail obligatoire. Il accepte que les chômeurs travaillent pendant «3 à 6 mois» sans contrat. «Mais pourquoi acceptez-vous une telle mesure ?», lui a demandé l'un des participants. «Parce que ces gens doivent d'abord passer par une période d'adaptation dans l'entreprise», répond-il. Mais tous les travailleurs n'ont-ils pas besoin d'un temps d'adaptation dans les boîtes où ils commencent à travailler ? Et dans ce cas, est-ce que cela signifie que nous devrions tous travailler 6 mois gratuitement ? Qu'est-ce qui empêche les patrons d'embaucher un nouveau groupe de chômeurs au bout de ces 6 mois, au lieu de donner un contrat aux ex-chômeurs qui y travaillent déjà ? «Rien», a dû admettre le représentant du syndicat, «mais c'est un problème que la municipalité devrait suivre de près».

Heureusement, les militants de Doorbraak ont pu tirer profit de cette réunion. Ils se tenaient à l'entrée de la salle avec des pancartes de protestation et ont distribué à tous ceux qui entraient un tract dénonçant clairement le travail obligatoire et appelant à prendre contact avec nous. Nous avons pu avoir des discussions intéressantes avec les personnes présentes avant, pendant la pause et après la réunion. Pour nous ces échanges spontanés ont été plus riches que tout le programme officiel.

**Doorbraak**, 3 février 2012





# La tuerie de Toulouse à l'école Ozar Hatorah est un acte antisémite – n'ergotons pas !

---

«Il s'agit d'un acte barbare, à l'intention **probablement**<sup>120</sup> antisémite»  
(Christian Picquet)

«Après les meurtres de Montauban, ceux de Toulouse **semblent indiquer une démente raciste des criminels**. S'il est **trop tôt pour en être sûr**, il est certain que cela ajouterait l'ignominie au crime.» (Jean-Luc Mélenchon)

C'est avec consternation que l'on a pu lire les propos de membres du Front de Gauche reproduits ci-dessus.

La tuerie serait «probablement antisémite» pour Picquet, ces meurtres «semblent indiquer une démente raciste», pour Mélenchon, encore plus prudent que son compère du Front de gauche et qui s'égare sur la piste de la «démence», que certains journalistes avaient déjà invoquée à propos du tueur fasciste norvégien (Anders Breivik) l'été dernier.

Les fascistes sont des antisémites, très secondairement des «fous». Plus exactement, on peut être fasciste et fou, fou et fasciste, on reste antisémite quand on tue des Juifs.

Hitler et certains dirigeants du NSDAP étaient sans doute «fous», cela ne fait pas du nazisme une «démence» explicable et traitable par le biais de la psychiatrie, mais un mouvement politique qu'il faut combattre et éliminer avec les armes quand il veut imposer sa terreur.

Un homme pénètre dans une rue étroite et peu fréquentée, entre dans une école privée juive. Il tire sur des adultes et des enfants juifs, les pourchasse au sein même de l'école, en sachant évidemment qu'il s'agit d'une école religieuse juive.

Et messieurs Picquet et surtout Mélenchon hésitent à qualifier ouvertement cet acte d'«antisémite» ?

Que leur faut-il de plus ?

---

<sup>120</sup> C'est nous qui avons souligné certains mots dans les deux citations qui commencent cet article (NPNF).

On comprend leur volonté respectable de ne pas récupérer politiquement une tragédie humaine, scrupules que n'ont pas d'autres politiciens. Mais on ne comprend pas du tout cette réticence à appeler un chat un chat. Quelles que soient les motivations politiques, ou religieuses, du ou des tueurs, il n'y a pas à chipoter, ergoter.

IL S'AGIT D'UNE TUERIE ANTISÉMITES.

Y.C.

19/3/2011

**Post-scriptum du 20 mars** (écrit près avoir lu les commentaires sur plusieurs forums anarchistes mais aussi sur Rue89).

Le petit billet que j'ai écrit concernait uniquement la TUERIE de Toulouse, et non la prétendue «fusillade» de Toulouse. Il n'y avait des armes que d'un côté. C'est donc une tuerie et non une fusillade.

J'ai parlé d'antisémitisme, parce que c'est clair que l'on n'entre pas dans une école juive par hasard (en clair, uniquement parce que l'on veut tuer des enfants, en général, n'importe lesquels) mais parce que l'on veut s'attaquer à des Juifs et des juifs. Exactement comme Anders Breivik n'avait pas tiré au hasard sur des enfants, il avait choisi une colonie de vacances des sociaux-démocrates norvégiens, parce qu'il considérait que le multiculturalisme prôné par la social-démocratie détruisait l'identité nationale de son pays. Donc le plus «simple», pour son esprit nazi, c'était de supprimer les futurs porteurs de cette idéologie afin de limiter sa diffusion.

Je ne crois pas que l'on puisse noyer le poisson et tout mélanger comme le fait K. mais aussi l'UJFP dans son communiqué. C'est tout juste si l'UJFP n'accuse pas la droite au pouvoir d'avoir armé le bras du tueur. C'est ridicule. Pour ce qui concerne les assassinats de travailleurs maghrébins par les flics, les violences ou les «bavures» contre les Roms, les tabassages de jeunes Africains, là oui, on peut pointer la responsabilité de la droite UMP dans un «climat xénophobe».

Mais dénoncer l'UMP et Sarkozy/Guéant/Hortefeux à propos PRÉCISÉMENT de cette école juive c'est absurde.

Sarkozy n'a jamais tenu des discours contre les Juifs, ni Guéant, Hortefeux, Besson, etc.

Ou alors qu'on me fournisse quelques citations....

Les enfants juifs de cette école vont dans ce collège/lycée pour mieux connaître la religion juive, voire pour devenir rabbins. C'est donc une école très spécifique qui a été ciblée, choisie, et attaquée. La valeur symbolique de ces meurtres est claire, pour tous les gens qui haïssent les Juifs et les juifs. Qui les rendent collectivement tous responsables de l'antisémitisme ou d'ailleurs des crimes de l'armée israélienne contre les Palestiniens. Pourquoi avoir peur de prononcer le mot antisémitisme et de

le dénoncer quand il se manifeste sous une forme chimiquement pure: le meurtre d'enfants ?

Quant aux soldats, on verra ce qu'il en est plus tard. Quelle est la part de règlement de comptes avec des ex-collègues militaires (s'il s'agit d'un individu vidé de l'armée parce qu'il était incontrôlable), et la part de règlement de comptes racistes (il les a quand même abattus de dos...). Mais c'est un autre aspect de ses activités criminelles, qu'il ne faut ni oublier, ni minimiser, ni confondre avec la tuerie dans l'école juive en invoquant le «climat» ou la «barbarie».

Il me semble, tout comme avec l'affaire Ilan Halimi, que la gauche, l'extrême gauche et apparemment même certains libertaires préfèrent se réfugier dans des considérations abstraites sur la barbarie (considérations valables de tout temps, en tous lieux, des débuts de l'humanité jusqu'à aujourd'hui) plutôt que de prendre position de façon plus concrète contre l'antisémitisme quand ils en ont sous les yeux une manifestation très concrète.

Pour ceux qui veulent reprendre le plus rapidement possible le cirque électoral (Mélenchon, par exemple, frustré après sa messe social-patriote de la Bastille de ne pas pouvoir en engranger les fruits), je «comprends» leur impatience; ils veulent faire le maximum de voix aux présidentielles pour négocier en position de force avec le PS aux législatives, le tout au nom d'une fantomatique «révolution citoyenne».

Mais pour des anarchistes qui ne votent pas, ou en tout cas accordent peu d'importance au vote, je saisis moins bien le calcul ou l'idée qu'il y a derrière cette prudence et cette timidité.

**Y.C.**

# L'extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ?

*Ce texte constitue une version, modifiée et augmentée, d'un article écrit pour des militants britanniques et néerlandais. Il se concentre seulement sur les meurtres antisémites de Toulouse et n'aborde pas les autres motivations politiques ou éventuellement religieuses de Mohamed Merah car il est bien trop tôt pour le faire sérieusement. Les notes ajoutées au texte initial tiennent compte de critiques reçues avant sa parution en français et nuancent donc certaines affirmations du texte publié en anglais ou répondent à certaines critiques exprimées par des camarades. Un grand merci donc à toutes celles et tous ceux qui ont relu cet article, et m'ont exprimé leurs désaccords, ont repéré des erreurs factuelles ou suggéré des modifications. Y.C.*

## **Une longue histoire**

L'antijudaïsme et l'antisémitisme ont une longue histoire en France. Des pogroms furent organisés autour de la première croisade de 1095 ; les Juifs furent plusieurs fois expulsés du royaume de France au Moyen Age (entre 633 et 1394); pendant une période, les Juifs furent obligés par l'Église de porter une «rouelle», un bout de tissu jaune qui a précédé l'étoile jaune imposée par les nazis. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, après la défaite de la France contre la Prusse en 1870, les Juifs devinrent une cible privilégiée de l'extrême droite, des catholiques de droite antirépublicains, et aussi d'une partie du mouvement ouvrier, notamment lors de scandales financiers. À chaque crise sociale importante, entre les deux guerres mondiales, des groupes d'extrême droite ou nationalistes-xénophobes qui pouvaient organiser des centaines de milliers de personnes ciblerent les Juifs, par exemple pendant le Front populaire dirigé par le Premier ministre socialiste Léon Blum. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, non

seulement le gouvernement Pétain collabora avec les nazis, mais sa définition «juridique» (raciale et raciste) de la judéité était plus stricte en France qu'en Allemagne, grâce aux efforts des juristes et politiciens gaulois ! La plupart des métiers furent interdits aux Juifs (justice, enseignement, fonction publique, presse, armée, police) et aussi les professions libérales (avocats, médecins, etc.). Leurs biens furent expropriés, qu'il s'agisse de petites boutiques, d'appartements, d'actions ou de capitaux dans de grandes entreprises. Dans les lycées et les universités, les Juifs ne devaient pas représenter plus de 3% des élèves. Le mot «Juif» fut inclus sur les cartes nationales d'identité. Le gouvernement français créa, dès septembre 1940, un fichier détaillé des Juifs qui permit ensuite aux nazis, assistés de policiers français, d'arrêter 80 000 Juifs (sur 300 000), dont 77320 moururent en déportation. Et le gouvernement français accorda aux nazis la possibilité de déporter 11 000 enfants, alors que les fascistes voulaient au départ déporter «seulement» les Juifs ayant plus de 16 ans...

Nul ne peut oublier ce passé très lourd, dans l'histoire de la France, y compris républicaine, quand il doit prendre position à propos d'actes anti-sémites<sup>121</sup>.

### **Juifs et musulmans en France**

Aujourd'hui, la France possède la plus grande population juive ainsi que la plus grande population «musulmane» en Europe. Évidemment, le fait que le tueur de Toulouse se réclame de l'islam (même s'il était apparemment peu pratiquant) ne va pas aider les juifs (et les Juifs) français à se rapprocher des musulmans vivant dans ce pays. Une manifestation commune avait été planifiée à Paris par les dirigeants des deux «communautés» religieuses, mais elle a été annulée lorsque le meurtrier a été identifié

---

<sup>121</sup> Comme l'écrit Pierre-André Taguieff (*Le Point*, 22 mars 2012), «Les anti-juifs convaincus voient les juifs comme une espèce de franc-maçonnerie ethnique, pratiquant le népotisme à tous les niveaux, dans tous les domaines. "Ils sont partout", "ils ont le pouvoir", "ils nous manipulent": thèmes d'accusations fantasmagoriques exprimant une paranoïa socialement banalisée. (...) Le vieil antisémitisme religieux à la française survit dans les classes moyennes et supérieures (pour aller vite), qui prennent soin cependant d'euphémiser leur discours (d'où le peu de visibilité de la judéophobie des élites dans l'espace public). L'antisionisme radical, postulant que tout juif est un sioniste (serait-il caché ou honteux) et visant la destruction de l'État juif, est observable dans tous les milieux sociaux, mais il s'exprime surtout dans certaines mouvances de l'extrême droite et de l'extrême gauche» (jusque-là nous sommes d'accord avec Taguieff; par contre la suite de son raisonnement dérape), «et bien sûr dans certaines populations issues de l'immigration et spatialement ségréguées, particulièrement soumises à l'endoctrinement et à la propagande islamistes» (le flou et l'imprécision de la formule «certaines populations issues de l'immigration et spatialement ségréguées» permet tous les amalgames islam/banlieue/terrorisme, particulièrement dangereux et néfastes après la tuerie de Toulouse).

et tué. Néanmoins, plusieurs manifestations locales «intercommunautaires» ont eu lieu, ou vont avoir lieu, en banlieue et en province.

Au cours de la semaine suivant le 19 mars 2012, les autorités religieuses juives et musulmanes ont déployé tous leurs efforts pour expliquer que la religion musulmane n'était pas en jeu dans cet assassinat et condamner la «folie» supposée de Mohamed Merah et son interprétation «folle» du Coran. Ils ont travaillé main dans la main avec la police et le gouvernement de Sarkozy (le même gouvernement qui, depuis des années, stigmatise les femmes musulmanes qui veulent porter le hijab à l'école, dans les administrations publiques voire dans l'espace public, et dénonce l'abattage rituel des animaux – position qui avait d'ailleurs aussi braqué la communauté juive) pour éviter toute manipulation religieuse ou politique de l'attentat de Toulouse.

Néanmoins, dès que l'identité du tueur a été dévoilée, les radios communautaires juives ont commencé une violente campagne contre l'islam, confondant allégrement cette religion avec ses courants politiques les plus extrémistes, comme le djihadisme internationaliste, tout en répétant hypocritement qu'il ne fallait «surtout pas faire d'amalgame» ! Il est vrai que les radios juives parisiennes (RCJ, Radio J, Radio Judaïques, Radio Shalom, etc.) qui émettent toutes sur la même fréquence, à tour de rôle, sont de droite et qu'elles ont l'habitude d'inviter à l'antenne les membres les plus conservateurs de la «communauté», mais leurs commentaires, dès que l'on a su l'identité du tueur, étaient plutôt inquiétants, même en tenant compte de l'émotion compréhensible. On peut seulement espérer que ces radios dites «communautaires» ne reflètent pas l'état d'esprit général des Juifs vivant en France.

### **Les arguments ridicules de la gauche et de l'extrême gauche**

Les réactions des militants de la gauche réformiste ou radicale sur le Net n'étaient pas moins inquiétantes. **Aucun de ces militants n'a remarqué que l'attentat de Toulouse est le troisième attentat depuis 30 ans qui tue des Juifs sur le sol français et que la gauche attribue précipitamment à l'extrême droite**<sup>122</sup>. La même attitude a prévalu lorsque 4 personnes ont été tuées par une bombe placée en face de la synagogue Copernic à Paris, le 3 octobre 1980 (c'est un miracle que «seulement» 4 personnes furent tuées ce jour-là, étant donné l'affluence le vendredi soir dans ce lieu de culte, de surcroît un jour de fête juive) et quand 6 personnes furent tuées et 22 blessées dans Paris, le 9 août 1982. Cette fois-ci, un commando terroriste (dont on n'a jamais retrouvé les auteurs, les hypothèses se partageant entre le Fatah-Commandement révolutionnaire et

---

<sup>122</sup> Sarkozy et son gouvernement ont habilement adopté la même démarche que la gauche, mais, eux, de façon très consciente, d'autant plus qu'ils disposaient des informations fournies par la police et les services de renseignements : il ne faut pas oublier que nous sommes en période de campagne électorale et que tout coup porté contre Le Pen est utile à l'UMP.

des néonazis allemands entraînés en Palestine) attaquèrent à la grenade et au pistolet-mitrailleur le restaurant Goldenberg dans la rue des Rosiers (ancien quartier juif, et à proximité d'une synagogue). La troisième fois, à Toulouse, le 19 mars 2012, trois enfants juifs (de 7, 5 et 4 ans) et un adulte ont été tués, et un adolescent grièvement blessé (il se trouve toujours dans un service de soins intensifs). Pour la première fois dans l'histoire de la France moderne, quelqu'un animé de motivations politiques est venu tuer délibérément des enfants dans une école<sup>123</sup>.

L'attentat a été immédiatement imputé à l'extrême droite (comme l'illustre un article paru en anglais <http://www.workersliberty.org/story/2012/03/21/french-killer-targets-jews-and-africans#comment-30293>, ce qui est plutôt surprenant car l'Alliance for Workers Liberty, l'AWL, est l'une des rares organisations trotskystes dans le monde qui critique depuis des années l'antisémitisme de gauche). Dans ce texte, écrit le 22 mars, l'auteur privilégie l'hypothèse de la piste d'extrême droite.

Il rappelle que l'OAS (Organisation Armée Secrète) au cours de la guerre d'Algérie a tenté de renverser le régime du général de Gaulle et d'empêcher l'indépendance de l'Algérie en organisant un coup d'État sous la direction d'un «quarteron de généraux en retraite» (De Gaulle *dix-it*) et en mobilisant les colons français en Algérie. Il mentionne l'influence actuelle des fascistes au sein de l'armée, en citant l'exemple récent de trois militaires néo-nazis de Montauban qui ont finalement démissionné.

Mais il oublie de dire que l'extrême droite pro-colonialiste n'a jamais tué les soldats vietnamiens, algériens ou africains qui se battaient sous ses ordres au sein de l'armée française. En effet, dans les nombreux livres écrits par des officiers supérieurs des armées coloniales, les auteurs prennent toujours le soin de saluer le courage et les qualités de leurs soldats africains, arabes ou asiatiques. En fait, dans l'Empire français, l'armée prônait l'utilisation de forces coloniales contre les mouvements de libération (technique ensuite copiée par les Américains au Vietnam et ailleurs, avec le succès que l'on sait...). L'armée recrutait des supplétifs parmi les peuples colonisés et formait des soldats africains et asiatiques qui furent ensuite utilisés pour torturer et tuer des militants et guérilleros indépendantistes. Une partie significative des 66 000 «harkis» (ces Algériens, que certains évaluent à 90 000, avaient choisi de coopérer, sous différentes formes, avec l'armée française pendant la guerre d'Algérie ; ils ont donc fui avec leurs familles après l'indépendance pour éviter d'être massacrés par le FLN) et de leurs descendants vote pour le Front national aujourd'hui (les «harkis de la première et de la deuxième génération» – *sic* – représentaient, en 1997, 154 000 personnes ; entre 24 et 28 % d'entre

---

<sup>123</sup> À l'occasion de la tuerie de Toulouse, on a appris qu'en 1996 une bombe artisanale avait «explosé devant une école juive de Villeurbanne, dix minutes avant la sortie des enfants», ne faisant heureusement aucune victime (*Le Monde*, 25/26 mars 2012)

eux ont l'intention de voter pour Marine Le Pen en 2012, contre 26 % pour Sarkozy et 26% pour Hollande selon une étude récente du CEVIPOF).

Le meurtre d'enfants juifs par Mohamed Merah n'a donc rien à voir avec la tradition d'extrême droite dans l'armée française. Pas plus, d'ailleurs, qu'avec la présence de fascistes ou la prégnance du racisme chez les flics.

À ce propos, l'article de l'AWL mentionne le meurtre de près de 200 Algériens le 17 octobre 1961 par les flics parisiens et souligne l'existence de traditions fascistes et d'extrême droite dans la police (le Front national a essayé de créer un syndicat de flics, mais il a finalement été interdit). Ces informations sont exactes, mais il faut souligner aussi que la police française recrute aujourd'hui de plus en plus des personnes ayant des parents arabes, berbères ou africains. Le racisme des flics franco-gaulois est dirigé beaucoup plus contre les citoyens ordinaires arabes ou africains (les travailleurs étrangers munis ou pas de «papiers»; les Français d'origine africaine, arabe, ou berbère) que contre leurs collègues d'origine africaine ou arabe à l'intérieur des forces de police (bien sûr, le racisme existe aussi à l'intérieur de la police française, mais il s'exerce de façon beaucoup plus violente contre les citoyens «normaux»).

Ceux qui croient en les vertus d'une République démocratique peuvent donc reprocher à Sarkozy et à son gouvernement de ne pas lutter contre les attitudes racistes des policiers envers les citoyens qui ne sont pas franco-gaulois. Ils peuvent leur reprocher d'encourager les préjugés et les discriminations racistes contre les Roms, contre les Africains (accusés de pratiquer la polygamie, d'avoir de nombreux enfants et de vivre des allocations familiales), contre les Maghrébins (stigmatisés parce qu'ils pratiqueraient une religion «dangereuse et archaïque»). Mais ils ne peuvent rendre Sarkozy et ses ministres responsables de nourrir l'antisémitisme en France<sup>124</sup>. Un tel argument est absurde et n'explique nullement les meurtres de Mohamed Merah dans l'école juive de Toulouse !

---

<sup>124</sup> Un article du site «Mémorial 98» (<http://memorial98.over-blog.com/article-negationnisme-a-la-sauce-ump-101843258.html>) recense quelques dérapages de Sarkozy et de membres de l'UMP à propos des Juifs. Le contenu de cette collection de citations ne correspond pas à l'accusation de «négationnisme» que contient le titre du texte. Le négationnisme est en effet une idéologie qui nie la réalité du judéocide et blanchit le nazisme de ses crimes au nom de la lutte contre le totalitarisme stalinien; elle diffuse un antisémitisme militant qui dénonce un mythe «complot juif» à l'œuvre depuis des siècles et l'État d'Israël comme le fer de lance de cette tentative imaginaire de domination mondiale par l'«oligarchie américano-sioniste». Ce que pointe Mémorial98 ce sont plutôt des dérapages stupides qui frôlent l'antisémitisme social que du négationnisme. A trop vouloir prouver, on ne prouve rien du tout...

Par contre, on peut affirmer sans risque d'exagération que Sarkozy a contribué à dissimuler les responsabilités de l'État français dans la déportation et le judéo-



Comme nous l'avons dit, ce n'est pas la première fois que la gauche française accuse l'extrême droite quand des Palestiniens ou de prétendus sympathisants de la cause palestinienne tuent des Juifs en France.

Une fois de plus, cette semaine, beaucoup de militants de gauche, d'extrême gauche ou libertaires ont été paralysés ou aveuglés, et ce avant même de connaître l'identité de l'assassin. Ils n'ont pas osé clairement condamner ces meurtres comme un attentat antisémite.

Par conséquent, il est peut-être utile, même si c'est une tâche fastidieuse, de rappeler quels étaient les arguments qui circulaient sur Internet avant que l'identité du tueur ne soit connue et même après les flics eurent découvert qu'il s'agissait d'un Français, musulman peu pratiquant, influencé par une idéologie terroriste-nihiliste comme celle d'Al-Qaïda. Nous avons repéré au moins huit arguments censés expliquer pourquoi cet attentat n'était pas antisémite:

### 1. Les Arabes et les Juifs sont des «Sémites».

Cette idée baroque est utilisée de façon récurrente dans toutes sortes de cercles de gauche ou d'extrême gauche quand ils discutent du Moyen-Orient, du Maghreb, ou de l'islam. Il faut donc rappeler que ce concept a

---

cide, ce qui ne peut que favoriser les dérapages antisémites dans l'UMP et dans la société française. En effet, en mars 2007 (<http://memorial98.over-blog.com/article-16745278.html> et), il a fustigé «les adeptes de la repentance qui veulent ressusciter les haines du passé en exigeant des fils qu'ils expient les fautes supposées de leur père et de leurs aïeux» et déclaré que la France n'avait «pas à rougir de son histoire» ; de plus, dans un discours au CRIF, il a affirmé que lorsque «Vichy édictait l'immonde statut des Juifs, vous saviez que la République n'était pas dans ce crime et que la France éternelle était plus grande que sa faute du moment». Sarkozy est donc revenu sur les propos de Jacques Chirac qui, au Vélodrome d'Hiver, en 1995, avait dénoncé le révisionnisme (le négationnisme), l'extrême droite actuelle et «la folie criminelle [qui] a été secondée par des Français, secondée par l'État français». Ce calcul politicien minable (tendre la main aux électeurs du FN) peut donc avoir des conséquences graves à long terme, quelles que soient les belles intentions affichées aux dîners du CRIF.

On peut aussi, comme le fait Memorial98, souligner que Sarkozy ne comprend rien au nazisme (cf. <http://memorial98.over-blog.com/article-6387677.html>) – nous ajouterions volontiers qu'il ne comprend rien non plus au racisme, à la colonisation, à l'esclavage, à l'histoire des civilisations, etc. – et voudrait donc qu'il reste un phénomène incompréhensible. Mais il faut reconnaître que l'on entend ou que l'on lit fréquemment ce genre de propos non seulement chez toutes sortes d'intellectuels de gauche, mais aussi dans la bouche de rabbins ou de responsables de la communauté juive. C'est ainsi que Gilles Bernheim, grand rabbin de France, a déclaré dans une interview à Libération le 23 mars 2011: «Un meurtre ne s'explique pas. Expliquer un meurtre c'est déjà le légitimer.» Ce qui correspond étrangement à ce qu'avait déclaré Sarkozy la veille à Strasbourg: «Chercher une explication au geste de ce fanatique (...) serait une faute morale impardonnable.»

été utilisé au XIX<sup>e</sup> siècle pour explorer les proximités **linguistiques** entre l'arabe, l'hébreu, le couchitique, le berbère, le tchadien, l'akkadien, le phénicien, l'araméen et les langues éthiopiennes. Tous les historiens sérieux rejettent aujourd'hui l'existence d'une race sémitique ou d'un peuple sémite. Seuls certains gauchistes ou libertaires croient encore à ces bizarreries...

**Ajout du 13 avril 2012:** les antisionistes (de gauche ou pas) et les idéologues du Hamas ou du Hezbollah qui diffusent le mythe du «Arabes et Juifs sont tous des Sémites, donc l'antisémitisme arabe n'existe pas» s'inspirent en fait de l'essai d'Arthur de Gobineau sur *L'inégalité des races humaines*, particulièrement du chapitre 2. Gobineau était l'un des auteurs favoris des nazis et il expliquait qu'il y avait plusieurs types de Sémites, les «Sémites abrahamides» (*sic*) et les «Sémites de Mahomet» !

**2. Le meurtrier était fou et aurait dû être traité par un psychiatre.** Cet argument a été utilisé à la fois par les différentes tendances de la gauche (du Parti socialiste aux trotskystes de Lutte ouvrière), mais aussi par de nombreux intellectuels, rabbins, imams et journalistes<sup>125</sup>. Exactement comme dans le cas de l'attentat d'Anders Behring Breivik en Norvège, le 22 juillet 2011 (cf. l'article des Luftmenschen «Aux sources de la conspiration»), les médias essaient de nous dépeindre Mohamed Merah comme un «loup solitaire» et non comme le porteur d'une idéologie fasciste, plus précisément d'une forme particulièrement extrémiste du djihadisme internationaliste, qui a de solides points communs avec le fascisme.

**3. Mohamed Merah est le produit d'une société capitaliste barbare qui ne respecte pas la vie humaine.**

Cet argument a été utilisé sur des forums anarchistes par des militants qui voulaient «élever» le débat (ou plutôt le dissoudre) à un niveau très abstrait et général, soi-disant dans le but d'éviter toute manipulation par l'État, les médias ou les partis. Il est intéressant de noter que certains anarchistes ont eu une réaction bien plus saine: comme ils vivaient à Tou-

---

<sup>125</sup> Un «psychopathe» (*Nouvel Observateur* du 22 mars); un «fou d'Allah français» (*Le Point* du 22 mars); un individu qui fait partie des «sadiques pathologiques» (J.P. Reetsma, philosophe et sociologue); un «paranoïaque de caractère» (Michel Dubec, psychiatre et psychanalyste auprès des tribunaux); «il y a toujours des déséquilibres mentaux, des jeunes dont l'attitude ne peut s'expliquer que par la psychiatrie» (Tareq Oubrou, grand imam de Bordeaux); «quelque chose en dehors de toute compréhension humaine», (Philippe Faucon, réalisateur du film *La Désintégration*); «Je ne vois là rien qui participe de la raison. On bascule dans l'irrationnel» (Ali Magoudi, psychanalyste); «la haine démoniaque (...) échappe à la logique de l'utilitarisme. Elle ne sert à rien, elle est même, le plus souvent, contre-productive» (Luc Ferry, philosophe et ex-ministre), etc.

louse et étaient plus proches de la population locale, ils ont su mieux exprimer leur condamnation explicite et radicale de l'antisémitisme et n'ont pas essayé d'éluder la question en dénonçant une «barbarie» abstraite qui peut servir à «expliquer» tout et n'importe quoi.

#### **4. Mohamed Merah était simplement un criminel particulièrement ignoble et sanguinaire.**

Cet argument a également été utilisé en janvier 2006 lorsque Ilan Halimi fut kidnappé, séquestré, torturé et finalement tué par Youssouf Fofana et un groupe d'une vingtaine de ses potes africains, arabes, portugais et français vivant à Bagneux. Les médias et l'extrême gauche ont essayé de minimiser ou dissimuler la dimension antisémite de cet assassinat, le réduisant à un acte purement criminel, malgré le fait que Ilan Halimi (simple employé dans une boutique de téléphonie mobile) avait été enlevé parce que ses ravisseurs pensaient que «les Juifs ont de l'argent» et auraient certainement payé une rançon pour libérer un membre de leur «communauté».

**5. «Le racisme nourrit le terrorisme. Cette tragédie est le fruit amer de la politique intérieure et étrangère française. Merah a affirmé qu'il a commis ses meurtres pour venger la mort d'enfants palestiniens<sup>126</sup>, et contre l'interdiction du port du foulard dans les écoles, ainsi que contre le rôle de la France dans l'occupation de l'Afghanistan»** (*Socialist Worker*, le journal du SWP britannique, 24 mars 2012).

Bien que les enfants français juifs assassinés par Mohamed Merah n'aient aucune responsabilité dans les crimes ou les décisions politiques cités ci-dessus, ces trotskystes britanniques réalisent le sinistre exploit, dans ces deux phrases, d'illustrer de façon abjecte l'incapacité de nombreux groupes d'extrême gauche ou anarchistes de faire face à l'antisémitisme aujourd'hui. Et ces «révolutionnaires» ne réalisent même pas que le lien «logique» qu'ils établissent entre les enfants juifs de Toulouse et la Palestine est exactement le même que celui établi par les «sionistes» qu'ils dénoncent sans arrêt. Les politiciens israéliens déclarent que tous les enfants juifs pourraient être protégés s'ils vivaient en Israël, et les «antisionistes» (comme ceux du SWP) expliquent que les enfants

---

<sup>126</sup> Le SWP, tout comme Merah, a une mémoire et une culture politique très sélectives: ainsi il «oublie» les enfants de la famille Fogel assassinés par deux Palestiniens le 11 mars 2011 dans la colonie israélienne d'Itamar (ils avaient respectivement 11 ans, 4 ans et 3 mois, à propos desquels le Hamas eut le culot et le cynisme de déclarer que leur assassinat pouvait être le fait de colons juifs!). De même quand il évoque Samir Kuntar ([http://www.socialistworker.co.uk/article.php?article\\_id=9501](http://www.socialistworker.co.uk/article.php?article_id=9501)) il «oublie» de mentionner le meurtre d'une petite fille de 4 ans, Einat Haran, par ce militant du FLP, accueilli en héros au Liban lors de sa libération, après 28 ans de prison.

juifs peuvent être «logiquement» tenus pour responsable des actes de l'État israélien<sup>127</sup>. Quelle est la différence entre ces deux positions ?

En outre, quand un groupe «révolutionnaire» prend au sérieux les explications «politiques» d'un meurtrier fasciste, on est en droit de se poser des

---

<sup>127</sup> On retrouve le même raisonnement dans le communiqué des Indigènes de la République (PIR) qui, eux, ont au moins la décence de commencer par exprimer leur solidarité aux familles des victimes, mais qui poursuit dans la même voie que le SWP : «La terrible violence qu'il [Merah] vient de manifester s'est nourrie depuis des années de la raison froide des guerres meurtrières menées par les grandes puissances en Afghanistan, en Irak et ailleurs, avec le soutien de l'État d'Israël. Comment pouvait-on ne pas prévoir qu'un jour tout cela mènerait à des actions violentes dont les Français juifs, constamment identifiés par la propagande israélienne au sionisme, seraient la cible ?»

La question, purement rhétorique que pose le PIR, est une façon contournée de dire que les Juifs de Toulouse l'ont bien cherché, ils n'avaient qu'à ne pas étudier la Torah ni vouloir aller en Israël ou y retourner. Une question particulièrement crapuleuse de la part de gens qui voient la main des «sionistes» (traduire des Juifs) partout, jusque dans les médias français, exactement comme l'extrême droite, et qui exigent en plus que les Juifs se «libèrent» (de quelle façon et avec quelles conséquences, ils ne le précisent pas) de leurs liens avec Israël, comme si ces liens étaient uniquement le produit de la «propagande sioniste».

La conclusion de leur communiqué ne fait que noyer le poisson (technique n°3) : «Anders Behring Breivik et Mohamed Merah ne sont pas des accidents en terre d'Europe. Ils sont l'expression de l'incroyable désordre généré par le système impérialiste et raciste. Ils en sont à la fois des conséquences et des symptômes. En ce sens, Breivik et Merah sont bien des produits de l'Europe.»

Si l'on donne au mot d'«impérialisme» son sens premier et plutôt rudimentaire (volonté d'un État de s'emparer par la violence de nouveaux territoires, limitrophes ou pas), ce phénomène est loin de se limiter à l'Europe. Ou alors, c'est que le PIR n'a jamais entendu parler des conflits territoriaux meurtriers entre la Turquie et la Grèce, l'Iran et l'Irak, l'Irak et le Koweït, l'Inde et le Pakistan, la Chine et la Russie, le Japon et la Chine, etc.

Quant au «racisme» (on remarquera que le mot «antisémitisme» n'est pas utilisé une seule fois dans ce communiqué du PIR, et que par contre il est fait mention de l'«islamophobie» comme si le meurtrier de Montauban et de Toulouse avait eu des motivations islamophobes – encore une fois la technique n°3 !) il n'est pas une spécialité européenne...

Le rapprochement effectué entre Breivik et Merah aurait pu être intéressant si le PIR avait voulu s'interroger sur les différentes formes d'idéologie fasciste ou fascisante aujourd'hui, du néonazisme au djihadisme internationaliste. Mais ici, ce rapprochement n'a qu'une seule fonction, renforcer, contre toute évidence, la thèse de l'islamophobie. En effet, le PIR est incapable de concevoir, donc d'expliquer, comment un «non-Blanc» (pour reprendre son vocabulaire racialiste) peut en arriver à tuer des «Arabes» ou d'autres «non-Blancs», ou comment un musulman peut tuer d'autres musulmans, puisque pour le PIR ceux qui tuent des «Arabes», des «non-Blancs» ou des musulmans sont forcément des «Blancs» catholiques ou protestants...

questions sur son sens critique et son degré d'intelligence... Il est difficile d'aller plus loin dans la déshumanisation des victimes juives et dans la négation de l'antisémitisme.

**6. Cet attentat sert les intérêts d'Israël, un État criminel qui se présente comme une victime.** Autre variante: «**Cet attentat sert les intérêts de Sarkozy pendant sa campagne présidentielle.**» (La première réaction de Philippe Poutou, le candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste qui a adopté ensuite une meilleure position, fut la suivante: «*Ça a l'air d'être un fou, mais ce n'est peut-être pas un hasard si ça arrive en pleine campagne. Il y a peut-être un calcul politique derrière pour faire diversion par rapport à la crise.*»)

Oui, bien sûr, des politiciens cyniques peuvent dénoncer l'antisémitisme pour servir leur propres intérêts. Mais en aucun cas leur attitude ne devrait nous pousser à rester silencieux ou passifs lorsque des Juifs sont assassinés au nom de la «solidarité avec les Palestiniens»!

**7. Partout dans le monde, des enfants sont tués dans les guerres ethniques et religieuses, les interventions impérialistes, etc. Pourquoi faire tant de bruit à propos des victimes de Toulouse** <sup>128</sup>?

Nous avons affaire ici à une autre version de l'argument qui invoque la «barbarie». Une façon d'éluder les caractéristiques spécifiques (antisémites) de l'attentat de Toulouse afin de parler d'autre chose.

Il est vrai que des enfants sont tués partout sur cette planète, en Palestine ou en Tchétchénie, en Colombie et au Rwanda, et que ces meurtres ne suscitent pas une émotion aussi forte en France ou à l'échelle mondiale. Il est évident que nous devrions réagir beaucoup plus vigoureusement contre les crimes commis dans d'autres pays. Mais il est aussi évident que notre protestation est la plus efficace là où nous vivons et travaillons, pour notre cas, donc, en France.

---

<sup>128</sup> Cet «argument spécieux» rejoint une brève calamiteuse de Lutte ouvrière sur son site national : «À Toulouse et à Montauban, des militaires et des enfants sont tombés sous les balles d'un fou. Cela a fait, et on le comprend, la une de l'actualité durant plusieurs jours. Mais loin d'ici, en Afghanistan, combien de civils, combien d'enfants, ont-ils été tués depuis des années par l'armée française ? Cela n'excuse pas les actes du psychopathe toulousain. Rien ne peut excuser, en effet, le meurtre d'enfants et d'hommes, au nom d'on ne sait quelle vengeance. Mais on ne fait pas autant de battage sur les mitraillages de civils commandés par les chefs des grandes puissances contre des peuples, au nom – osent-ils dire – de la défense de la démocratie.» Le titre «Où est la différence?» montre bien la volonté de noyer le poisson si répandue à l'extrême gauche. Car, que l'on sache, Lutte ouvrière ne fait guère de «battage» pour empêcher les soldats français d'aller se battre en Afghanistan, pour réclamer le départ des troupes françaises, ni pour dénoncer les «bavures» ou les crimes des armées occidentales dans ce pays lointain.

Notons, enfin, que le thème des Israéliens (donc des Juifs) tueurs d'enfants, très diffusé dans les milieux antisionistes depuis la mort du petit Mohamed al-Dhoura, le 30 septembre 2000, n'a pu qu'alimenter la haine contre tous les Juifs, qu'ils vivent ou non en Israël, qu'ils soient d'accord ou pas avec les gouvernements de ce pays. Cela a donc aussi alimenté la haine contre les enfants juifs, où qu'ils se trouvent. Une donnée élémentaire que beaucoup de militants de gauche et d'extrême gauche, ou anarchistes, refusent d'intégrer dans leurs «raisonnements», ignorant ainsi un des plus vieux mythes antisémites en Occident<sup>129</sup>.

### **8. Si vous qualifiez d'antisémite l'attentat de Mohamed Merah à Toulouse contre une école juive, comment caractérisez-vous alors les autres meurtres qu'il a commis contre des soldats français?**

Cet argument est censé coïncider ceux qui critiquent l'antisémitisme et les pousser à soutenir... l'armée française, et soutenir ses crimes en Afghanistan et ailleurs. Néanmoins, on peut s'opposer clairement à l'intervention des forces militaires françaises à l'étranger ou en France, sans vouloir tuer un par un tous ses membres, ni vouloir soutenir non plus les talibans... De même qu'on peut critiquer le fonctionnement des forces de police à l'intérieur de la société capitaliste, sans vouloir pour autant que les flics aujourd'hui, sous la domination de la bourgeoisie, cessent d'arrêter les meurtriers et les violeurs...

Ceux qui utilisent cet argument douteux n'ont eux-mêmes aucune solution à proposer sur ce qui doit être fait aujourd'hui, et aucune solution non plus sur la façon dont une future société révolutionnaire devrait réprimer les meurtriers, les agresseurs d'enfants, les violeurs, et les ennemis de classe ou les opposants politiques contre-révolutionnaires qui utilisent la violence.

---

<sup>129</sup> Ils n'ont pas compris la gravité du climat antisémite que leur antisionisme (fondé sur un soutien acritique au nationalisme palestinien et non sur l'unité entre prolétaires juifs et arabes) a contribué à créer, volontairement ou involontairement, en France et à l'échelle mondiale. Comme l'écrit justement (pour une fois) Pierre-André Taguieff: «Être en permanence accusé de connivence ou de complicité avec les "sionistes", assimilés à des "racistes" vivant dans un État pratiquant l'"apartheid" et se comportant "comme des nazis" à l'égard des Palestiniens, présentés comme de pures "victimes" par des discours de propagande complaisamment diffusés par les médias, cela donne aux enfants juifs de la diaspora le sentiment d'être des cibles potentielles. La honteuse campagne de boycottage multidimensionnel d'Israël va dans le même sens: chaque enfant juif peut se sentir lui-même socialement boycottable ou susceptible d'être désigné comme suspect par tel ou tel commando d'"indignés" violents, dotés d'une bonne conscience en béton armé. D'où une anxiété liée à la conviction d'être exposé à la stigmatisation ou à l'agression physique.» (*Le Point*, 22 mars 2012.)

Cet article commence par une question. Je crains que la réponse soit NON, vu les faibles capacités d'autocritique dans les cercles d'extrême gauche.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 26 mars 2012

# Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses

Sous le titre «Mohamed Merah et moi<sup>130</sup>» Houria Bouteldja, toujours à la pointe de la négation de l'antisémitisme et de la confusion politique, a consacré une partie de son intervention du 31 mars 2012 au «Printemps des quartiers» à nous expliquer savamment le «contexte» des actes criminels et antisémites de Mohamed Merah.

Il faut malheureusement citer cette prose car elle est emblématique de tout un courant de pensée réactionnaire qui dépasse les maigres effectifs du PIR (Parti des Indigènes de la République):

*«Mohamed Merah c'est moi. Quel âge avait-il le 11 septembre ? 12 ans. Un enfant en construction. Depuis, comme moi, il a subi l'incroyable campagne médiatico-politique islamophobe qui a suivi les attentats contre les deux tours. Parce que Mohamed Merah, 12 ans, c'était déjà Ben Laden. Et vice et versa. Sûrement, à l'école, on lui a imposé une minute de silence pour les victimes du 11 septembre.*

*«Comme moi, l'école ne l'a jamais invité à se recueillir pour les Rwandais, les Afghans ou les Palestiniens. Comme moi, il a subi la destruction du foyer historique de la Mésopotamie et assisté au massacre des Irakiens en direct live. Comme moi, il a assisté à la pendaison de Saddam Hussein, en direct live, le jour de l'Aïd.*

*«Tous les deux, lui et moi, moi et lui, nous avons subi impuissants la deuxième affaire du voile, l'exclusion et l'humiliation de nos sœurs à l'école. On a vu comment le pouvoir, toute honte bue, avait transformé un principe fondamental de la république, la laïcité, en arme de combat contre nous.*

*«On a vécu les bombardements de Gaza, et les révoltes populaires de 2005, suite à la mort de Zied et Bouna. Comme moi, il sait que des Juifs, je dis bien DES Juifs, jeunes comme lui, français comme lui, peuvent prendre l'avion pour Tel Aviv, enfiler l'uniforme israélien, participer à des exactions de l'armée la plus morale du monde selon les mots de BHL et revenir en France tranquilles, peinars. Comme moi, il sait qu'il sera*

---

<sup>130</sup> 1. [http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id\\_article=1637](http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1637)



*traité d'antisémite s'il soutient les Palestiniens colonisés, d'intégriste s'il soutient le droit de porter le foulard.*

*«Mohamed Merah c'est moi, et moi je suis lui. Nous sommes de la même origine mais surtout de la même condition. Nous sommes des sujets postcoloniaux. Nous sommes des indigènes de la république.»*

Si l'on comprend bien ce raisonnement tortueux et hélas répandu, les véritables victimes de la tuerie de Toulouse, ce seraient Mohamed Merah et tous les «sujets postcoloniaux». Verrons-nous bientôt le PIR manifester aux cris de «Nous sommes tous des Mohamed Merah»?

Mais Houria Bouteldja ne s'arrête pas là et s'enfonce un peu plus dans les eaux troubles de la compassion unilatérale. En effet, si elle compatit avec la douleur de la mère de Mohamed Merah, elle n'a pas un mot (\*) pour la mère de Jonathan Sandler, ni pour celle de Gabriel (4 ans) et Arieïh (5 ans), ni pour la mère de Myriam Monsonogo (7 ans) tués par un «sujet post-colonial» le 19 mars 2012 à Toulouse. Pas un mot non plus pour la mère d'Aaron Bryan Bijaoui, gravement blessé par Merah.... Mais il faut dire que ces mères-là ne bénéficient pas du label «indigènes de la République».

**C'est sans doute ce que le PIR et les antisionistes appellent le «deux poids deux mesures» ?**

Y.C., 16 avril 2012

**(\*) Une lectrice m'ayant fait remarquer que mon compte rendu était malhonnête, je reproduis donc le passage de Bouteldja concernant les mères:**

*«Au nom de Printemps des quartiers, je voudrais ici exprimer notre profonde tristesse aux familles, aux pères et aux mères des victimes, adultes et enfants de l'effroyable tuerie de Toulouse et Montauban et réitérer nos condoléances.*

*«Au nom de Printemps des quartiers, je voudrais également que nous ayons tous ici ce soir une pensée solidaire pour Madame Zoulikha Aziri, mère de Mohamed Merah qui traverse aujourd'hui une épreuve insoutenable.»*

Autant le nom, la religion, les origines de la mère de Merah sont explicitement mentionnées et présentées comme significatives et dignes d'explications «politiques» à la sauce postcoloniale, autant les mères des enfants et de l'adulte juifs assassinés par Merah sont maintenues par Bouteldja dans l'anonymat le plus total. Leur identité juive est niée, la motivation antisémite évidente de Merah est dissimulée. C'est bien cette négation grossière de l'antisémitisme par le PIR et sa porte-parole qui pose problème.

Bouteldja n'est sans doute pas antisémite, elle nie «seulement» l'antisémitisme de Merah comme celui du Hamas et de sa charte. Elle nie l'existence de l'antisémitisme en France. Elle nie la dimension antisémite

des actes de Merah. Quelqu'un qui ne trouve pas antisémite une organisation qui reprend les saloperies des *Protocoles des sages de Sion* dans sa Charte (le Hamas), quelqu'un qui ne voit pas la dimension symbolique séculaire du meurtre d'enfants juifs, quelqu'un qui essaie d'expliquer ces meurtres d'enfants juifs par le «contexte», et quelqu'un qui s'identifie quelque part à Mohamed Merah au nom d'une religion et d'origines communes, comment le/la qualifier ? Irresponsable ? Sans doute. Ignorante ? Non. Cynique et calculatrice ? Oui.

Elle fait avec Mohamed Merah la même chose que certains ultragauches firent avec Faurisson. Récupérer un salaud pour se faire de la pub, tout cela au nom de la mélasse identitaire à la mode. Que ce soit les Identitaires d'extrême droite (Riposte laïque, Bloc Identitaire, FN, etc.) ou les Identitaires de gauche (Mélenchon, les théoriciens du post-colonialisme ou le PIR) on a affaire aux mêmes raisonnements sur la primauté des «racines» ethniques et religieuses sur la position de classe.

Quant à mettre sur le même plan les meurtres d'enfants et les meurtres de soldats, là aussi me pose un problème surtout pour une antisioniste professionnelle. Quand il s'agit du petit Mohammed al Dourah, tué dans un échange de tirs, les «sionistes» (traduire les Juifs ou les Israéliens) sont des meurtriers d'enfants palestiniens. Quand il s'agit du meurtre délibéré d'enfants juifs à Toulouse, en dehors de toute guerre civile ou processus de colonisation, un meurtrier d'enfants juifs bénéficie de multiples et subtiles explications.

# Après les tueries de Toulouse et Montauban

Si c'est une bonne chose que de nouveaux crimes aient pu être évités, ça ne l'est pas que cette affaire se termine ainsi, par la mort de Mohammed Merah. En effet, aussi horrible qu'ait pu être son crime, la mort d'un homme ne peut jamais être une satisfaction. Mais la vraie question demeure : comment un jeune ouvrier au chômage peut-il devenir un assassin ? Pourquoi tourne-t-il sa colère vers d'autres jeunes gens, vers des enfants, plutôt que vers les responsables de sa galère ? Pourquoi a-t-il adopté une idéologie réactionnaire, raciste et meurtrière ? Pourquoi a-t-il tué des jeunes gens qui avaient suivi la carrière militaire à laquelle il avait lui-même songé, et qui est souvent l'une des seules offertes à des jeunes chômeurs en France ?

Quelles que soient les colères qui l'ont mené au crime, ce qui favorise la diffusion de telles idées, c'est bien la société fondée sur la misère, le racisme, les guerres et la violence. Ce qui a déterminé le choix de ses victimes à Toulouse, c'est bien l'antisémitisme, partagé tant par l'extrême droite islamiste que par l'extrême droite nationaliste européenne, deux idéologies qui partagent le même projet politique réactionnaire, sexiste, raciste et anti-ouvrier. Sur le web, on voit fleurir les explications conspirationnistes, les soupçons et les interprétations, souvent eux-mêmes teintés d'antisémitisme. C'est une chose de constater que les politiciens récupèrent les drames pour promouvoir leurs politiques, c'en est une autre de voir des complots partout.

C'est ce que, nous marxistes, appelons la «vision policière de l'histoire», une conception du monde où tout événement est le fruit de ficelles tirées dans l'ombre. C'est la meilleure façon de faire l'impasse sur les contradictions réelles de la société.

Effectivement, les politiciens essaient de tirer leur épingle du jeu, de profiter de la tragédie. Nicolas Sarkozy, comme d'habitude, annonce de nouvelles mesures répressives aussi inapplicables qu'inadaptées. Marine Le Pen, tout en feignant d'oublier qu'elle est à la tête du principal parti antisémite de France, en profite pour appeler un fois de plus au rétablissement de la peine de mort. Et bien des réactionnaires xénophobes cherchent à profiter de la tuerie antisémite de Toulouse pour lancer d'autres

appels à la haine raciste, amalgamant l'ensemble des Arabes et/ou musulmans avec le terrorisme salafiste.

Nous, communistes-ouvriers, nous opposons absolument à ces mesures. Combattre l'islamisme, comme tout combat contre l'extrême droite, c'est combattre le terreau sur lequel il prospère, la galère, la misère et le racisme quotidien. Combattre efficacement l'antisémitisme, c'est combattre résolument toute forme de racisme, rappeler qu'à chaque fois que par des mots d'abord, des politiques et des violences ensuite, on s'attaque à des êtres humains sous prétexte qu'ils sont Roms, Arabes, Juifs ou Noirs, c'est toute l'humanité qui est attaquée.

Comme le disait le communiste iranien Mansoor Hekmat, *«Mettre fin au terrorisme est notre tâche. C'est notre tâche, car nous luttons pour l'égalité, les droits et la dignité des gens. Le terrorisme d'État finira avec la mise à bas des États terroristes. Le terrorisme non étatique sera éradiqué en mettant fin aux épreuves de la discrimination, de l'exploitation et des privations qui mènent les gens au désespoir, qui en font la proie des organisations réactionnaires et inhumaines. Il peut être éradiqué en dénonçant la religion, l'ethnicisme, le racisme et toutes les idéologies réactionnaires, qui n'ont aucun respect pour les gens. Notre réponse, c'est de nous battre pour une société libre, ouverte et égale, dans laquelle les gens, leur vie, leur dignité et leur bien être sont mis en valeur.»*

Initiative Communiste-Ouvrière, 25 mars 2012

# «Musulman d'apparence...»<sup>131</sup>

L'expression employée par Nicolas Sarkozy n'est pas un lapsus, ni même une erreur de communication. C'est extrêmement révélateur de sa pensée, de la pensée conservatrice en général : la religion est quelque chose qui se voit sur la figure, ou qui devrait se voir. Des Blancs chrétiens et des Arabes musulmans, en résumé – et la figure du caporal Abel Chenouf, de religion catholique, vient troubler cet ordre racial au point de faire fourcher la langue du président. C'est un condensé tragique de la pratique policière du délit de faciès et de l'ordre raciste qui assigne à chacune une religion immuable. Comme si celle-ci était génétiquement transmissible, comme si elle faisait partie de l'essence même d'un individu, un individu désindividualisé par la même occasion puisqu'il n'est plus que ses croyances, ses aspirations, sa conception de la vie qui lui sont assignées par sa naissance, par ses origines. Toute philosophie de l'ordre naturel est nécessairement réactionnaire, et plus encore quand elle s'applique à l'être humain.

Le plus sinistre, c'est que le président Sarkozy partage cette conception raciste avec Mohammed Merah, le tueur toulousain. Si celui-ci s'est attaqué à des soldats «d'origine maghrébine», c'est semble-t-il parce que, selon son idéologie islamiste, ils n'auraient pas dû servir la France, encore moins dans une unité envoyée en Afghanistan-- où certains n'avaient d'ailleurs jamais mis les pieds. Autrement dit, plus que des traîtres à leur religion, ce sont des traîtres à leur «race», dans la mesure où les deux notions sont confondues. Le film *La Désintégration*, fort peu cité dans les débats sur les tueries de Montauban et de Toulouse alors qu'il est sorti fort peu de temps avant, donnait une illustration fine et nuancée, mais très claire de ce processus : la propagande du militant islamiste consiste à faire comprendre à ses futures recrues qu'elles ont oublié leurs origines et qu'elles doivent y revenir ; la religion n'est pas un choix spirituel, mais une conséquence nécessaire de leur naissance.

Le dérapage contrôlé du président s'inscrit dans un démarche et un contexte politique de surenchère raciste avec le Front national. Puisque, dans cette conception, origine et religion sont associées, elles se valent. Dans les années 60, l'extrême droite, lassée des procès pour antisémitisme,

---

<sup>131</sup> Le lundi 26 mars 2012, Sarkozy a déclaré: «*Les amalgames n'ont aucun sens, je rappelle que deux de nos soldats étaient... comment dire... musulmans, en tout cas d'apparence, puisque l'un était catholique, mais d'apparence, comme l'on dit la diversité visible*» (NPNF).

avait pris le pli de dire sionistes au lieu de Juifs, et tout le monde comprenait ce qu'ils voulaient dire.

Aujourd'hui, la droite et l'extrême droite parlent de musulmans pour dire Arabes, comme un retour cynique du vocabulaire colonial, et s'attaquent aux pratiques religieuses comme symboles des personnes visées.

En Suisse, c'est la campagne contre les minarets. En France, c'est Sarkozy qui se persuade que les Français considèrent la viande halal comme un problème plus grave que le chômage ou la santé. Déjà, en 2007, Nicolas Sarkozy avait fait de la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne l'un de ses thèmes de campagne, sur fond d'amalgame entre une opposition purement factice à l'Europe et de lutte religieuse entre le monde chrétien et le monde musulman.

Personne n'est dupe du gage donné à l'électorat raciste malgré l'énormité des propos. Ce n'est pas seulement un gage vis-à-vis de l'électorat du Front national, il manifeste la pensée réelle de l'UMP et un message à ses propres électeurs.

Dans cette pensée conservatrice, il n'y a pas de place pour l'être humain, pour l'individu en tant que tel, c'est une conception d'un ordre social figé par la biologie, fondement de toutes les inégalités. C'est pourquoi il faut combattre, encore et toujours, toutes les idéologies qui enferment l'individu dans une conception raciale de la religion, tous les euphémismes et les dérivations de sens qui créent des amalgames dangereux, toutes les philosophies de l'ordre naturel.

**Nicolas Dessaux**

Initiative Communiste-Ouvrière, mars 2012

# Aux sources de la conspiration

Andreas Breivik prétendait que les musulmans étaient le plus grand mal de la Terre et qu'ils avaient été amenés à la toute-puissance par les communistes depuis 1945.

Mais lorsqu'il a choisi de passer à l'acte, Andreas Breivik n'est pas allé flinguer le président de la Corée du Nord. Il n'a pas non plus ciblé un dirigeant musulman.

Andreas Breivik est allé tuer des jeunes gens venus assister et participer au camp organisé par un parti social-démocrate. Des jeunes gens qui, pour la plupart, étaient gamins ou même pas nés pendant la période à laquelle le tueur fasciste fait référence.

Pendant toutes ces années de réflexion et d'élaboration de son plan, pas un seul instant, Breivik n'a pensé à aller rejoindre les partisans de ses théories qui pullulent de par le monde : il n'est pas allé se battre en Tchétchénie, en Serbie ou ailleurs. Forcément, cela l'aurait mis dans une situation tout à fait différente, armé...mais contre d'autres hommes armés, pas contre des jeunes gens dont beaucoup étaient en maillot de bain.

Pourtant, Breivik se définit comme un chevalier, fait référence à l'ordre des Templiers. Sans avoir un seul instant, toutes ces années, réfléchi au ridicule monstrueux mais ridicule quand même de sa comparaison. Breivik n'a vu aucun souci à mener ce qu'il appelle une «croisade», en parcourant quelques dizaines de kilomètres, pour combattre contre ses compatriotes désarmés.

Dans l'imaginaire du jeune fasciste, il est un combattant courageux, et rien ne le fera douter de ça.

Le manifeste d'Andreas Breivik fait 1500 pages. De fait, la longueur, les redondances, les références innombrables à des théoriciens multiples, mais aussi les digressions sur une anecdote constituent une caractéristique commune de ce manifeste avec une littérature qui a connu beaucoup de succès ces dernières années : le pamphlet conspirationniste, sous forme d'écrit ou de vidéo, et quel que soit son contenu précis est toujours extrêmement long.

Pourquoi cette longueur ? Pour en avoir une idée, on peut par exemple, se pencher sur l'«explication» donnée par Alain Soral de la tuerie d'Oslo. Pour tous les fascistes qui ne sont pas prêts à assumer les tueries de masse dans l'immédiat, l'affaire Breivik était évidemment un peu gênante. Il fallait donc qu'elle ne soit pas ce qu'elle paraît et même l'inverse de ce qu'elle paraît. Pendant de longues minutes, Alain Soral va parler du

sionisme, de l'affaire DSK, de la guerre en Libye, de tout sauf de l'extrême droite pour en arriver finalement à cette conclusion : les attentats d'Oslo fragilisent Marine Le Pen, il s'agit donc d'un complot du système contre le Front national.

Comment est-ce possible, quels sont les faits qui permettraient de relier Breivik à des «agents du système»? Soral ne pose pas cette question et n'y répond pas. Il se fonde simplement sur d'autres complots antérieurement bâtis par lui-même, dans lesquels le «système» mettait Marine Le Pen en avant parce qu'ainsi la victoire était assurée pour le candidat du «sionisme international», DSK, en 2012. Celui-ci ayant eu quelques problèmes, le «système» a dû changer ses plans : il fallait faire baisser Marine Le Pen dans les sondages, et pour ce faire la décrédibiliser avec un attentat commis par un soi-disant militant d'extrême droite...en Norvège.

Résumée en quelques lignes, la thèse de Soral est évidemment totalement absurde : mais toutes les thèses conspirationnistes le sont de la même manière, pas seulement dans leur désignation d'ennemis imaginaires qui sont parfois carrément des extraterrestres ou des immortels à la Highlander, mais dans le comportement imputé à ces ennemis imaginaires. L'exemple le plus monstrueux mais aussi le plus probant est celui du complot sioniste élaboré dès le XIX<sup>e</sup> siècle et qui aurait trouvé son aboutissement avec la création de l'État d'Israël, après que les «sionistes» eurent objectivement soutenu le nazisme pour se faire passer pour des martyrs. Prenons un instant pour argent comptant ce que pensent les fascistes des juifs : des hommes très intelligents connectés entre eux comme aucun autre peuple ne l'est, ayant à leur disposition des moyens qu'aucun autre peuple n'a, l'argent et le contrôle des hommes politiques partout dans le monde depuis deux millénaires.

Avec toute cette puissance, toutes ces possibilités, ce peuple ne trouve pas d'autre méthode pour obtenir un bout de terre somme toute assez petit que de mettre au pouvoir les nazis dont même les négationnistes s'accordent à dire qu'ils ont persécuté les Juifs et leur ont confisqué leurs biens matériels ? Ce peuple, contrairement à toutes les autres nationalités qui ont émergé au XIX<sup>e</sup> siècle et exigé un État, n'a pas d'autre solution que de provoquer son propre massacre pour obtenir ensuite réparation ?

Et pourtant ça marche. Et pourtant, démonter point par point ces théories absurdes n'a absolument aucun effet sur celui qui est entré de plein pied dans la logique conspirationniste.

Nous ne parlons pas ici de ceux qui la propagent pour leurs propres intérêts politiques et n'y croient pas eux-mêmes un seul instant. Mais de tous ces gens qui n'en ont visiblement aucun, et pourtant deviennent un jour des convaincus définitifs que plus rien n'ébranlera.

Ces dernières années, nombreux sont ceux, à gauche et à l'extrême gauche qui ont vu des camarades sombrer et changer irrémédiablement, pour finalement se retrouver côte à côte avec des militants clairement membres de cette extrême droite qu'ils avaient affirmé combattre depuis



des années. Nombreux sont ceux qui font aujourd'hui cette amère expérience après avoir écrit un article qui pointe objectivement l'appartenance de tel ou tel mouvement conspirationniste à la sphère fasciste, qui recense toutes les preuves montrant que tel militant fréquente des néo-nazis ou des membres du Front national. La démonstration n'a jamais l'effet attendu : l'ex-camarade devenu conspirationniste n'est pas horrifié par ces révélations, il ne subit aucun choc particulier, il ne se remet en cause sur rien. Au contraire, c'est généralement à ce moment-là qu'il rompt définitivement les liens avec son ancien camp et décide que l'ennemi est désormais l'antifasciste. C'est à ce moment qu'il assume totalement d'être ce qu'il est devenu depuis longtemps, un militant du fascisme.

Lorsqu'en 1941, la Shoah par balles commence en Pologne et se poursuit tout au long de l'avancée allemande en Russie, les Einsatzgruppen, composés de nazis convaincus et formés, ne seront pas les seuls exécutants des massacres de masse, pas les seuls à tuer dans la même journée, un par un, tous les habitants d'un village, les hommes, les femmes, les bébés et les vieillards.

En renfort, des réservistes qui jusqu'ici n'ont même pas participé à la guerre en tant que telle, sont envoyés sur le front de l'Est : ces hommes, pour beaucoup, ont la quarantaine et n'ont donc pas été éduqués dès leur plus jeune âge par l'appareil d'État nazi, beaucoup d'entre eux ne sont pas membres ou alors membres très récents du NSDAP. Pourtant quelques semaines après leur arrivée, tous sans exception participeront physiquement aux tueries de masse, alors même que le choix leur est laissé de ne pas le faire.

Les officiers de l'encadrement nazi, avant les massacres prennent soin de leur expliquer la «raison» de ces massacres de civils : les juifs ont provoqué collectivement la guerre; les juifs sont prêts à tout pour éradiquer les aryens; les enfants sont des fanatiques encore plus dangereux que leurs parents, car le soldat allemand s'en méfierait moins et se laissera tuer par surprise.

Les recherches sur cette partie de l'extermination n'ont eu lieu que dans les années 90, et elles ont provoqué un immense débat en Allemagne et ailleurs, notamment parce qu'elles mettaient en lumière une réalité difficilement supportable : le nazisme et sa dimension exterminatrice n'étaient pas seulement incarnés par des fanatiques.

À un moment quelque chose s'était produit dans la conscience collective, quelque chose qui allait amener des gens ordinaires à tuer massivement, eux qui n'avaient jamais tué, et pas dans le cadre d'une guerre face à des hommes armés, mais dans le cadre de massacres commis sur des civils sans défense. Pas lors de bombardements qui éloignent la vision de la mort, mais lors de journées entières passées dans sa réalité concrète, le sang et les hurlements d'une victime après l'autre.

Entre la croyance et le besoin absolu de faire comme si l'on croyait, la frontière est parfois très floue. Lorsque le bénéfice qu'on croit retirer de

l'appartenance à un groupe donné nous paraît essentiel, et que cette appartenance est conditionnée à l'adhésion à certains principes, à certains comportements qui en eux-mêmes sont visiblement barbares, l'existence d'une justification devient impérative.

La grotesque théorie du complot qui aurait impliqué même les enfants juifs était cependant la seule qui permette, même de manière démente, de justifier leur assassinat. Et refuser de tuer ces enfants, c'était pour le réserviste allemand s'exclure de la communauté nationale, et pas idéologiquement, mais immédiatement, se retrouver brusquement séparé de son unité en temps de guerre, dans un pays étranger, rapatrié ensuite mais de manière humiliante.

Dans ce contexte, la question de l'absurdité de la théorie elle-même n'avait évidemment pas la moindre importance, au regard de ce qu'elle apportait en étant partagée publiquement par les hommes d'une même unité : en scellant la déshumanisation totale des victimes, réduites aux parties d'un tout défini comme le mal absolu, elle évitait toute remise en cause aux bourreaux, concernant leur propre humanité et la portée de leurs actes.

Nous ne sommes pas en 1941, et les adeptes du conspirationnisme ne sont nullement confrontés au choix et à la situation des Allemands réservistes face à l'extermination des Juifs.

Pourtant, en Norvège, un jeune homme parfaitement ordinaire, qui avait grandi dans une société pacifiée où la violence physique n'est pas quotidienne, a lui aussi pu tuer pendant presque une heure, des dizaines de personnes, une par une, dont de nombreux adolescents, soutenu par une logique similaire à celle de ces réservistes allemands, une logique qui organisait le monde autour d'une nouvelle morale, excluant de fait une partie de l'humanité, une logique qui décrétait une guerre en cours et désignait l'ennemi en ces adolescents, un ennemi bien pire en maillot de bain qu'en uniforme, justement parce qu'il n'est pas ce qu'il paraît être.

Cette phrase-là est le soutienement de toutes les théories du complot, et elle vise ouvertement l'«ennemi», mais ce n'est pas sa seule signification. La déshumanisation de l'autre n'est pas sa seule fonction.

Revenons à Alain Soral. Si la théorie du complot «sioniste» est fautive, alors la biographie du monsieur est bien creuse : chroniqueur de «tendances» dans les années 80 et 90, acteur occasionnel, capable de regrouper ses chroniques sur la mode ou les femmes en un bouquin en y ajoutant quelques transitions vaseuses, réalisateur d'un unique film sur la drague unanimement considéré comme raté, invité très secondaire des talk-shows comme faire valoir de sa sœur plus connue, ou pour meubler un peu le vide entre deux stars chez Ardisson, Alain Soral comme tant d'autres intermittents de la télé a raté le virage des années 2000. Les candidats à la médiocrité médiatique sont nombreux, la concurrence est rude. Mais Alain Soral, contrairement à tous ces autres types tombés dans l'oubli, n'a pas été victime de la logique médiatique du bouffon jetable et interchangeable-

ble, une logique qui ne vient pas de tel ou tel patron de télé, mais du fonctionnement même des entreprises télévisuelles. Alain Soral est une victime du «complot sioniste» et cela change tout.

Ou plutôt il le dit et ça change tout.

Peu importe que Patrice Drevet ou Laurent Petit Guillaume n'aient pas fait de sorties antisémites et aient également été écartés du petit écran, peu importe qu'Alain Soral ait planté sa carrière bien avant ses sorties antisémites.

La logique conspirationniste réécrit tout, et notamment le passé, elle révèle le sens caché des vies qui, sans elle, trouvent des explications moins glorieuses.

Dans *Mein Kampf*, le Juif tout-puissant et animé d'un dessein maléfique fait des pérégrinations misérables et banales du jeune Adolf Hitler, de son ratage politique et de son coup d'État avorté semblable à mille autres, une épopée fantastique et courageuse face à l'ennemi.

Le même Juif fait de l'ascension ratée du petit-bourgeois en crise Alain Soral la même chose, car le Juif est celui qui a repéré ce que personne d'autre n'avait vu, un homme exceptionnel chez ce chroniqueur opportuniste et vide. Les «sionistes» qui sont «derrière chaque divorce» avaient déjà vu que les sorties de Soral sur ces salopes de bonnes femmes qui aiment les durs, n'étaient pas ce qu'elles paraissaient être, de la vulgarité banale, mais une remise en cause de l'Empire du Juif, qui flatte les femmes pour mieux castrer leurs hommes.

Si l'on associe souvent fascisme et crise capitaliste, peut-être reste-t-on trop dans l'économisme, dans le constat des difficultés quotidiennes de la majorité de la population, qui les amène à choisir le camp fasciste. Mais il faut comprendre qu'un licenciement n'est pas juste la perte d'un salaire, que l'impossibilité de construire une carrière, d'acheter une maison à crédit ou autre, n'est pas seulement une frustration matérielle, qu'elle entraîne une crise du sens de la vie, tout simplement.

De même au sein du mouvement ouvrier organisé et de la gauche progressiste qui regroupe aussi des membres de la couche moyenne, la crise se matérialise par une offensive bourgeoise qui ne détruit pas seulement les droits sociaux acquis lors de périodes antérieures du combat de classe. La bourgeoisie s'attaque frontalement au mouvement, qui, pour une grande part, avait pris l'habitude d'une certaine reconnaissance sociale de sa part, notamment dans ses couches supérieures.

Le militant syndicaliste, habitué à être écouté à défaut d'être entendu n'est plus rien, le militant droit-de-l'hommiste ou réformiste, qui était considéré comme «représentant» d'une partie de la société est raillé et décredibilisé comme ringard, décalé et inutile face aux «nouveaux enjeux de société». La crise capitaliste est ce moment où la bourgeoisie décide qu'accorder aux prolétaires l'illusion d'être des individus maîtres de leur destin est quelque chose qui coûte trop cher. Ce moment où chacun est ramené à la réalité brutale des rapports sociaux qui permettent la perpétua-

tion du système, où l'égalité entre les hommes est au mieux une fiction fragile.

La conscience de classe qui en découle est d'abord une conscience négative, par conséquent, elle n'amène pas automatiquement la naissance d'une démarche de révolte positive.

Il n'y a pas de fierté prolétaire en soi, et lorsque la bourgeoisie nous ramène brutalement à la réalité de la condition d'exploité, le premier réflexe est certes la haine de l'exploiteur, mais aussi la haine de soi, mais aussi l'envie d'appartenir à la classe qui a un statut social enviable.

La joie du combat avec les autres exploités, le sentiment merveilleux d'estime de soi et des autres qui naît dans la lutte où l'on apprend la solidarité, où la construction collective fait éclore de nouvelles structures sociales fondées sur des valeurs positives, est quelque chose qui doit être éprouvé pour devenir réel à nos yeux.

Mais cela nécessite un premier pas, celui de l'entrée en lutte et des conditions extérieures, la proximité d'une lutte. Entrer en lutte, c'est toujours mettre en jeu le peu qu'on a à perdre, une stabilité de plus en plus illusoire et temporaire de la vie quotidienne.

Pour toutes ces raisons, une partie des prolétaires ne franchit pas le pas, et reste bloquée au stade de la haine, haine du système perçu comme injuste, mais aussi haine de soi, et sentiment d'avoir raté sa vie.

Une autre partie se retrouve dans les structures du mouvement social, de la gauche ou de l'extrême gauche constituée : mais celle-ci, dans la période de crise du capitalisme actuel, se retrouve dans un état de faiblesse extrême. Sa structure et sa logique correspondent à une période antérieure de la lutte des classes, celle où la bourgeoisie accordait encore une grande importance au maintien d'une certaine paix sociale, et en conséquence accordait certaines concessions aux «représentants» souvent auto-proclamés du mouvement ouvrier. Ce modèle n'existe plus, mais la gauche fait comme si, et subit donc défaite sur défaite. L'ambiance dans ces structures est donc tout aussi déprimante que celle de la société en général.

Face à l'impuissance, la théorie conspirationniste offre le fantasme de la puissance : quelles que soient ses variantes, elle offre l'apparence de la révolte réussie, sans pour autant nécessiter une remise en cause de soi.

Toutes les théories du complot offrent sur un plateau, à la fois un ennemi surpuissant et vague qui permettra de justifier tous les échecs, et dans le même temps des «représentants» de l'ennemi facilement attaquables parce qu'ils appartiennent à des minorités déjà dominées dans le système capitaliste.

Dans l'univers de la conspiration, le camp du Bien est constitué de tous ceux qui dénoncent l'Ennemi, et le dénoncer suffit à être exempté de toute interrogation sur son propre camp.

Tout ce qui est «mal» en ce monde vient de l'Ennemi, pas de nos propres actes, et au-delà, le Mal ne peut exister en dehors de l'Ennemi. Ce qui n'est pas l'Ennemi, est le Bien, et c'est tout.

On le voit très bien dans les théories du complot «sioniste» ou «islamista».

Dans les deux cas, l'adhésion au conspirationnisme va toujours de pair avec le rapprochement concret avec diverses émanations du fascisme organisé ou de l'intégrisme religieux.

Le complot «juif» ou «sioniste» est le sas presque obligatoire pour celui qui va se ranger aux côtés des dictatures de l'islam politique ou des régimes populistes sud-américains. Grâce à la théorie du complot «sioniste», tout énoncé des faits sur les atrocités commises par ces régimes devient soit un mensonge, soit une manœuvre destinée à salir le camp des Résistants. Et si l'adepte du conspirationnisme veut bien admettre que ces régimes ne soient pas tous «blancs», il le justifiera toujours par le fait que l'Ennemi sioniste ou juif a créé la situation de guerre initiale qui amène ces quelques «excès».

De même le complot «islamique» va permettre au locuteur qui l'énonce de pouvoir tenir exactement le même discours raciste qu'un fasciste classique et de collaborer avec ces fascistes assumés, mais toujours au nom de la lutte contre ce Mal absolu que personne ne voit et qui justifie tout.

Le fascisme est la structure politique qui correspond à la forme la plus brutale du capitalisme, le conspirationnisme est le mécanisme par lequel une partie du prolétariat va être amené à soutenir cette structure politique.

Le conspirationnisme est la forme la plus aboutie de ce que certains appellent l'anticapitalisme romantique.

Dans le cadre de la théorie conspirationniste, l'oppression des minorités, matérialisée par la violence quotidienne, physique et verbale contre ces minorités, devient un acte de révolte et de résistance contre le «système». Par un renversement du sens absolu, la guerre de tous contre tous, pilier du capitalisme, remplace la solidarité universaliste, fondement du véritable mouvement ouvrier.

Dans le cadre de la théorie conspirationniste, le prolétaire qui s'en prend à d'autres prolétaires, ceux-là mêmes qu'on lui désigne, ceux-là mêmes qui sont déjà les boucs émissaires des politiques, n'est plus un lâche et un barbare, il est celui qui a tout compris et s'attaque à l'ennemi «véritable».

Dans le cadre de la théorie conspirationniste, celui qui se range du côté des forts et de la bourgeoisie, devient celui qui fait acte de courage devant l'Ennemi.

Pour toutes ces raisons, faire une différence théorique et pratique entre les fascistes et les «conspis», néologisme apparu récemment à l'extrême gauche, ce n'est pas faire autre chose que souscrire en partie à la théorie conspirationniste, et admettre que les choses ne sont pas ce qu'elles paraissent, et que certains fascistes ne sont pas «vraiment» des fascistes.

Il n'y a aucune différence entre celui qui s'attaque à une femme voilée parce qu'il pense que c'est une sale Bougnoule et celui qui s'y attaque en

prétendant le faire parce qu'elle serait membre d'une confrérie d'innombrables venue sciemment attaquer l'Occident.

Il n'y a aucune différence entre le nazi qui justifie les chambres à gaz et l'extermination du passé, et l'apprenti négationniste qui met en doute certains «détails» de l'histoire et la bonne foi des victimes, pour justifier les persécutions antisémites du présent.

L'antifascisme ne peut consister seulement à démontrer les proximités entre les fascistes et les conspirationnistes, car ce discours seul ne fait que légitimer la théorie conspirationniste, en faisant comme si elle n'était pas à proprement parler une théorie fasciste.

Le conspirationnisme n'est pas une passerelle vers le fascisme, et ceux qui défendent ces théories ne sont pas à la croisée des chemins entre la révolution sociale et le ralliement au fascisme, ils sont déjà arrivés au bout de la route, ils sont des fascistes comme les autres.

Andreas Breivik n'a pas tué des dizaines de personnes, parce qu'il aurait été convaincu par son propre manifeste.

Andreas Breivik a écrit ce manifeste parce qu'il était déjà certain de vouloir tuer des dizaines de personnes, et qu'il avait besoin d'une théorie qui justifie la barbarie et la lâcheté.

**Luftmenschen**, 21/09/2011

# À propos des racines et des excroissances du négationnisme

Dans la deuxième partie des années 2000, en France et ailleurs, les militants négationnistes sont devenus non seulement fréquentables, mais très fréquentés et courtisés : au fur et à mesure de l'expansion de l'extrême droite organisée, leur public s'est élargi. Des dictatures, au premier rang desquelles l'Iran, les ont soutenus et leur ont offert des moyens de propagande inédits. Dans le même temps, à gauche, les négationnistes bénéficient du soutien de plus en plus répandu de figures intellectuelles et d'une base assez vaste sous couvert de défense de la liberté d'expression ou d'«antisionisme». Le négationnisme est devenu un des pivots, une des centralités autour desquelles s'articule la synthèse néo-fasciste entre des éléments venus de tout le spectre politique.

Décrypter les lignes de force au moyen desquelles le négationnisme se diffuse, dessiner les contours d'une mouvance qui va bien au-delà des négateurs assumés, est donc nécessaire ; nous essaierons ici de commencer ce travail en nous intéressant à deux schémas de pensée intrinsèques à la sphère négationniste et à ses soutiens, la soi-disant défense de la liberté d'expression et le relativisme.

*«Je ne prends pas la défense de l'Allemagne. Je prends la défense de la vérité (...).»*

C'est par ces mots que s'ouvre le premier pamphlet de littérature négationniste publié en France, *Nuremberg ou la Terre Promise*, en 1947.

À l'époque, peu de lecteurs prendront la phrase au sérieux, son auteur Maurice Bardèche, beau-frère de Brasillach, ayant entamé depuis l'exécution de celui-ci une entreprise de réhabilitation du nazisme et de la collaboration française sans équivoque, qui l'amène immédiatement à se lier avec l'ensemble des nazis encore actifs dans l'Europe de l'immédiate après-guerre.

Soixante-dix ans après, cependant, la posture d'objectivité de Bardèche, aussi grotesque soit-elle, est adoptée par ses héritiers avec un immense succès.

Hormis Vincent Reynouard, qui se dit ouvertement néo-nazi, la plupart des négationnistes et tous leurs soutiens se prétendent totalement neutres vis-à-vis du nazisme, et même pour beaucoup ses opposants. Dans le débat public, le négationnisme ne s'impose pas par une défense ouverte de ses thèses (de fait, très peu de gens parmi ceux qui défendent Faurisson connaissent les «arguments» qu'il invoque pour nier les chambres à gaz), mais toujours par le biais de débats sur la liberté d'expression ou la liberté de recherche historique soi-disant opposée à la mainmise de l'État sur l'Histoire qu'incarneraient les lois qui pénalisent l'expression des thèses négationnistes. Les négationnistes seraient des chercheurs de vérité.

C'est le long aboutissement d'un combat fasciste pour dépolitiser l'image du négationnisme. La dépolitisation est ce processus par lequel le négationnisme parvient à apparaître dans le débat public comme une idéologie ou une démarche historique ou militante pas forcément liée à l'extrême droite.

Ce combat a commencé par la mise en avant de certains parcours plutôt que d'autres : ainsi Bardèche, premier négationniste publié avec un tirage d'importance est généralement mis au second plan des récits négationnistes sur l'histoire de leur courant.

Le père fondateur officiel, c'est Rassinier. Un Dieudonné avant l'heure, dans la construction du personnage, au moins. Rassinier est en effet systématiquement présenté comme l'antithèse du militant fasciste à la base : résistant, déporté, homme de gauche. Insoupçonnable, donc comme sera censé l'être Dieudonné, soixante-dix ans plus tard, parce qu'artiste, victime du racisme en tant que Noir et homme de gauche, lui aussi.

Si eux doutent, alors qu'objectivement ils n'ont aucune raison politique de le faire, bien au contraire, alors le doute serait permis...

De fait, l'histoire n'est pas celle-là, ni pour Rassinier, ni pour Dieudonné. *Le Mensonge d'Ulysse*, et les textes qui l'ont précédé révèlent bien d'autres préoccupations que celles de la vérité historique. Rassinier s'y attache au départ, non pas spécialement à nier la vérité de l'extermination des Juifs, mais à dénoncer ce qu'il estime être le comportement abject de ses compagnons de déportation, en premier lieu les communistes, qu'il déteste. Déjà Rassinier ment, notamment sur une anecdote, où il décrit le communiste allemand Ernst Thaelmann, plus tard assassiné par les nazis, se comportant de manière odieuse et brutale. Il sera avéré par la suite que Thaelmann n'a pas pu croiser Rassinier au camp, où il n'était pas à la période où Rassinier s'y trouvait<sup>132</sup>.

De même, à l'époque de la publication du *Mensonge d'Ulysse*, Rassinier a déjà un certain passif qui n'est pas exactement celui d'un militant de gauche : il a par exemple, avant sa participation à la Résistance, fait partie d'une revue collaborationniste. Après-guerre, surtout, il vit extrêmement mal son éviction à la députation par un radical. À partir de là, il com-

---

<sup>132</sup> 1. <http://www.phdn.org/negation/rassinier/deportation.html>



mence à produire des écrits à la rhétorique antisémite classique, sous couvert de dénonciation des «banquiers» et des «réseaux».

Le père fondateur est donc bien moins insoupçonnable qu'on ne le dit. Comme Dieudonné, il glissait vers la rhétorique fasciste et antisémite, bien avant de rejoindre officiellement l'extrême droite. Son négationnisme est un aboutissement politique, pas une quête de la vérité.

Il en va de même pour les suivants, dont Faurisson qui se fait arrêter, jeune homme, pour avoir apposé une plaque à la gloire du maréchal Pétain.

D'ailleurs, au départ, personne ne doute que le négationnisme ne soit que l'une des stratégies fascistes de réhabilitation du passé nazi.

C'est de la gauche que viendra un apport inespéré, avec notamment l'affaire autour de la Vieille Taupe. C'est cet apport qui va permettre de fausser le débat.

Voilà tout un tas de militants qui vont tolérer pendant des années à leurs côtés des gens qui nient le génocide. Hormis quelques-uns, dont Pierre Guillaume, la plupart ne le nient pas ouvertement eux-mêmes, une bonne partie déclarent même qu'il a bien existé. Mais que là n'est pas le débat ouvert par la propagande négationniste.

Le débat serait «la liberté d'expression» d'une part, le sens de l'Histoire d'autre part.

Pour une partie de l'ultra-gauche, la «répression» contre les négationnistes, la réaction de la «bourgeoisie», de l'«université bourgeoise» et des «médiats dominants» à leur égard serait le symptôme d'un mal bien plus profond que le négationnisme : celui du capitalisme qui a cherché à ériger le génocide des Juifs en horreur absolue, le fascisme et le nazisme en repoussoir intégral pour faire passer à côté le capitalisme comme le meilleur des mondes possibles.

Par conséquent, il faudrait à tout prix défendre la liberté d'expression des négationnistes, même s'ils ont peut-être tort, car ce que le «système» attaque à travers eux, c'est la possibilité de remettre en cause l'horreur du capitalisme....dont le nazisme ne serait qu'un avatar sans réelle originalité.

C'est ainsi que le négationnisme gagne la bataille de la dépolitisation : même si à l'époque, la fraction venue de la gauche qui va soutenir les Faurisson et consorts est numériquement ultra-minoritaire, issue de courants extrêmement marginalisés à l'extrême gauche, ce qui pouvait sembler anecdotique à la fin des années 70 est en réalité une graine empoisonnée dont la récolte interviendra bien plus tard, le temps que ses racines aient pris.

Ce qui a été semé à gauche, c'est l'idée que «le négationnisme posait de bonnes questions même s'il apportait de mauvaises réponses», et qu'il n'était donc pas seulement une stratégie néo-nazie.

Au début des années 80, Noam Chomsky, par exemple, écrit ceci

***«Les tribunaux français ont maintenant condamné Faurisson pour avoir, entre autres vilenies, manqué à la “responsabilité” et à la “pru-***

*dence” de l'historien, pour avoir négligé d'utiliser des documents probants, et avoir “laissé prendre en charge par autrui (!)” son discours dans une intention d'apologie des crimes de guerre ou d'incitation à la “haine raciale”. Dans un déploiement de lâcheté morale, la cour prétend ensuite qu'elle ne restreint pas le droit pour l'historien de s'exprimer librement mais qu'elle punit seulement Faurisson pour en avoir usé. Par ce jugement honteux, on donne à l'État le droit de déterminer une vérité officielle (en dépit des protestations des juges) et de punir ceux qui sont coupables d'“irresponsabilité”. Si cela ne déclenche pas de protestations massives, ce sera un jour noir pour la France.»*

Noam Chomsky, «Réponses inédites à mes détracteurs parisiens», Spartacus» n°128 (1984).

Contrairement à ce que tous ses défenseurs ont dit depuis, ce n'est pas la simple liberté d'expression pour tous, y compris les militants fascistes qui est défendue par Chomsky, le positionnement par rapport aux négationnistes va bien plus loin que cela.

Faurisson y est bien intronisé «historien», et c'est bien le fait que ne lui soit pas reconnu ce statut, qu'il soit considéré comme un propagandiste du nazisme punissable par la loi qui constitue pour Chomsky un «jour noir pour la France».

Chomsky emploie également une autre expression – «vérité officielle» – , une des expressions préférées des négationnistes pour qualifier la réalité du génocide des Juifs.

Or, le génocide des Juifs et plus globalement les crimes nazis ne sont pas «une vérité officielle», ils sont la réalité. Que l'État reconnaisse le réel ne transforme pas celui-ci en «vérité officielle». Il y a des mensonges d'État, il n'y a pas de «vérité d'État». Un État peut nier l'esclavage, et à ce moment, il devra être combattu par les historiens, mais le fait qu'un État interdise la négation de la réalité de l'esclavage, ne fait pas de celui-ci «une vérité officielle».

Dès les années 80, donc, des militants de gauche et d'extrême gauche tiennent un discours sur le négationnisme et les négationnistes qui va éminemment plus loin qu'une simple défense de la liberté d'expression pour tous.

Pouvait-il en être autrement ? Était-il possible de prendre parti contre le principe même de la répression du négationnisme sans glisser d'une manière ou d'une autre ?

Il ne s'agit pas ici de salir ceux qui ont pris parti contre la loi Gayssot en jugeant qu'elle ne serait pas efficace, car c'est là un débat d'autant plus légitime que la prolifération des discours négationnistes n'a pas cessé depuis. Mais il importe de rappeler à ceux qui brandissent avec le plus grand culot un Vidal-Naquet qui a toujours combattu fermement l'expression des discours négationnistes et a été une de leurs cibles, que celui-ci n'était évidemment pas forcément opposé à la poursuite des négationnistes au titre des lois antiracistes classiques préexistantes à la loi

Gaysot. Comme d'autres, il n'a jamais exigé l'impunité totale pour les néo-nazis qui se prétendent historiens.

Il importe aussi de rappeler qu'il y avait bien d'autres choix possibles que ceux consistant, soit à soutenir la répression étatique, soit à défendre la «liberté» des nazis à répandre le nazisme. À commencer par celui de ne pas se préoccuper du sujet du tout, ce qui a été le cas de la plupart des militants au départ. Ou si l'on voulait à tout prix montrer que le négationnisme se combat par la véritable démarche historique et politique, s'en préoccuper, justement, et écrire sur le sujet. Or, l'on cherchera en vain, dans la prose des défenseurs de la liberté d'expression d'un Faurisson ou d'un Reynouard, de Quadruppani à Bricmont, des textes sur le sujet, alors même que ces messieurs exigeaient ou exigent des autres un «contre-argumentaire» aux élucubrations sinistres des néo-nazis.

De fait, le discours défendant la liberté d'expression des négationnistes consiste donc à imposer non seulement de supporter le crachat permanent que constitue l'expression de ces thèses, mais également très souvent de leur apporter la contradiction.

Il aurait fallu, donc, que l'agenda des historiens et des militants se règle sur celui des faussaires et des nazis : c'est ce que dit explicitement Bricmont, une des références antisionistes contemporaines, dans un texte récent titré «Suggestion aux profs d'histoire».

Selon lui, la seule démarche honnête de leur part, consisterait actuellement à ***«démonter une à une les assertions de Faurisson pour les réfuter : montrer que les documents dont il affirme qu'ils n'existent pas, en réalité existent, ou expliquer rationnellement pourquoi ils n'existent pas, analyser autrement que lui les documents qu'il exhibe, ou restituer dans leur contexte les phrases un peu étonnantes d'historiens anti-révisionnistes citées par Faurisson.»***

Voilà le visage du «débat libre et non faussé», qui serait soi-disant la seule revendication de tous ces personnages issus de la gauche, qui se prétendent totalement neutres dans leur rapport au négationnisme : celui d'une totale soumission des non-fascistes aux exigences des fascistes concernant la manière de faire l'Histoire. À chaque nouvelle provocation déguisée sous la «démarche historique», historiens, professeurs et anti-fascistes auraient à répondre sérieusement.

Voilà à quoi aboutit le soi-disant combat pour la liberté d'expression : pas étonnant dans ces conditions que les plus stratégiques des négationnistes considèrent que leur victoire ne passe pas forcément par la prise de parti ouverte à l'égard de leurs thèses, mais par la simple reconnaissance du droit à les exprimer.

Pierre Guillaume écrivait ceci, dans cette lettre ouverte à une chroniqueuse de *Rivarol*, journal de l'extrême droite antisémite, à propos d'un article où celle-ci critique Chomsky, qui, selon elle, ne serait pas allé bien loin dans son soutien à Faurisson ou à Reynouard. ***«En soulevant le problème de cette manière, qui prenait les belles âmes à contre-pied, et en***

*rappelant les principes élémentaires de la liberté d'expression, Chomsky fournissait, clefs en main, à Faurisson et aux révisionnistes, un bastion d'autant plus inexpugnable que les principes qu'il rappelait étaient élémentaires. Ce rappel faisait éclater d'un seul coup l'évidence. Si des principes aussi élémentaires avaient besoin d'être rappelés, c'était bien la preuve que l'on avait quitté, en cette affaire, le domaine de la connaissance rationnelle et scientifique, où l'on confronte des arguments et où tout est discutable. On était entré subrepticement dans le domaine du dogme, de la religion, de la connaissance métaphysique de vérités indiscutables... alliées à la censure et à la répression.»*

Un peu plus loin dans cette défense de Chomsky accusé par l'extrême droite traditionnelle de Rivarol de ne pas aller assez loin, Guillaume ajoute : *«Il résulte de cette situation qu'un affrontement portant sur la liberté d'expression pourrait aboutir, à la condition expresse que ce rétablissement n'apparaisse pas trop évidemment comme une étape vers le triomphe des thèses révisionnistes. Par contre, un affrontement portant sur l'existence de Dieu, dans le rapport des forces actuel, ne peut aboutir qu'à la défaite des révisionnistes et à l'aggravation de la répression qu'ils subissent.*

*«C'est ainsi. Les choses étant ce qu'elles sont et le monde ce que nous savons, il faut qu'une partie des forces qui sont mûres pour engager un combat contre la censure puissent penser, ou affecter de penser, qu'elles contribuent ainsi à retirer leur meilleur argument rhétorique aux révisionnistes!»*

Aux Bricmont et aux Chomsky qui se croient autorisés à faire injonction aux historiens de démonter les argumentations délirantes de fascistes qui n'ont jamais été historiens à propos du génocide commis par les nazis, on ne peut que conseiller de commencer par répondre plutôt à ce petit précis de stratégie politique, qui les décrit pour ce qu'ils sont objectivement : au mieux de pauvres abrutis, idiots au service du négationnisme, au pire des antisémites qui ne l'assument pas publiquement, mais n'en propagent pas moins le mal. Et ce d'autant plus que Pierre Guillaume est bien, pour le coup et exceptionnellement, un expert du sujet qu'il aborde dans ces lignes : lui, n'est pas issu des sphères de l'extrême droite, mais de celles de la partie de l'ultra-gauche où prit naissance ce qui est une des formes pernicieuses du négationnisme, ce qui est devenu en France, son expression la plus répandue : le relativisme relatif au génocide et au nazisme.

En définitive, la répression contre le négationnisme devient déjà dans le discours des défenseurs de la liberté à l'exprimer, le symptôme visible d'une attaque de l'appareil d'État contre «les vérités non officielles».

Déjà le négationnisme en soi est donc présenté au pire comme un moindre mal face au «mal réel», dont les contours sont définis assez vaguement par certains, plus précisément par d'autres : en effet, pour une partie de l'ultra-gauche, une des grandes catastrophes théoriques et pratiques pour le mouvement révolutionnaire, c'est l'antifascisme.

Nombre de courants antistaliniens développent une critique de la Résistance, du Front populaire avant, et de l'union entre le PC et la bourgeoisie française au sortir de la Seconde Guerre mondiale. La plupart des courants révolutionnaires, également, ne se privent pas de dénoncer les collusions et le laisser-faire des démocraties d'avant-guerre face au nazisme, comme ils continuent bien évidemment à dénoncer et à critiquer le capitalisme et ses horreurs après-guerre, et à pointer les insuffisances, et les complaisances de certaines formes d'antifascisme vis-à-vis de la social-démocratie. Pour autant, pour l'immense majorité des militants, ceci ne remet absolument pas en cause, ni la spécificité du nazisme, et à l'intérieur même de son histoire la spécificité du génocide des Juifs, dans l'intention comme dans sa réalisation effective.

Mais la petite cohorte des défenseurs de la liberté de Faurisson et des autres aura cependant une postérité inespérée : à l'aube des années 80, elle a introduit le négationnisme dans l'extrême gauche, et initié un discours culpabilisateur vis-à-vis des militants qui le combattent.

Trente ans plus tard, en effet, désigner les antifascistes comme des collaborateurs conscients ou inconscients de l'État et des capitalistes est presque devenu une banalité à l'extrême gauche.

Ironie ou leçon de l'histoire, pour les libertaires et les ultra-gauchistes des années 80 qui pensaient démasquer notamment l'alliance entre les capitalistes du bloc de l'Ouest et les pays du bloc de l'Est faite autour de l'«idéologie de la Résistance», leurs arguments visant à relativiser la spécificité du nazisme sont aujourd'hui repris par des courants qui, à nouveau, soutiennent que la révolution mondiale passe par le soutien à des dictatures sanglantes comme l'Iran ou à de tristes parodies de régimes «socialistes» comme le Venezuela de Chavez.

Comment en est-on arrivé là ? Sans doute en partie à cause d'une obsession partagée par de nombreux courants du mouvement révolutionnaire, liée au sentiment de défaite face à la social-démocratie et à la gauche de gouvernement. Dans une certaine pensée d'extrême gauche, l'échec de la révolution sociale tient avant tout au fait que les prolétaires auraient été trompés par les courants réformistes et se seraient fait une illusion mortelle sur les régimes démocratiques.

Dans cette pensée-là, démasquer la démocratie, montrer «son vrai visage» devient le remède magique, le déclencheur de la révolution : si les prolétaires voient que la démocratie est horrible, alors ils iront vers la solution révolutionnaire.

Ces courants ont dès 1945 la même analyse, le même espoir en ce qui concerne le stalinisme et les pays dits «communistes».

Le problème de la fraction qui va basculer dans le soutien partiel ou total au négationnisme, et plus globalement chez tous ceux qui vont désigner l'antifascisme comme un ennemi de la révolution, est que la critique de la démocratie va vite passer par la diabolisation irrationnelle de la démocratie. Puisque l'on doit montrer au prolétariat que le communisme

d'État et la démocratie occidentale sont les ennemis à abattre, et puisque ce sont ces deux types de régimes qui ont de fait mis le nazisme et le fascisme à terre, alors présenter comme une victoire la défaite du nazisme et du fascisme est forcément contre-révolutionnaire.

Dans ces conditions, il faut alors démontrer que nazisme et fascisme n'étaient finalement pas pires que communisme et démocratie.

Ceci était déjà le sens du «témoignage» de Rassinier sur les camps, qui vise à démontrer que les détenus communistes ne vaudraient finalement pas mieux que leurs bourreaux SS.

Comment ce «témoignage» classé à gauche n'aurait-il pas retenu l'attention de Bardèche le néo-nazi qui, dès la fin de la guerre, entame la réhabilitation du régime nazi, non pas en niant totalement ses crimes, mais en prétendant qu'aucun d'entre eux n'est différent de ceux commis par les armées alliées ?

Et de ce temps-là jusqu'à aujourd'hui, la diffusion du négationnisme passera d'abord par la relativisation non seulement des crimes nazis, mais aussi par celle du régime nazi.

Le procédé utilisé jusqu'à la nausée est simple : détacher le crime du mobile et des conditions de sa réalisation. Aligner les massacres, les actes de tortures, d'emprisonnement, de travail forcé, commis effectivement par tous les régimes capitalistes ou liés à l'URSS. Égrener le décompte des morts, par millions, de famine et d'épidémies qui auraient pu être évitées avec la simple réduction des inégalités sociales. Et puis affirmer que l'histoire n'est qu'une longue litanie de sang et de morts et de misère, et que pour la victime, de toute façon condamnée, peu importe le motif de la condamnation.

Sur les réseaux sociaux, cela donne ces raccourcis censés être exemplaires et faire taire immédiatement le contradictoire : «la vie d'un Juif mort à Auschwitz vaut-elle plus que celle d'un Africain mort du paludisme ?» (ou d'un Palestinien bombardé à Gaza, ou d'un prisonnier mort de faim au Goulag, ou d'un Vietnamien brûlé au napalm...).

Mais si tout se vaut, alors rien ne vaut...

Le nazisme, la planification intentionnelle de l'extermination d'une partie des habitants d'un continent en fonction de leur appartenance supposée à une catégorie ethnique et/ou culturelle et la mise en œuvre industrialisée de cette extermination sont pourtant bien quelque chose de spécifique historiquement.

Ce «quelque chose» n'a pas fini d'être analysé soixante-dix ans après. Les controverses historiques et politiques sur ses causes, sur l'origine des régimes fascistes, comme sur leur nature et leur évolution ne sont pas tranchées. La question des réactions ou des non-réactions des démocraties occidentales de l'époque comme du régime soviétique est également un enjeu de débats. Et ces débats bien évidemment concernent aussi le mouvement ouvrier et ses tendances révolutionnaires : penser que

l'extermination planifiée d'une partie de l'humanité ne constitue pas un évènement particulier et essentiel dans l'histoire du capitalisme et de la lutte des classes, qu'il s'agit là au fond d'un évènement comme un autre, relève au mieux de la démente.

Serge Quadruppani dit tranquillement des années après, à propos de l'état d'esprit qui était celui de ses camarades au milieu des années 70: *«À la Vieille Taupe n°1, le nazisme et le génocide étaient très loin d'être au centre de nos préoccupations. Nous étions principalement occupés à déchiffrer les signes d'une révolution qui tardait à venir, et à dénoncer les forces contre-révolutionnaires du passé et du présent, au premier rang desquels les staliniens et la social-démocratie.»*

La phrase est claire : le nazisme et l'idéologie qu'il portait ne faisaient pas partie des forces contre-révolutionnaires du passé et du présent à dénoncer, ou du moins étaient anecdotiques comparées à d'autres. Dans ce contexte, explique Quadruppani, certes Faurisson est un peu dérangeant : *«Ses manières de comptable des cadavres et ses ricanements sur les récits des rescapés nous avaient fait sentir, en dehors même de tout le reste, que cet individu n'avait pas la même attitude que nous devant la saloperie du monde.»* *«Néanmoins, nous avons, un moment, continué à le traiter comme un hurluberlu qui, malgré tout, avait peut-être mis le doigt sur des failles de l'histoire officielle.»*

Le «tout» du terrible «malgré tout» de Quadruppani et de ses amis, c'est «juste» la négation du génocide, et le «ricanement» antisémite devant le récit des survivants...

Il est vrai que Faurisson n'a pas la même attitude que Quadruppani devant la saloperie du «monde». Négationniste assumé, il prétend, lui, que l'extermination planifiée n'a pas existé, et à travers ce mensonge, au moins, le vieux néo-nazi dit-il quelque chose en filigrane, accorde-t-il une certaine spécificité au génocide, une certaine importance en voulant en exonérer les nazis.

Le relativisme d'une ultragauche qui finit tardivement par condamner la négation avérée du génocide va finalement encore plus loin, en ce début des années 80, dans *La Banquise*, au travers de la comparaison restée célèbre entre le numéro de Sécurité sociale et celui inscrit sur la peau des déportés, le second étant d'une certaine manière moins grave que le premier.

*«Mis en fiches et cartes par la sécurité sociale et tous les organismes étatiques et para-étatiques, l'homme moderne juge particulièrement barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés. Il est pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordonnateur.»*

Délires absolus, posture littéraire provocatrice et non réfléchie ou conviction profonde, peu importe. La question de ce qui pouvait bien animer quelques militants pour qu'ils en arrivent à se prétendre communistes en trouvant une conquête ouvrière comme l'accès aux soins, avec ses lacunes

et ses défauts, plus grave qu'un génocide n'aurait absolument aucun intérêt s'ils n'avaient eu aucune postérité.

Malheureusement, ce relativisme obscène est aujourd'hui presque la norme dans des cercles bien plus vastes : non seulement la comparaison de tout et n'importe quoi avec le génocide des Juifs est devenue chose courante à gauche, où il faut, absolument, par exemple, que chaque mesure prise contre les étrangers soit comparée avec Vichy et le nazisme, comme si elle ne pouvait être horrible et critiquable en soi.

Mais aussi et surtout, le relativisme relatif aux crimes du passé n'a pas abouti à une prise de conscience plus grande de ceux du présent : il n'a pas amené les masses à «démasker» la démocratie parlementaire et bourgeoise, mais il permet chaque jour par contre de légitimer les crimes de sanguinaires dictatures.

Ces dernières années, une bonne partie des militants d'extrême gauche, rouges, noirs, verts et même roses ont trouvé peu dérangeant voire utile de manifester pour la Palestine, ou contre les guerres impérialistes aux côtés de religieux intégristes, de fascistes à peine masqués, de partisans du gouvernement syrien ou iranien.

À l'inverse, et pour le malheur des prolétaires syriens, lybiens ou iraniens, par exemple, le «soutien» le plus timoré, le plus dénué d'actes, de quelque démocratie occidentale, que ce soit à une révolte ou à une révolution visant à renverser un dictateur suffit à beaucoup pour immédiatement considérer que la cause est «bien louche» et qu'elle ne peut que «faire-le-jeu-du-capitalisme-en-masquant-les-vrais-problèmes».

Mais contrairement à ce que pensent les tenants sincères du relativisme, dire que tous les crimes se valent, ce n'est pas valoriser les victimes du capitalisme, c'est au contraire également les banaliser. Si tout se vaut, alors rien ne vaut, et aucun combat n'a plus de sens.

Ne reste que l'absolue soumission devant la force brutale et dominatrice comme moteur de l'histoire, absolue soumission qui est bien celle des héritiers gauchistes du relativisme, fascinés par ces dictatures sanglantes qui ont à leurs yeux le «mérite» de menacer ces démocraties où leur révolution fantasmée n'a pas eu lieu.

Dans les années 90, lorsque, enfin, fut posé publiquement le problème de la collusion entre des militants révolutionnaires de gauche et les milieux négationnistes, deux facteurs empêchèrent de fait de crever l'abcès qui a macéré depuis, aboutissant aujourd'hui à l'existence de nouvelles collusions, à la formation d'un vaste courant animé par de nombreux militants venus de la gauche dans le sillage de Dieudonné, par des néo-nazis revendiqués et par des soutiens des dictatures iranienne, russe ou vénézuélienne.

Le premier est factuel : dans le sauve-qui-peut général, chacun, dans les milieux concernés, s'empressa de minimiser ses propres responsabilités en pointant celles du voisin. Certes on avait tenu des propos ignobles, mais on n'avait pas rencontré physiquement Faurisson, bien sûr, on avait dit



dans *La Banquise* des ignominies tout a fait comparables à celles qui se disaient dans *La Guerre sociale*, mais il n'était pas avéré qu'on eut participé au journal *La Guerre sociale* avec les négationnistes assumés...Des dizaines d'années plus tard, le même type d'arguties aura lieu à propos du copinage avec Dieudonné, la plupart des concernés post-datant de plusieurs années le début de la dérive antisémite de l'humoriste.

En tout état de cause, le débat sur le négationnisme dans les années 80 et 90 tourna surtout autour de la négation ouverte des chambres à gaz : finalement tant qu'on n'avait pas franchi ce cap-là, devant plusieurs témoins et de manière répétée, l'honneur s'avérait à peu près sauf, dès lors qu'on consentait à s'excuser de quelques excès, qu'on avait après tout commis «pour la bonne cause».

Que cette orientation du débat ait permis à quelques raclures de poursuivre leur petite carrière littéraire ou militante n'est pas le plus grave, dans un monde où Faurisson monte sur la scène du Zenith de Paris, devant des milliers de personnes.

Le principal problème réside dans le fait que la *reductio ad faurissonem* du négationnisme permet encore aujourd'hui à ses thuriféraires et soutiens de voir leur discours minimisé : pour beaucoup de gens, le négationnisme se réduit à l'acte réitéré de nier ouvertement la réalité même du génocide, et la sphère négationniste est circonscrite alors aux quelques-uns qui se livrent à ces actes.

C'est pourtant essentiellement au travers de la stratégie de présentation du négationnisme comme une thèse historique qui devrait non seulement pouvoir être exprimée mais aussi considérée comme digne d'être prise en compte dans le débat, et au travers des discours relativistes sur ce qu'est un génocide, sur ce qu'est l'idéologie nazie que le négationnisme se répand.

Et sa diffusion n'est pas seulement un crachat contre les victimes passées, une oppression antisémite intolérable, mais aussi une arme de propagande massive au service des nouveaux fascistes et des dictatures les plus sanglantes.



A propos de  
*L'antisémitisme partout*  
d'Éric Hazan  
et Alain Badiou  
ou  
**comment dissimuler  
les acquis  
d'un siècle de débats  
sur le sionisme**

L'antisionisme est une idéologie parfois respectable, lorsqu'elle repose sur des arguments historiques solidement fondés<sup>133</sup> défendus par des militants ou des intellectuels qui ne s'attaquent pas à d'insignifiants épouvantails réactionnaires ou à des moulins à vent.

Dans sa préface à un recueil de contributions sur l'antisionisme de gauche, August Grabski reprend à son compte une définition de Todd Endelman. Pour cet historien britannique, la critique antisioniste légitime d'Israël devient antisémite et donc illégitime dans les circonstances suivantes :

*«1. Quand elle remet en question la légitimité de l'État juif, mais jamais celle d'un autre État ; quand elle conteste la légitimité du nationalisme juif, mais jamais celle d'autres nationalismes, au Moyen-Orient ou ailleurs.*

---

<sup>133</sup> On lira par exemple avec profit *Etre arabe* d'Elias Sanbar et Farouk Mardam-Bey aux Éditions Sindbad, ouvrage qui démonte les mensonges de la propagande sioniste (ici sans guillemets, car les auteurs savent de quoi ils parlent) depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, puis israélienne depuis 1948, même si l'on ne partage nullement leur admiration pour Nasser ou leurs illusions délétères sur les vertus du nationalisme arabe. Et le lecteur fera même son miel de certains bons livres édités par La Fabrique...

2. *Quand elle refuse à l'État juif, mais jamais à un autre État, le droit d'exprimer le caractère de la majorité de ses citoyens (c'est-à-dire le caractère juif d'Israël, ou le caractère français de la France).*

3. *Quand elle diabolise l'État juif, en transformant le conflit israélo-arabe en une question morale, un problème que les Juifs, et seulement les Juifs, auraient créé et dont les Juifs, et seulement les Juifs, seraient responsables.*

4. *Quand elle exprime une préoccupation obsessionnelle, exclusive et disproportionnée pour les fautes<sup>134</sup> des Israéliens et les souffrances des Palestiniens – au point que ce conflit entre deux petits peuples se transforme en un combat cosmique, manichéen, entre les forces du Bien et du Mal.»*

Et August Grabski d'ajouter : «*Quand la critique d'Israël traverse l'une de ces lignes jaunes et se transforme en un récit obsessionnel nourri de fantasmes et de peurs, alors on peut dire qu'on a affaire à un discours exclusivement antisémite.*»

Hazan et Badiou auraient pu, par exemple, partir d'une telle définition pour la décortiquer, la contester, en proposer une nouvelle, etc., bref élever le débat. Pour notre part, le point 2 relève d'un raisonnement nationaliste, réactionnaire sur toute la ligne, mais les trois autres points pourraient servir à esquisser une définition de l'antisémitisme de gauche.

Malheureusement, on ne trouvera aucun argument ou raisonnement nouveau dans l'article de 60 pages de Hazan et Badiou, abusivement présenté comme un livre. Ce texte ignore sciemment les acquis de près d'un siècle de discussions au sein des partis socialistes, communistes et d'extrême gauche, mais aussi au sein du mouvement anarchiste, à propos du sionisme et de l'antisémitisme, contribuant ainsi à renforcer l'ignorance des nouvelles générations. Celles-ci, faute de temps et de références politiques aisément disponibles, risquent de faire spontanément confiance à ces aînés censés être des puits de science, des «penseurs marxistes incontournables au XXI<sup>e</sup> siècle» et des militants «anti-impérialistes» exemplaires.

## **Un pamphlet**

### **qui nous offre une énième version des théories du complot**

Un exemple : si, après la création de l'État d'Israël, 900 000 Juifs ont quitté les pays dits «arabo-musulmans» où ils vivaient depuis des siècles c'est bien sûr uniquement à cause des attentats du Mossad contre «des

---

<sup>134</sup> L'auteur utilise le terme consensuel et neutre de «*shortcomings*», que j'aurais préféré traduire par «actes criminels»... mais ce n'est pas l'expression employée ici par ce spécialiste de l'histoire des Juifs en Grande-Bretagne. Ce mot anglais signifie aussi «lacunes, manquements, erreurs» et est donc particulièrement faible pour décrire les pratiques coloniales israéliennes et la violation constante des droits les plus élémentaires des Palestiniens

synagogues» (combien ? à quelles dates ? les auteurs ne le précisent pas et n'indiquent pas leurs sources) dans les pays arabes. Le statut discriminatoire de «dhimmis»<sup>135</sup> que les Juifs subissaient depuis des siècles; le recyclage de nombreux anciens nazis dans les appareils policiers en Égypte et en Syrie ; les manifestations antijuives organisées dans les années 1940 et 1950 et les lois antijuives prises par les régimes «arabes» après l'indépendance ; la création d'un État censé offrir un havre de paix aux

---

<sup>135</sup> Cf. «Géopolitique de l'islam et dhimmis juifs» sur Internet <http://www.mondialisme.org/spip.php?article907> dans la compil' n° 3 de *NPNF*.

Ce statut était fondé sur les critiques très violentes exprimées contre les Juifs dans le Coran, ceux-ci étant considérés comme des traîtres au message divin et comme responsables du meurtre d'un des Prophètes reconnus par l'Islam (Jésus-Christ) ; de plus, les tribus juives n'acceptèrent pas toutes la domination militaire de Mahomet, ce qui donna naissance à des versets antijudaïques régulièrement utilisés par les musulmans les plus antisémites.

Sur le site Islamophile (<http://www.islamophile.org/spip/Le-Coran-est-il-antisemite.html>), un certain «docteur Muzammil Siddîqî» répond benoîtement à ce type de critiques en ces termes : «Le Coran critique plutôt les Juifs qui se sont détournés de l'authentique message divin [**lesquels, il ne nous le précise pas, ce qui permet toutes les interprétations, Y.C.**] et il réprimande ceux qui méprisaient et ridiculisaient le Prophète Muḥammad (...) [**en fait, il s'agit des tribus juives qui refusèrent les diktats du chef militaro-religieux qu'était Mahomet, Y.C.**]. Ces critiques contre les Juifs sont similaires à celles qu'on peut trouver dans d'autres écritures dont la Bible [**critiques qui sont justement à la base de l'antisémitisme occidental-chrétien, ce qu'ignore sans doute notre bon «docteur» !!! Y.C.**]. (...) De telles critiques spécifiques n'ont jamais été interprétées par les grands savants du Coran comme une incitation à la haine du peuple juif. Elles ne doivent donc pas être confondues avec de l'antisémitisme.»

Quand on connaît la diffusion du Protocole des sages de Sion dans les pays dits «arabo-musulmans», l'alliance étroite entre l'Allemagne nazie et le Grand Mufti de Jérusalem, les propos d'Ahmadinejad et l'organisation d'un congrès négationniste en Iran, etc., on se dit que les «grands savants du Coran» n'ont guère été «compris» des musulmans à travers les siècles, pas plus que les papes n'ont été «compris» des catholiques, ou Luther des protestants, ou Bouddha des hindouistes...

Si le «message d'amour» des religions se transforme régulièrement en paroles et en actes de haine commis par leurs fidèles, il faudrait peut-être se demander pourquoi...

D'ailleurs, le «docteur Muzammil Siddîqî» nous fournit un élément de réponse puisqu'il écrit, en toute innocence : «le Coran ne condamne pas la **race sémite**», puis s'élève contre l'idée que le Coran contiendrait la moindre «malédiction jetée contre un peuple, simplement à cause de sa **race**». Visiblement ce monsieur croit encore à la théorie des races, base idéologique de l'antisémitisme et du racisme.

Comme son article se termine par «Et Dieu est Le plus Savant», nous ne pouvons que recommander à ce «docteur» d'envoyer un email à Allah pour savoir ce qu'il en pense... Nous publierons Sa réponse (celle d'Allah), car elle nous intéresse vivement.

Juifs du monde entier (on sait aujourd'hui que c'est faux, mais on peut comprendre les espoirs soulevés par la naissance d'Israël, d'autant plus qu'elle fut accompagnée par des récits mythologiques sur les kibboutz et la prospérité économique) ; tous ces phénomènes n'auraient eu aucune influence sur leur départ... L'exode massif des Juifs du Moyen-Orient, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord serait uniquement dû aux manœuvres conjointes du Mossad et de la CIA...

La ficelle est énorme mais apparemment les auteurs jugent que l'antisioniste moyen n'est pas très difficile sur le niveau des arguments qu'on lui présente...

Soyons clairs : des lobbies comme l'AIPAC américain ou des réseaux comme le CRIF français, des services secrets comme le Mossad israélien, des associations internationales comme le Bnai Brith (organisé en loges, à l'exemple de la franc-maçonnerie), existent bel et bien. On pourrait aussi ajouter les radios communautaires juives qui, en France, donnent la parole aux «membres de la communauté» les plus obtus, obscurantistes et réactionnaires. Il est étonnant (mais quelque part plutôt salutaire) que leurs propos aberrants ou scandaleux passent inaperçus des antisémites et qu'ils ne les exploitent pas davantage. Tous ces médias, lobbies, services ou groupes ont été et sont encore des outils de propagande pour le «sionisme», en clair pour l'État israélien aujourd'hui.

C'est d'ailleurs exactement ce que défend l'antisémite Alain Soral dans son torchon *Comprendre l'Empire*, en évitant d'écrire «les Juifs» à chaque page, mais en se débrouillant pour faire comprendre à ses lecteurs qui sont véritablement, selon son esprit raciste, antisémite et paranoïaque, les véritables «Maîtres du Monde».

**Contrairement à Soral, nos deux hérauts de l'antisionisme «blanc»<sup>136</sup>, eux, ne sont pas antisémites.** En même temps, ils empruntent

---

<sup>136</sup> Il est profondément néfaste de classer les individus en fonction de leur appartenance à des «races» (fussent-elles «subjectives», comme le prétendent les idéologues post-modernes actuels ou leurs copains du P.I.R.). Il est plus pertinent de s'intéresser à leur fonction sociale dans les rapports de production et à leurs positions politiques de classe. Mais puisque ce sont les pseudo-concepts utilisés par Hazan et Badiou, il faut quand même leur rappeler cette «blanchitude» incontestable qu'ils partagent avec la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie «blanches» à laquelle ils feignent de ne pas appartenir et qu'ils dénoncent en brassant beaucoup de vent.

De plus, les positions réactionnaires ou «progressistes» des individus ne dépendent absolument pas de leur couleur de peau, comme en témoignent Barack Obama, Condoleeza Rice et Colin Powell.

Enfin, quand on sait que Richard Nixon et le grand patronat «blanc» américain furent les premiers à récupérer le slogan du Black Power (cf. *Race, reform and rebellion. The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990*, ouvrage de Marning Marable) et qu'une partie des dirigeants nationalistes noirs radicaux des années 60 et 70 sont devenus de fervents défenseurs de la libre entreprise (*idem*),

à l'antisémitisme l'un de ses thèmes favoris, celui du complot juif international (le mot juif étant ici remplacé par «sioniste» auquel, pour faire bonne mesure, on adjoint celui d'«américain»). Ils ne peuvent s'empêcher de vouloir à tout prix accréditer l'idée d'un complot israélo-américano-sioniste qui remonterait à l'après 11-septembre 2001 et aurait de solides relais dans les médias. Médias qui les condamneraient ou tenteraient de les réduire au silence, quand ils ne sont pas traînés devant les tribunaux pour payer de lourdes amendes. Ils savent pourtant très bien que, derrière les partisans des théories du complot (capitaliste, bolchevik, sioniste, etc.), on risque toujours de trouver des antisémites mal déguisés.

Cependant, nos deux intellectuels n'en ont cure.

Drapés l'un dans sa toge de «philosophe» mao-stalinien, coqueluche des intellectuels «marxistes» orphelins du «socialisme réel» (traduire : nostalgiques du capitalisme d'État totalitaire), l'autre dans sa bure d'éditeur «blanc» gallo-chic, nos deux polémistes n'ont aucun complexe à puiser dans l'argumentaire du complot.

Dans une certaine mesure, ce n'est pas étonnant ; on sait que les régimes russe et chinois, qu'ils ont adoré dans leur jeunesse, ont toujours traité leurs opposants internes de traîtres, d'espions, d'individus vendus à l'Amérique, au révisionnisme, au sionisme, quand ce n'était pas à Hitler et au Mikado !

Les théories du complot et l'habitude de traiter leurs adversaires politiques à gauche comme des traîtres, des flics, des indics ou des espions font partie de leur éducation politique stalinienne : ces méthodes de «discussion» ont prospéré dès que le parti bolchevik a pris le pouvoir et s'est trouvé en charge de l'État, de la police et de l'armée «soviétiques». La situation n'a fait qu'empirer, une fois que Staline, en tant que secrétaire général du Parti, a réussi à éliminer toutes les oppositions au sein du Parti communiste russe entre 1924 et 1928, et s'est lui-même servi de l'Internationale communiste pour instaurer un réseau d'espionnage international au service de la puissance russe. Le processus ne s'est pas arrêté aux frontières de l'URSS et aux manœuvres clandestines des services secrets russes : les bureaucrates staliniens ont appris à tous les partis de l'Internationale communiste à diffamer (puis à liquider physiquement) leurs opposants, en puisant notamment dans les théories du complot.

Et même leurs opposants (les trotskystes) ont été parfois contaminés. L'exemple relativement récente de l'affaire Varga, montée au sein de l'OCI, le parti où se sont «formés» Mélenchon, Cambadélis, Jospin et quelques autres sociaux-patriotes actuels, l'illustre bien. Mais combien de

---

on peut avoir quelques doutes sur les effets positifs, pour la lutte de classe, de l'importation de ces concepts dans le champ politique et intellectuel européen par des militants certainement révoltés et sincères mais fort mal informés, des universitaires ambitieux en quête de nouvelles chaires, ou des politiciens en quête de voix et de places.

mini-procès sur le modèle stalinien ont-ils été montés de toutes pièces contre des individus ou de petites tendances au sein des groupuscules d'extrême et d'ultra-gauches ? Le stalinisme a répandu son poison pendant des générations, y compris chez les soixante-huitards, post-soixante-huitards, autonomes, etc.

### **Combats contre des moulins à vent et des nains de jardin germanopratin**

Le pamphlet de Hazan et Badiou se résume à un plat règlement de comptes avec quelques individus sans intérêt, et qui, de surcroît, n'occupent aucune place significative dans les discussions des militants de gauche et d'extrême gauche : Alain Finkielkraut, Bernard Henri-Lévy, Claude Lanzmann, Eric Marty, Jean Birnbaum, Robert Redeker, André Glucksmann, Pierre André-Taguieff et Jacques-Alain Millner.

Il est peu probable que plus de 1 % des militants de gauche ou d'extrême gauche aient lu les ouvrages des individus précités. À la rigueur, ils ont pu parcourir d'un œil distrait quelques-unes de leurs tribunes libres dans *Le Monde* ou *Libération*, ou les entendre quelques minutes à la radio ou à la télévision, mais il est évident qu'ils n'ont jamais accordé d'importance à leurs vociférations médiatiques, tant elles coïncident le plus souvent avec les diatribes de la droite réactionnaire.

Un sujet comme l'antisémitisme «à gauche» (pour reprendre l'expression superficielle de Michel Dreyfus) ou plutôt, comme l'antisémitisme **DE** gauche mériterait un livre sérieux qui prenne autre chose pour cibles que quelques épouvantails conservateurs méprisés par les militants de gauche et d'extrême gauche. Et il mériterait surtout une vision qui dépasse le cadre franco-français dans lequel restent enfermés les intellectuels «radicaux» hexagonaux.

### **L'antisémitisme de gauche**

On attend toujours l'historien qui mettra en perspective (et en tenant compte du contexte, des débats distincts à chaque époque) les positions des anarchistes, de la gauche et de l'extrême gauche, des syndicats, du mouvement ouvrier, sur la «question juive», le «sionisme», l'antisionisme, etc., depuis un siècle.

Nous n'avons pas besoin d'un polémiste intelligent et cultivé mais désespérément brouillon comme P.A. Taguieff qui compile et découpe malhonnêtement des centaines de citations, procède à des amalgames inadmissibles, et lance des accusations insensées.

Pas plus que d'un historien (trop) pressé comme Michel Dreyfus qui bâcle ce qui ressemble furieusement à un ouvrage de commande (*L'Antisémitisme à gauche*) pour rassurer la gauche et l'extrême gauche, et que celles-ci puissent continuer à dormir tranquilles, et à rester confites dans leur bonne conscience.

Nous avons besoin d'un chercheur, ou mieux d'une équipe de chercheurs patients et méthodiques qui sachent nous restituer la profondeur



des débats, et l'importance des problèmes spécifiques et des difficultés nombreuses que soulèvent «la question juive», le sionisme et l'existence l'État d'Israël, en France, et dans le monde.

Le travail a été un peu défriché dans deux recueils d'articles récents, publiés en anglais : le premier rassemble des contributions rédigées par des universitaires modérés ou carrément réactionnaires, et porte sur de nombreux aspects de l'histoire de l'antisionisme antisémite, de gauche et de droite, y compris au sommet de l'armée américaine (eh oui, les «antisionistes» gallo-chics auront sans doute un infarctus en lisant ce livre...) : *Anti-Semitism and Anti-Zionism in Historical Perspective: Convergence and Divergence* (2006), chez Routledge<sup>137</sup>.

Le second *Rebels against Zion. Studies on the Jewish Left Antizionism* (2011), publié sous la direction d'August Grabski, réunit des contributions de plusieurs universitaires, mais aussi de militants de gauche, proches du PC israélien, du Fatah et des trotskystes.

### **Lénine, Staline et l'antisionisme de gauche**

À ce sujet, si l'on est un peu plus rigoureux et sérieux que le duo Hazan/Badiou, on pourra aussi télécharger et lire la thèse d'Asmund Borgen Gjerde *Reinterpreting Soviet "Antizionism". An analysis of "antizionist" texts published in the Soviet Union, 1967-1972*, dont les premiers chapitres retracent les ambiguïtés des bolcheviks face à la question juive et au sionisme, afin d'expliquer comment l'antisémitisme en URSS n'a pas surgi sur un terrain idéologiquement vierge, et n'est pas soudain apparu au moment de la guerre des Six Jours (même si 1967 marque une rupture liée notamment à des changements importants chez les Juifs russes), n'en déplaise aux (néo)staliniens, (post)trotskystes, léninistes et (post)maoïstes de tous bords. L'intérêt de ce travail est aussi qu'il repose sur une série d'archives inédites, du moins pour les années soixante.

A. Borgen Gjerde explique bien comment, dans sa lutte acharnée contre le Bund avant 1917, Lénine, tout en dénonçant les pogromes, l'antisémitisme, les crimes des Cent-Noirs, les discriminations antijuives, etc., a toujours défendu l'idée que l'antisémitisme était un vestige du féodalisme, qui ne pouvait mobiliser que des paysans arriérés. Il refusait d'admettre que l'antisémitisme sévissait aussi dans les rangs de la classe ouvrière russe – ce que lui reprochait le Bund.

Comme chacun le sait, ou plutôt devrait le savoir, cette négation de l'antisémitisme ouvrier a été une constante chez ses successeurs, ou disci-

---

<sup>137</sup> Au sommaire : «Les antisémites et le sionisme, de l'indifférence à l'obsession», «L'antisionisme peut-il avoir des principes ? Antihistoricisme et antisionisme dans la pensée juive moderne», «L'Allemagne nazie, l'antisionisme et l'antisémitisme pendant la Seconde Guerre mondiale», «Anti-américanisme et antisémitisme», «Comment l'armée américaine perçoit le sionisme depuis la Première Guerre mondiale», «La campagne antisioniste de 1967-1968 en Pologne», «L'attitude de l'Allemagne de l'Est face au sionisme et à Israël», etc.

ples, trotskystes, staliniens, maoïstes et ultragauches. Pour eux l'antisémitisme (et d'ailleurs aussi souvent le racisme, mais ce serait une autre discussion) est une idéologie qui ne sévit pratiquement que dans les rangs de la petite-bourgeoisie (paysans, petits commerçants, artisans etc., toutes couches sociales censées être condamnées à disparaître par l'Histoire et par l'évolution inéluctable du capitalisme).

Cela permet sans doute d'expliquer partiellement pourquoi la gauche, l'extrême gauche, et l'ultragauche occidentales se sont toujours montrées si lentes à réagir face à l'antisémitisme, de l'Affaire Dreyfus à l'assassinat d'Ivan Halimi, en passant par les déportations et le judéocide durant la Seconde Guerre mondiale. L'antisémitisme n'était (et n'est) souvent pour ces militants qu'un phénomène marginal, concernant seulement les petits-bourgeois et les bourgeois : ceux qui le propagent (les médias capitalistes et les classes dominantes), ceux qui en sont infectés (les «classes moyennes») et ceux qui en sont victimes (les usuriers du Moyen Age, l'officier Dreyfus au XIX<sup>e</sup> siècle, les commerçants, artisans, banquiers et capitalistes juifs au XX<sup>e</sup> ou au XXI<sup>e</sup> siècles). Et ces marxistes ont tranquillement ignoré les réalités sociales, les contradictions de classe au sein des communautés juives, notamment l'existence d'un prolétariat juif...

Borgen Gjerde souligne également que Lénine oscille entre deux images du Juif :

- le mauvais juif (bourgeois, réactionnaire, nationaliste, «cléricaliste», manipulé par les rabbins et les bourgeois juifs, attaché à ses traditions religieuses, culturelles, ethniques, qui veut perpétuer «l'esprit du ghetto» et considère l'antisémitisme comme éternel – et qui est donc sioniste);

- et le bon juif (prolétaire, internationaliste, universaliste, acculturé voire assimilé et soucieux de prendre ses distances avec ses «racines» juives qu'il considère comme une limitation, voire comme une prison identitaire insupportable – et donc antisioniste).

Il détecte également une contradiction chez Lénine, contradiction qui explique, à notre avis, en partie la confusion théorique qui règne chez les antisionistes de gauche actuels : tantôt Vladimir Illitch considère les Juifs comme une nation (mais seulement ceux qui parlent le yiddish, l'hébreu étant pour lui la langue de l'obscurantisme religieux et du nationalisme bourgeois), tantôt il leur dénie ce statut de nation. Cette position est liée à sa conception particulièrement mécanique concernant une prétendue «double nature» des cultures nationales : celles-ci, selon Lénine, auraient une dimension révolutionnaire (la culture bourgeoise, ici le sionisme et le judaïsme) et une dimension réactionnaire (la culture du prolétariat, ici, celle des prolétaires et des intellectuels juifs socialistes internationalistes).

C'est sous Staline, selon Borgen Gjerde, et dès les années 1930, que la propagande soviétique a commencé à assimiler le sionisme non seulement à un agent de l'impérialisme en Palestine (cf. les déclarations de l'Internationale communiste lors des pogromes de 1929 en Palestine qui

en soulignèrent seulement l'aspect «positif», la rébellion des masses arabes contre l'impérialisme britannique !), mais aussi au fascisme et au nazisme. Bien avant la Seconde Guerre mondiale (et bien avant le 11 septembre 2001 !!) les journaux soviétiques publiaient des caricatures montrant des rabbins qui brandissaient des armes et portaient des châles de prières ornés de svastikas. Un livre publié en URSS en 1946 défendait déjà la thèse (si répandue aujourd'hui dans les milieux antisionistes qu'elle est devenue une sinistre banalité) que les «sionistes» auraient emprunté le concept de la «race supérieure» au fascisme. Cela fait écho à un autre thème devenu courant dans la propagande antisioniste de gauche actuelle, et qui repose sur un contresens complet : l'assimilation entre la notion religieuse de «peuple élu» et celle fasciste de race supérieure, qui permet de comparer judaïsme et nazisme, ou sionisme et fascisme.

Mais le ver (ou en tout cas l'ambiguïté mortelle de l'antisionisme de gauche) était dans le fruit bien avant, puisque, du vivant donc de Saint Lénine et de Saint Trotsky, en 1921, furent montés des spectacles de rue à visée «pédagogique», sous forme de procès qui se terminaient par la condamnation à mort symbolique de la religion juive. C'est d'ailleurs de cette époque-là (les antisionistes juifs de gauche n'ont rien inventé !) que date tout un arsenal de propagande créé par les bolcheviks juifs (les Yevsekstii, sections juives du Parti communiste-bolchevik russe, créées en 1918 et chargées de diffuser le message révolutionnaire dans les masses juives en yiddish) qui reprenaient les stéréotypes antisémites : les publications de ces juifs communistes athées publiaient des caricatures de Juifs avec un long nez, des lèvres épaisses, de grandes oreilles, une barbe et des cheveux en bataille. Étant juifs, ces communistes pensaient pouvoir lutter contre le nationalisme juif, le sionisme et la religion juive avec ce type d'armes, sans que cela porte à conséquence. Pour eux, la fin justifiait les moyens. Une tradition «religieusement» conservée jusqu'à nos jours chez les antisionistes de gauche.

Cet article n'est pas le lieu adéquat pour développer en détail une telle hypothèse, mais on peut au moins avancer ici que cette vision léniniste binaire des Juifs, cette indécision sur l'existence d'une question nationale juive, et cette sous-estimation de l'antisémitisme chez les communistes, puis les staliniens, juifs a marqué, avec des nuances et des transformations, toute l'histoire de l'antisionisme de gauche, de Lénine jusqu'à des groupes comme l'UJFP ou Warshawski, par exemple aujourd'hui, en passant par l'UJRE, l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (si l'on consulte les archives de son organe *La Presse nouvelle* à la bibliothèque du MEDEM, on se rend compte qu'il a fallu des années aux staliniens juifs français pour admettre l'existence de l'antisémitisme en URSS et dans les démocraties populaires, et ce avec bien des contorsions).

En tout cas, si un jour un historien des idées et des pratiques politiques s'adonne à cette tâche complexe, espérons qu'il saura que les débats sur

l'antisémitisme DE gauche n'ont pas commencé après l'attentat du 11 septembre 2001, comme le prétend notre duo antisioniste gallo-chic....

### **Un débat qui n'a rien à voir avec le 11 septembre !**

Même s'il ne daigne pas remonter jusqu'à la brochure des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris (anarchistes), intitulée «Antisémitisme et sionisme» (1900), ou s'il ignore l'échange de lettres entre Reginald Reynolds et Emma Goldman en 1937, et se contente d'étudier les débats des trente dernières années, cet historien s'intéressera par exemple

- aux *Anti-Deutsch* (littéralement Anti-Allemands) qui depuis **1989** ont lancé ce débat en Allemagne et en Autriche, **DOUZE** ans avant le 11 septembre. Leur involution réactionnaire ne doit pas faire oublier qu'ils venaient au départ de l'extrême gauche allemande et se réclamaient du marxisme de l'École de Francfort ;

- aux trotskystes de l'Alliance for Workers Liberty qui ont pris position en Grande-Bretagne dès **1985** ;

- aux antisionistes britanniques de gauche comme Steve Cohen qui a abordé le sujet dans un livre dès **1984** ;

- aux communistes libertaires du groupe De Fabel van de illegaal (aujourd'hui Doorbraak) qui menèrent ce débat dans le mouvement altermondialiste dès **1998** et tentèrent (en vain) de l'élargir à d'autres pays, raison pour laquelle ils quittèrent ce mouvement.

Et cette liste n'est certainement pas exhaustive.

Le jour où la gauche et l'extrême gauche hexagonales tiendront compte de la dimension internationale des questions politiques qu'elles abordent, elles cesseront peut-être leurs diatribes inutiles contre des pantins médiatiques. Soyons justes : elles tentent parfois de s'élever au niveau «global», mais c'est pour reprendre les idées les plus éculées de la géopolitique stalinienne sur les États «progressistes» et l'Axe du Mal américano-sioniste !

Et ce afin de renforcer le camp «alterimpérialiste», constitué, entre autres, par la Russie, la Chine, l'Iran et le Venezuela. Comme l'écrit le GARAP dans son article sur le sous-fascisme (*NPNF* n° 36-37), «*l'alterimpérialisme relaie, au sein des pays avancés, à la fois les velléités expansionnistes (économiques, commerciales, diplomatiques, territoriales et militaires) d'États-nations récemment hissés au rang de puissances régionales, et les discours d'acier de leurs garnisons politico-militaires implantées dans leurs sphères d'influence*».

Le pamphlet que Hazan et Badiou ont commis est d'autant plus indécent que ces deux intellectuels dénués de toute mémoire historique, mais non dépourvus de culot et de cynisme, accusent ceux qui ne pensent pas comme eux d'être des «staliniens» et des «partisans de l'État».

### **Arroseurs arrosés**

Pourtant, le premier (Alain Badiou) ne craint pas de défendre encore Mao-tsé-toung, cet homme d'État sanguinaire et mégalomane qui dirigea d'une main de fer son pays pendant presque trente ans, fut le grand

organisateur des camps de travail, des fusillades et des famines planifiées, ainsi que le concepteur d'une des plus grosses mobilisations anti-prolétariennes de l'Histoire (la très mal nommée «Grande Révolution Culturelle Prolétarienne»).

Quant au second, (Éric Hazan) on attend toujours le bilan de son soutien au Parti stalinien français jusqu'en 1956, les raisons de ses illusions sur le stalinisme russe ou sur le FLN algérien, qui lui aussi construisit un État tout ce qu'il y a de plus classique, malgré sa rhétorique autogestionnaire initiale. Notons que Hazan a encore la nostalgie du Parti communiste d'avant 1956. Ce même Parti qui, successivement, négocia la réparation de *L'Humanité* en juin 1940 avec Otto Abetz ; proposa à Pétain (par l'intermédiaire du député «communiste» François Billoux, emprisonné !) de témoigner contre Blum au procès de Riom ; dénonça de Gaulle comme un agent de l'impérialisme britannique avant l'attaque allemande contre l'URSS ; puis mit le Général sur un piédestal ; prôna l'Union nationale et la politique du «À chacun son Boche» ; réhabilita Jeanne d'Arc, cette icône de l'extrême droite catholique ; refusa toute propagande révolutionnaire pour inciter les soldats allemands à se retourner contre leurs officiers (ce que firent, au péril de leur vie, quelques militants trotskystes qui finirent fusillés ou déportés par les nazis, ou liquidés par les staliens) ; obligea les maquisards FTP pleins d'illusions sur leur Parti à rendre leurs armes après la Libération ou à s'engager dans l'armée, quitte à se retrouver ensuite en Indochine à «casser du Viet» ; fit retrousser leurs manches aux ouvriers français («La grève est l'arme des trusts») dès la Libération pour le plus grand profit des patrons français ; et soutint la mise en place du programme du Conseil national de la Résistance (programme d'un État qui réprimait féroce les grèves)....

Il est dérisoire de voir nos deux compères s'indigner de l'expression «hitléro-trotskyte», alors qu'ils en ont été partisans pendant une partie de leur existence politique, sans qu'ils se livrent à la moindre réflexion autocritique – du moins à notre connaissance. Car, que je sache, cette expression se trouve bien dans les écrits de Mao que révère Alain Badiou et dans ceux du PCF dont Éric Hazan fut membre en pleine période stalinienne.

### **«Arabo-musulmans», une expression inventée par les flics ???!**

Il est par ailleurs incongru de les voir affirmer doctement que l'expression «arabo-musulmans» (que l'on peut d'ailleurs contester, mais pour des raisons plus subtiles que celles avancées par les auteurs) serait d'origine policière, alors qu'au cours des trente dernières années (pour ne prendre que celles-là) des dizaines d'ouvrages ou d'articles universitaires sont parus sur «Le fait colonial, l'histoire de France et le monde arabo-musulman », «Le don et l'anti-économique dans la société arabo-musulmane», «L'Encyclopédisme arabo-musulman», «La philosophie et la sagesse dans la pensée arabo-musulmane», «Le défi de la philosophie en terre arabo-musulmane», «L'influence des études urbaines dans le

champ de la recherche doctorale française sur l'aire arabo-musulmane», «L'initiation à la musique arabo-musulmane», «L'imaginaire arabo-musulman», etc.

Malek Chebel, Benjamin Stora, Gilles Keppel, l'Association des travailleurs marocains de France, l'Institut de recherche sur le monde arabe et musulman, etc., tous influencés par la pensée policière gauloise post-2001 ? Un peu de sérieux, messieurs les radicaux-chics !

### **«Noirs de France» et Palestine**

Quant à leur assertion selon laquelle les «Noirs de France» s'identifieraient à la Palestine, affirmation reprise du discours racialisé du Parti des Indigènes de la République, s'il reflète leur souhait d'une union entre «Noirs» (?), «Arabes» (?), «Musulmans» (?) et «Blancs» Franco-Gaulois toutes classes sociales confondues pour célébrer une nouvelle union nationale, on en attend toujours la démonstration.

La majorité des «Noirs de France» ne sont pas (contrairement à ce qu'écrivent Hazan et Badiou) des fils de travailleurs maliens ou sénégalais récemment arrivés sur le territoire «français» mais des Antillais, et je doute que l'antisémitisme à la sauce gallo-chic soit leur principale préoccupation ! Et si, par malheur, cette idéologie néfaste devenait dominante grâce à l'influence délétère d'individus comme Dieudonné, la Tribu Ka, le Mouvement des damnés de l'impérialisme et autres canailles d'extrême droite, il n'y aurait pas lieu de s'en réjouir, fut-on partisan de la politique du... P.I.R comme Eric Hazan.

*Y.C., Ni patrie ni frontières*

5/3/2012

P.S. Merci à Charles, Jean-Pierre et Thomas pour leurs critiques et remarques fort utiles !

## *Petite bibliographie sur différents courants de l'antisionisme*

---

\* Le texte des ESRI «Antisémitisme et sionisme» (1900) se trouve dans la compil' 1 de *NPNF* («*Question juive et antisémitisme. Sionisme et antisionisme*») ainsi que les textes de Reginald Reynolds : «Les révolutionnaires et la Palestine», «Réponse à l'éditeur de *Spain and the World*» et Emma Goldman : «Lettre à l'éditeur de *Spain and the World*» (1937).

\* Sur la position de certains Antideutsch, on lira notamment :

– en français l'article de Stephan Grigat : «L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche» dans la compil' 1 de *NPNF* («*Question juive et antisémitisme. Sionisme et antisionisme*»)

– et en anglais l'article «Toward a critique of anti-German communism» de Raphael Schlembach disponible sur Internet, qui retrace l'histoire de ce courant,

– ainsi que l'article «The Anti-Germans - The Pro-Israel German Left» de **Simon Erlanger** (<http://www.jcpa.org/>), plus centré sur les positions des Anti-Deutsch à propos d'Israël et qui contient des infos fort utiles, y compris pour ceux qui défendent un point de vue «antisioniste».

\* Parmi les textes que l'on peut trouver sur le site de l'AWL, petit groupe trotskyste anglais qui, sur la question de l'antisémitisme de gauche, tire la sonnette d'alarme depuis presque **trente** ans, citons

– Un article de *Socialist Organiser* du **28 mars 1985**,

– une polémique d'**octobre 1987** avec Tony Greenstein: John Mahony, *Workers Liberty* n° 8, «A Reply to A Perdition debate»

– un texte de **1988** : «Anti-Semitism and the Left: an Open Letter to Tony Cliff» («L'antisémitisme et la gauche : lettre ouverte à Tony Cliff» – Cliff était le dirigeant historique du SWP, principale organisation trotskyste britannique), par Sean Matgamma

On pourra lire aussi après la (pseudo) date fatidique du 11 septembre 2001 la série d'articles de Stan Crooke sur le procès Slansky, le stalinisme et les théories du complot, procès qui, rappelons-le aux antisionistes philostaliniens, eut lieu en **1952** ; ainsi que, du même auteur, «Les racines staliniennes de l'antisémitisme de gauche» (2011);

– Une interview de Moishe Postone «Zionism, anti-semitism and the left» (Le sionisme, l'antisémitisme et la gauche), réalisée en février 2010

– «What is left anti-semitism?» (Qu'est-ce que l'antisémitisme de gauche ?) (2007)

– «Anti-semitism on the left» (L'antisémitisme et la gauche) (2006)

– «Zionism, antisemitism and the left» (Le sionisme, l'antisémitisme et la gauche)

– Sean Matgamma, «Anti-racism is indivisible» (L’antiracisme est indivisible), juillet etc.

\* Le livre de Steve Cohen, avocat infatigable de la défense des «sans-papiers» en Grande-Bretagne *That’s Funny, You Don’t Look Anti-Semitic* (C’est curieux, t’as pas une tête d’antisémite), écrit en 1984 a été suivi par de nombreux articles du même auteur que l’on peut trouver sur ce blog rassemblant ses écrits <http://you-dont-look-anti-semitic.blogspot.com/>

---

\* On trouvera les textes de De Fabel van de illegal (qui a fusionné désormais avec deux autres groupes pour former l’organisation Doorbraak) traduits en français sur Internet et dans le livre publié par nos soins

– «La campagne contre l’AMI est ambiguë et potentiellement antisémite» (1999)

– «Entre antisionisme et antisémitisme» (2000)

– «Comment éviter quelques pièges antisémites et isoler les racistes» (2002)

– «L’antisémitisme sur le site d’Indymedia aux Pays-Bas» (2002)

---

\* Et pour finir cette bibliographie, le livre *Rebels against Zion. Studies on the Jewish Left Antizionism* (2011), publié sous la direction d’August Grabski. Au sommaire (certains textes, signalés par une astérisque, se trouvent sur Internet en anglais avec les références sur le site mondialisme.org à la fin de ce même article):

– Roni Gechtman, «Les débats sur les questions nationale et juive dans la Deuxième Internationale et le Bund», 1889-1914 ;

– Rick Kuhn, «L’antisionisme juif dans le mouvement socialiste de Galicie» (lituano-polonaise)\* ;

– Jack Jacobs : «L’antisionisme du Bund dans la Pologne de l’entre-deux-guerres» ;

Henry Srebnik : «L’ICOR, Association pour la colonisation juive en Union soviétique, et la campagne contre le sionisme, “ennemi des masses juives” 1924-1935» ;

– Bat-Ami Zucker : «Les communistes juifs américains et la Palestine durant les années 1930» ;

– Silvia Schenkolewki Kroll, «Idéologie et propagande dans la construction de la mémoire collective : sionisme et communisme en Argentine» ;

– August Grabski, «Matzpen et l’État d’Israël (1962-1973) ;

– Gennady Estraiikh, «Un antisionisme opportuniste, *Sovetish Heymland*, 1961-1991» ;

– Philip Mendes «La négation de l’expérience juive de l’oppression : les Juifs australiens contre le sionisme et l’antisémitisme (JAZA) et le débat sur la radio 3CR»\* ;



- Bashir Abu-Manneh, «Israël dans l'Empire américain, réflexions sur le post sionisme»\*;
- Polly Pallister Wilkings : «Les anarchistes contre le mur : un défi post-structuraliste contre le sionisme» ;
- Uri Davis, «Pour la solution hybride d'un seul État»\* ;
- Ilan Pappé, «La construction et la destruction de Hadash» ;
- Stan Crooke, «Faut-il boycotter Israël ?»\*

# Pourquoi diable (re)publier des textes du site néostalinien des Redskinheads ?

**La publication dans *Ni patrie ni frontières* (n° 36/37: *Extrême gauche/extrême droite: inventaire de la confusion*) de plusieurs articles du site Redskinheads de France et notamment de leurs consternants «Dix commandements» («Les onze thèses du redskinhead») a suscité quelques commentaires acides sur le site Classe contre classe. Comme nous récidivons ici avec l'article sur Hassan Iquioussen et Alain Soral, nous reproduisons notre réponse à ces critiques sur la Toile.**

Ce numéro, comme il est dit dans l'intro, est un premier défrichage et ne prétend pas être parfait. Toute contribution critique est la bienvenue, tant qu'elle ne s'enlise pas dans l'insulte, la polémique stérile ou les digressions sans rapport avec le sujet. (...). Il ne me semblait pas possible de publier de bons articles sur le plan informatif du site redskinsheads, tout en cachant leur idéologie stalinienne.

Un, c'est plus honnête.

Deux, je fais confiance à l'esprit critique des lecteurs et lectrices face à une profession de foi stalinoïde.

Et trois, surtout, c'est l'orientation de la revue depuis le début, il y a bientôt 10 ans, de publier des textes affichant des positions différentes sinon opposées entre elles. Donc de mécontenter tous ceux qui souhaiteraient ne voir qu'un seul point de vue exposé (...).

C'est la seule originalité et la seule utilité de cette revue, de mon point de vue: montrer l'éventail des positions dans l'extrême gauche et chez les libertaires et inciter chacun à réfléchir par soi-même sans suivre aveuglément la ligne de sa chapelle et en prenant connaissance dans un même volume des positions de plusieurs chapelles, sectes, groupes ou individus (...).

Y.C.

\*\*\*

Pour jouer les coupeurs de cheveux en quatre:

Comment reprocher (très justement d'ailleurs) les liens et publications faits consciemment (ou non) par certains sites et pratiquer la même démarche avec des horreurs d'un autre type: le stalinisme?

En fin de compte l'argumentaire ci-dessus ressemble point par point à celui du Grand Soir ou d'autres sites foireux sur la liberté d'expression. Tout ça suppose quand même de considérer les staliniens comme étant des militants authentiquement communistes et/ou révolutionnaires.

Faisons confiance au sens critique des lecteurs comme des éditeurs de revue...

Doctor Louarn

\*\*\*

1) *«Comment reprocher (très justement d'ailleurs) les liens et publications faits consciemment (ou non) par certains sites et pratiquer la même démarche avec des horreurs d'un autre type le stalinisme?»*

La différence est que ni mondialisme.org ni la revue *NPNF* ne publient le moindre lien régulier vers des sites staliniens. Sur un thème précis (l'extrême droite), la revue et le site (pour être plus précis, la partie de ce site partagé qu'est mondialisme.org, partie gérée par la revue) ont reproduit des textes informatifs utiles sur l'extrême droite. Tout en faisant précéder le tout d'une introduction sans complaisance avec les Redskinheads.

Ce que ne font jamais le Grand Soir, Bellaciao, etc. Donc nous mettre sur le même plan n'est pas correct. Pour ne pas dire malhonnête.

2) *«En fin de compte l'argumentaire ci-dessus ressemble point par point à celui du Grand soir ou d'autres sites foireux sur la liberté d'expression.»*

Je n'ai jamais parlé de «liberté d'expression» pour les staliniens. C'est une invention **pure et simple**.

Quand la revue a reproduit et traduit pour la première fois en français les textes de Trotsky et Emma Goldman qui dialoguent entre eux (ce que ni les trotskystes ni les anarchistes n'avaient jamais fait en 60 ans), ainsi que ceux de Chris Harman (du SWP) et d'un libéral anglais qui lui répondait, le tout dans un même volume, il ne s'agissait pas d'introduire le moindre relativisme. Il s'agissait de donner les éléments du débat. Et là aussi les introductions à ces textes n'étaient pas neutres ou académiques....

3) *«Tout ça suppose quand même de considérer les staliniens comme étant des militants authentiquement communistes et/ou révolutionnaires.»*

Là aussi il s'agit d'une pure et simple invention de ta part. Mon introduction dit exactement LE CONTRAIRE.

Par contre, je pense qu'il y a plus de chances qu'un stalinien découvre qu'il s'est fourvoyé, a été manipulé, ou a fait des saloperies, qu'un nazi ou un fasciste. Et que toute l'histoire de l'antistalinisme de gauche (qu'il s'agisse d'intellectuels ou d'ouvriers) fourmille d'ex-staliniens, ou d'extrotskystes, qui ont fait un bilan honnête de leur passé. Bilan qui nous aide à comprendre ce qu'a été le stalinisme et ce qu'a été le trotskysme dans toutes ses ambiguïtés.

Par contre, du côté des ex-nazis ou des ex-fascistes, je ne connais aucun texte ou livre vraiment éclairant sur le fascisme. Si tu en connais, signale-les moi. Et je connais très peu d'exemples de militants ou d'intellectuels ex-fascistes ou ex-nazis qui soient venus ensuite du bon côté de la barricade. Je ne connais pas ne serait-ce que des gens qui soient devenus des syndicalistes ou des démocrates honnêtes. Si tu en connais, cela m'intéresse.

Je n'ai pas de points communs pour l'essentiel avec les Redskinheads, comme l'introduction l'explique, mais je ne les considère pas comme des fascistes. Ce sont des staliniens, ou plutôt des néostaliniens qui ont écrit quelques descriptions utiles de ce qu'est l'extrême droite actuelle, même si je ne partage pas leur forme spécifique d'antifascisme ni même leur analyse du Front national.

La critique résolue du stalinisme, voire même la mise en avant des points communs qu'il peut y avoir entre les régimes staliniens, nazis et fascistes, ne doivent pas nous faire oublier que les «révolutionnaires» ont toujours tenté de s'adresser aux ouvriers des partis staliniens. Et que cela a parfois marché.

S'adresser aux ouvriers des partis fascistes par contre était à la fois suicidaire et totalement improductif...

Si tu bosses dans une boîte il ne te viendra jamais à l'idée d'aller discuter avec un ouvrier du syndicat patronal (CFT, hier, CSL aujourd'hui). Par contre tu auras intérêt à discuter avec les ouvriers staliniens de la CGT... Si tu es dans une prison (ex. les années 70 en Italie) avec des militants staliniens, tu essaieras (avec précautions) de voir quelles alliances tu peux nouer avec eux, tu ne le feras pas avec des prisonniers fascistes....

Ne pas comprendre cela, c'est vivre sur une autre planète...

**Y.C.**

# Hassan Iquioussen et Alain Soral: quelle alliance entre le «communautarisme gaulois» et l’islam politique en France ?

---

Article repris du site [redskinheads-de-france](http://redskinheads-de-france.com).

Samedi 1<sup>er</sup> octobre, à Rennes, devait se tenir une conférence avec Alain Soral et Hassan Iquioussen. Elle a finalement été annulée par Égalité et Réconciliation Bretagne, qui prétexte des pressions des «antifascistes», mais aussi des «autorités» sur la «communauté musulmane.

La mouvance fasciste avait, dans un premier temps, donné une grande importance à cette conférence, annoncée sur de nombreux sites et forums comme un des temps forts de la rentrée de l’extrême droite, sur le thème de l’alliance entre les «jeunes musulmans» et les «patriotes». Cependant, nulle part dans les publicités pour la conférence, ne figurait la moindre indication sur la pensée ou les positions précises d’Hassan Iquioussen.

Le fasciste français ne se refait pas : pour lui, un Arabe est un Arabe, interchangeable, qu’il s’agisse de le tuer ou de l’utiliser, il n’existe pas en tant qu’individu, en tant que locuteur, il ne peut être là que pour incarner une communauté figée.

Du côté antifasciste, deux réactions ont émergé : d'un côté le collectif antifasciste rennais, tout en réalisant un excellent tract contre Alain Soral a tout simplement ignoré son co-conférencier. Seuls les animateurs de Conspiracy Watch et le NPA ont parlé d'Iquioussen, mais uniquement pour pointer ses théories antisémites, développées dans un prêche de 2003 sur lequel nous reviendrons.

Silence partagé de tous côtés, en ce mois de septembre 2011, où pourtant l'islam en France est au cœur de toutes les discussions. Mais seulement par le prisme de certains phénomènes, le voile intégral ou les prières de rue, seulement par le biais de personnages mis en avant par les médias, Tariq Ramadan ou Kenza Drider, le prédicateur télévisuel ou la candidate voilée.

Hassan Iquioussen n'est pas médiatique, c'est un homme de terrain, dont l'activité est toute entière tournée vers la création de réseaux concrets. Hassan Iquioussen n'est pas l'homme des colloques et des plateaux télé, mais celui des prêches dans les petites mosquées partout en France. Pourtant ses vidéos sont vues autant que celles de Ramadan, mais pas forcément par le même public.

En 2003, lorsque Iquioussen a émergé brièvement dans l'espace médiatique pour avoir tenu des propos antisémites lors d'un prêche sur la Palestine, il a été présenté comme un intégriste, comme un «imam des banlieues». Pourtant, Iquioussen est vilipendé par ceux-là mêmes qui incarnent l'«intégrisme» dans les médias, en l'occurrence les courants salafistes qui prêchent un retour aux fondamentaux de l'islam et condamnent totalement la vie dans le monde moderne.

Iquioussen a une tout autre approche, jamais dans ses prêches n'est évoquée la destruction de l'Occident, toute son approche est celle de la vie dans le monde tel qu'il est. Iquioussen parle de la malbouffe et déclare adorer José Bové, et détester la souffrance animale. Iquioussen a des avis aussi bien sur l'islam et l'usage des réseaux sociaux que sur l'islam et les rapports garçon/fille avant le mariage.

Dans ses prêches et conférences, on ne parle pas tellement de guerre sainte, pas tellement de la vie après la mort : il s'agit plutôt de l'attitude que le musulman doit tenir à la cantine de l'école, au conseil municipal, dans le secret de l'isoloir, au supermarché. Et sur toutes ces questions, Hassan Iquioussen semble incarner cette image du musulman «modéré» qui est défendue par tous les politiques comme le modèle à adopter : les deux mots les plus employés par Iquioussen sont «citoyen» et «consommateur». Iquioussen a suscité la colère des salafistes pour avoir déclaré qu'une femme peut retirer son voile si c'est nécessaire pour qu'elle garde son emploi, et au détour d'une de ses conférences, l'on apprend même que «l'islam interdit de frauder dans le métro».

Lorsqu'on a du militant de l'islam politique, la vision raciste colportée par les médias, celle d'une brute moyenâgeuse, vivant visiblement en retrait du monde «moderne», dans l'illégalisme permanent car ne reconnais-

sant que la loi de Dieu, on ne peut qu'être déconcerté par Hassan Iquioussen, qui déclare se battre pour la tolérance la plus absolue, pour que «musulmans» et «non musulmans» vivent côte à côte dans le respect des lois de la République.

Si l'on est persuadé que le racisme s'exprime seulement par la violence envers les membres des minorités, on reste aussi totalement abasourdi par le discours d'Alain Soral et par cette conférence qui viserait à éviter le choc entre la «France» et les «banlieues».

La contradiction apparente avait été la même lors de la précédente conférence d'Égalité et Réconciliation à Rennes, où l'invité principal, Laurent James, était là pour affirmer son admiration pour l'islam et son choix de l'Orient plutôt que de l'Occident. Après les agressions physiques graves perpétrées contre des militants antifascistes lors de cette réunion, Égalité et Réconciliation n'a cessé de mettre en avant les origines immigrées du tenancier du bar Le Fleurte, et fait l'éloge de l'«honnête commerçant» confronté à la «racaille gauchiste» qui passe son temps à foutre le bordel à Rennes et à emmerder les «honnêtes citoyens».

Peut-être faut-il partir de ces deux points communs entre Soral et Iquioussen pour comprendre leur alliance et leur objectif : les deux hommes aiment énormément les commerçants et spécialement les bouchers charcutiers, et détestent les «racailles», qu'elles s'incarnent dans leurs discours par le gauchiste aux cheveux sales ou par le mauvais musulman qui «fraude le métro».

Soral, comme tous les fascistes français, fait une grosse fixette sur le saucisson de très bonne qualité et la viande de porc bien cuisinée est, selon lui, un attribut incontournable de la culture «gauloise».

De son côté, Iquioussen peut parler une heure trente du «vrai hallal», qui a «forcément un prix», et de l'importance «de son boucher de quartier à qui il faut faire confiance».

Soral, dans l'un de ses derniers livres, se livre à des charges extrêmement violentes contre les chômeurs, ces parasites du bas, pour lui comparables aux «parasites du haut», en l'occurrence l'«oligarchie sioniste».

Iquioussen, dans un de ses prêches les plus diffusés sur Internet concernant la jeunesse, adapte de manière islamique la division sarkozyste entre la France qui se lève tôt et l'autre, celle des mauvais musulmans qui regardent «des sites inutiles sur Internet» et manquent la prière du matin. Dans ce même prêche, il place le fait de gagner de l'argent au premier rang des obligations du musulman et finit sur cette conclusion édifiante : *«Le musulman riche et reconnaissant est meilleur que le musulman pauvre car le riche va être utile pour lui-même et utile pour les autres.»*

Iquioussen, comme Soral, bien qu'ayant une image de «rebelles», colportent donc tous deux cette apologie du bon citoyen, bon «Français» ou bon «musulman» : un mec qui fait de l'argent et ne se rabaisse pas en mangeant de la merde.

Et dans leur discours sur les chômeurs ou les jeunes qui ne font pas l'effort de se lever tôt, on ne trouve rien d'autre que la bonne vieille ancienne capitaliste : chacun sa chance d'accéder à la «réussite» sociale, et la misère comme la précarité sont avant tout la faute des pauvres qui ne se bougent pas assez individuellement.

Pourtant les deux semblent bien dénoncer une oppression sociale lorsqu'ils évoquent l'«oligarchie», et dénoncent nos gouvernants actuels, l'un pour l'injustice dont seraient frappés les «travailleurs français», l'autre pour la «stigmatisation» qui frappe les musulmans.

C'est toute leur force respective, d'ailleurs, de partir de la réalité d'un quotidien difficile, d'avoir compris qu'il faut s'appuyer sur la souffrance des prolétaires pour mieux les opprimer et leur offrir sur un plateau un ennemi à détester. Cet ennemi, c'est le sioniste chez Soral, force corruptrice qui manipule tout mais tel le diable qui possède qui il veut, n'est jamais vraiment saisissable. Chez Iquioussen, c'est aussi le «Juif», peuple damné dès l'origine, et qui pervertit tout ce qu'il touche.

Mais chez les deux hommes, parce que le mal est perversion de l'ordre existant, l'ordre en lui-même n'est finalement pas critiquable et doit être respecté et les structures quotidiennes de l'oppression capitaliste ne doivent jamais être remises en cause concrètement.

Le «musulman» comme le «patriote» français doivent certes avoir la haine contre les «sionistes», contre les «banques», mais certainement pas contre leur patron, contre le salariat, contre la manière dont est organisée la représentation nationale, contre le principe de l'économie de marché. On doit respecter son patron, son boucher, et aller voter. Simplement il faut choisir le bon patron, le bon boucher, le bon politicien, le bon conférencier.

Derrière la dénonciation du «système», il y a chez les deux hommes le soutien le plus absolu à l'ordre capitaliste, et la dénonciation des «classes dangereuses», c'est-à-dire celles qui contestent la place qui leur est assignée dans cet ordre.

C'est pourquoi Iquioussen a un discours très particulier sur l'histoire de l'immigration et de ses luttes. Il y a plusieurs mots qui sont totalement absents du discours d'Hassan Iquioussen : «immigration», «racisme», «exploitation», «Arabe», «Noir». Ils sont systématiquement remplacés par «Français musulman», «islamophobie», «injustice».

Hassan Iquioussen évoque très souvent les années 50 et 60, comme celles où nos «anciens» sont arrivés en France. Mais le fils de mineurs du Nord/Pas-de-Calais ne parle pas de l'horreur des conditions de vie de l'époque pour les immigrés; le fils de l'immigration maghrébine n'évoque jamais la décolonisation ou la guerre d'Algérie : dans tous ses prêches, ce qui revient, c'est toujours la même description : les années 50 et 60 étaient celles où «nos anciens» vivaient «sans aller à la mosquée» et «sans respecter les devoirs de l'Islam». Interrogé sur le Tabligh, un mouvement islamique né en Inde et qui accorde une extrême importance à la pratique et



aux rituels quotidiens, Iquioussen, dans un prêche, leur rend un grand hommage : selon lui, ils sont venus évangéliser les mécréants paumés qu'étaient devenus nos parents et grands-parents en les rappelant à leurs devoirs, notamment celui des cinq prières quotidiennes.

On peut comprendre l'arrogance de l'adolescent vis-à-vis de la génération précédente. Mais Hassan Iquioussen a 45 ans, et lorsqu'il décrit les générations immigrées précédentes comme des acculturés totalement perdus dans un pays qui n'était pas le leur, il sait parfaitement ce qu'il fait : détruire la mémoire des luttes de l'immigration, nier l'apport du prolétariat immigré aux combats de classe de ce pays.

De la fédération française du FLN, la plus importante en nombre, la plus revendicative et la plus universaliste jusqu'à ce qu'elle soit reprise en main dans le sang par les nationalistes religieux de droite dont Iquioussen est l'héritier, aux grandes grèves pour le droit de prier ET aussi de parler sur les chaînes de montage de Talbot, Iquioussen fait abstraction méprisante.

Les luttes de sans-papiers, la longue listes des militant(es) issues de l'immigration, syndicalistes combatifs et autonomes ou féministes anti-racistes ? Iquioussen crache dessus par son silence et ses considérations sur l'état de «perdition» de générations entières «intégrées par le jambon».

Notre «imam de banlieue» n'est pas plus honnête avec les luttes internationales : dans son prêche resté célèbre sur la Palestine, Iquioussen ne se contente pas de délirer sur la vilénie des Juifs, il ose aussi comparer Arafat au maréchal Pétain, tout en glorifiant le Hamas.

Soral et Iquioussen ont donc la même haine pour tout ce qui, socialement, s'oppose concrètement à l'oppression, sur la base d'une alliance objective entre des gens qui subissent la même chose au quotidien, et décident de construire ensemble une résistance concrète, malgré leurs différences culturelles.

L'immigration a toujours été un problème pour tous les fascistes, pour tous les réactionnaires, pas seulement ceux du pays d'arrivée des migrants, mais aussi ceux des pays de départ. Elle ne l'est pas pour les raisons qu'ils invoquent officiellement : mais parce qu'elle crée objectivement les conditions de la rencontre entre les prolétaires, et de cette rencontre, naît la possibilité au quotidien pour chaque prolétariat national, de relativiser le poids de la culture de soumission qui lui est inculquée par sa bourgeoisie, par le biais de la religion ou de la politique classique.

Le métissage a toujours lieu, malgré le racisme : en France, malgré la politique discriminatoire d'État, malgré l'intense propagande déployée depuis toujours pour séparer les prolétaires entre eux, l'unité du prolétariat s'exprime aussi bien dans la vie quotidienne, que dans des luttes de classe où l'origine, la religion, et la culture personnelle de chacun ne sont plus un obstacle à la solidarité.

Cette unité mondiale du prolétariat s'exprime aussi au travers de ce qu'apporte l'immigré à son prolétariat d'origine : les luttes anti-

colonialistes pour la liberté et l'égalité sont toutes faites de l'apport de ces immigrés qui ont pris conscience de la possibilité de faire vivre cette égalité lorsqu'ils sont venus dans les métropoles colonisatrices, lorsqu'ils y ont découvert notamment d'autres combats pour l'égalité, ceux des prolétaires de ces métropoles.

C'est ce métissage de combat que vise l'«intégration par le jambon» raillée par Iquioussen, quand le fasciste, lui, va railler la «dhimmi attitude» de ces prolétaires français qui apprennent des luttes de l'immigration en France.

Le communisme, et toutes les idéologies progressistes ont d'ailleurs souvent été désignées par les mouvements religieux ou communautaristes, comme une «colonisation de gauche», comme une «importation étrangère». Pendant la guerre d'Algérie, alors que les militants de gauche algériens étaient traqués par la droite des mouvements indépendantistes, on leur reprochait déjà d'être des «buveurs d'anisette», et aussi des «colonisés du cerveau», parce qu'ils contestaient l'approche purement identitaire de la libération nationale.

C'est donc bien la conscience de classe qui est l'ennemi, aussi bien pour Alain Soral que pour Iquioussen. Et cette conférence commune, même annulée, est, dans son titre et dans son projet, l'annonce d'une alliance entre fascistes et militants de l'islam politique qui ne va cesser de prendre de l'ampleur dans les prochaines années.

Éviter l'affrontement entre «la France» et «la Banlieue», tel est le projet annoncé, avec le portrait de Soral au-dessus du mot France, et celui d'Iquioussen au dessus du mot «banlieue».

La division entre «la France» et la «Banlieue» n'a plus rien d'extraordinaire aujourd'hui. Qu'on les appelle «quartiers défavorisés», «zones sensibles ou de non-droit», ou même, à l'extrême droite, «territoires occupés», il y a bien en France, des quartiers qu'on ne définit plus uniquement par des critères objectifs (taux de pauvreté, lieux de relégation de certaines populations) par exemple, mais comme une sorte de «nation» à part dont les habitants volontairement s'enfermeraient dans leur propre ghetto, et seraient en fait plus liés à d'autres pays qu'à leurs voisins les «vrais Français».

De fait, la stigmatisation, la mise à l'écart du prolétariat dans ces quartiers ont créé une histoire et des luttes spécifiques.

De fait dans l'histoire récente, la spécificité en a été revendiquée par les habitants eux-mêmes, et les générations qui nous ont précédés ont pu être fières d'appartenir aux banlieues rouges ou aux quartiers populaires, d'y avoir créé leurs contre-cultures, leurs révoltes contre la société capitaliste. Mais il ne s'agissait pas de revendiquer la séparation comme identité positive et indépassable, mais de dire que de ces quartiers pouvaient émerger des mouvements capables de transformer la société dans son ensemble.

Dans ce cadre, l'histoire des luttes de l'immigration a toujours eu une dimension universaliste, la revendication de l'égalité se faisait au nom du

principe de l'égalité entre tous les hommes, et de leurs intérêts communs à une société plus juste.

L'intérêt commun des forces incarnées par Alain Soral et Hassan Iquioussen est totalement antagoniste à cette histoire des banlieues et de l'immigration.

D'un côté comme de l'autre, les deux leaders cherchent à rendre sympathique la séparation la plus absolue entre deux parties du prolétariat, chacune réduite à une identité qui l'éloigne à tout jamais des autres prolétaires tout en l'assujettissant à ses propres leaders auto-proclamés.

Que ce séparatisme soit prôné soi-disant pour éviter la guerre ou au contraire l'encourager n'a aucune importance. Dans les deux cas, le projet social est le même : un pays divisé entre «Français» et «musulmans», et la proscription du métissage culturel, parce que de ce métissage culturel au sein du prolétariat naît souvent la conscience de classe.

Alain Soral prône cette séparation au nom de l'identité française menacée par l'invasion migratoire.

Iquioussen le fait au nom de la tradition musulmane, une et intangible. Tous ses prêches et ses conseils aux musulmans tournent autour de la même injonction : le musulman ne doit pas se retirer du monde, mais n'être en ce monde QUE musulman. Ses rapports avec les autres doivent être fondés non pas sur l'échange mais sur la «tolérance». Là où certains verront le mérite du non-prosélytisme, il y a en réalité la construction d'un mur culturel bien plus infranchissable que dans l'attitude qui consiste à vouloir persuader l'autre de ses croyances.

Ainsi Iquioussen ne cesse-t-il dans ses prêches, non pas de préconiser des activités «musulmanes», mais de tout faire dans l'espace d'une «communauté musulmane» : le sport, l'aide aux devoirs des enfants, le bénévolat social, tout après tout peut être pratiqué dans le cadre d'associations musulmanes. On peut tout à fait avoir des loisirs d'adolescent, rencontres, chat sur les réseaux sociaux, mais il y a un Net musulman non ? Bien sûr il faut voter, donner son avis sur les hommes politiques, mais Iquioussen réfute par exemple le choix entre droite et gauche, il s'agit simplement de voir ce que tel ou tel candidat propose pour les «musulmans».

Ainsi se dessine un espace à la fois physique et culturel particulier, exact pendant du communautarisme gaulois prêché par Soral. Chacun sa vie, chacun son boucher-charcutier, chacun son lieu de vie, la «banlieue» ou «la France», chacun ses intérêts propres.

Et dans ces deux espaces, une communauté pacifiée où le bourgeois est valorisé, et le chômeur méprisé, où les salariés se doivent d'admirer le patron qui a réussi.

Bien sûr ces «communautés» sont amenées à se croiser dans l'entreprise, dans l'isoloir, dans la rue. Mais dans toutes ces rencontres, chacun doit garder intangible son «identité». Iquioussen, comme Soral, est

bien conscient de la difficulté de faire entrer cette logique séparatiste dans la tête des prolétaires.

En effet, de plus en plus, la conscience d'un destin commun lié à l'appartenance à une classe unique émerge en chacun d'entre nous. Nos spécificités culinaires, nos interdits alimentaires, pour prendre cet exemple si important pour les séparatistes, sont bien peu de choses devant le problème commun que nous rencontrons en faisant les courses : l'impossibilité financière de nous nourrir correctement.

Le fossé entre nous et ceux qui peuvent choisir une alimentation saine et équilibrée, mais aussi leurs loisirs ou leur lieu de vacances est évidemment bien plus grand que celui qui nous sépare du voisin qui mange du porc, quand nous mangeons de la dinde.

Les leaders comme Iquioussen ou Soral sont bien obligés de tenir compte de ces intérêts et de ces colères communes, raison pour laquelle ils sont contraints de recourir à la désignation d'un responsable pour détourner la colère et la rendre inoffensive. Les deux professent donc à la fois un antisémitisme échevelé et un anti-américanisme chauvin. L'antisémitisme a la fonction classique de bouc émissaire en lieu et place de la bourgeoisie.

L'antiaméricanisme, lui remplit une fonction supplémentaire, en plus de faire croire qu'il existe un bon et un mauvais capitalisme : l'«américanisation», chez Soral comme chez Iquioussen, désigne en fait l'antithèse de la Tradition, grande référence des deux hommes. Tout ce qui va dans le sens du métissage culturel, de l'intérêt pour l'autre, de l'universalisme est désigné comme une perversion : le hamburger n'est pas seulement décrié comme une mal-bouffe, mais aussi et surtout comme une recette de cuisine universelle qui détourne le «Français de souche» comme le «musulman» de SA cuisine, de sa «tradition culinaire» spécifique.

De même le rap, dénoncé comme d'origine américaine, insupporte les identitaires de tous bords, parce qu'il est à la croisée de beaucoup de courants culturels prolétaires, de plusieurs continents et n'appartient à aucun «peuple», constitué ou fantasmé.

Évidemment, la question qui reste posée après ces développements sur la pensée et la pratique d'Iquioussen est celle de son alliance spécifique avec le fascisme français organisé.

L'équation islam politique= ralliement au fascisme n'est pas une évidence en soi, indépendamment des conditions historiques objectives dans un pays donné, et la poser telle quelle est forcément une vision raciste de l'islam : les religieux, même lorsqu'ils estiment que la religion ne doit pas être cantonnée dans la sphère privée, mais trouver sa place dans l'espace public peuvent très bien se rallier à la démocratie, voire à la social-démocratie ou à l'extrême gauche. C'est une chose qui est naturellement admise pour le christianisme en France, et il n'y a aucune raison, autre

que raciste, de ne pas l'admettre aussi en ce qui concerne l'islam politique.

De fait, le parcours d'Hassan Iquioussen et celui de son mouvement, les Frères Musulmans et l'UOIF, l'a d'abord rapproché de la gauche et de l'extrême gauche. La reprise de concepts comme l'«intégration par le jambon» développés par les Indigènes de la République, ou celui de la mal-bouffe témoignent de cet itinéraire.

Iquioussen comme Tariq Ramadan ont fait partie des intervenants très réguliers des conférences organisées par l'association roubaisienne Rencontres et Dialogues fondée par un membre des Verts.

Ni l'UOIF, ni Ramadan ou Iquioussen n'ont été ostracisés ou exclus de la sphère d'extrême gauche : bien au contraire, la sympathie envers l'islam politique en est toujours une composante importante en France, où beaucoup de groupes espèrent toujours que ces mouvements, dans le cadre de luttes communes pour la Palestine ou contre l'islamophobie évolueront vers un anticapitalisme plus affirmé.

L'extrême gauche peut toujours attendre, car les militants comme Tariq Ramadan et Hassan Iquioussen ont très bien pris la mesure de ce qui vient de se produire en Tunisie et en Égypte et gagne progressivement d'autres pays. Là-bas, les prolétaires ont mené massivement des tentatives révolutionnaires dont le discours et la pratique visaient concrètement le capitalisme, tentatives à la fois économiques et politiques, marquées par un universalisme inter-religieux et inter-culturel.

Dans ces deux pays, les grèves massives qui d'ailleurs se poursuivent démontrent que les révoltes n'étaient pas seulement contre les dictateurs mais également contre le système économique et l'exploitation salariale. Là bas, les musulmans pauvres ne sont plus de l'avis d'Hassan Iquioussen, et ne pensent plus que le musulman riche est meilleur qu'eux et plus utile à la société.

De même que la révolte de la jeunesse iranienne, les mouvements en cours ont sonné le glas d'un cycle où l'islam politique était d'emblée perçu comme un mouvement antagoniste et essentiel à la révolte contre la société capitaliste.

Le plus terrible pour les Frères musulmans est que ce bouleversement n'a même pas spécialement pris la forme d'une opposition ouverte à l'islam, qu'ils auraient pu immédiatement qualifier d'«occidentalisée», mais simplement d'une indifférence profonde à ces mouvements. Les prolétaires en Égypte et en Tunisie n'ont pas viré les militants de l'islam politique, ils ont agi sans s'en préoccuper, sans venir les chercher, sans leur demander leur avis sur la manière de mener leur lutte.

Les mouvements de l'islam politique se sont retrouvés dans une situation inédite : contraints de soutenir des révoltes dont les modalités et le contenu se trouvaient en partie antagonistes à leur conception profondément bourgeoise et réactionnaire de l'ordre social pour garder leur image d'opposants à l'ordre établi.

L'islam politique est incompatible avec la lutte des classes : comme d'autres formes de politisation de la religion, il peut s'accommoder à certaines périodes du capitalisme, de formes paternalistes de prise en compte du «problème de la pauvreté», dans leur version caritative ou dans leur version social-démocrate.

Mais la notion d'antagonisme entre les classes, dès lors qu'elle émerge même de manière partielle dans un mouvement est à l'opposé de sa perspective sociale, celle d'une société fondée sur l'existence indépassable des riches et des pauvres, et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

De plus, dès lors que les prolétaires engagés dans les mouvements en cours ne se définissent plus prioritairement en fonction de leur «communauté» ou de leur «religion», c'est tout l'édifice des organisations de l'islam politique qui tremble. Lorsque la mosquée devient non plus LE lieu prioritaire de socialisation, mais un lieu parmi d'autres, dès lors que la manifestation du jeudi devient un événement qui fait autant sens que la prière du vendredi, que le camarade rencontré au syndicat est autant un frère que celui qui partage la même religion que nous, l'influence des leaders religieux s'amenuise inévitablement.

Comment reprendre la main, pas seulement en Égypte ou en Tunisie, mais aussi en France ? Comment se remettre de ce paradoxe terrible ? Effectivement, une part grandissante des prolétaires d'origine immigrée mais pas seulement, retrouve des «racines» dans la culture des pays du Maghreb, ce que souhaitaient les tenants de l'islam politique... Mais en même temps la mémoire et le lien qui émergent sont ceux de la révolution sociale qui n'a ni pays, ni patrie, ni religion.

[Pour l'islam politique] la réponse ne peut être, en France, que le pari de l'alliance avec les fascistes même apologistes du colonialisme : imposer ensemble une fausse convergence et un vrai séparatisme entre les prolétaires, l'idée de «la France» d'un côté, de «la banlieue» de l'autre, récupérer la colère de classe en lui désignant un ennemi fantasmé et ce faisant cracher sur la révolution sociale sans en avoir l'air.

Hassan Iquioussen s'allie avec Alain Soral, l'ennemi de la prétendue «repentance», le défenseur de la colonisation, et dans le même temps Tariq Ramadan distille sans arrêt la thèse selon laquelle les révolutions du Maghreb auraient été «manipulées» par l'Occident et ne seraient donc pas si révolutionnaires que cela...

Dans l'avenir, les tenants de l'islam politique (et plus globalement tous les leaders religieux souhaitant avoir un rôle politique majeur dans la gestion de la société) et les fascistes ordinaires seront donc ensemble contre toutes les manifestations de révolte populaire, qu'il s'agisse de les détourner à leur profit ou de les attaquer de front, notamment en ciblant tous ceux qui se refusent à se définir selon des identités partielles, tous ceux qui mettent la solidarité concrète entre exploités avant les différences culturelles ou religieuses.

## Depuis septembre 2002 *Ni patrie ni frontières* a publié

### **Revues** (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N°4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

### **Revues** (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskyistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32. Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 Inventaire de la confusion (2011), 10 €

## Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

## Anthologies et livres :

- Compil' 1 : «*Question juive*» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie*» (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil' 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil' 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil' 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (anthologie), 12 €
- Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12€
- Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil articles d'*Échanges et Mouvement* 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Le monde comme il va, Patsy, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 €
- G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies*, tome 1. *De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*

**ABONNEMENTS ET COMMANDES :** Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*idem*).

Site : [mondialisme.org](http://mondialisme.org) puis cliquer sur Ni patrie ni frontières et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris

ou bien [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr)



# *Ni patrie ni frontières*

## Revue de traductions et de débats

**«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»** Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe

serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclu-

sive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

*Ni patrie ni frontières*

# Inventaire de la confusion

*Ni patrie ni frontières* n° 36-37 – octobre 2011 - 10 euros

Les militants néofascistes, identitaires, «populistes», etc., ne se contentent pas de rester sagement devant leurs ordinateurs. Ils infiltrent ou investissent à visage découvert des syndicats, des associations, des clubs de sport, des groupes écologistes, etc. Ils mènent une offensive contre-culturelle, facilitée par la propagande nationaliste, sécuritaire, anti-Roms et anti-étrangers que diffusent les gouvernements Sarkozy depuis 2007. Et aussi par l'apathie de la «gauche» qui n'a jamais mis en pratique l'égalité totale des droits entre travailleurs français et «étrangers», et est incapable de penser en dehors du cadre capitaliste et électoral.

Tout cela n'aurait pas été possible sans une déroute idéologique qui s'est déroulée bien avant le 21 avril 2002 et la montée en puissance des «trolls» de l'extrême droite sur Internet. Un boulevard lui a été ouvert par des médias de gauche («alternatifs» ou de «contre-information») laxistes face à l'antisémitisme, des altermondialistes réactionnaires, des écologistes «ni de droite ni de gauche», des «socialistes» et des «communistes» souverainistes, patriotes ou partisans d'un État sécuritaire, des intellectuels post-modernes qui mettent toutes les idées sur le même plan, des journalistes incultes ou avides de sensationnel, et une «gauche radicale» qui a perdu toute boussole de classe et toute volonté d'abattre l'État bourgeois.

Tels sont quelques-uns des artisans de la confusion idéologique actuelle, dont profitent des fascistes ayant un projet politique précis : profiter de la démocratie bourgeoise pour répandre leur venin, alterner agressions physiques et passages à la télévision, manifestations ou processions «bon enfant» et attaques de commandos racistes, présence aux élections et pratique de la violence. Ce numéro présente, sous la forme d'un inventaire d'une centaine d'entrées, des sites Internet qui font le lit du fascisme, des concepts ambigus ou mal définis, des publications groupusculaires mais nocives, et quelques groupes, agitateurs ou «penseurs» fascistes. Nous tentons d'étudier les passerelles entre l'anticapitalisme de gauche et la droite radicale, le terrain de ruines idéologiques sur lequel les Identitaires, le Front national, les nationalistes-révolutionnaires, les intégristes chrétiens, etc., tissent leur pelote en toute impunité, voire avec la complicité active, ou passive, de certains idiots utiles «de gauche».

Cet inventaire décrit aussi la violence que les nervis racistes ou fascistes tentent d'instaurer dans les rues de l'Hexagone, jamais très loin du FN, généralement sous l'œil indulgent des flics et des juges. Il ne s'agit ni de pleurnicher en psalmodiant «Le fascisme ne passera pas !» ou «Sarkozy = Vichy II», ni de se réfugier derrière les principes démocratiques et interclassistes de la «Résistance» stalino-gaulliste, mais de réfléchir et surtout de n'attendre aucune aide des institutions pour affronter ces menaces.

# Les pièges mortels de l'identité nationale

*Ni patrie ni frontières* n° 33-34-35 – juin 2011- 12 euros

Ce numéro s'ouvre sur plusieurs articles de *l'Encyclopédie anarchiste*. Ils permettent de situer la critique de concepts comme ceux de nation et de patrie, de nationalisme et de patriotisme dans une longue durée historique. Ces textes montrent que les anarchistes, au début du XX<sup>e</sup> siècle, percevaient clairement le rôle de l'embrigadement patriotique, et ce dès la Révolution française. Par contre, en comparant systématiquement le nationalisme ou le patriotisme avec une religion, les libertaires tendent à tomber dans le même piège que celui de leur anticléricalisme (parfois) caricatural : l'illusion qu'il suffit de mener un combat rationaliste déterminé contre une idéologie pour que celle-ci recule ou disparaisse dans la tête des exploités.

Les deux textes d'Anton Pannekoek et de Paul Mattick éclairent la réflexion des marxistes antistaliniens sur le nationalisme. Ils prennent en quelque sorte le contrepied des auteurs précédents en affirmant le rôle déterminant des facteurs socio-économiques dans la disparition progressive d'idéologies réactionnaires comme la religion ou le nationalisme. Malheureusement, l'évolution historique leur a donné tort, du moins sur ce point précis, même si leurs positions antinationales restent, à notre avis, profondément justes. Et ce ne sont pas les derniers avatars du nationalisme, l'islam politique, le régionalisme ou l'anti-impérialisme réactionnaire de nombreux courants altermondialistes ou d'extrême gauche qui nous inciteront à l'optimisme. La revue tente ensuite de comprendre pourquoi la question de l'identité nationale est récurrente dans le débat politique franco-gaulois.

Nous abordons une des conséquences de ce débat lancé par Sarkozy, ou en tout cas du climat entretenu par la «droite dure», c'est-à-dire le rapprochement entre un courant de gauche laïco-xénophobe et l'extrême droite. Nous évoquons un nouvel OVNI politique, le prétendu «racisme anti-Blancs». Nous questionnons les limites de la «liberté d'expression totale» prônée par la Fédération anarchiste, à travers plusieurs émissions ou débats organisés sur Radio libertaire. Une contribution se penche sur le rôle de l'ésotérisme dans l'idéologie d'extrême droite, phénomène souvent méconnu ou en tout cas jugé secondaire par les militants. Enfin nous observons, avec l'aide de camarades belges et néerlandais, comment les problèmes de l'identité nationale, de la laïcité et de l'extrême droite sont abordés ailleurs que dans l'Hexagone.

# Travailleurs contre bureaucrates

*Syndicalisme révolutionnaire et socialisme (1876-1914)*

*Grèves, Bourses du Travail, Coopératives, mutuelles et syndicats  
(1876-1936)*

**Principales grèves en France (1936-1968)**

---

*Ni patrie ni frontières* n° 30-31-32 - Octobre 2010

Les ouvriers et les employés, quand ils se battent contre leur patron et contre l'État, doivent souvent affronter un autre adversaire, plus inattendu celui-là, du moins pour ceux dont c'est la première grève ou le premier conflit sérieux avec leur employeur : les bureaucrates syndicaux. Cette question épineuse n'est pas nouvelle, et, depuis plus d'un siècle, personne n'a encore trouvé de remède magique contre le fléau que l'on appelait déjà, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le «fonctionnarisme» syndical. Mais peut-être le mal est-il désormais plus profond et faut-il se demander si les syndicats ne seraient pas définitivement intégrés à l'État...

Les articles de ce recueil tentent d'apporter quelques réponses en s'appuyant sur l'histoire du mouvement ouvrier en France depuis ses origines et les principales luttes de 1936 à 1968 inclus. Conformément à la démarche de la revue *Ni patrie ni frontières*, cette anthologie rassemble des textes écrits par des militants de différentes tendances, anarchistes, anarchosindicalistes et marxistes. Le lecteur devra donc confronter les arguments développés par chaque auteur, s'interroger sur ses présupposés politiques, pour se forger sa propre opinion.

**Auteurs :** George Bastien, Pierre Besnard, Pierre Bois, Pierre Chaulieu (alais Cornelius Castoriadis), *Combat Communiste*, E. Cotte, *Courant alternatif* (OCL), Communistes Révolutionnaires (OCR), André Daudé-Bancel, Sébastien Faure, A. Hillkoff, Errico Malatesta, Ernest Mandel, Jean Marestan, Pierre Monatte, Mouvement Communiste, *Programme Communiste* (PCI), A. Rey, E. Rothen, George Yvetôt

**Prix :** 12 euros

## ***Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras «gauchistes» (2002-2010)***

Les articles rassemblés dans ce recueil sont liés à des questions débattues dans les milieux d'extrême gauche, d'«ultra-gauche», anarchistes ou libertaires : le citoyennisme, la laïcité, le multiculturalisme, les mouvements antiguerre, les «émeutes de 2005», l'opéraïsme italien, le mythe de Mai 68, le mouvement contre le CPE en 2006, l'antisémitisme supposé de Chavez, les thèses de Huntington, le terrorisme d'extrême gauche, les rapports avec le PS, le rôle des bureaucraties syndicales, la «victoire du non» lors du référendum de 2005, les théories du complot, les limites de la liberté d'expression et de la démocratie bourgeoise.

Les positions politiques de notre revue n'ont rien de particulièrement original puisqu'elles s'inspirent de quelques vieux principes «communistes» susceptibles de garantir à la classe ouvrière son indépendance par rapport à l'État et à la bourgeoisie.

Néanmoins, la défense de ces quelques principes ne suffit pas. Il est aussi indispensable d'éviter d'employer un jargon pour initiés, et ne pas se dissimuler derrière des citations des Saintes Écritures marxistes ou anarchistes quand on n'arrive pas à rendre compte de la réalité.

L'étatisme capitaliste (social-démocrate ou stalinien) et le nationalisme tiers-mondiste continuent à sévir. Y compris dans les courants altermondialistes, écologistes, antiracistes ou féministes qui ont fréquemment servi de leurres pour canaliser la révolte de la «jeunesse radicalisée».

Il faut donc savoir aller à contre-courant, prendre à rebrousse-poil les militants, secouer leur conformisme, leur paresse intellectuelle et leur...conservatisme. Percevoir ce qui se cache derrière la langue de bois de leurs dirigeants, mais aussi sous le langage sophistiqué des intellectuels qui se donnent un vernis contestataire ou «antilibéral».

Impossible de s'arrêter à la dénonciation du seul «néo-libéralisme» ou du «social-libéralisme». Il faut aussi démasquer les ennemis de l'universalisme, les défenseurs prétendument désintéressés des «identités» nationales, régionales, ethniques ou sexuelles, qui essaient de nous vendre l'illusion d'un capitalisme «à visage humain», «durable» ou «équitable», en totale symbiose avec l'idéologie des bureaucraties des grandes organisations internationales comme l'UNESCO et l'ONU, toutes plus féministes, antiracistes et multiculturalistes les unes que les autres.

Disséquer certains lieux communs ou idées reçues qui font consensus dans l'extrême gauche, dans le mouvement libertaire, voire plus généralement à gauche, telle est l'une des fonctions que tente de remplir la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2002.

**Prix : 12 €**

Livres imprimés sur des papiers labellisés  
FSC  
Certification garantissant une gestion durable de la forêt  
Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2012  
Achevé d'imprimer sur les presses du  
Centre Littéraire d'Impression Provençal  
Artizanord n° 203  
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille  
[www.imprimerie-clip.com](http://www.imprimerie-clip.com)  
N° d'impression 07100227